ANNEXE 1 – BILAN DES RÉSERVES À BÂTIR SELON LE PA EN VIGUEUR

Bilan des réserves à bâtir du PA en vigueur

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

Commune de Belmont-sur-Lausanne

Simulation pour le dimensionnement de la zone à bâtir (d'habitation et mixte)

NOOFS: **5581**

Pré-estimation automatique des réserves réalisée le: 30.12.2020
Variante enregistrée le: 20.03.2023

Nom de la variante: **BDR-initial-nettoyé**

Commentaire libre:

Population:	31.12.2020
Affectation du sol:	30.12.2020
Registre cantonal des bâtiments:	30.12.2020
Cadastre:	30.12.2020

Rapport généré le 20.03.2023

PARCELLES CONTENANT UNE RESERVE (POSSIBILITE D'IMPLANTER UNE NOUVELLE CONSTRUCTION) HORS CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrains contenant une réserve

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			SBP théorique (m2)		SBP déjà bâtie (m2)			% disponible théorique		% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes			Surface brute de plancher réalisable (m2)		
377	Zone d'habitation de très faible densité	1525	0.25	0.4		100	100		100	100		381	610	453	453		-19	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	159	
408	Zone d'habitation de très faible densité	1120	0.4	0.4		100	100		100	100		448	448	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	448	448	
410	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4		100	100		100	100		400	400	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	400	400	
428	Zone d'habitation de très faible densité	5254	0.25	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement en vigueur	100	100		100	100		1314	2102	931	931		29	56	29	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	381	1177	
430	Zone d'habitation de très faible densité	1816	0.4	0.4		100	100		100	100		726	726	107	107		85	85	48	48		348	348	
432	Zone d'habitation de très faible densité	4936	0.4	0.4		100	100		100	100		1974	1974	431	431		78	78	37	37		730	730	
450	Zone d'habitation de très faible densité	3968	0.25	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement en vigueur	100	100		100	100		992	1587	911	911		8	43	8	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	79	682	
456	Zone d'habitation de très faible densité	1560	0.25	0.4		100	100		100	100		390	624	231	231		41	63	41	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	160	393	
463	Zone d'habitation de très faible densité	1264	0.25	0.4		100	100		100	100		316	505	39	39		88	92	88	92	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	278	465	
465	Zone d'habitation de très faible densité	3075	0.4	0.4		100	100		100	100		1230	1230	32	32		97	97	68	97	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	836	1193	
486	Zone d'habitation de très faible densité	2059	0.4	0.4		100	100		100	100		824	824	329	329		60	60	55	60	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	453	494	
491	Zone d'habitation de très faible densité	2443	0.25	0.4		100	100		100	100		611	977	698	698		-14	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	283	
496	Zone d'habitation de très faible densité	3333	0.25	0.4		100	100		100	100		833	1333	935	935		-12	30	0	30	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	400	
502	Zone d'habitation de très faible densité	2172	0.4	0.4		100	100		100	100		869	869	226	226		74	74	48	48		417	417	
515	Zone d'habitation de très faible densité	2528	0.25	0.4		100	100		100	100		632	1011	747	747		-18	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	263	
541	Zone d'habitation de très faible densité	3929	0.25	0.4		100	100		100	100		982	1572	1284	1284		-31	18	0	18	Justification des corrections de la	0	283	

																				commune: Autre, à commenter			
595	Zone d'habitation de très faible densité	1036	0.4	0.4		100	100		100	100		415	415	22	22		95	95	89	95	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	369	394	
839	Zone d'habitation de très faible densité	1596	0.25	0.4		100	100		100	100		399	638	450	450		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	185	
1402	Zone d'habitation de très faible densité	1379	0.25	0.4		100	100		100	100		345	552	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	345	552	
1404	Zone d'habitation de très faible densité	1672	0.4	0.4		100	100		100	100		669	669	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	669	669	
Total		**47666**																				5913	**9935**	

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir <u>hors du périmètre de centre</u>

118	**199**

**** On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte***

***** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles***

****** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive***

******* Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.***

******** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés***

PARCELLES CONTENANT UN POTENTIEL DE Ddensification HORS CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrain contenant un potentiel de densification

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			SBP théorique (m2)		SBP déjà bâtie (m2)			% disponible théorique		% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes			Surface brute de plancher réalisable (m2)		
390	Zone d'habitation de très faible densité	1519	0.25	0.4		100	100		100	100		380	608	492	492		-29	19	0	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	116	
403	Zone d'habitation de très faible densité	1210	0.25	0.4		100	100		100	100		302	484	472	472		-56	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	10	
404	Zone d'habitation de très faible densité	1647	0.25	0.4		100	100		100	100		412	659	293	293		29	56	29	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	119	369	
405	Zone d'habitation de très faible densité	955	0.25	0.4		100	100		100	100		239	382	131	131		45	66	45	66	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	108	252	
407	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	352	352		-41	12	0	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	48	
411	Zone d'habitation de très faible densité	1824	0.25	0.4		100	100		100	100		456	729	425	425		7	42	7	42	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	32	306	
424	Zone d'habitation de très faible densité	1102	0.25	0.4		100	100		100	100		275	441	139	139		49	68	49	0	Justification des corrections de la commune: Pente : forte pente rendant le terrain inconstructible (surface dans le périmètre urbanisé et trop petite pour justifier une modification de l'affectation) (1.3.1.11)	135	0	
431	Zone d'habitation de très faible densité	1991	0.25	0.4		100	100		100	100		498	796	257	257		48	68	48	0	Justification des corrections de la commune: Pente : forte pente rendant le terrain inconstructible (surface dans le périmètre urbanisé et trop petite pour justifier une modification de l'affectation) (1.3.1.11) Commentaire de la commune: Arbres protégés	239	0	
433	Zone d'habitation de très faible densité	1173	0.25	0.4		100	100		100	100		293	469	329	329		-12	30	0	30	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	141	
434	Zone d'habitation de très faible densité	1041	0.25	0.4		100	100		100	100		260	416	182	182		30	56	30	56	Justification des corrections de la	78	233	

																				commune: Autre, à commenter			
436	Zone d'habitation de très faible densité	1005	0.25	0.4		100	100		100	100		251	402	310	310		-23	23	0	23	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	92	
437	Zone d'habitation de très faible densité	1192	0.25	0.4		100	100		100	100		298	477	346	346		-16	28	0	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	134	
438	Zone d'habitation de très faible densité	1004	0.25	0.4		100	100		100	100		251	402	388	388		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	12	
439	Zone d'habitation de très faible densité	1429	0.25	0.4		100	100		100	100		357	572	160	160		55	72	55	72	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	196	412	
440	Zone d'habitation de très faible densité	1306	0.25	0.4		100	100		100	100		327	523	347	347		-6	34	0	34	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	178	
442	Zone d'habitation de très faible densité	1585	0.25	0.4		100	100		100	100		396	634	241	241		39	62	39	0	Justification des corrections de la commune: Piscine en maçonnerie de plus de 40m2 (1.3.1.13)	154	0	
443	Zone d'habitation de très faible densité	1130	0.25	0.4		100	100		100	100		283	452	224	224		21	50	21	0	Justification des corrections de la commune: Piscine en maçonnerie de plus de 40m2 (1.3.1.13)	59	0	
444	Zone d'habitation de très faible densité	1229	0.25	0.4		100	100		100	100		307	491	265	265		14	46	14	46	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	43	226	
445	Zone d'habitation de très faible densité	1318	0.25	0.4		100	100		100	100		329	527	275	275		16	48	16	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	53	253	
446	Zone d'habitation de très faible densité	1558	0.25	0.4		100	100		100	100		390	623	210	210		46	66	46	66	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	179	411	
455	Zone d'habitation de très faible densité	1201	0.25	0.4		100	100		100	100		300	481	228	228		24	53	24	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	72	255	
458	Zone d'habitation de très faible densité	1379	0.25	0.4		100	100		100	100		345	552	492	492		-43	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	61	
459	Zone d'habitation de très faible densité	1016	0.25	0.4		100	100		100	100		254	406	315	315		-24	23	0	23	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	93	
460	Zone d'habitation de très faible densité	982	0.25	0.4		100	100		100	100		245	393	304	304		-24	23	0	23	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	90	
461	Zone d'habitation de très faible densité	1201	0.25	0.4		100	100		100	100		300	480	174	174		42	64	42	0	Justification des corrections de la commune: Pente : forte pente rendant le terrain inconstructible (surface dans le périmètre urbanisé et trop petite pour justifier une modification de l'affectation) (1.3.1.11)	126	0	

462	Zone d'habitation de très faible densité	332	0.25	0.4		100	100		100	100		83	133	118	118		-42	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	15	
464	Zone d'habitation de très faible densité	607	0.25	0.4		100	100		100	100		152	243	90	90		41	63	41	0	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée au règlement actuel (1.3.1.15) Commentaire de la commune: Pente + distance aux limites	62	0	
466	Zone d'habitation de très faible densité	1265	0.25	0.4		100	100		100	100		316	506	336	336		-6	34	0	34	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	172	
467	Zone d'habitation de très faible densité	520	0.25	0.4		100	100		100	100		130	208	83	83		36	60	36	60	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	47	125	
468	Zone d'habitation de très faible densité	1182	0.25	0.4		100	100		100	100		295	473	412	412		-39	13	0	13	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	61	
470	Zone d'habitation de très faible densité	1138	0.25	0.4		100	100		100	100		284	455	289	289		-2	37	0	37	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	168	
471	Zone d'habitation de très faible densité	1004	0.25	0.4		100	100		100	100		251	402	223	223		11	44	11	44	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	28	177	
472	Zone d'habitation de très faible densité	3736	0.25	0.4		100	100		100	100		934	1494	1439	1439		-54	4	0	4	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	60	
473	Zone d'habitation de très faible densité	1026	0.25	0.4		100	100		100	100		256	410	381	381		-48	7	0	7	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	29	
478	Zone d'habitation de très faible densité	812	0.25	0.25		100	100		100	100		203	203	91	91		55	55	55	55		112	112	
492	Zone d'habitation de très faible densité	1133	0.25	0.4		100	100		100	100		283	453	215	215		24	53	24	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	68	240	
493	Zone d'habitation de très faible densité	1023	0.25	0.4		100	100		100	100		256	409	337	337		-32	18	0	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	74	
494	Zone d'habitation de très faible densité	1016	0.25	0.4		100	100		100	100		254	406	358	358		-41	12	0	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	49	
495	Zone d'habitation de très faible densité	1883	0.25	0.4		100	100		100	100		471	753	354	354		25	53	25	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	118	399	
497	Zone d'habitation de très faible densité	3739	0.25	0.4		100	100		100	100		935	1495	1351	1351		-45	10	0	10	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	150	
498	Zone d'habitation de très faible densité	1690	0.25	0.4		100	100		100	100		423	676	449	449		-6	34	0	34	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	230	
499	Zone d'habitation de très faible densité	1470	0.25	0.4		100	100		100	100		367	588	347	347		6	41	6	41	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	22	241	
501	Zone d'habitation de très faible densité	1004	0.25	0.4		100	100		100	100		251	401	245	245		3	39	3	39	Justification des	8	156	

																					corrections de la commune: Autre, à commenter			
503	Zone d'habitation de très faible densité	17	0.25	0.4		100	100		100	100		4	7	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	4	7	
504	Zone d'habitation de très faible densité	1764	0.25	0.4		100	100		100	100		441	706	422	422		4	40	4	40	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	18	282	
505	Zone d'habitation de très faible densité	1054	0.25	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement en vigueur	100	100		100	100		263	421	152	152		42	64	42	64	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	110	269	
506	Zone d'habitation de très faible densité	972	0.25	0.4		100	100		100	100		243	389	145	145		40	63	40	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	97	245	
508	Zone d'habitation de très faible densité	999	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	185	185		26	54	26	54	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	65	216	
510	Zone d'habitation de très faible densité	1044	0.25	0.4		100	100		100	100		261	417	183	183		30	56	30	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	78	234	
512	Zone d'habitation de très faible densité	1058	0.25	0.4		100	100		100	100		265	423	309	309		-17	27	0	27	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	114	
513	Zone d'habitation de très faible densité	1063	0.25	0.4		100	100		100	100		266	425	421	421		-59	1	0	1	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	4	
514	Zone d'habitation de très faible densité	1092	0.25	0.4		100	100		100	100		273	437	413	413		-51	6	0	6	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	26	
516	Zone d'habitation de très faible densité	1926	0.25	0.4		100	100		100	100		481	770	471	471		2	39	2	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	10	300	
517	Zone d'habitation de très faible densité	316	0.25	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement en vigueur	100	100		100	100		79	126	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	79	126	
518	Zone d'habitation de très faible densité	769	0.25	0.4		100	100		100	100		192	308	268	268		-39	13	0	13	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	40	
519	Zone d'habitation de très faible densité	1097	0.25	0.4		100	100		100	100		274	439	207	207		24	53	24	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	66	233	
521	Zone d'habitation de très faible densité	1634	0.25	0.4		100	100		100	100		409	654	316	316		23	52	23	52	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	94	340	
537	Zone d'habitation de très faible densité	1497	0.25	0.4		100	100		100	100		374	599	491	491		-31	18	0	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	108	
538	Zone d'habitation de très faible densité	1148	0.25	0.4		100	100		100	100		287	459	329	329		-14	28	0	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	129	
539	Zone d'habitation de très faible densité	996	0.25	0.4		100	100		100	100		249	398	247	247		1	38	1	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	2	151	

540	Zone d'habitation de très faible densité	1261	0.25	0.4		100	100		100	100		315	504	386	386		-22	24	0	24	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	121	
542	Zone d'habitation de très faible densité	2183	0.4	0.4		100	100		100	100		873	873	251	251		71	71	19	0	Justification des corrections de la commune: Piscine en maçonnerie de plus de 40m2 (1.3.1.13)	166	0	
544	Zone d'habitation de très faible densité	963	0.25	0.4		100	100		100	100		241	385	72	72		70	81	70	81	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	169	312	
545	Zone d'habitation de très faible densité	804	0.25	0.4		100	100		100	100		201	322	139	139		31	57	31	57	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	62	184	
546	Zone d'habitation de très faible densité	827	0.25	0.4		100	100		100	100		207	331	167	167		19	49	19	49	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	39	162	
549	Zone d'habitation de très faible densité	748	0.25	0.4		100	100		100	100		187	299	226	226		-21	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	75	
564	Zone d'habitation de très faible densité	1887	0.25	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement en vigueur	100	100		100	100		472	755	466	466		1	38	1	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	5	287	
566	Zone d'habitation de très faible densité	1615	0.25	0.4		100	100		100	100		404	646	579	579		-43	10	0	10	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	65	
567	Zone d'habitation de très faible densité	1201	0.25	0.4		100	100		100	100		300	480	323	323		-8	33	0	33	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	158	
568	Zone d'habitation de très faible densité	815	0.25	0.4		100	100		100	100		204	326	187	187		8	43	8	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	16	140	
569	Zone d'habitation de très faible densité	765	0.25	0.4		100	100		100	100		191	306	289	289		-51	6	0	6	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	18	
570	Zone d'habitation de très faible densité	993	0.25	0.4		100	100		100	100		248	397	171	171		31	57	31	57	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	77	226	
571	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	135	135		46	66	46	66	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	115	264	
572	Zone d'habitation de très faible densité	745	0.25	0.4		100	100		100	100		186	298	136	136		27	54	27	54	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	50	161	
573	Zone d'habitation de très faible densité	1015	0.25	0.4		100	100		100	100		254	406	235	235		7	42	7	42	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	18	171	
574	Zone d'habitation de très faible densité	850	0.25	0.4		100	100		100	100		212	340	165	165		22	51	22	51	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	47	173	
576	Zone d'habitation de très faible densité	110	0.25	0.4		100	100		100	100		27	44	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Forme : utilisation du potentiel impossible du fait de la taille ou de la	27	0	

																				forme du terrain après remaniement parcellaire (1.3.1.6)			
580	Zone d'habitation de très faible densité	1351	0.25	0.4		100	100		100	100		338	540	347	347		-3	36	0	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	194	
585	Zone d'habitation de très faible densité	1011	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	210	210		17	48	17	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	43	194	
586	Zone d'habitation de très faible densité	1006	0.25	0.4		100	100		100	100		251	402	337	337		-34	16	0	16	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	64	
587	Zone d'habitation de très faible densité	984	0.25	0.4		100	100		100	100		246	393	122	122		50	69	50	69	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	123	271	
588	Zone d'habitation de très faible densité	714	0.25	0.4		100	100		100	100		178	285	187	187		-5	35	0	35	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	100	
589	Zone d'habitation de très faible densité	1280	0.25	0.4		100	100		100	100		320	512	317	317		1	38	1	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	3	195	
590	Zone d'habitation de très faible densité	1260	0.25	0.4		100	100		100	100		315	504	336	336		-7	33	0	33	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	166	
594	Zone d'habitation de très faible densité	1315	0.25	0.4		100	100		100	100		329	526	226	226		31	57	31	57	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	102	300	
596	Zone d'habitation de très faible densité	1261	0.25	0.4		100	100		100	100		315	504	145	145		54	71	54	71	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	170	358	
618	Zone d'habitation de très faible densité	1224	0.25	0.4		100	100		100	100		306	490	354	354		-16	28	0	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	137	
621	Zone d'habitation de très faible densité	1029	0.25	0.4		100	100		100	100		257	412	325	325		-26	21	0	21	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	87	
622	Zone d'habitation de très faible densité	1737	0.25	0.4		100	100		100	100		434	695	204	204		53	71	53	0	Justification des corrections de la commune: Pente : forte pente rendant le terrain inconstructible (surface dans le périmètre urbanisé et trop petite pour justifier une modification de l'affectation) (1.3.1.11)	230	0	
670	Zone d'habitation de très faible densité	341	0.25	0.4		100	100		100	100		85	136	67	67		21	51	21	51	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	18	69	
671	Zone d'habitation de très faible densité	1385	0.25	0.4		100	100		100	100		346	554	338	338		2	39	2	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	7	216	
678	Zone d'habitation de très faible densité	1011	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	399	399		-58	1	0	1	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	4	
702	Zone d'habitation de très faible densité	1115	0.25	0.4		100	100		100	100		279	446	276	276		1	38	1	0	Justification des corrections de la commune:	3	0	

																				Piscine en maçonnerie de plus de 40m2 (1.3.1.13)			
712	Zone d'habitation de très faible densité	1003	0.25	0.4		100	100		100	100		251	401	245	245		2	39	2	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	5	156	
713	Zone d'habitation de très faible densité	1011	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	200	200		21	51	21	0	Justification des corrections de la commune: Piscine en maçonnerie de plus de 40m2 (1.3.1.13)	53	0	
716	Zone d'habitation de très faible densité	3713	0.25	0.4		100	100		100	100		928	1485	1105	1105		-19	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	386	
735	Zone d'habitation de très faible densité	356	0.25	0.4		100	100		100	100		89	143	81	81		10	43	10	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	9	61	
749	Zone d'habitation de très faible densité	1365	0.25	0.4		100	100		100	100		341	546	349	349		-2	36	0	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	197	
757	Zone d'habitation de très faible densité	297	0.25	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement en vigueur	100	100		100	100		74	119	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	74	119	
813	Zone d'habitation de très faible densité	607	0.25	0.4		100	100		100	100		152	243	157	157		-3	36	0	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	87	
816	Zone d'habitation de très faible densité	486	0.25	0.4		100	100		100	100		121	194	156	156		-29	20	0	20	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	39	
819	Zone d'habitation de très faible densité	989	0.25	0.4		100	100		100	100		247	395	231	231		7	42	7	42	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	17	166	
820	Zone d'habitation de très faible densité	1383	0.25	0.4		100	100		100	100		346	553	484	484		-40	12	0	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	66	
825	Zone d'habitation de très faible densité	29	0.25	0.4		100	100		100	100		7	12	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Forme : utilisation du potentiel impossible du fait de la taille ou de la forme du terrain après remaniement parcellaire (1.3.1.6)	7	0	
1360	Zone d'habitation de très faible densité	1480	0.25	0.4		100	100		100	100		370	592	349	349		6	41	6	0	Justification des corrections de la commune: Piscine en maçonnerie de plus de 40m2 (1.3.1.13)	22	0	
1415	Zone d'habitation de très faible densité	1229	0.25	0.4		100	100		100	100		307	492	432	432		-40	12	0	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	59	
1416	Zone d'habitation de très faible densité	1122	0.25	0.4		100	100		100	100		280	449	274	274		2	39	2	0	Justification des corrections de la commune: Pente : forte pente rendant le terrain inconstructible (surface dans le périmètre urbanisé et trop petite	6	0	

																					pour justifier une modification de l'affectation) (1.3.1.11)			
1419	Zone d'habitation de très faible densité	458	0.25	0.4		100	100		100	100		115	183	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	115	183	
1420	Zone d'habitation de très faible densité	1220	0.25	0.4		100	100		100	100		305	488	400	400		-31	18	0	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	88	
1421	Zone d'habitation de très faible densité	1202	0.25	0.4		100	100		100	100		300	481	394	394		-31	18	0	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	87	
1422	Zone d'habitation de très faible densité	1522	0.25	0.4		100	100		100	100		380	609	395	395		-4	35	0	35	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	213	
1423	Zone d'habitation de très faible densité	1364	0.25	0.4		100	100		100	100		341	546	527	527		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	16	
1424	Zone d'habitation de très faible densité	1003	0.25	0.4		100	100		100	100		251	401	192	192		23	52	23	52	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	58	209	
1426	Zone d'habitation de très faible densité	1001	0.25	0.4		100	100		100	100		250	401	356	356		-42	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	44	
1428	Zone d'habitation de très faible densité	1137	0.25	0.4		100	100		100	100		284	455	216	216		24	53	24	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	68	241	
1443	Zone d'habitation de très faible densité	1011	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	396	396		-57	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	8	
1444	Zone d'habitation de très faible densité	1011	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	397	397		-57	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	8	
1446	Zone d'habitation de très faible densité	1858	0.25	0.4		100	100		100	100		465	743	600	600		-29	19	0	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	141	
1447	Zone d'habitation de très faible densité	1058	0.25	0.4		100	100		100	100		264	423	409	409		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	13	
1467	Zone d'habitation de très faible densité	1001	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	335	335		-34	16	0	16	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	64	
1486	Zone d'habitation de très faible densité	2411	0.4	0.4		100	100		100	100		964	964	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Accès privé : parcelle correspondant exactement à un accès privé ne pouvant être déplacé (1.3.1.1)	964	0	
1506	Zone d'habitation de très faible densité	1257	0.25	0.4		100	100		100	100		314	503	449	449		-43	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	55	
1507	Zone d'habitation de très faible densité	1257	0.25	0.4		100	100		100	100		314	503	446	446		-42	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	55	
1508	Zone d'habitation de très faible densité	1256	0.25	0.4		100	100		100	100		314	502	447	447		-42	11	0	11	Justification des corrections de la	0	55	

																					commune: Autre, à commenter			
1522	Zone d'habitation de très faible densité	981	0.25	0.4		100	100		100	100		245	392	346	346		-41	12	0	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	47	
1523	Zone d'habitation de très faible densité	942	0.4	0.4		100	100		100	100		377	377	357	357		5	5	0	5	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	19	
1524	Zone d'habitation de très faible densité	921	0.25	0.4		100	100		100	100		230	368	358	358		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	11	
1547	Zone d'habitation de très faible densité	1047	0.25	0.4		100	100		100	100		262	419	312	312		-19	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	105	
1548	Zone d'habitation de très faible densité	1047	0.25	0.4		100	100		100	100		262	419	319	319		-22	24	0	24	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	101	
Total		**151863**																				5569	**16945**	

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir <u>hors du périmètre de centre</u>

111	**339**

**** On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte***

***** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles***

****** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive***

******* Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.***

******** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés***

PARCELLES CONTENANT UNE RESERVE (POSSIBILITE D'IMPLANTER UNE NOUVELLE CONSTRUCTION) EN CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrains contenant une réserve

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			SBP théorique (m2)		SBP déjà bâtie (m2)			% disponible théorique		% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes			Surface brute de plancher réalisable (m2)		
35	Zone d'habitation de très faible densité	4517	0.4	0.4		100	100		100	100		1807	1807	99	99		95	95	78	95	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	1409	1717	
38	Zone d'habitation de très faible densité	2353	0.4	0.4		100	100		100	100		941	941	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	941	941	
48	Zone d'habitation de très faible densité	1029	0.4	0.4		100	100		100	100		412	412	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	412	412	
54	Zone d'habitation de très faible densité	2250	0.25	0.4		100	100		100	100		562	900	446	446		21	50	21	50	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	118	450	
57	Zone d'habitation de très faible densité	1222	0.4	0.4		100	100		100	100		489	489	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	489	489	
66	Zone d'habitation de très faible densité	3598	0.4	0.4		100	100		100	100		1439	1439	446	446		69	69	38	69	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	547	993	
69	Zone d'habitation de très faible densité	1928	0.25	0.4		100	100		100	100		482	771	473	473		2	39	2	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	10	301	
103	Zone d'habitation de très faible densité	1244	0.4	0.4		100	100		100	100		498	498	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	498	498	
105	Zone d'habitation de très faible densité	2224	0.25	0.4		100	100		100	100		556	890	391	391		30	56	30	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	167	498	
107	Zone d'habitation de très faible densité	5226	0.4	0.4		100	100		100	100		2090	2090	185	185		91	91	81	91	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	1693	1902	
112	Zone d'habitation de très faible densité	612	0.4	0.4		100	100		100	100		245	245	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	245	245	
113	Zone d'habitation de très faible densité	1509	0.25	0.4		100	100		100	100		377	603	360	360		5	40	5	40	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	19	241	
115	Zone d'habitation de très faible densité	966	0.4	0.4		100	100		100	100		387	387	0	0		100	100	98	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	379	387	
116	Zone d'habitation de très faible densité	2402	0.4	0.4		100	100		100	100		961	961	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune:	961	961	

																					Autre, à commenter			
118	Zone d'habitation de très faible densité	1985	0.25	0.4		100	100		100	100		496	794	229	229		54	71	54	71	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	268	564	
142	Zone d'habitation de très faible densité	1880	0.25	0.4		100	100		100	100		470	752	350	350		25	53	25	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	118	399	
143	Zone d'habitation de très faible densité	4524	0.4	0.4		100	100		100	100		1809	1809	277	277		85	85	69	85	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	1248	1538	
147	Zone d'habitation de moyenne densité	5519	0.85	0.85		100	100		100	100		4691	4691	4512	4512		4	4	4	4		188	188	
148	Zone d'habitation de très faible densité	2468	0.25	0.4		100	100		100	100		617	987	369	369		40	63	40	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	247	622	
149	Zone d'habitation de très faible densité	1369	0.25	0.4		100	100		100	100		342	548	360	360		-5	34	0	34	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	186	
178	Zone d'habitation de très faible densité	999	0.4	0.4		100	100		100	100		400	400	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	400	400	
187	Zone d'habitation de très faible densité	1781	0.25	0.4		100	100		100	100		445	712	365	365		18	49	18	49	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	80	349	
190	Zone d'habitation de moyenne densité	8209	0.85	0.85		100	100		100	100		6978	6978	5069	5069		27	27	27	27		1884	1884	
204	Zone d'habitation de très faible densité	3600	0.4	0.4		100	100		100	100		1440	1440	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	1440	1440	
219	Zone de centre de localité (zone village)	911	0.5	0.5		90	90		100	100		410	410	0	0		100	100	45	45		185	185	
234	Zone d'habitation de très faible densité	1592	0.4	0.4		100	100		100	100		637	637	235	235		63	63	63	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	401	401	
																					Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter			
274	Zone d'habitation de très faible densité	2704	0.4	0.4		100	100		100	100		1082	1082	325	325		70	70	40	70	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	433	757	
286	Zone de centre de localité (zone village)	965	0.5	0.5		90	90		100	100		434	434	217	217		50	50	50	50		217	217	
289	Zone d'habitation de très faible densité	2104	0.25	0.4		100	100		100	100		526	842	346	346		34	59	34	59	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	179	497	
313	Zone d'habitation de très faible densité	1678	0.25	0.4		100	100		100	100		420	671	360	360		14	46	14	46	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	59	309	
331	Zone d'habitation de très faible densité	2257	0.25	0.4		100	100		100	100		564	903	675	675		-20	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	226	
337	Zone d'habitation de très faible densité	2047	0.4	0.4		100	100		100	100		819	819	0	0		100	100	70	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	573	819	
355	Zone d'habitation de très faible densité	2196	0	0.4		100	100		100	100		0	879	54	54		-	94	0	94	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	826	
378	Zone d'habitation de très faible densité	683	0.4	0.4		100	100		100	100		273	273	0	0		100	100	0	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	273	
484	Zone d'habitation de très faible densité	999	0.4	0.4		100	100		100	100		400	400	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	400	400	

699	Zone d'habitation de moyenne densité	6510	0.76	0.76		100	100		100	100		4917	4917	4613	4613		6	6	6	6		295	295	
703	Zone d'habitation de très faible densité	2103	0.25	0.4		100	100		100	100		526	841	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	526	841	
706	Zone d'habitation de très faible densité	677	0.33	0.4		100	100		100	100		223	271	0	0		100	100	0	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	271	
943	Zone d'habitation de très faible densité	782	0.4	0.4		100	100		100	100		313	313	0	0		100	100	0	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	313	
1414	Zone d'habitation de très faible densité	1315	0.25	0.4		100	100		100	100		329	526	240	240		27	54	27	54	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	89	284	
1485	Zone d'habitation de très faible densité	1008	0.4	0.4		100	100		100	100		403	403	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	403	403	
1543	Zone d'habitation de très faible densité	1588	0.25	0.4		100	100		100	100		397	635	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	397	635	
1549	Zone d'habitation de très faible densité	989	0.25	0.4		100	100		100	100		247	396	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	247	396	
1554	Zone d'habitation de moyenne densité	2154	0.85	0.85		100	100		100	100		1831	1831	0	0		100	100	100	100		1831	1831	
1558	Zone d'habitation de très faible densité	1350	0.25	0.4		100	100		100	100		337	540	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	337	540	
Total		**100026**																				20333	**28324**	

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir dans le périmètre de centre (si présent)

407	**566**

**** On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte***

***** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles***

****** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive***

******* Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.***

******** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés***

PARCELLES CONTENANT UN POTENTIEL DE DENSIFICATION EN CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrain contenant un potentiel de densification

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			SBP théorique (m2)		SBP déjà bâtie (m2)			% disponible théorique		% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes			Surface brute de plancher réalisable (m2)		
2	Zone d'habitation de très faible densité	576	0.25	0.4		100	100		100	100		144	230	225	225		-56	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	5	
3	Zone d'habitation de très faible densité	524	0.25	0.4		100	100		100	100		131	210	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	131	210	
7	Zone d'habitation de très faible densité	914	0.25	0.4		100	100		100	100		228	365	310	310		-36	15	0	15	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	55	
9	Zone d'habitation de très faible densité	1036	0.25	0.4		100	100		100	100		259	414	209	209		19	49	19	49	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	49	203	
10	Zone d'habitation de très faible densité	1287	0.25	0.4		100	100		100	100		322	515	295	295		8	43	8	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	26	221	
11	Zone d'habitation de très faible densité	1889	0.25	0.4		100	100		100	100		472	756	395	395		16	48	16	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	76	363	
12	Zone d'habitation de très faible densité	1158	0.25	0.4		100	100		100	100		290	463	281	281		3	39	3	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	9	181	
15	Zone d'habitation de très faible densité	1188	0.25	0.4		100	100		100	100		297	475	299	299		-1	37	0	37	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	176	
16	Zone d'habitation de très faible densité	577	0.25	0.4		100	100		100	100		144	231	144	144		0	38	0	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	88	
17	Zone d'habitation de très faible densité	955	0.25	0.4		100	100		100	100		239	382	187	187		21	51	21	51	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	50	195	
20	Zone d'habitation de très faible densité	1350	0.25	0.4		100	100		100	100		338	540	532	532		-57	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	11	
21	Zone d'habitation de très faible densité	1306	0.25	0.4		100	100		100	100		326	522	396	396		-21	24	0	24	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	125	
23	Zone d'habitation de très faible densité	999	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	292	292		-17	27	0	27	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	108	
24	Zone d'habitation de très faible densité	1433	0.25	0.4		100	100		100	100		358	573	135	135		62	76	62	76	Justification des corrections de la commune:	222	435	

																				Autre, à commenter			
40	Zone d'habitation de très faible densité	734	0.25	0.4		100	100		100	100		183	293	257	257		-40	13	0	13	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	38	
41	Zone d'habitation de très faible densité	738	0.25	0.4		100	100		100	100		184	295	63	63		66	79	66	79	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	121	233	
42	Zone d'habitation de très faible densité	854	0.25	0.4		100	100		100	100		213	341	275	275		-29	19	0	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	65	
43	Zone d'habitation de très faible densité	1291	0.25	0.4		100	100		100	100		323	516	175	175		46	66	46	66	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	149	341	
44	Zone d'habitation de très faible densité	17	0.25	0.4		100	100		100	100		4	7	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	4	7	
45	Zone d'habitation de très faible densité	939	0.25	0.4		100	100		100	100		235	376	89	89		62	76	62	76	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	146	286	
46	Zone d'habitation de très faible densité	1171	0.25	0.4		100	100		100	100		293	468	352	352		-20	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	117	
47	Zone d'habitation de très faible densité	449	0.25	0.4		100	100		100	100		112	180	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	112	180	
49	Zone d'habitation de très faible densité	1267	0.25	0.4		100	100		100	100		317	507	205	205		35	60	35	60	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	111	304	
51	Zone d'habitation de très faible densité	1349	0.25	0.4		100	100		100	100		337	540	293	293		13	46	13	46	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	44	248	
52	Zone d'habitation de très faible densité	1511	0.25	0.4		100	100		100	100		378	604	357	357		5	41	5	41	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	19	248	
53	Zone d'habitation de très faible densité	1001	0.25	0.4		100	100		100	100		250	401	302	302		-21	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	100	
55	Zone d'habitation de très faible densité	1432	0.25	0.4		100	100		100	100		358	573	408	408		-14	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	166	
56	Zone d'habitation de très faible densité	1315	0.25	0.4		100	100		100	100		329	526	285	285		13	46	13	46	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	43	242	
67	Zone d'habitation de très faible densité	1102	0.25	0.4		100	100		100	100		275	441	428	428		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	13	
68	Zone d'habitation de très faible densité	1322	0.25	0.4		100	100		100	100		330	529	216	216		35	59	35	59	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	116	312	
75	Zone d'habitation de très faible densité	486	0.25	0.4		100	100		100	100		121	194	186	186		-53	5	0	5	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	10	
78	Zone d'habitation de très faible densité	905	0.25	0.4		100	100		100	100		226	362	272	272		-20	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	91	

81	Zone d'habitation de très faible densité	670	0.25	0.4		100	100		100	100		168	268	69	69		59	74	59	74	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	99	198	
83	Zone d'habitation de très faible densité	489	0.25	0.4		100	100		100	100		122	196	115	115		6	41	6	41	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	7	80	
84	Zone d'habitation de très faible densité	1176	0.25	0.4		100	100		100	100		294	470	215	215		27	54	27	54	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	79	254	
85	Zone d'habitation de très faible densité	1226	0.25	0.4		100	100		100	100		306	490	304	304		1	38	1	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	3	186	
87	Zone d'habitation de très faible densité	703	0.25	0.4		100	100		100	100		176	281	103	103		41	63	41	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	72	177	
88	Zone d'habitation de très faible densité	1020	0.25	0.4		100	100		100	100		255	408	132	132		48	68	48	68	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	122	277	
89	Zone d'habitation de très faible densité	784	0.25	0.4		100	100		100	100		196	314	201	201		-2	36	0	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	113	
91	Zone de centre de localité (zone village)	63	0.5	0.5		90	90		100	100		29	29	0	0		100	100	100	100		29	29	
92	Zone de centre de localité (zone village)	19	0.5	0.5		90	90		100	100		9	9	0	0		100	100	100	100		9	9	
104	Zone d'habitation de très faible densité	978	0.25	0.4		100	100		100	100		245	391	346	346		-42	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	43	
108	Zone d'habitation de très faible densité	1561	0.25	0.4		100	100		100	100		390	624	259	259		34	59	34	59	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	133	368	
109	Zone d'habitation de très faible densité	984	0.25	0.4		100	100		100	100		246	394	228	228		7	42	7	42	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	17	165	
110	Zone d'habitation de très faible densité	187	0.25	0.4		100	100		100	100		47	75	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	47	75	
114	Zone d'habitation de très faible densité	1400	0.25	0.4		100	100		100	100		350	560	339	339		3	39	3	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	11	218	
117	Zone d'habitation de très faible densité	1115	0.25	0.4		100	100		100	100		279	446	297	297		-7	33	0	33	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	147	
122	Zone d'habitation de très faible densité	2660	0.25	0.4		100	100		100	100		665	1064	470	470		29	56	29	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	193	596	
124	Zone d'habitation de très faible densité	8	0.25	0.4		100	100		100	100		2	3	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	2	3	
135	Zone d'habitation de très faible densité	338	0.25	0.4		100	100		100	100		84	135	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	84	135	
144	Zone d'habitation de très faible densité	2073	0.25	0.4		100	100		100	100		518	829	519	519		0	37	0	37	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	307	
145	Zone d'habitation de très faible densité	1193	0.25	0.4		100	100		100	100		298	477	209	209		30	56	30	56	Justification des corrections de la commune:	89	267	

																					Autre, à commenter			
146	Zone d'habitation de très faible densité	1251	0.25	0.4		100	100		100	100		313	500	299	299		4	40	4	40	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	13	200	
150	Zone d'habitation de moyenne densité	256	0.85	0.85		100	100		100	100		217	217	91	91		58	58	58	58		126	126	
153	Zone d'habitation de très faible densité	1062	0.25	0.4		100	100		100	100		265	425	281	281		-6	34	0	34	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	145	
156	Zone d'habitation de très faible densité	2329	0.25	0.4		100	100		100	100		582	932	486	486		17	48	17	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	99	447	
157	Zone d'habitation de très faible densité	1126	0.25	0.4		100	100		100	100		281	450	322	322		-14	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	131	
160	Zone d'habitation de très faible densité	2342	0.25	0.4		100	100		100	100		585	937	415	415		29	56	29	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	170	525	
161	Zone d'habitation de très faible densité	1606	0.25	0.4		100	100		100	100		402	642	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	402	642	
164	Zone d'habitation de très faible densité	1340	0.25	0.4		100	100		100	100		335	536	178	178		47	67	47	67	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	157	359	
165	Zone d'habitation de très faible densité	1018	0.25	0.4		100	100		100	100		255	407	138	138		46	66	46	66	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	117	269	
166	Zone d'habitation de très faible densité	912	0.25	0.4		100	100		100	100		228	365	329	329		-44	10	0	10	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	37	
168	Zone d'habitation de très faible densité	890	0.25	0.4		100	100		100	100		223	356	263	263		-18	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	93	
170	Zone d'habitation de très faible densité	1024	0.25	0.4		100	100		100	100		256	410	252	252		2	39	2	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	5	160	
171	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	62	62		75	85	75	85	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	188	340	
172	Zone d'habitation de très faible densité	626	0.25	0.4		100	100		100	100		156	250	162	162		-4	35	0	35	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	88	
174	Zone d'habitation de très faible densité	796	0.25	0.4		100	100		100	100		199	318	81	81		59	74	59	74	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	117	235	
175	Zone d'habitation de très faible densité	1922	0.25	0.4		100	100		100	100		480	769	664	664		-38	14	0	14	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	108	
176	Zone d'habitation de très faible densité	1086	0.25	0.4		100	100		100	100		271	434	12	12		95	97	95	97	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	257	421	
177	Zone d'habitation de très faible densité	1014	0.25	0.4		100	100		100	100		253	405	301	301		-19	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	105	
179	Zone d'habitation de très faible densité	1092	0.25	0.4		100	100		100	100		273	437	268	268		2	39	2	39	Justification des corrections de la commune:	5	170	

																				Autre, à commenter				
180	Zone d'habitation de très faible densité	1084	0.25	0.4		100	100		100	100		271	434	269	269		1	38	1	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	3	165	
182	Zone d'habitation de très faible densité	1107	0.25	0.4		100	100		100	100		277	443	314	314		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	128	
184	Zone d'habitation de très faible densité	931	0.25	0.4		100	100		100	100		233	372	134	134		42	64	42	64	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	98	238	
193	Zone d'habitation de très faible densité	1055	0.25	0.4		100	100		100	100		264	422	293	293		-11	31	0	31	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	131	
194	Zone de centre de localité (zone village)	414	0.5	0.5		90	90		100	100		186	186	35	35		81	81	81	81		151	151	
197	Zone d'habitation de très faible densité	2091	0.25	0.4		100	100		100	100		523	836	681	681		-30	19	0	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	159	
198	Zone d'habitation de très faible densité	1416	0.25	0.4		100	100		100	100		354	566	16	16		96	97	96	97	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	340	549	
199	Zone d'habitation de très faible densité	1842	0.25	0.4		100	100		100	100		461	737	597	597		-30	19	0	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	140	
200	Zone d'habitation de très faible densité	1512	0.25	0.4		100	100		100	100		378	605	483	483		-28	20	0	20	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	121	
201	Zone d'habitation de très faible densité	1133	0.25	0.4		100	100		100	100		283	453	257	257		9	43	9	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	25	195	
202	Zone d'habitation de très faible densité	889	0.25	0.4		100	100		100	100		222	355	251	251		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	103	
205	Zone d'habitation de très faible densité	1596	0.25	0.4		100	100		100	100		399	638	513	513		-29	20	0	20	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	128	
206	Zone d'habitation de très faible densité	1048	0.25	0.4		100	100		100	100		262	419	308	308		-18	27	0	27	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	113	
207	Zone d'habitation de très faible densité	560	0.25	0.4		100	100		100	100		140	224	26	26		81	88	81	88	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	113	197	
208	Zone d'habitation de très faible densité	1555	0.25	0.4		100	100		100	100		389	622	174	174		55	72	55	72	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	214	448	
209	Zone d'habitation de très faible densité	1348	0.25	0.4		100	100		100	100		337	539	525	525		-56	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	16	
213	Zone d'habitation de très faible densité	1217	0.25	0.4		100	100		100	100		304	487	210	210		31	57	31	57	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	94	278	
215	Zone d'habitation de très faible densité	528	0.25	0.4		100	100		100	100		132	211	61	61		54	71	54	71	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	71	150	
223	Zone d'habitation de très faible densité	1498	0.25	0.4		100	100		100	100		374	599	383	383		-2	36	0	36	Justification des corrections de la commune:	0	216	

																				Autre, à commenter				
224	Zone d'habitation de très faible densité	1528	0.25	0.4		100	100		100	100		382	611	545	545		-43	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	67	
225	Zone d'habitation de très faible densité	608	0.25	0.4		100	100		100	100		152	243	164	164		-8	33	0	33	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	80	
229	Zone d'habitation de très faible densité	1382	0.25	0.4		100	100		100	100		345	553	543	543		-57	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	11	
232	Zone d'habitation de très faible densité	1284	0.25	0.4		100	100		100	100		321	514	150	150		53	71	53	71	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	170	365	
233	Zone d'habitation de très faible densité	986	0.25	0.4		100	100		100	100		246	394	143	143		42	64	42	64	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	103	252	
236	Zone d'habitation de très faible densité	1209	0.25	0.4		100	100		100	100		302	483	200	200		34	59	34	59	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	103	285	
237	Zone d'habitation de très faible densité	1391	0.25	0.4		100	100		100	100		348	556	138	138		60	75	60	75	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	209	417	
242	Zone d'habitation de très faible densité	1018	0.25	0.4		100	100		100	100		255	407	228	228		10	44	10	44	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	26	179	
243	Zone de centre de localité (zone village)	301	0.5	0.5		90	90		100	100		135	135	0	0		100	100	100	100		135	135	
247	Zone de centre de localité (zone village)	385	0.5	0.5		90	90		100	100		173	173	136	136		22	22	22	22		38	38	
249	Zone de centre de localité (zone village)	1139	0.5	0.5		90	90		100	100		513	513	132	132		74	74	74	74		380	380	
250	Zone de centre de localité (zone village)	571	0.5	0.5		90	90		100	100		257	257	181	181		29	29	29	29		75	75	
251	Zone de centre de localité (zone village)	54	0.5	0.5		90	90		100	100		24	24	0	0		100	100	100	100		24	24	
254	Zone de centre de localité (zone village)	1438	0.5	0.5		90	90		100	100		647	647	491	491		24	24	24	24		155	155	
255	Zone de centre de localité (zone village)	459	0.5	0.5		90	90		100	100		206	206	182	182		12	12	12	12		25	25	
264	Zone de centre de localité (zone village)	342	0.5	0.5		90	90		100	100		154	154	123	123		20	20	20	20		31	31	
271	Zone de centre de localité (zone village)	42	0.5	0.5		90	90		100	100		19	19	0	0		100	100	100	100		19	19	
276	Zone d'habitation de très faible densité	281	0.25	0.4		100	100		100	100		70	112	20	20		72	82	72	82	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	50	92	
278	Zone d'habitation de très faible densité	1289	0.25	0.4		100	100		100	100		322	515	432	432		-34	16	0	16	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	82	
282	Zone d'habitation de très faible densité	1510	0.25	0.4		100	100		100	100		377	604	422	422		-12	30	0	30	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	181	
283	Zone de centre de localité (zone village)	682	0.5	0.5		90	90		100	100		307	307	251	251		18	18	18	18		55	55	
284	Zone de centre de localité (zone village)	775	0.5	0.5		90	90		100	100		349	349	240	240		31	31	31	31		108	108	
288	Zone d'habitation de très faible densité	1303	0.25	0.4		100	100		100	100		326	521	412	412		-27	21	0	21	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	109	
290	Zone d'habitation de très faible densité	689	0.25	0.4		100	100		100	100		172	276	207	207		-20	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	69	
293	Zone d'habitation de très faible densité	1015	0.25	0.4		100	100		100	100		254	406	159	159		37	61	37	61	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	94	248	
294	Zone d'habitation de très faible densité	974	0.25	0.4		100	100		100	100		243	390	310	310		-28	20	0	20	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	78	
298	Zone de centre de localité (zone village)	248	0.5	0.5		90	90		100	100		111	111	107	107		4	4	4	4		4	4	

303	Zone de centre de localité (zone village)	24	0.5	0.5		90	90		100	100		11	11	0	0		100	100	100	100		11	11	
306	Zone de centre de localité (zone village)	1269	0.5	0.5		90	90		100	100		571	571	426	426		25	25	25	25		143	143	
308	Zone d'habitation de très faible densité	2235	0.25	0.4		100	100		100	100		559	894	441	441		21	51	21	51	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	117	456	
311	Zone d'habitation de très faible densité	1126	0.25	0.4		100	100		100	100		281	450	402	402		-43	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	50	
312	Zone d'habitation de très faible densité	1126	0.25	0.4		100	100		100	100		282	451	407	407		-44	10	0	10	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	45	
315	Zone d'habitation de moyenne densité	2576	0.85	0.85		100	100		100	100		2190	2190	1872	1872		15	15	15	15		329	329	
316	Zone d'habitation de moyenne densité	27	0.85	0.85		100	100		100	100		23	23	0	0		100	100	100	100		23	23	
317	Zone d'habitation de très faible densité	1208	0.25	0.4		100	100		100	100		302	483	135	135		55	72	55	72	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	166	348	
318	Zone d'habitation de très faible densité	1017	0.25	0.4		100	100		100	100		254	407	152	152		40	63	40	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	102	256	
320	Zone d'habitation de très faible densité	1007	0.25	0.4		100	100		100	100		252	403	360	360		-43	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	44	
321	Zone d'habitation de très faible densité	1021	0.25	0.4		100	100		100	100		255	409	205	205		20	50	20	50	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	51	205	
322	Zone d'habitation de très faible densité	1347	0.25	0.4		100	100		100	100		337	539	252	252		25	53	25	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	84	286	
324	Zone d'habitation de très faible densité	1300	0.25	0.4		100	100		100	100		325	520	238	238		27	54	27	54	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	88	281	
326	Zone d'habitation de très faible densité	1232	0.25	0.4		100	100		100	100		308	493	124	124		60	75	60	75	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	185	370	
329	Zone d'habitation de très faible densité	686	0.25	0.4		100	100		100	100		171	274	192	192		-12	30	0	30	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	82	
330	Zone d'habitation de très faible densité	751	0.25	0.4		100	100		100	100		188	300	113	113		40	62	40	62	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	75	186	
332	Zone d'habitation de très faible densité	1726	0.25	0.4		100	100		100	100		432	690	360	360		17	48	17	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	73	331	
339	Zone d'habitation de très faible densité	1107	0.25	0.4		100	100		100	100		277	443	305	305		-10	31	0	31	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	137	
349	Zone d'habitation de très faible densité	1205	0.25	0.4		100	100		100	100		301	482	394	394		-31	18	0	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	87	
353	Zone d'habitation de très faible densité	434	0.25	0.4		100	100		100	100		108	174	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	108	174	
354	Zone d'habitation de très faible densité	735	0.25	0.4		100	100		100	100		184	294	191	191		-4	35	0	35	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	103	
356	Zone d'habitation de très faible densité	1389	0.25	0.4		100	100		100	100		347	556	546	546		-57	2	0	2	Justification des	0	11	

																				corrections de la commune: Autre, à commenter			
357	Zone d'habitation de très faible densité	946	0.25	0.4		100	100		100	100		236	378	346	346		-46	9	0	9	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	34	
358	Zone d'habitation de très faible densité	1111	0.25	0.4		100	100		100	100		278	444	302	302		-9	32	0	32	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	142	
360	Zone d'habitation de très faible densité	1143	0.25	0.4		100	100		100	100		286	457	378	378		-32	17	0	17	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	78	
361	Zone d'habitation de très faible densité	1585	0.25	0.4		100	100		100	100		396	634	429	429		-8	32	0	32	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	203	
362	Zone d'habitation de très faible densité	807	0.25	0.4		100	100		100	100		202	323	233	233		-15	28	0	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	90	
363	Zone d'habitation de très faible densité	496	0.25	0.4		100	100		100	100		124	198	191	191		-54	4	0	4	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	8	
365	Zone d'habitation de très faible densité	1368	0.25	0.4		100	100		100	100		342	547	416	416		-22	24	0	24	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	131	
366	Zone d'habitation de très faible densité	1025	0.25	0.4		100	100		100	100		256	410	216	216		16	47	16	47	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	41	193	
367	Zone d'habitation de très faible densité	1366	0.25	0.4		100	100		100	100		341	546	404	404		-18	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	142	
369	Zone d'habitation de très faible densité	1296	0.25	0.4		100	100		100	100		324	519	209	209		36	60	36	60	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	117	311	
371	Zone d'habitation de très faible densité	1215	0.25	0.4		100	100		100	100		304	486	470	470		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	15	
372	Zone d'habitation de très faible densité	1086	0.25	0.4		100	100		100	100		272	435	421	421		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	13	
373	Zone d'habitation de très faible densité	1107	0.25	0.4		100	100		100	100		277	443	367	367		-33	17	0	17	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	75	
374	Zone d'habitation de très faible densité	1063	0.25	0.4		100	100		100	100		266	425	406	406		-53	4	0	4	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	17	
375	Zone d'habitation de très faible densité	1051	0.25	0.4		100	100		100	100		263	420	235	235		10	44	10	44	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	26	185	
376	Zone d'habitation de très faible densité	1028	0.25	0.4		100	100		100	100		257	411	212	212		17	48	17	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	44	197	
379	Zone d'habitation de très faible densité	1011	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	119	119		53	70	53	70	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	134	283	
380	Zone d'habitation de très faible densité	1139	0.25	0.4		100	100		100	100		285	456	289	289		-1	37	0	37	Justification des corrections de la	0	169	

																				commune: Autre, à commenter				
381	Zone d'habitation de très faible densité	1223	0.25	0.4		100	100		100	100		306	489	134	134		56	73	56	73	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	171	357	
382	Zone d'habitation de très faible densité	1286	0.25	0.4		100	100		100	100		321	514	296	296		8	43	8	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	26	221	
384	Zone d'habitation de très faible densité	1450	0.25	0.4		100	100		100	100		363	580	239	239		34	59	34	59	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	123	342	
385	Zone d'habitation de très faible densité	1193	0.25	0.4		100	100		100	100		298	477	357	357		-20	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	119	
386	Zone d'habitation de très faible densité	459	0.25	0.4		100	100		100	100		115	184	70	70		39	62	39	62	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	45	114	
388	Zone d'habitation de très faible densité	1020	0.25	0.4		100	100		100	100		255	408	257	257		-1	37	0	37	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	151	
391	Zone d'habitation de très faible densité	1352	0.25	0.4		100	100		100	100		338	541	256	256		24	53	24	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	81	287	
392	Zone d'habitation de très faible densité	1138	0.25	0.4		100	100		100	100		285	455	233	233		18	49	18	49	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	51	223	
394	Zone d'habitation de très faible densité	1010	0.25	0.4		100	100		100	100		252	404	130	130		49	68	49	68	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	123	275	
395	Zone d'habitation de très faible densité	974	0.25	0.4		100	100		100	100		244	390	326	326		-34	16	0	16	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	62	
396	Zone d'habitation de très faible densité	1348	0.25	0.4		100	100		100	100		337	539	462	462		-37	14	0	14	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	75	
397	Zone d'habitation de très faible densité	1457	0.25	0.4		100	100		100	100		364	583	169	169		54	71	54	71	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	197	414	
398	Zone d'habitation de très faible densité	1013	0.25	0.4		100	100		100	100		253	405	231	231		9	43	9	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	23	174	
399	Zone d'habitation de très faible densité	1010	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	203	203		20	50	20	50	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	51	202	
418	Zone d'habitation de très faible densité	1048	0.25	0.4		100	100		100	100		262	419	346	346		-32	17	0	17	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	71	
419	Zone d'habitation de très faible densité	1200	0.25	0.4		100	100		100	100		300	480	229	229		24	52	24	52	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	72	250	
425	Zone d'habitation de très faible densité	1397	0.25	0.4		100	100		100	100		349	559	201	201		42	64	42	64	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	147	358	
630	Zone de centre de localité (zone village)	463	0.5	0.5		90	90		100	100		209	209	0	0		100	100	100	100		209	209	
673	Zone d'habitation de très faible densité	1038	0.25	0.4		100	100		100	100		260	415	372	372		-43	10	0	10	Justification des corrections de la	0	42	

																				commune: Autre, à commenter			
677	Zone d'habitation de très faible densité	1029	0.25	0.4		100	100		100	100		257	412	206	206		20	50	20	50	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	51	206	
683	Zone d'habitation de très faible densité	56	0.25	0.4		100	100		100	100		14	23	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	14	23	
710	Zone d'habitation de très faible densité	1210	0.25	0.4		100	100		100	100		303	484	459	459		-52	5	0	5	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	24	
756	Zone d'habitation de très faible densité	182	0.25	0.4		100	100		100	100		46	73	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	46	73	
826	Zone d'habitation de très faible densité	1025	0.25	0.4		100	100		100	100		256	410	306	306		-19	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	107	
842	Zone de centre de localité (zone village)	60	0.5	0.5		90	90		100	100		27	27	0	0		100	100	100	100		27	27	
846	Zone d'habitation de moyenne densité	1401	0.85	0.85		100	100		100	100		1191	1191	1047	1047		12	12	12	12		143	143	
949	Zone d'habitation de très faible densité	1380	0.25	0.4		100	100		100	100		345	552	284	284		18	49	18	49	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	62	270	
1401	Zone d'habitation de très faible densité	1118	0.25	0.4		100	100		100	100		279	447	402	402		-44	10	0	10	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	45	
1406	Zone d'habitation de très faible densité	1117	0.25	0.4		100	100		100	100		279	447	200	200		28	55	28	55	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	78	246	
1407	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4		100	100		100	100		400	400	286	286		28	28	28	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	112	112	
1408	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4		100	100		100	100		400	400	390	390		3	3	3	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	12	12	
1409	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4		100	100		100	100		400	400	246	246		39	39	39	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	156	156	
1410	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	286	286		-15	28	0	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	112	
1411	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	397	397		-59	1	0	1	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	4	
1413	Zone d'habitation de très faible densité	1315	0.25	0.4		100	100		100	100		329	526	272	272		17	48	17	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	56	252	
1427	Zone d'habitation de très faible densité	1379	0.25	0.4		100	100		100	100		345	552	396	396		-15	28	0	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	155	
1441	Zone d'habitation de très faible densité	983	0.25	0.4		100	100		100	100		246	393	289	289		-18	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	102	
1472	Zone d'habitation de très faible densité	1207	0.25	0.4		100	100		100	100		302	483	438	438		-45	9	0	9	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	43	
1473	Zone d'habitation de très faible densité	1132	0.25	0.4		100	100		100	100		283	453	439	439		-55	3	0	3	Justification des	0	14	

																				corrections de la commune: Autre, à commenter			
1474	Zone d'habitation de très faible densité	1230	0.25	0.4		100	100		100	100		307	492	438	438		-43	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	54	
1475	Zone d'habitation de très faible densité	2172	0.25	0.4		100	100		100	100		543	869	864	864		-59	1	0	1	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	9	
1476	Zone d'habitation de très faible densité	2287	0.25	0.4		100	100		100	100		572	915	866	866		-51	5	0	5	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	46	
1477	Zone d'habitation de très faible densité	2335	0.25	0.4		100	100		100	100		584	934	864	864		-48	7	0	7	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	65	
1478	Zone d'habitation de très faible densité	2543	0.25	0.4		100	100		100	100		636	1017	867	867		-36	15	0	15	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	153	
1479	Zone d'habitation de très faible densité	125	0.25	0.4		100	100		100	100		31	50	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	31	50	
1481	Zone d'habitation de très faible densité	354	0.25	0.4		100	100		100	100		89	142	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	89	142	
1483	Zone d'habitation de très faible densité	1003	0.25	0.4		100	100		100	100		251	401	287	287		-14	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	116	
1489	Zone d'habitation de très faible densité	1096	0.25	0.4		100	100		100	100		274	438	421	421		-54	4	0	4	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	18	
																				Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter			
1490	Zone d'habitation de très faible densité	1106	0.25	0.4		100	100		100	100		276	442	313	313		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	128	
1491	Zone d'habitation de très faible densité	1107	0.25	0.4		100	100		100	100		277	443	314	314		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	128	
1495	Zone d'habitation de très faible densité	2065	0.25	0.4		100	100		100	100		516	826	700	700		-36	15	0	15	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	124	
1496	Zone d'habitation de très faible densité	1597	0.25	0.4		100	100		100	100		399	639	330	330		17	48	17	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	68	307	
1497	Zone d'habitation de très faible densité	1728	0.25	0.4		100	100		100	100		432	691	598	598		-39	13	0	13	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	90	
1499	Zone d'habitation de très faible densité	1107	0.25	0.4		100	100		100	100		277	443	313	313		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	128	
1500	Zone d'habitation de très faible densité	1106	0.25	0.4		100	100		100	100		277	442	314	314		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	128	
1511	Zone d'habitation de moyenne densité	580	0.85	0.85		100	100		100	100		493	493	121	121		75	75	75	75		370	370	
1515	Zone d'habitation de faible densité	1409	0.45	0.45		100	100		100	100		634	634	322	322		49	49	49	49		311	311	
1518	Zone d'habitation de faible densité	820	0.45	0.45		99	99		100	100		369	369	0	0		100	100	100	100		369	369	
1544	Zone d'habitation de très faible densité	130	0.25	0.4		100	100		100	100		32	52	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune:	32	52	

																					Autre, à commenter			
1553	Zone d'habitation de moyenne densité	5	0.85	0.85		100	100		100	100		5	5	0	0		100	100	100	100		5	5	
1555	Zone d'habitation de moyenne densité	312	0.85	0.85		100	100		100	100		265	265	0	0		100	100	100	100		265	265	
1556	Zone d'habitation de moyenne densité	46	0.85	0.85		100	100		100	100		39	39	0	0		100	100	100	100		39	39	
Total		**231469**																				12565	**36228**	

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir <u>dans le périmètre de centre</u> (si présent) 251 **725**

**** On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte***

***** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles***

****** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive***

******* Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.***

******** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés***

Capacité de développement résidentiel à 15 ans hors zone à bâtir

xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à corriger par la commune si besoin
xx	Donnée modifiée par la commune

		Données SDT	Données Communes	
Mesure C21	Constructions et installations dignes de protection			logements
Mesure C22	Petites entités urbanisées (hameaux)			logements
Mesure C23	Territoires à habitat traditionnellement dispersé			logements
Mesure C24	Paysages dignes de protection et constructions caractéristiques			logements
	Total sans doublons			logements
		+	+	
	Plus de 25% d'habitations ou de 20 habitations hors zone à bâtir			logements
	Total des logements	0	0	logements
	Le PDCn prévoit 3 habitants par logement.			
		0	0	habitants
	Le PDCn prévoit un coefficient de 60% pour tenir compte du rythme de reconversion	x 60%	x 60%	
	Total des habitants	0	0	habitants

Bilan du dimensionnement de la zone à bâtir

	Belmont-sur-Lausanne
N° OFS	**5581**

xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

A. Besoins

	En centre		Hors du centre	
Possibilité de développement allouée par la mesure A11 [Croissance annuelle en % de la pop. de référence]			0.75	0.75
Année de référence	2015	2015	2015	2015
Horizon de planification	2036	2036	2036	2036
Population				
Année de référence (31 décembre 2015)	2724	2724	880	880
Année du bilan (31 décembre 2020)	2890	2890	866	866
	+		+	
Possibilité de développement allouée par la mesure A11 entre l'année de référence et l'horizon [habitants]			139	139
	+		+	
Logements d'utilité publique (24 pour les communes avec centre et 12 pour les autres) [habitants]	0	0	0	0
	=		=	
Population maximale à l'horizon de planification selon la mesure A11			1019	1019
Besoins au moment du bilan [habitants]			139	139

B. Capacités d'accueil au moment du bilan

	En centre		Hors du centre	
Capacité des réserves représentées en vert sur la carte [habitants]	397	567	147	199
	+		+	
Potentiel de densification des autres parcelles [habitants]	261	724	83	339
Pourcentage du potentiel de densification à utiliser [%]	33	33	33	33
Part du potentiel de densification comptabilisé à l'horizon de planification [habitants]	86	239	27	112
Capacité de développement hors de la zone à bâtir [habitants]			0	0
	=		=	
Capacités d'accueil au moment du bilan [habitants]	483	806	174	311

C. Bilan

	En centre		Hors du centre	
Etat de la capacité d'accueil par rapport aux besoins (sur-capacité si positif) [habitants]	649	972	35	172

Selon la formule: (Capacité d'accueil au moment du bilan) - (Besoins au moment du bilan).

CANTON DE VAUD
DÉPARTEMENT DE L'INTERIEUR
Service du développement territorial

ESTIMATION DES RÉSERVES EN ZONE À BÂTIR À VOCATION D'HABITATION OU MIXTE

LÉGENDE

Statut de la réserve

Réserve en terrain non bâti
Réserve en terrain partiellement bâti
Pas de réserve car le terrain est bâti
Dézonage partiel
Dézonage complet



Signification des couleurs

Réserve
Elément modifié par la commune
Remarque de la part du SDT
Extension de la zone à bâtir

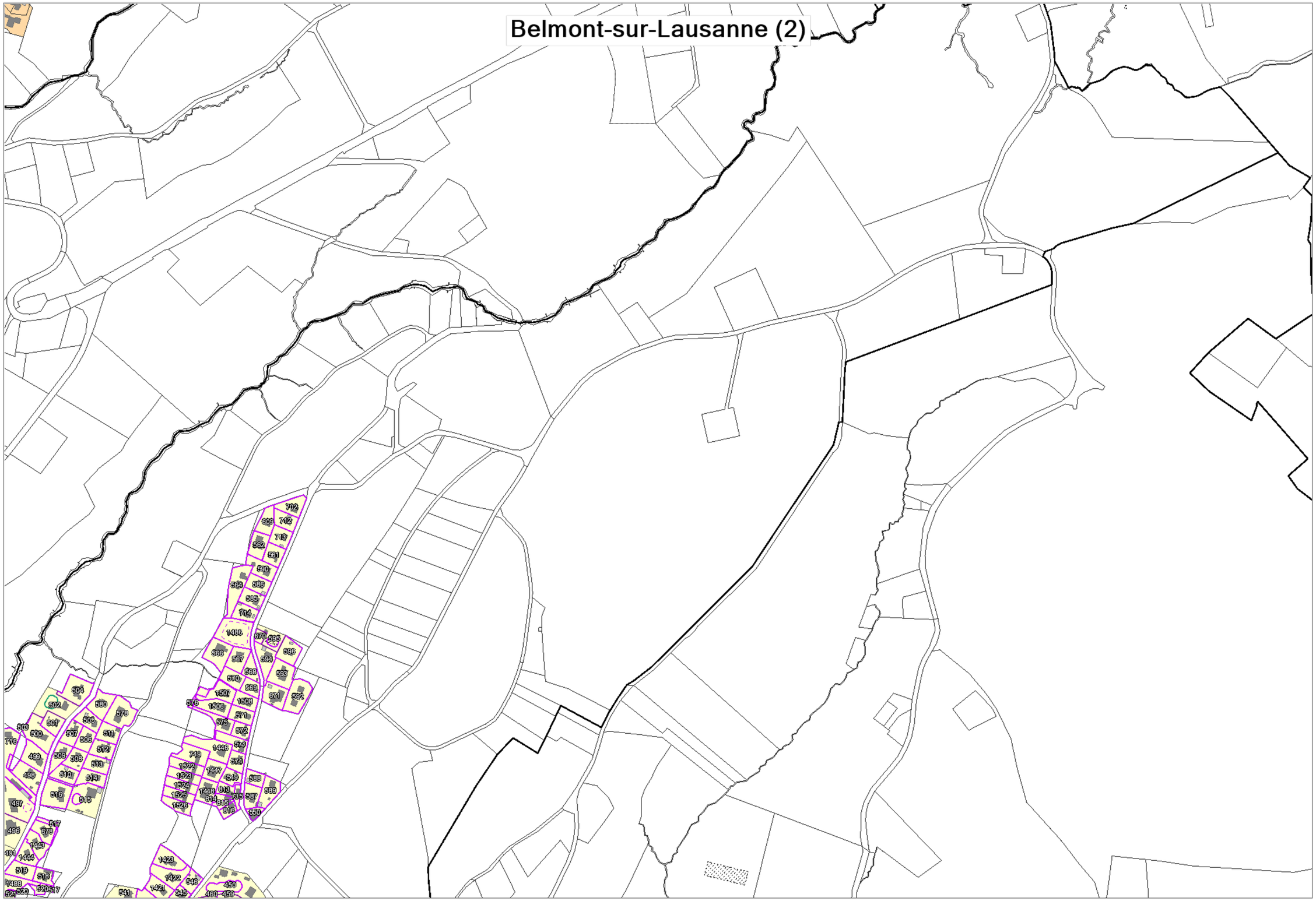


Affectation du sol

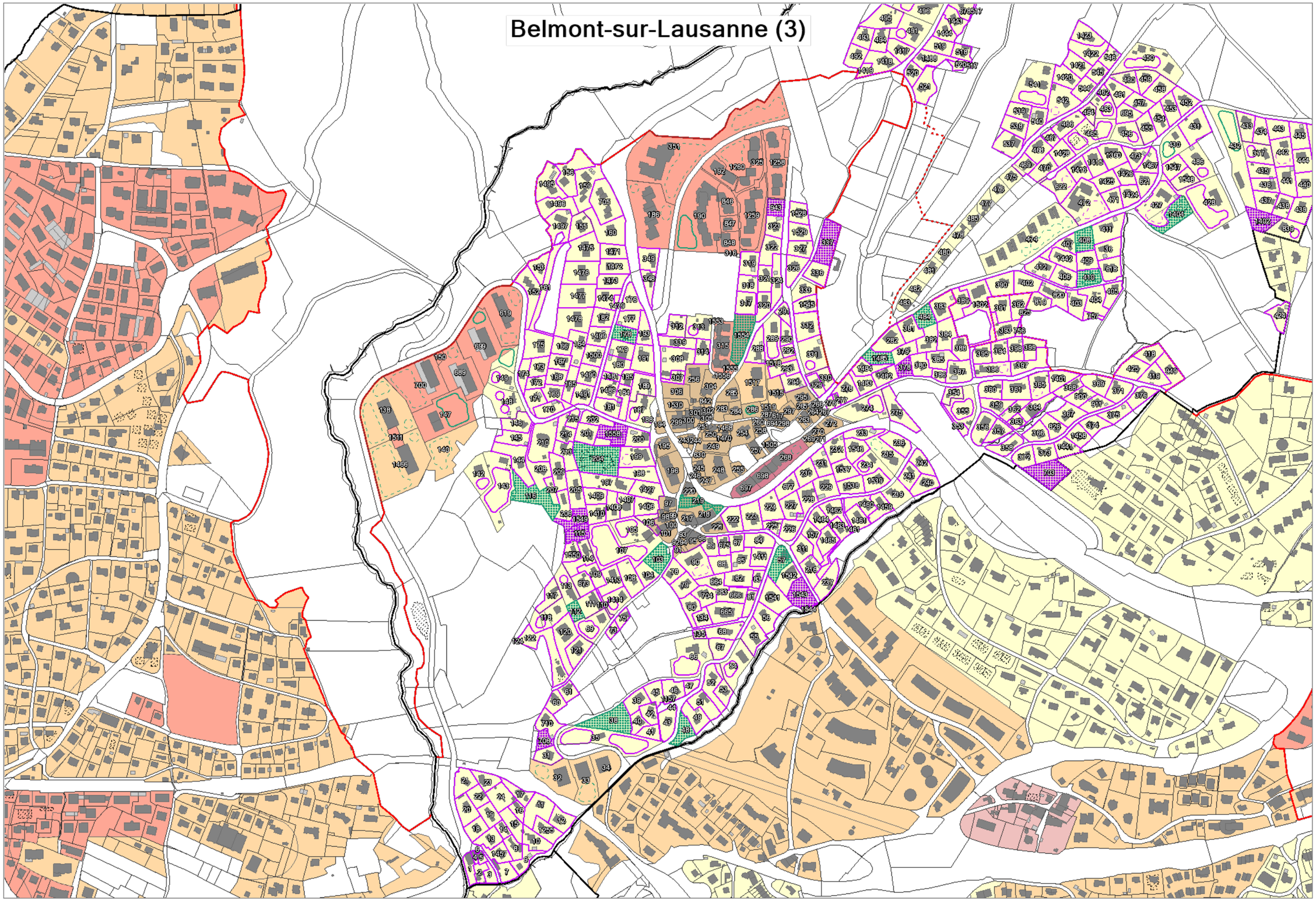
Zone d'habitation de très faible densité
Zone d'habitation de faible densité
Zone d'habitation de moyenne densité
Zone d'habitation de forte densité
Zone de centre de localité (zone village)
Zone de centre historique
Zone de hameau



Belmont-sur-Lausanne (1)


Belmont-sur-Lausanne (2)

Belmont-sur-Lausanne (3)



ANNEXE 2 – CAPACITÉS D'ACCUEIL DANS LE PÉRIMÈTRE COMPACT

Définition des capacités d'accueil dans le périmètre compact selon le PALM 2016

Lausanne-Morges
Est Lausannois

Planifications	PQ/PPA	Ticket d'entrée	Etat d'avancement de la planification	Nouveaux habitants
	Balcons du Léman	1-Planification d'affectation déposée à l'examen préalable	2- A l'étude	122
	PPA Rue des Corbaz - réf.JC/sa-163992	1-Planification d'affectation déposée à l'examen préalable	3- Transmis à l'examen préalable	64
	Secteur A - Vallon du Flonzel - Chantier 6 / Rueyres II	3-Périmètre prévu dans une étude stratégique validée par le canton	2- A l'étude	113
	Burenoz	1-Planification d'affectation déposée à l'examen préalable	3- Transmis à l'examen préalable	10
Sous-total				**309**

Horizon PALM16		Permis habiter
2020	A	2024
2018	A2	2022
2030	C2	2034
2016	A	2020
		Date de "sortie du potentiel"

Bilan des réserves				Chiffres séance du 12.07.2016
	Réserve en zone à bâtir hors site stratégique			401
	Potentiel de densification par PGA			50
	Densification (1/3)			48
Sous-total				**499**

TOTAL				808

nb hab en 2008	2008-2030 hab suppl	2030	croissance 22 ans	croissance par an
2'421	808	3'229	33.37%	1.52%

Chiffres docs MADRE

438				
50				
66				
554				
863				
	2030	*croissance 22 ans*	*croissance par an*	
	3'284	*35.65%*	*1.62%*	

ANNEXE 3 – INCIDENCES DU PROJET DE PA SUR LES CAPACITÉS D'ACCUEIL

Simulation du projet de PA sur la plateforme cantonale

Commune de Belmont-sur-Lausanne

Simulation pour le dimensionnement de la zone à bâtir (d'habitation et mixte)

NOOFS: **5581**

Pré-estimation automatique des réserves réalisée le: 30.12.2020
Variante enregistrée le: 31.05.2022

Nom de la variante: **PACOM-2022-Enquête publiq**

Commentaire libre:

Population:	31.12.2020
Affectation du sol:	30.12.2020
Registre cantonal des bâtiments:	30.12.2020
Cadastre:	30.12.2020

Rapport généré le 16.06.2022

PARCELLES CONTENANT UNE RESERVE (POSSIBILITE D'IMPLANTER UNE NOUVELLE CONSTRUCTION) HORS CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrains contenant une réserve

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			SBP théorique (m2)		SBP déjà bâtie (m2)			% disponible théorique		% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes			Surface brute de plancher réalisable (m2)		
377	Zone d'habitation de très faible densité	1525	0.25	0.4		100	100		100	100		381	610	453	453		-19	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	159	
408	Zone d'habitation de très faible densité	1120	0.4	0.4		100	100		100	100		448	448	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	448	448	
410	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4		100	100		100	100		400	400	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	400	400	
428	Zone d'habitation de très faible densité	5254	0.25	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement en vigueur	100	100		100	100		1314	2102	931	931		29	56	29	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	381	1177	
430	Zone d'habitation de très faible densité	1816	0.4	0.4		100	100		100	100		726	726	107	107		85	85	48	48		348	348	
450	Zone d'habitation de très faible densité	3968	0.25	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement en vigueur	100	100		100	100		992	1587	911	911		8	43	8	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	79	682	
456	Zone d'habitation de très faible densité	1560	0.25	0.4		100	100		100	100		390	624	231	231		41	63	41	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	160	393	
463	Zone d'habitation de très faible densité	1264	0.25	0.4		100	100		100	100		316	505	39	39		88	92	88	92	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	278	465	
465	Zone d'habitation de très faible densité	3075	0.4	0.4		100	100		100	100		1230	1230	32	32		97	97	68	97	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	836	1193	
486	Zone d'habitation de très faible densité	2059	0.4	0.4		100	100		100	100		824	824	329	329		60	60	55	60	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	453	494	
491	Zone d'habitation de très faible densité	2443	0.25	0.4		100	100		100	100		611	977	698	698		-14	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	283	
496	Zone d'habitation de très faible densité	3333	0.25	0.4		100	100		100	100		833	1333	935	935		-12	30	0	30	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	400	
515	Zone d'habitation de très faible densité	2528	0.25	0.4		100	100		100	100		632	1011	747	747		-18	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	263	
541	Zone d'habitation de très faible densité	3929	0.25	0.4		100	100		100	100		982	1572	1284	1284		-31	18	0	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	283	

595	Zone d'habitation de très faible densité	1036	0.4	0.4		100	100		100	100		415	415	22	22		95	95	89	95	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	369	394	
839	Zone d'habitation de très faible densité	1596	0.25	0.4		100	100		100	100		399	638	450	450		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	185	
1402	Zone d'habitation de très faible densité	1379	0.25	0.4		100	100		100	100		345	552	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	345	552	
1404	Zone d'habitation de très faible densité	1672	0.4	0.4		100	100		100	100		669	669	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	669	669	
Total		**40558**																				4766	**8788**	

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir <u>hors du périmètre de centre</u>

95 **176**

**** On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte***

***** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles***

****** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive***

******* Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.***

******** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés***

PARCELLES CONTENANT UN POTENTIEL DE Ddensification HORS CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrain contenant un potentiel de densification

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			SBP théorique (m2)		SBP déjà bâtie (m2)			% disponible théorique		% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes			Surface brute de plancher réalisable (m2)		
390	Zone d'habitation de très faible densité	1519	0.25	0.4		100	100		100	100		380	608	492	492		-29	19	0	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	116	
403	Zone d'habitation de très faible densité	1210	0.25	0.4		100	100		100	100		302	484	472	472		-56	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	10	
404	Zone d'habitation de très faible densité	1647	0.25	0.4		100	100		100	100		412	659	293	293		29	56	29	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	119	369	
405	Zone d'habitation de très faible densité	955	0.25	0.4		100	100		100	100		239	382	131	131		45	66	45	66	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	108	252	
407	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	352	352		-41	12	0	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	48	
411	Zone d'habitation de très faible densité	1824	0.25	0.4		100	100		100	100		456	729	425	425		7	42	7	42	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	32	306	
424	Zone d'habitation de très faible densité	1102	0.25	0.4		100	100		100	100		275	441	139	139		49	68	49	0	Justification des corrections de la commune: Pente : forte pente rendant le terrain inconstructible (surface dans le périmètre urbanisé et trop petite pour justifier une modification de l'affectation) (1.3.1.11)	135	0	
431	Zone d'habitation de très faible densité	1991	0.25	0.4		100	100		100	100		498	796	257	257		48	68	48	0	Justification des corrections de la commune: Pente : forte pente rendant le terrain inconstructible (surface dans le périmètre urbanisé et trop petite pour justifier une modification de l'affectation) (1.3.1.11) Commentaire de la commune: Arbres protégés	239	0	
432	Zone d'habitation de très faible densité	4936	0.4	0.4		100	100		100	100		1974	1974	431	431		78	78	37	0	Justification des corrections de la commune: Forme : utilisation du potentiel impossible du fait de la taille ou de la	730	0	

																				forme du terrain après remaniement parcellaire (1.3.1.6) Commentaire de la commune: Distance aire forestière + limite + ligne haute tension			
433	Zone d'habitation de très faible densité	1173	0.25	0.4		100	100		100	100		293	469	329	329		-12	30	0	30	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	141	
434	Zone d'habitation de très faible densité	1041	0.25	0.4		100	100		100	100		260	416	182	182		30	56	30	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	78	233	
436	Zone d'habitation de très faible densité	1005	0.25	0.4		100	100		100	100		251	402	310	310		-23	23	0	23	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	92	
437	Zone d'habitation de très faible densité	1192	0.25	0.4		100	100		100	100		298	477	346	346		-16	28	0	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	134	
438	Zone d'habitation de très faible densité	1004	0.25	0.4		100	100		100	100		251	402	388	388		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	12	
439	Zone d'habitation de très faible densité	1429	0.25	0.4		100	100		100	100		357	572	160	160		55	72	55	72	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	196	412	
440	Zone d'habitation de très faible densité	1306	0.25	0.4		100	100		100	100		327	523	347	347		-6	34	0	34	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	178	
442	Zone d'habitation de très faible densité	1585	0.25	0.4		100	100		100	100		396	634	241	241		39	62	39	0	Justification des corrections de la commune: Piscine en maçonnerie de plus de 40m2 (1.3.1.13)	154	0	
443	Zone d'habitation de très faible densité	1130	0.25	0.4		100	100		100	100		283	452	224	224		21	50	21	0	Justification des corrections de la commune: Piscine en maçonnerie de plus de 40m2 (1.3.1.13)	59	0	
444	Zone d'habitation de très faible densité	1229	0.25	0.4		100	100		100	100		307	491	265	265		14	46	14	46	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	43	226	
445	Zone d'habitation de très faible densité	1318	0.25	0.4		100	100		100	100		329	527	275	275		16	48	16	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	53	253	
446	Zone d'habitation de très faible densité	1558	0.25	0.4		100	100		100	100		390	623	210	210		46	66	46	66	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	179	411	
455	Zone d'habitation de très faible densité	1201	0.25	0.4		100	100		100	100		300	481	228	228		24	53	24	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	72	255	
458	Zone d'habitation de très faible densité	1379	0.25	0.4		100	100		100	100		345	552	492	492		-43	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	61	
459	Zone d'habitation de très faible densité	1016	0.25	0.4		100	100		100	100		254	406	315	315		-24	23	0	23	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	93	
460	Zone d'habitation de très faible densité	982	0.25	0.4		100	100		100	100		245	393	304	304		-24	23	0	23	Justification des	0	90	

																				corrections de la commune: Autre, à commenter			
461	Zone d'habitation de très faible densité	1201	0.25	0.4		100	100		100	100		300	480	174	174		42	64	42	0	Justification des corrections de la commune: Pente : forte pente rendant le terrain inconstructible (surface dans le périmètre urbanisé et trop petite pour justifier une modification de l'affectation) (1.3.1.11)	126	0	
462	Zone d'habitation de très faible densité	332	0.25	0.4		100	100		100	100		83	133	118	118		-42	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	15	
464	Zone d'habitation de très faible densité	607	0.25	0.4		100	100		100	100		152	243	90	90		41	63	41	0	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée au règlement actuel (1.3.1.15) Commentaire de la commune: Pente + distance aux limites	62	0	
466	Zone d'habitation de très faible densité	1265	0.25	0.4		100	100		100	100		316	506	336	336		-6	34	0	34	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	172	
467	Zone d'habitation de très faible densité	520	0.25	0.4		100	100		100	100		130	208	83	83		36	60	36	60	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	47	125	
468	Zone d'habitation de très faible densité	1182	0.25	0.4		100	100		100	100		295	473	412	412		-39	13	0	13	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	61	
470	Zone d'habitation de très faible densité	1138	0.25	0.4		100	100		100	100		284	455	289	289		-2	37	0	37	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	168	
471	Zone d'habitation de très faible densité	1004	0.25	0.4		100	100		100	100		251	402	223	223		11	44	11	44	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	28	177	
472	Zone d'habitation de très faible densité	3736	0.25	0.4		100	100		100	100		934	1494	1439	1439		-54	4	0	4	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	60	
473	Zone d'habitation de très faible densité	1026	0.25	0.4		100	100		100	100		256	410	381	381		-48	7	0	7	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	29	
478	Zone d'habitation de très faible densité	812	0.25	0.25		100	100		100	100		203	203	91	91		55	55	55	55		112	112	
492	Zone d'habitation de très faible densité	1133	0.25	0.4		100	100		100	100		283	453	215	215		24	53	24	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	68	240	
493	Zone d'habitation de très faible densité	1023	0.25	0.4		100	100		100	100		256	409	337	337		-32	18	0	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	74	
494	Zone d'habitation de très faible densité	1016	0.25	0.4		100	100		100	100		254	406	358	358		-41	12	0	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	49	
495	Zone d'habitation de très faible densité	1883	0.25	0.4		100	100		100	100		471	753	354	354		25	53	25	53	Justification des corrections de la commune:	118	399	

																				Autre, à commenter				
497	Zone d'habitation de très faible densité	3739	0.25	0.4		100	100		100	100		935	1495	1351	1351		-45	10	0	10	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	150	
498	Zone d'habitation de très faible densité	1690	0.25	0.4		100	100		100	100		423	676	449	449		-6	34	0	34	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	230	
499	Zone d'habitation de très faible densité	1470	0.25	0.4		100	100		100	100		367	588	347	347		6	41	6	41	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	22	241	
501	Zone d'habitation de très faible densité	1004	0.25	0.4		100	100		100	100		251	401	245	245		3	39	3	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	8	156	
502	Zone d'habitation de très faible densité	2172	0.4	0.4		100	100		100	100		869	869	226	226		74	74	48	0	Justification des corrections de la commune: Périmètres d'implantation, aires (de verdure p.ex.) (1.3.1.12) Commentaire de la commune: aire de verdure	417	0	
503	Zone d'habitation de très faible densité	17	0.25	0.4		100	100		100	100		4	7	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	4	7	
504	Zone d'habitation de très faible densité	1764	0.25	0.4		100	100		100	100		441	706	422	422		4	40	4	40	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	18	282	
505	Zone d'habitation de très faible densité	1054	0.25	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement en vigueur	100	100		100	100		263	421	152	152		42	64	42	64	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	110	269	
506	Zone d'habitation de très faible densité	972	0.25	0.4		100	100		100	100		243	389	145	145		40	63	40	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	97	245	
508	Zone d'habitation de très faible densité	999	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	185	185		26	54	26	54	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	65	216	
510	Zone d'habitation de très faible densité	1044	0.25	0.4		100	100		100	100		261	417	183	183		30	56	30	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	78	234	
512	Zone d'habitation de très faible densité	1058	0.25	0.4		100	100		100	100		265	423	309	309		-17	27	0	27	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	114	
513	Zone d'habitation de très faible densité	1063	0.25	0.4		100	100		100	100		266	425	421	421		-59	1	0	1	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	4	
514	Zone d'habitation de très faible densité	1092	0.25	0.4		100	100		100	100		273	437	413	413		-51	6	0	6	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	26	
516	Zone d'habitation de très faible densité	1926	0.25	0.4		100	100		100	100		481	770	471	471		2	39	2	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	10	300	
517	Zone d'habitation de très faible densité	316	0.25	0.4		100	100		100	100		79	126	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Dézonage Commentaire de la	79	0	

																				commune: Mise en zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT			
518	Zone d'habitation de très faible densité	769	0.25	0.4		100	100		100	100		192	308	268	268		-39	13	0	13	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	40	
519	Zone d'habitation de très faible densité	1097	0.25	0.4		100	100		100	100		274	439	207	207		24	53	24	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	66	233	
521	Zone d'habitation de très faible densité	1634	0.25	0.4		100	100		100	100		409	654	316	316		23	52	23	52	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	94	340	
537	Zone d'habitation de très faible densité	1497	0.25	0.4		100	100		100	100		374	599	491	491		-31	18	0	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	108	
538	Zone d'habitation de très faible densité	1148	0.25	0.4		100	100		100	100		287	459	329	329		-14	28	0	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	129	
539	Zone d'habitation de très faible densité	996	0.25	0.4		100	100		100	100		249	398	247	247		1	38	1	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	2	151	
540	Zone d'habitation de très faible densité	1261	0.25	0.4		100	100		100	100		315	504	386	386		-22	24	0	24	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	121	
542	Zone d'habitation de très faible densité	2183	0.4	0.4		100	100		100	100		873	873	251	251		71	71	19	0	Justification des corrections de la commune: Piscine en maçonnerie de plus de 40m2 (1.3.1.13)	166	0	
544	Zone d'habitation de très faible densité	963	0.25	0.4		100	100		100	100		241	385	72	72		70	81	70	81	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	169	312	
545	Zone d'habitation de très faible densité	804	0.25	0.4		100	100		100	100		201	322	139	139		31	57	31	57	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	62	184	
546	Zone d'habitation de très faible densité	827	0.25	0.4		100	100		100	100		207	331	167	167		19	49	19	49	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	39	162	
549	Zone d'habitation de très faible densité	748	0.25	0.4		100	100		100	100		187	299	226	226		-21	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	75	
564	Zone d'habitation de très faible densité	1887	0.25	0.4		100	100		100	100		472	755	466	466		1	38	1	0	Justification des corrections de la commune: Périmètres d'implantation, aires (de verdure p.ex.) (1.3.1.12) Commentaire de la commune: aire de verdure	5	0	
566	Zone d'habitation de très faible densité	1615	0.25	0.4		100	100		100	100		404	646	579	579		-43	10	0	10	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	65	
567	Zone d'habitation de très faible densité	1201	0.25	0.4		100	100		100	100		300	480	323	323		-8	33	0	33	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	158	
568	Zone d'habitation de très faible densité	815	0.25	0.4		100	100		100	100		204	326	187	187		8	43	8	43	Justification des	16	140	

																				corrections de la commune: Autre, à commenter			
569	Zone d'habitation de très faible densité	765	0.25	0.4		100	100		100	100		191	306	289	289		-51	6	0	6	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	18	
570	Zone d'habitation de très faible densité	993	0.25	0.4		100	100		100	100		248	397	171	171		31	57	31	57	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	77	226	
571	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	135	135		46	66	46	66	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	115	264	
572	Zone d'habitation de très faible densité	745	0.25	0.4		100	100		100	100		186	298	136	136		27	54	27	54	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	50	161	
573	Zone d'habitation de très faible densité	1015	0.25	0.4		100	100		100	100		254	406	235	235		7	42	7	42	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	18	171	
574	Zone d'habitation de très faible densité	850	0.25	0.4		100	100		100	100		212	340	165	165		22	51	22	51	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	47	173	
576	Zone d'habitation de très faible densité	110	0.25	0.4		100	100		100	100		27	44	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Forme : utilisation du potentiel impossible du fait de la taille ou de la forme du terrain après remaniement parcellaire (1.3.1.6)	27	0	
580	Zone d'habitation de très faible densité	1351	0.25	0.4		100	100		100	100		338	540	347	347		-3	36	0	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	194	
585	Zone d'habitation de très faible densité	1011	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	210	210		17	48	17	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	43	194	
586	Zone d'habitation de très faible densité	1006	0.25	0.4		100	100		100	100		251	402	337	337		-34	16	0	16	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	64	
587	Zone d'habitation de très faible densité	984	0.25	0.4		100	100		100	100		246	393	122	122		50	69	50	69	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	123	271	
588	Zone d'habitation de très faible densité	714	0.25	0.4		100	100		100	100		178	285	187	187		-5	35	0	35	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	100	
589	Zone d'habitation de très faible densité	1280	0.25	0.4		100	100		100	100		320	512	317	317		1	38	1	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	3	195	
590	Zone d'habitation de très faible densité	1260	0.25	0.4		100	100		100	100		315	504	336	336		-7	33	0	33	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	166	
594	Zone d'habitation de très faible densité	1315	0.25	0.4		100	100		100	100		329	526	226	226		31	57	31	57	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	102	300	
596	Zone d'habitation de très faible densité	1261	0.25	0.4		100	100		100	100		315	504	145	145		54	71	54	71	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	170	358	
618	Zone d'habitation de très faible densité	1224	0.25	0.4		100	100		100	100		306	490	354	354		-16	28	0	28	Justification des	0	137	

																				corrections de la commune: Autre, à commenter			
621	Zone d'habitation de très faible densité	1029	0.25	0.4		100	100		100	100		257	412	325	325		-26	21	0	21	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	87	
622	Zone d'habitation de très faible densité	1737	0.25	0.4		100	100		100	100		434	695	204	204		53	71	53	0	Justification des corrections de la commune: Pente : forte pente rendant le terrain inconstructible (surface dans le périmètre urbanisé et trop petite pour justifier une modification de l'affectation) (1.3.1.11)	230	0	
670	Zone d'habitation de très faible densité	341	0.25	0.4		100	100		100	100		85	136	67	67		21	51	21	51	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	18	69	
671	Zone d'habitation de très faible densité	1385	0.25	0.4		100	100		100	100		346	554	338	338		2	39	2	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	7	216	
678	Zone d'habitation de très faible densité	1011	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	399	399		-58	1	0	1	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	4	
702	Zone d'habitation de très faible densité	1115	0.25	0.4		100	100		100	100		279	446	276	276		1	38	1	0	Justification des corrections de la commune: Piscine en maçonnerie de plus de 40m2 (1.3.1.13)	3	0	
712	Zone d'habitation de très faible densité	1003	0.25	0.4		100	100		100	100		251	401	245	245		2	39	2	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	5	156	
713	Zone d'habitation de très faible densité	1011	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	200	200		21	51	21	0	Justification des corrections de la commune: Piscine en maçonnerie de plus de 40m2 (1.3.1.13)	53	0	
716	Zone d'habitation de très faible densité	3713	0.25	0.4		100	100		100	100		928	1485	1105	1105		-19	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	386	
735	Zone d'habitation de très faible densité	356	0.25	0.4		100	100		100	100		89	143	81	81		10	43	10	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	9	61	
749	Zone d'habitation de très faible densité	1365	0.25	0.4		100	100		100	100		341	546	349	349		-2	36	0	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	197	
757	Zone d'habitation de très faible densité	297	0.25	0.4		100	100		100	100		74	119	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Forme : utilisation du potentiel impossible du fait de la taille ou de la forme du terrain après remaniement parcellaire (1.3.1.6) Commentaire de la commune: distance à l'aire forestière et distance aux limites = inconstructible	74	0	

813	Zone d'habitation de très faible densité	607	0.25	0.4		100	100		100	100		152	243	157	157		-3	36	0	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	87	
816	Zone d'habitation de très faible densité	486	0.25	0.4		100	100		100	100		121	194	156	156		-29	20	0	20	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	39	
819	Zone d'habitation de très faible densité	989	0.25	0.4		100	100		100	100		247	395	231	231		7	42	7	42	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	17	166	
820	Zone d'habitation de très faible densité	1383	0.25	0.4		100	100		100	100		346	553	484	484		-40	12	0	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	66	
825	Zone d'habitation de très faible densité	29	0.25	0.4		100	100		100	100		7	12	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Forme : utilisation du potentiel impossible du fait de la taille ou de la forme du terrain après remaniement parcellaire (1.3.1.6)	7	0	
1360	Zone d'habitation de très faible densité	1480	0.25	0.4		100	100		100	100		370	592	349	349		6	41	6	0	Justification des corrections de la commune: Piscine en maçonnerie de plus de 40m2 (1.3.1.13)	22	0	
1415	Zone d'habitation de très faible densité	1229	0.25	0.4		100	100		100	100		307	492	432	432		-40	12	0	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	59	
1416	Zone d'habitation de très faible densité	1122	0.25	0.4		100	100		100	100		280	449	274	274		2	39	2	0	Justification des corrections de la commune: Pente : forte pente rendant le terrain inconstructible (surface dans le périmètre urbanisé et trop petite pour justifier une modification de l'affectation) (1.3.1.11)	6	0	
1419	Zone d'habitation de très faible densité	458	0.25	0.4		100	100		100	100		115	183	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Dézonage Commentaire de la commune: Affectation en zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT	115	0	
1420	Zone d'habitation de très faible densité	1220	0.25	0.4		100	100		100	100		305	488	400	400		-31	18	0	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	88	
1421	Zone d'habitation de très faible densité	1202	0.25	0.4		100	100		100	100		300	481	394	394		-31	18	0	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	87	
1422	Zone d'habitation de très faible densité	1522	0.25	0.4		100	100		100	100		380	609	395	395		-4	35	0	35	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	213	
1423	Zone d'habitation de très faible densité	1364	0.25	0.4		100	100		100	100		341	546	527	527		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	16	
1424	Zone d'habitation de très faible densité	1003	0.25	0.4		100	100		100	100		251	401	192	192		23	52	23	52	Justification des corrections de la	58	209	

																				commune: Autre, à commenter				
1426	Zone d'habitation de très faible densité	1001	0.25	0.4		100	100		100	100		250	401	356	356		-42	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	44	
1428	Zone d'habitation de très faible densité	1137	0.25	0.4		100	100		100	100		284	455	216	216		24	53	24	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	68	241	
1443	Zone d'habitation de très faible densité	1011	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	396	396		-57	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	8	
1444	Zone d'habitation de très faible densité	1011	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	397	397		-57	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	8	
1446	Zone d'habitation de très faible densité	1858	0.25	0.4		100	100		100	100		465	743	600	600		-29	19	0	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	141	
1447	Zone d'habitation de très faible densité	1058	0.25	0.4		100	100		100	100		264	423	409	409		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	13	
1467	Zone d'habitation de très faible densité	1001	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	335	335		-34	16	0	16	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	64	
1486	Zone d'habitation de très faible densité	2411	0.4	0.4		100	100		100	100		964	964	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Accès privé : parcelle correspondant exactement à un accès privé ne pouvant être déplacé (1.3.1.1)	964	0	
1507	Zone d'habitation de très faible densité	1257	0.25	0.4		100	100		100	100		314	503	446	446		-42	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	55	
1508	Zone d'habitation de très faible densité	1256	0.25	0.4		100	100		100	100		314	502	447	447		-42	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	55	
1522	Zone d'habitation de très faible densité	981	0.25	0.4		100	100		100	100		245	392	346	346		-41	12	0	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	47	
1523	Zone d'habitation de très faible densité	942	0.4	0.4		100	100		100	100		377	377	357	357		5	5	0	5	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	19	
1524	Zone d'habitation de très faible densité	921	0.25	0.4		100	100		100	100		230	368	358	358		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	11	
1547	Zone d'habitation de très faible densité	1047	0.25	0.4		100	100		100	100		262	419	312	312		-19	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	105	
1548	Zone d'habitation de très faible densité	1047	0.25	0.4		100	100		100	100		262	419	319	319		-22	24	0	24	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	101	
Total		**157714**																			6716	**16175**	

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir <u>hors du périmètre de centre</u>

**** On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte***

***** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles***

****** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive***

******* Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.***

******** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés***

PARCELLES CONTENANT UNE RESERVE (POSSIBILITE D'IMPLANTER UNE NOUVELLE CONSTRUCTION) EN CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrains contenant une réserve

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			SBP théorique (m2)		SBP déjà bâtie (m2)			% disponible théorique		% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes			Surface brute de plancher réalisable (m2)		
35	Zone d'habitation de très faible densité	4517	0.4	0.4		100	100		100	100		1807	1807	99	99		95	95	78	95	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	1409	1717	
38	Zone d'habitation de très faible densité	2353	0.4	0.4		100	100		100	100		941	941	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	941	941	
48	Zone d'habitation de très faible densité	1029	0.4	0.4		100	100		100	100		412	412	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	412	412	
54	Zone d'habitation de très faible densité	2250	0.25	0.4		100	100		100	100		562	900	446	446		21	50	21	50	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	118	450	
57	Zone d'habitation de très faible densité	1222	0.4	0.4		100	100		100	100		489	489	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	489	489	
66	Zone d'habitation de très faible densité	3598	0.4	0.4		100	100		100	100		1439	1439	446	446		69	69	38	69	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	547	993	
69	Zone d'habitation de très faible densité	1928	0.25	0.4		100	100		100	100		482	771	473	473		2	39	2	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	10	301	
103	Zone d'habitation de très faible densité	1244	0.4	0.4		100	100		100	100		498	498	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	498	498	
105	Zone d'habitation de très faible densité	2224	0.25	0.4		100	100		100	100		556	890	391	391		30	56	30	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	167	498	
107	Zone d'habitation de très faible densité	5226	0.4	0.4		100	100		100	100		2090	2090	185	185		91	91	81	91	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	1693	1902	
112	Zone d'habitation de très faible densité	612	0.4	0.4		100	100		100	100		245	245	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	245	245	
113	Zone d'habitation de très faible densité	1509	0.25	0.4		100	100		100	100		377	603	360	360		5	40	5	40	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	19	241	
115	Zone d'habitation de très faible densité	966	0.4	0.4		100	100		100	100		387	387	0	0		100	100	98	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	379	387	
116	Zone d'habitation de très faible densité	2402	0.4	0.4		100	100		100	100		961	961	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune:	961	961	

																					Autre, à commenter			
118	Zone d'habitation de très faible densité	1985	0.25	0.4		100	100		100	100		496	794	229	229		54	71	54	71	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	268	564	
142	Zone d'habitation de très faible densité	1880	0.25	0.4		100	100		100	100		470	752	350	350		25	53	25	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	118	399	
143	Zone d'habitation de très faible densité	4524	0.4	0.4		100	100		100	100		1809	1809	277	277		85	85	69	85	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	1248	1538	
147	Zone d'habitation de moyenne densité	5519	0.85	0.85		100	100		100	100		4691	4691	4512	4512		4	4	4	4		188	188	
148	Zone d'habitation de très faible densité	2468	0.25	0.4		100	100		100	100		617	987	369	369		40	63	40	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	247	622	
149	Zone d'habitation de très faible densité	1369	0.25	0.4		100	100		100	100		342	548	360	360		-5	34	0	34	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	186	
178	Zone d'habitation de très faible densité	999	0.4	0.4		100	100		100	100		400	400	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	400	400	
187	Zone d'habitation de très faible densité	1781	0.25	0.4		100	100		100	100		445	712	365	365		18	49	18	49	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	80	349	
190	Zone d'habitation de moyenne densité	8209	0.85	0.85		100	100		100	100		6978	6978	5069	5069		27	27	27	27		1884	1884	
204	Zone d'habitation de très faible densité	3600	0.4	0.4		100	100		100	100		1440	1440	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	1440	1440	
219	Zone de centre de localité (zone village)	911	0.5	0.5		90	90		100	100		410	410	0	0		100	100	45	45		185	185	
234	Zone d'habitation de très faible densité	1592	0.4	0.4		100	100		100	100		637	637	235	235		63	63	63	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	401	401	
																					Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter			
274	Zone d'habitation de très faible densité	2704	0.4	0.4		100	100		100	100		1082	1082	325	325		70	70	40	70	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	433	757	
286	Zone de centre de localité (zone village)	965	0.5	0.5		90	90		100	100		434	434	217	217		50	50	50	50		217	217	
289	Zone d'habitation de très faible densité	2104	0.25	0.4		100	100		100	100		526	842	346	346		34	59	34	59	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	179	497	
313	Zone d'habitation de très faible densité	1678	0.25	0.4		100	100		100	100		420	671	360	360		14	46	14	46	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	59	309	
331	Zone d'habitation de très faible densité	2257	0.25	0.4		100	100		100	100		564	903	675	675		-20	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	226	
337	Zone d'habitation de très faible densité	2047	0.4	0.4		100	100		100	100		819	819	0	0		100	100	70	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	573	819	
355	Zone d'habitation de très faible densité	2196	0	0.4		100	100		100	100		0	879	54	54		-	94	0	94	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	826	
378	Zone d'habitation de très faible densité	683	0.4	0.4		100	100		100	100		273	273	0	0		100	100	0	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	273	
484	Zone d'habitation de très faible densité	999	0.4	0.4		100	100		100	100		400	400	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	400	400	

699	Zone d'habitation de moyenne densité	6510	0.76	0.76		100	100		100	100		4917	4917	4613	4613		6	6	6	6		295	295	
703	Zone d'habitation de très faible densité	2103	0.25	0.4		100	100		100	100		526	841	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	526	841	
706	Zone d'habitation de très faible densité	677	0.33	0.4		100	100		100	100		223	271	0	0		100	100	0	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	271	
943	Zone d'habitation de très faible densité	782	0.4	0.4		100	100		100	100		313	313	0	0		100	100	0	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	313	
1414	Zone d'habitation de très faible densité	1315	0.25	0.4		100	100		100	100		329	526	240	240		27	54	27	54	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	89	284	
1485	Zone d'habitation de très faible densité	1008	0.4	0.4		100	100		100	100		403	403	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	403	403	
1543	Zone d'habitation de très faible densité	1588	0.25	0.4		100	100		100	100		397	635	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	397	635	
1549	Zone d'habitation de très faible densité	989	0.25	0.4		100	100		100	100		247	396	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	247	396	
1554	Zone d'habitation de moyenne densité	2154	0.85	0.85		100	100		100	100		1831	1831	0	0		100	100	100	100		1831	1831	
1558	Zone d'habitation de très faible densité	1350	0.25	0.4		100	100		100	100		337	540	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	337	540	
Total		**100026**																				20333	**28324**	

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir dans le périmètre de centre (si présent)

407	**566**

**** On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte***

***** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles***

****** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive***

******* Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.***

******** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés***

PARCELLES CONTENANT UN POTENTIEL DE DENSIFICATION EN CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrain contenant un potentiel de densification

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			SBP théorique (m2)		SBP déjà bâtie (m2)			% disponible théorique		% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes			Surface brute de plancher réalisable (m2)		
2	Zone d'habitation de très faible densité	576	0.25	0.4		100	100		100	100		144	230	225	225		-56	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	5	
3	Zone d'habitation de très faible densité	524	0.25	0.4		100	100		100	100		131	210	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	131	210	
7	Zone d'habitation de très faible densité	914	0.25	0.4		100	100		100	100		228	365	310	310		-36	15	0	15	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	55	
9	Zone d'habitation de très faible densité	1036	0.25	0.4		100	100		100	100		259	414	209	209		19	49	19	49	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	49	203	
10	Zone d'habitation de très faible densité	1287	0.25	0.4		100	100		100	100		322	515	295	295		8	43	8	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	26	221	
11	Zone d'habitation de très faible densité	1889	0.25	0.4		100	100		100	100		472	756	395	395		16	48	16	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	76	363	
12	Zone d'habitation de très faible densité	1158	0.25	0.4		100	100		100	100		290	463	281	281		3	39	3	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	9	181	
15	Zone d'habitation de très faible densité	1188	0.25	0.4		100	100		100	100		297	475	299	299		-1	37	0	37	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	176	
16	Zone d'habitation de très faible densité	577	0.25	0.4		100	100		100	100		144	231	144	144		0	38	0	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	88	
17	Zone d'habitation de très faible densité	955	0.25	0.4		100	100		100	100		239	382	187	187		21	51	21	51	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	50	195	
20	Zone d'habitation de très faible densité	1350	0.25	0.4		100	100		100	100		338	540	532	532		-57	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	11	
21	Zone d'habitation de très faible densité	1306	0.25	0.4		100	100		100	100		326	522	396	396		-21	24	0	24	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	125	
23	Zone d'habitation de très faible densité	999	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	292	292		-17	27	0	27	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	108	
24	Zone d'habitation de très faible densité	1433	0.25	0.4		100	100		100	100		358	573	135	135		62	76	62	76	Justification des corrections de la commune:	222	435	

																				Autre, à commenter			
40	Zone d'habitation de très faible densité	734	0.25	0.4		100	100		100	100		183	293	257	257		-40	13	0	13	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	38	
41	Zone d'habitation de très faible densité	738	0.25	0.4		100	100		100	100		184	295	63	63		66	79	66	79	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	121	233	
42	Zone d'habitation de très faible densité	854	0.25	0.4		100	100		100	100		213	341	275	275		-29	19	0	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	65	
43	Zone d'habitation de très faible densité	1291	0.25	0.4		100	100		100	100		323	516	175	175		46	66	46	66	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	149	341	
44	Zone d'habitation de très faible densité	17	0.25	0.4		100	100		100	100		4	7	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	4	7	
45	Zone d'habitation de très faible densité	939	0.25	0.4		100	100		100	100		235	376	89	89		62	76	62	76	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	146	286	
46	Zone d'habitation de très faible densité	1171	0.25	0.4		100	100		100	100		293	468	352	352		-20	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	117	
47	Zone d'habitation de très faible densité	449	0.25	0.4		100	100		100	100		112	180	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	112	180	
49	Zone d'habitation de très faible densité	1267	0.25	0.4		100	100		100	100		317	507	205	205		35	60	35	60	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	111	304	
51	Zone d'habitation de très faible densité	1349	0.25	0.4		100	100		100	100		337	540	293	293		13	46	13	46	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	44	248	
52	Zone d'habitation de très faible densité	1511	0.25	0.4		100	100		100	100		378	604	357	357		5	41	5	41	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	19	248	
53	Zone d'habitation de très faible densité	1001	0.25	0.4		100	100		100	100		250	401	302	302		-21	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	100	
55	Zone d'habitation de très faible densité	1432	0.25	0.4		100	100		100	100		358	573	408	408		-14	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	166	
56	Zone d'habitation de très faible densité	1315	0.25	0.4		100	100		100	100		329	526	285	285		13	46	13	46	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	43	242	
67	Zone d'habitation de très faible densité	1102	0.25	0.4		100	100		100	100		275	441	428	428		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	13	
68	Zone d'habitation de très faible densité	1322	0.25	0.4		100	100		100	100		330	529	216	216		35	59	35	59	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	116	312	
75	Zone d'habitation de très faible densité	486	0.25	0.4		100	100		100	100		121	194	186	186		-53	5	0	5	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	10	
78	Zone d'habitation de très faible densité	905	0.25	0.4		100	100		100	100		226	362	272	272		-20	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	91	

81	Zone d'habitation de très faible densité	670	0.25	0.4		100	100		100	100		168	268	69	69		59	74	59	74	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	99	198	
83	Zone d'habitation de très faible densité	489	0.25	0.4		100	100		100	100		122	196	115	115		6	41	6	41	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	7	80	
84	Zone d'habitation de très faible densité	1176	0.25	0.4		100	100		100	100		294	470	215	215		27	54	27	54	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	79	254	
85	Zone d'habitation de très faible densité	1226	0.25	0.4		100	100		100	100		306	490	304	304		1	38	1	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	3	186	
87	Zone d'habitation de très faible densité	703	0.25	0.4		100	100		100	100		176	281	103	103		41	63	41	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	72	177	
88	Zone d'habitation de très faible densité	1020	0.25	0.4		100	100		100	100		255	408	132	132		48	68	48	68	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	122	277	
89	Zone d'habitation de très faible densité	784	0.25	0.4		100	100		100	100		196	314	201	201		-2	36	0	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	113	
91	Zone de centre de localité (zone village)	63	0.5	0.5		90	90		100	100		29	29	0	0		100	100	100	100		29	29	
92	Zone de centre de localité (zone village)	19	0.5	0.5		90	90		100	100		9	9	0	0		100	100	100	100		9	9	
104	Zone d'habitation de très faible densité	978	0.25	0.4		100	100		100	100		245	391	346	346		-42	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	43	
108	Zone d'habitation de très faible densité	1561	0.25	0.4		100	100		100	100		390	624	259	259		34	59	34	59	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	133	368	
109	Zone d'habitation de très faible densité	984	0.25	0.4		100	100		100	100		246	394	228	228		7	42	7	42	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	17	165	
110	Zone d'habitation de très faible densité	187	0.25	0.4		100	100		100	100		47	75	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	47	75	
114	Zone d'habitation de très faible densité	1400	0.25	0.4		100	100		100	100		350	560	339	339		3	39	3	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	11	218	
117	Zone d'habitation de très faible densité	1115	0.25	0.4		100	100		100	100		279	446	297	297		-7	33	0	33	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	147	
122	Zone d'habitation de très faible densité	2660	0.25	0.4		100	100		100	100		665	1064	470	470		29	56	29	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	193	596	
124	Zone d'habitation de très faible densité	8	0.25	0.4		100	100		100	100		2	3	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	2	3	
135	Zone d'habitation de très faible densité	338	0.25	0.4		100	100		100	100		84	135	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	84	135	
144	Zone d'habitation de très faible densité	2073	0.25	0.4		100	100		100	100		518	829	519	519		0	37	0	37	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	307	
145	Zone d'habitation de très faible densité	1193	0.25	0.4		100	100		100	100		298	477	209	209		30	56	30	56	Justification des corrections de la commune:	89	267	

																					Autre, à commenter			
146	Zone d'habitation de très faible densité	1251	0.25	0.4		100	100		100	100		313	500	299	299		4	40	4	40	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	13	200	
150	Zone d'habitation de moyenne densité	256	0.85	0.85		100	100		100	100		217	217	91	91		58	58	58	58		126	126	
153	Zone d'habitation de très faible densité	1062	0.25	0.4		100	100		100	100		265	425	281	281		-6	34	0	34	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	145	
156	Zone d'habitation de très faible densité	2329	0.25	0.4		100	100		100	100		582	932	486	486		17	48	17	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	99	447	
157	Zone d'habitation de très faible densité	1126	0.25	0.4		100	100		100	100		281	450	322	322		-14	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	131	
160	Zone d'habitation de très faible densité	2342	0.25	0.4		100	100		100	100		585	937	415	415		29	56	29	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	170	525	
161	Zone d'habitation de très faible densité	1606	0.25	0.4		100	100		100	100		402	642	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	402	642	
164	Zone d'habitation de très faible densité	1340	0.25	0.4		100	100		100	100		335	536	178	178		47	67	47	67	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	157	359	
165	Zone d'habitation de très faible densité	1018	0.25	0.4		100	100		100	100		255	407	138	138		46	66	46	66	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	117	269	
166	Zone d'habitation de très faible densité	912	0.25	0.4		100	100		100	100		228	365	329	329		-44	10	0	10	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	37	
168	Zone d'habitation de très faible densité	890	0.25	0.4		100	100		100	100		223	356	263	263		-18	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	93	
170	Zone d'habitation de très faible densité	1024	0.25	0.4		100	100		100	100		256	410	252	252		2	39	2	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	5	160	
171	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	62	62		75	85	75	85	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	188	340	
172	Zone d'habitation de très faible densité	626	0.25	0.4		100	100		100	100		156	250	162	162		-4	35	0	35	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	88	
174	Zone d'habitation de très faible densité	796	0.25	0.4		100	100		100	100		199	318	81	81		59	74	59	74	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	117	235	
175	Zone d'habitation de très faible densité	1922	0.25	0.4		100	100		100	100		480	769	664	664		-38	14	0	14	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	108	
176	Zone d'habitation de très faible densité	1086	0.25	0.4		100	100		100	100		271	434	12	12		95	97	95	97	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	257	421	
177	Zone d'habitation de très faible densité	1014	0.25	0.4		100	100		100	100		253	405	301	301		-19	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	105	
179	Zone d'habitation de très faible densité	1092	0.25	0.4		100	100		100	100		273	437	268	268		2	39	2	39	Justification des corrections de la commune:	5	170	

																				Autre, à commenter				
180	Zone d'habitation de très faible densité	1084	0.25	0.4		100	100		100	100		271	434	269	269		1	38	1	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	3	165	
182	Zone d'habitation de très faible densité	1107	0.25	0.4		100	100		100	100		277	443	314	314		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	128	
184	Zone d'habitation de très faible densité	931	0.25	0.4		100	100		100	100		233	372	134	134		42	64	42	64	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	98	238	
193	Zone d'habitation de très faible densité	1055	0.25	0.4		100	100		100	100		264	422	293	293		-11	31	0	31	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	131	
194	Zone de centre de localité (zone village)	414	0.5	0.5		90	90		100	100		186	186	35	35		81	81	81	81		151	151	
197	Zone d'habitation de très faible densité	2091	0.25	0.4		100	100		100	100		523	836	681	681		-30	19	0	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	159	
198	Zone d'habitation de très faible densité	1416	0.25	0.4		100	100		100	100		354	566	16	16		96	97	96	97	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	340	549	
199	Zone d'habitation de très faible densité	1842	0.25	0.4		100	100		100	100		461	737	597	597		-30	19	0	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	140	
200	Zone d'habitation de très faible densité	1512	0.25	0.4		100	100		100	100		378	605	483	483		-28	20	0	20	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	121	
201	Zone d'habitation de très faible densité	1133	0.25	0.4		100	100		100	100		283	453	257	257		9	43	9	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	25	195	
202	Zone d'habitation de très faible densité	889	0.25	0.4		100	100		100	100		222	355	251	251		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	103	
205	Zone d'habitation de très faible densité	1596	0.25	0.4		100	100		100	100		399	638	513	513		-29	20	0	20	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	128	
206	Zone d'habitation de très faible densité	1048	0.25	0.4		100	100		100	100		262	419	308	308		-18	27	0	27	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	113	
207	Zone d'habitation de très faible densité	560	0.25	0.4		100	100		100	100		140	224	26	26		81	88	81	88	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	113	197	
208	Zone d'habitation de très faible densité	1555	0.25	0.4		100	100		100	100		389	622	174	174		55	72	55	72	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	214	448	
209	Zone d'habitation de très faible densité	1348	0.25	0.4		100	100		100	100		337	539	525	525		-56	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	16	
213	Zone d'habitation de très faible densité	1217	0.25	0.4		100	100		100	100		304	487	210	210		31	57	31	57	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	94	278	
215	Zone d'habitation de très faible densité	528	0.25	0.4		100	100		100	100		132	211	61	61		54	71	54	71	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	71	150	
223	Zone d'habitation de très faible densité	1498	0.25	0.4		100	100		100	100		374	599	383	383		-2	36	0	36	Justification des corrections de la commune:	0	216	

																				Autre, à commenter				
224	Zone d'habitation de très faible densité	1528	0.25	0.4		100	100		100	100		382	611	545	545		-43	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	67	
225	Zone d'habitation de très faible densité	608	0.25	0.4		100	100		100	100		152	243	164	164		-8	33	0	33	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	80	
229	Zone d'habitation de très faible densité	1382	0.25	0.4		100	100		100	100		345	553	543	543		-57	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	11	
232	Zone d'habitation de très faible densité	1284	0.25	0.4		100	100		100	100		321	514	150	150		53	71	53	71	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	170	365	
233	Zone d'habitation de très faible densité	986	0.25	0.4		100	100		100	100		246	394	143	143		42	64	42	64	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	103	252	
236	Zone d'habitation de très faible densité	1209	0.25	0.4		100	100		100	100		302	483	200	200		34	59	34	59	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	103	285	
237	Zone d'habitation de très faible densité	1391	0.25	0.4		100	100		100	100		348	556	138	138		60	75	60	75	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	209	417	
242	Zone d'habitation de très faible densité	1018	0.25	0.4		100	100		100	100		255	407	228	228		10	44	10	44	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	26	179	
243	Zone de centre de localité (zone village)	301	0.5	0.5		90	90		100	100		135	135	0	0		100	100	100	100		135	135	
247	Zone de centre de localité (zone village)	385	0.5	0.5		90	90		100	100		173	173	136	136		22	22	22	22		38	38	
249	Zone de centre de localité (zone village)	1139	0.5	0.5		90	90		100	100		513	513	132	132		74	74	74	74		380	380	
250	Zone de centre de localité (zone village)	571	0.5	0.5		90	90		100	100		257	257	181	181		29	29	29	29		75	75	
251	Zone de centre de localité (zone village)	54	0.5	0.5		90	90		100	100		24	24	0	0		100	100	100	100		24	24	
254	Zone de centre de localité (zone village)	1438	0.5	0.5		90	90		100	100		647	647	491	491		24	24	24	24		155	155	
255	Zone de centre de localité (zone village)	459	0.5	0.5		90	90		100	100		206	206	182	182		12	12	12	12		25	25	
264	Zone de centre de localité (zone village)	342	0.5	0.5		90	90		100	100		154	154	123	123		20	20	20	20		31	31	
271	Zone de centre de localité (zone village)	42	0.5	0.5		90	90		100	100		19	19	0	0		100	100	100	100		19	19	
276	Zone d'habitation de très faible densité	281	0.25	0.4		100	100		100	100		70	112	20	20		72	82	72	82	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	50	92	
278	Zone d'habitation de très faible densité	1289	0.25	0.4		100	100		100	100		322	515	432	432		-34	16	0	16	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	82	
282	Zone d'habitation de très faible densité	1510	0.25	0.4		100	100		100	100		377	604	422	422		-12	30	0	30	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	181	
283	Zone de centre de localité (zone village)	682	0.5	0.5		90	90		100	100		307	307	251	251		18	18	18	18		55	55	
284	Zone de centre de localité (zone village)	775	0.5	0.5		90	90		100	100		349	349	240	240		31	31	31	31		108	108	
288	Zone d'habitation de très faible densité	1303	0.25	0.4		100	100		100	100		326	521	412	412		-27	21	0	21	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	109	
290	Zone d'habitation de très faible densité	689	0.25	0.4		100	100		100	100		172	276	207	207		-20	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	69	
293	Zone d'habitation de très faible densité	1015	0.25	0.4		100	100		100	100		254	406	159	159		37	61	37	61	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	94	248	
294	Zone d'habitation de très faible densité	974	0.25	0.4		100	100		100	100		243	390	310	310		-28	20	0	20	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	78	
298	Zone de centre de localité (zone village)	248	0.5	0.5		90	90		100	100		111	111	107	107		4	4	4	4		4	4	

303	Zone de centre de localité (zone village)	24	0.5	0.5		90	90		100	100		11	11	0	0		100	100	100	100		11	11	
306	Zone de centre de localité (zone village)	1269	0.5	0.5		90	90		100	100		571	571	426	426		25	25	25	25		143	143	
308	Zone d'habitation de très faible densité	2235	0.25	0.4		100	100		100	100		559	894	441	441		21	51	21	51	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	117	456	
311	Zone d'habitation de très faible densité	1126	0.25	0.4		100	100		100	100		281	450	402	402		-43	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	50	
312	Zone d'habitation de très faible densité	1126	0.25	0.4		100	100		100	100		282	451	407	407		-44	10	0	10	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	45	
315	Zone d'habitation de moyenne densité	2576	0.85	0.85		100	100		100	100		2190	2190	1872	1872		15	15	15	15		329	329	
316	Zone d'habitation de moyenne densité	27	0.85	0.85		100	100		100	100		23	23	0	0		100	100	100	100		23	23	
317	Zone d'habitation de très faible densité	1208	0.25	0.4		100	100		100	100		302	483	135	135		55	72	55	72	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	166	348	
318	Zone d'habitation de très faible densité	1017	0.25	0.4		100	100		100	100		254	407	152	152		40	63	40	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	102	256	
320	Zone d'habitation de très faible densité	1007	0.25	0.4		100	100		100	100		252	403	360	360		-43	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	44	
321	Zone d'habitation de très faible densité	1021	0.25	0.4		100	100		100	100		255	409	205	205		20	50	20	50	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	51	205	
322	Zone d'habitation de très faible densité	1347	0.25	0.4		100	100		100	100		337	539	252	252		25	53	25	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	84	286	
324	Zone d'habitation de très faible densité	1300	0.25	0.4		100	100		100	100		325	520	238	238		27	54	27	54	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	88	281	
326	Zone d'habitation de très faible densité	1232	0.25	0.4		100	100		100	100		308	493	124	124		60	75	60	75	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	185	370	
329	Zone d'habitation de très faible densité	686	0.25	0.4		100	100		100	100		171	274	192	192		-12	30	0	30	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	82	
330	Zone d'habitation de très faible densité	751	0.25	0.4		100	100		100	100		188	300	113	113		40	62	40	62	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	75	186	
332	Zone d'habitation de très faible densité	1726	0.25	0.4		100	100		100	100		432	690	360	360		17	48	17	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	73	331	
339	Zone d'habitation de très faible densité	1107	0.25	0.4		100	100		100	100		277	443	305	305		-10	31	0	31	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	137	
349	Zone d'habitation de très faible densité	1205	0.25	0.4		100	100		100	100		301	482	394	394		-31	18	0	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	87	
353	Zone d'habitation de très faible densité	434	0.25	0.4		100	100		100	100		108	174	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	108	174	
354	Zone d'habitation de très faible densité	735	0.25	0.4		100	100		100	100		184	294	191	191		-4	35	0	35	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	103	
356	Zone d'habitation de très faible densité	1389	0.25	0.4		100	100		100	100		347	556	546	546		-57	2	0	2	Justification des	0	11	

																				corrections de la commune: Autre, à commenter			
357	Zone d'habitation de très faible densité	946	0.25	0.4		100	100		100	100		236	378	346	346		-46	9	0	9	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	34	
358	Zone d'habitation de très faible densité	1111	0.25	0.4		100	100		100	100		278	444	302	302		-9	32	0	32	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	142	
360	Zone d'habitation de très faible densité	1143	0.25	0.4		100	100		100	100		286	457	378	378		-32	17	0	17	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	78	
361	Zone d'habitation de très faible densité	1585	0.25	0.4		100	100		100	100		396	634	429	429		-8	32	0	32	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	203	
362	Zone d'habitation de très faible densité	807	0.25	0.4		100	100		100	100		202	323	233	233		-15	28	0	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	90	
363	Zone d'habitation de très faible densité	496	0.25	0.4		100	100		100	100		124	198	191	191		-54	4	0	4	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	8	
365	Zone d'habitation de très faible densité	1368	0.25	0.4		100	100		100	100		342	547	416	416		-22	24	0	24	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	131	
366	Zone d'habitation de très faible densité	1025	0.25	0.4		100	100		100	100		256	410	216	216		16	47	16	47	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	41	193	
367	Zone d'habitation de très faible densité	1366	0.25	0.4		100	100		100	100		341	546	404	404		-18	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	142	
369	Zone d'habitation de très faible densité	1296	0.25	0.4		100	100		100	100		324	519	209	209		36	60	36	60	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	117	311	
371	Zone d'habitation de très faible densité	1215	0.25	0.4		100	100		100	100		304	486	470	470		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	15	
372	Zone d'habitation de très faible densité	1086	0.25	0.4		100	100		100	100		272	435	421	421		-55	3	0	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	13	
373	Zone d'habitation de très faible densité	1107	0.25	0.4		100	100		100	100		277	443	367	367		-33	17	0	17	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	75	
374	Zone d'habitation de très faible densité	1063	0.25	0.4		100	100		100	100		266	425	406	406		-53	4	0	4	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	17	
375	Zone d'habitation de très faible densité	1051	0.25	0.4		100	100		100	100		263	420	235	235		10	44	10	44	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	26	185	
376	Zone d'habitation de très faible densité	1028	0.25	0.4		100	100		100	100		257	411	212	212		17	48	17	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	44	197	
379	Zone d'habitation de très faible densité	1011	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	119	119		53	70	53	70	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	134	283	
380	Zone d'habitation de très faible densité	1139	0.25	0.4		100	100		100	100		285	456	289	289		-1	37	0	37	Justification des corrections de la	0	169	

																				commune: Autre, à commenter				
381	Zone d'habitation de très faible densité	1223	0.25	0.4		100	100		100	100		306	489	134	134		56	73	56	73	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	171	357	
382	Zone d'habitation de très faible densité	1286	0.25	0.4		100	100		100	100		321	514	296	296		8	43	8	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	26	221	
384	Zone d'habitation de très faible densité	1450	0.25	0.4		100	100		100	100		363	580	239	239		34	59	34	59	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	123	342	
385	Zone d'habitation de très faible densité	1193	0.25	0.4		100	100		100	100		298	477	357	357		-20	25	0	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	119	
386	Zone d'habitation de très faible densité	459	0.25	0.4		100	100		100	100		115	184	70	70		39	62	39	62	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	45	114	
388	Zone d'habitation de très faible densité	1020	0.25	0.4		100	100		100	100		255	408	257	257		-1	37	0	37	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	151	
391	Zone d'habitation de très faible densité	1352	0.25	0.4		100	100		100	100		338	541	256	256		24	53	24	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	81	287	
392	Zone d'habitation de très faible densité	1138	0.25	0.4		100	100		100	100		285	455	233	233		18	49	18	49	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	51	223	
394	Zone d'habitation de très faible densité	1010	0.25	0.4		100	100		100	100		252	404	130	130		49	68	49	68	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	123	275	
395	Zone d'habitation de très faible densité	974	0.25	0.4		100	100		100	100		244	390	326	326		-34	16	0	16	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	62	
396	Zone d'habitation de très faible densité	1348	0.25	0.4		100	100		100	100		337	539	462	462		-37	14	0	14	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	75	
397	Zone d'habitation de très faible densité	1457	0.25	0.4		100	100		100	100		364	583	169	169		54	71	54	71	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	197	414	
398	Zone d'habitation de très faible densité	1013	0.25	0.4		100	100		100	100		253	405	231	231		9	43	9	43	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	23	174	
399	Zone d'habitation de très faible densité	1010	0.25	0.4		100	100		100	100		253	404	203	203		20	50	20	50	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	51	202	
418	Zone d'habitation de très faible densité	1048	0.25	0.4		100	100		100	100		262	419	346	346		-32	17	0	17	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	71	
419	Zone d'habitation de très faible densité	1200	0.25	0.4		100	100		100	100		300	480	229	229		24	52	24	52	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	72	250	
425	Zone d'habitation de très faible densité	1397	0.25	0.4		100	100		100	100		349	559	201	201		42	64	42	64	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	147	358	
630	Zone de centre de localité (zone village)	463	0.5	0.5		90	90		100	100		209	209	0	0		100	100	100	100		209	209	
673	Zone d'habitation de très faible densité	1038	0.25	0.4		100	100		100	100		260	415	372	372		-43	10	0	10	Justification des corrections de la	0	42	

																				commune: Autre, à commenter			
677	Zone d'habitation de très faible densité	1029	0.25	0.4		100	100		100	100		257	412	206	206		20	50	20	50	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	51	206	
683	Zone d'habitation de très faible densité	56	0.25	0.4		100	100		100	100		14	23	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	14	23	
710	Zone d'habitation de très faible densité	1210	0.25	0.4		100	100		100	100		303	484	459	459		-52	5	0	5	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	24	
756	Zone d'habitation de très faible densité	182	0.25	0.4		100	100		100	100		46	73	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	46	73	
826	Zone d'habitation de très faible densité	1025	0.25	0.4		100	100		100	100		256	410	306	306		-19	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	107	
842	Zone de centre de localité (zone village)	60	0.5	0.5		90	90		100	100		27	27	0	0		100	100	100	100		27	27	
846	Zone d'habitation de moyenne densité	1401	0.85	0.85		100	100		100	100		1191	1191	1047	1047		12	12	12	12		143	143	
949	Zone d'habitation de très faible densité	1380	0.25	0.4		100	100		100	100		345	552	284	284		18	49	18	49	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	62	270	
1401	Zone d'habitation de très faible densité	1118	0.25	0.4		100	100		100	100		279	447	402	402		-44	10	0	10	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	45	
1406	Zone d'habitation de très faible densité	1117	0.25	0.4		100	100		100	100		279	447	200	200		28	55	28	55	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	78	246	
1407	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4		100	100		100	100		400	400	286	286		28	28	28	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	112	112	
1408	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4		100	100		100	100		400	400	390	390		3	3	3	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	12	12	
1409	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4		100	100		100	100		400	400	246	246		39	39	39	39	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	156	156	
1410	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	286	286		-15	28	0	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	112	
1411	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.25	0.4		100	100		100	100		250	400	397	397		-59	1	0	1	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	4	
1413	Zone d'habitation de très faible densité	1315	0.25	0.4		100	100		100	100		329	526	272	272		17	48	17	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	56	252	
1427	Zone d'habitation de très faible densité	1379	0.25	0.4		100	100		100	100		345	552	396	396		-15	28	0	28	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	155	
1441	Zone d'habitation de très faible densité	983	0.25	0.4		100	100		100	100		246	393	289	289		-18	26	0	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	102	
1472	Zone d'habitation de très faible densité	1207	0.25	0.4		100	100		100	100		302	483	438	438		-45	9	0	9	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	43	
1473	Zone d'habitation de très faible densité	1132	0.25	0.4		100	100		100	100		283	453	439	439		-55	3	0	3	Justification des	0	14	

																				corrections de la commune: Autre, à commenter			
1474	Zone d'habitation de très faible densité	1230	0.25	0.4		100	100		100	100		307	492	438	438		-43	11	0	11	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	54	
1475	Zone d'habitation de très faible densité	2172	0.25	0.4		100	100		100	100		543	869	864	864		-59	1	0	1	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	9	
1476	Zone d'habitation de très faible densité	2287	0.25	0.4		100	100		100	100		572	915	866	866		-51	5	0	5	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	46	
1477	Zone d'habitation de très faible densité	2335	0.25	0.4		100	100		100	100		584	934	864	864		-48	7	0	7	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	65	
1478	Zone d'habitation de très faible densité	2543	0.25	0.4		100	100		100	100		636	1017	867	867		-36	15	0	15	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	153	
1479	Zone d'habitation de très faible densité	125	0.25	0.4		100	100		100	100		31	50	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	31	50	
1481	Zone d'habitation de très faible densité	354	0.25	0.4		100	100		100	100		89	142	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	89	142	
1483	Zone d'habitation de très faible densité	1003	0.25	0.4		100	100		100	100		251	401	287	287		-14	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	116	
1489	Zone d'habitation de très faible densité	1096	0.25	0.4		100	100		100	100		274	438	421	421		-54	4	0	4	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	18	
																				Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter			
1490	Zone d'habitation de très faible densité	1106	0.25	0.4		100	100		100	100		276	442	313	313		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	128	
1491	Zone d'habitation de très faible densité	1107	0.25	0.4		100	100		100	100		277	443	314	314		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	128	
1495	Zone d'habitation de très faible densité	2065	0.25	0.4		100	100		100	100		516	826	700	700		-36	15	0	15	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	124	
1496	Zone d'habitation de très faible densité	1597	0.25	0.4		100	100		100	100		399	639	330	330		17	48	17	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	68	307	
1497	Zone d'habitation de très faible densité	1728	0.25	0.4		100	100		100	100		432	691	598	598		-39	13	0	13	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	90	
1499	Zone d'habitation de très faible densité	1107	0.25	0.4		100	100		100	100		277	443	313	313		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	128	
1500	Zone d'habitation de très faible densité	1106	0.25	0.4		100	100		100	100		277	442	314	314		-13	29	0	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	128	
1511	Zone d'habitation de moyenne densité	580	0.85	0.85		100	100		100	100		493	493	121	121		75	75	75	75		370	370	
1515	Zone d'habitation de faible densité	1409	0.45	0.45		100	100		100	100		634	634	322	322		49	49	49	49		311	311	
1518	Zone d'habitation de faible densité	820	0.45	0.45		99	99		100	100		369	369	0	0		100	100	100	100		369	369	
1544	Zone d'habitation de très faible densité	130	0.25	0.4		100	100		100	100		32	52	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune:	32	52	

																					Autre, à commenter			
1553	Zone d'habitation de moyenne densité	5	0.85	0.85		100	100		100	100		5	5	0	0		100	100	100	100		5	5	
1555	Zone d'habitation de moyenne densité	312	0.85	0.85		100	100		100	100		265	265	0	0		100	100	100	100		265	265	
1556	Zone d'habitation de moyenne densité	46	0.85	0.85		100	100		100	100		39	39	0	0		100	100	100	100		39	39	
Total		**231469**																				12565	**36228**	

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir <u>dans le périmètre de centre</u> (si présent) 251 **725**

**** On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte***

***** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles***

****** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive***

******* Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.***

******** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés***

Capacité de développement résidentiel à 15 ans hors zone à bâtir

xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à corriger par la commune si besoin
xx	Donnée modifiée par la commune

		Données SDT	Données Communes	
Mesure C21	Constructions et installations dignes de protection			logements
Mesure C22	Petites entités urbanisées (hameaux)			logements
Mesure C23	Territoires à habitat traditionnellement dispersé			logements
Mesure C24	Paysages dignes de protection et constructions caractéristiques			logements
	Total sans doublons			logements
		+	+	
	Plus de 25% d'habitations ou de 20 habitations hors zone à bâtir			logements
	Total des logements	0	0	logements
	Le PDCn prévoit 3 habitants par logement.			
		0	0	habitants
	Le PDCn prévoit un coefficient de 60% pour tenir compte du rythme de reconversion	x 60%	x 60%	
	Total des habitants	0	0	habitants

Bilan du dimensionnement de la zone à bâtir

	Belmont-sur-Lausanne
N° OFS	**5581**

xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

A. Besoins

	En centre		Hors du centre	
Possibilité de développement allouée par la mesure A11 [Croissance annuelle en % de la pop. de référence]			0.75	0.75
Année de référence	2015	2015	2015	2015
Horizon de planification	2036	2036	2036	2036
Population				
Année de référence (31 décembre 2015)	2724	2724	880	880
Année du bilan (31 décembre 2020)	2890	2890	866	866
	+		+	
Possibilité de développement allouée par la mesure A11 entre l'année de référence et l'horizon [habitants]			139	139
	+		+	
Logements d'utilité publique (24 pour les communes avec centre et 12 pour les autres) [habitants]	0	0	0	0
	=		=	
Population maximale à l'horizon de planification selon la mesure A11			1019	1019
Besoins au moment du bilan [habitants]			139	139

B. Capacités d'accueil au moment du bilan

	En centre		Hors du centre	
Capacité des réserves représentées en vert sur la carte [habitants]	397	567	147	176
	+		+	
Potentiel de densification des autres parcelles [habitants]	261	724	83	324
Pourcentage du potentiel de densification à utiliser [%]	33	33	33	33
Part du potentiel de densification comptabilisé à l'horizon de planification [habitants]	86	239	27	107
Capacité de développement hors de la zone à bâtir [habitants]			0	0
	=		=	
Capacités d'accueil au moment du bilan [habitants]	483	806	174	283

C. Bilan

	En centre		Hors du centre	
Etat de la capacité d'accueil par rapport aux besoins (sur-capacité si positif) [habitants]	649	972	35	144

Selon la formule: (Capacité d'accueil au moment du bilan) - (Besoins au moment du bilan).

CANTON DE VAUD
DÉPARTEMENT DE L'INTERIEUR
Service du développement territorial

ESTIMATION DES RÉSERVES EN ZONE À BÂTIR À VOCATION D'HABITATION OU MIXTE

LÉGENDE

Statut de la réserve

Réserve en terrain non bâti
Réserve en terrain partiellement bâti
Pas de réserve car le terrain est bâti
Dézonage partiel
Dézonage complet



Signification des couleurs

Réserve
Elément modifié par la commune
Remarque de la part du SDT
Extension de la zone à bâtir

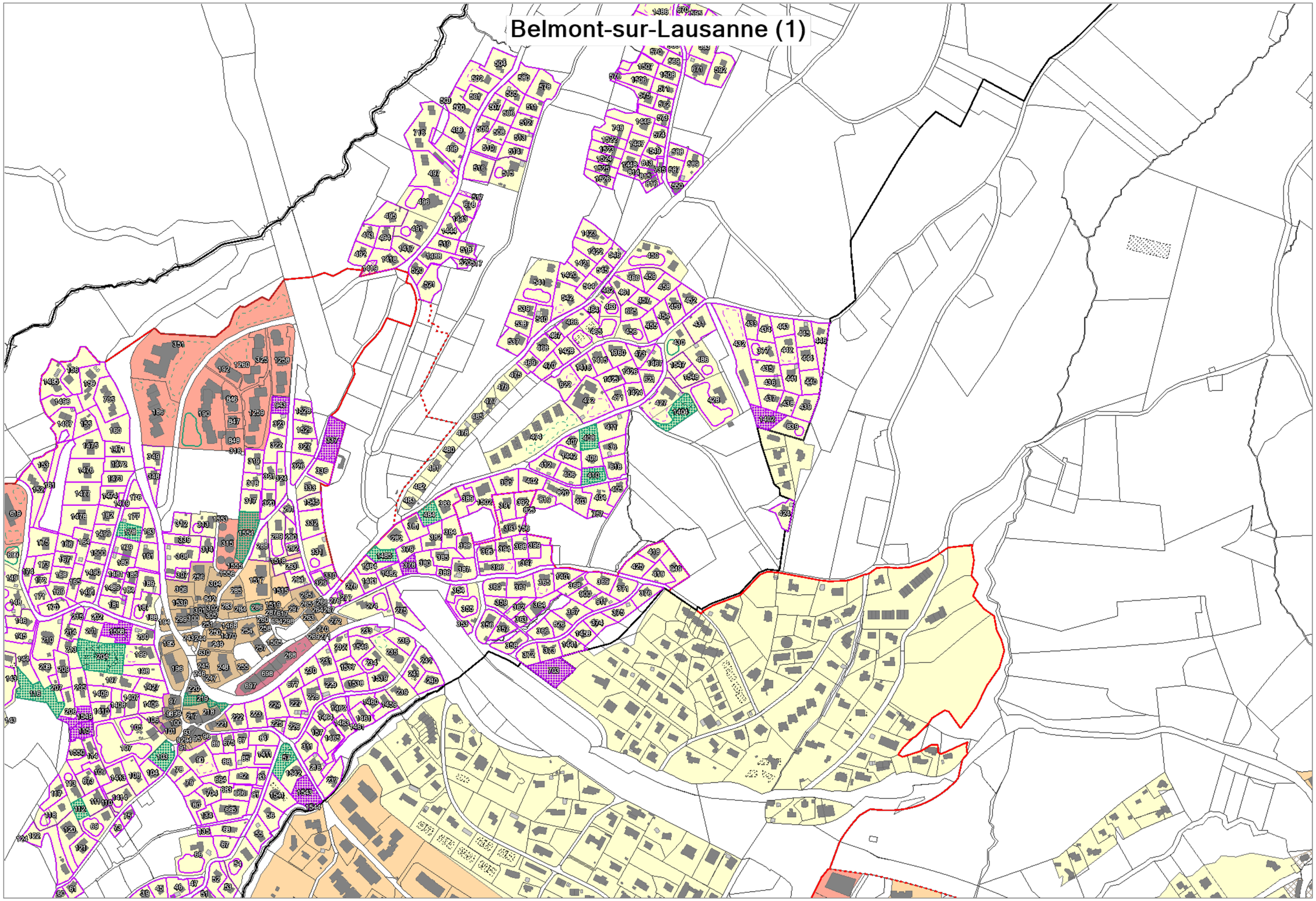


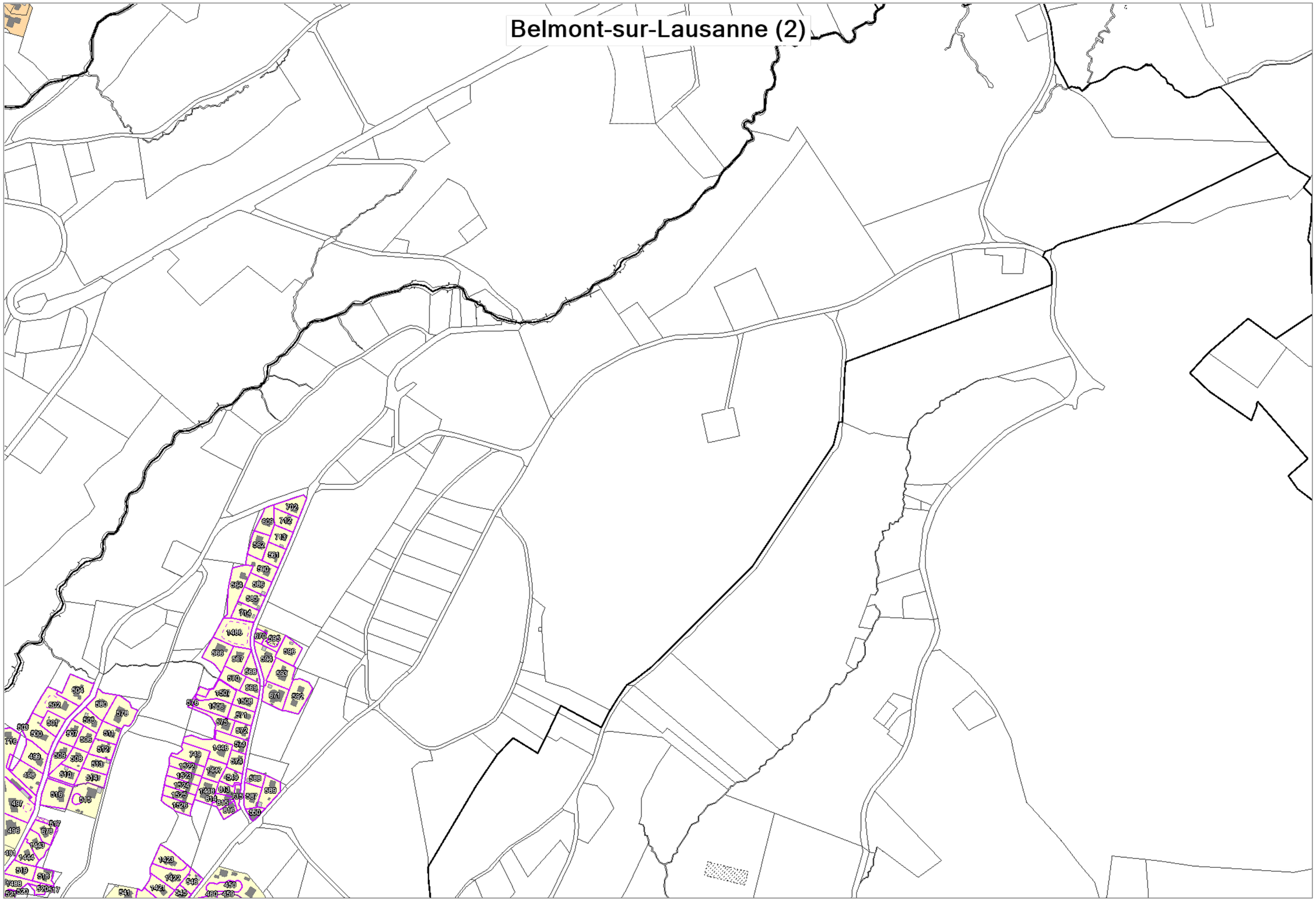
Affectation du sol

Zone d'habitation de très faible densité
Zone d'habitation de faible densité
Zone d'habitation de moyenne densité
Zone d'habitation de forte densité
Zone de centre de localité (zone village)
Zone de centre historique
Zone de hameau

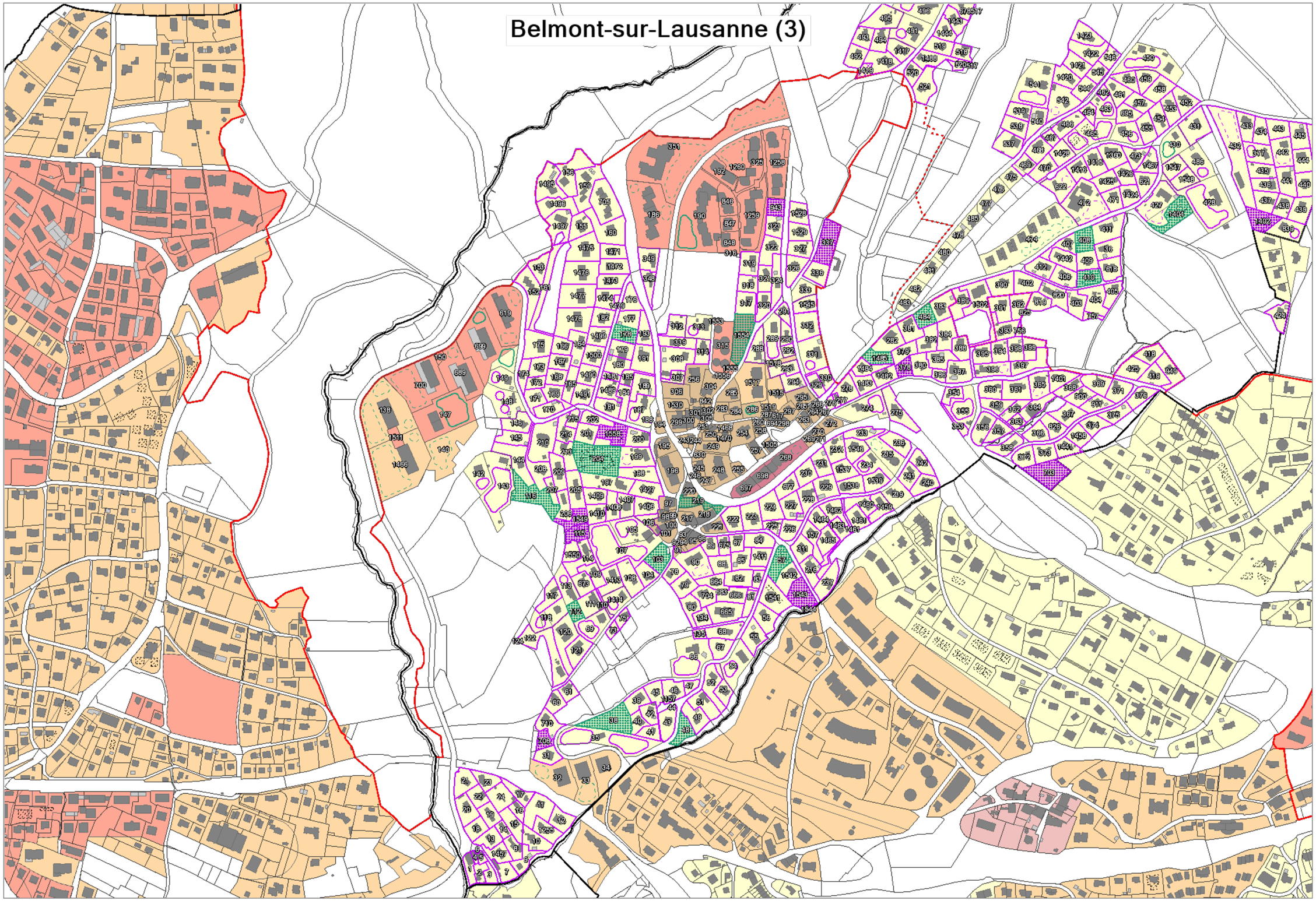


Belmont-sur-Lausanne (1)




Belmont-sur-Lausanne (2)

Belmont-sur-Lausanne (3)



ANNEXE 4 – CARTES DES DANGERS NATURELS

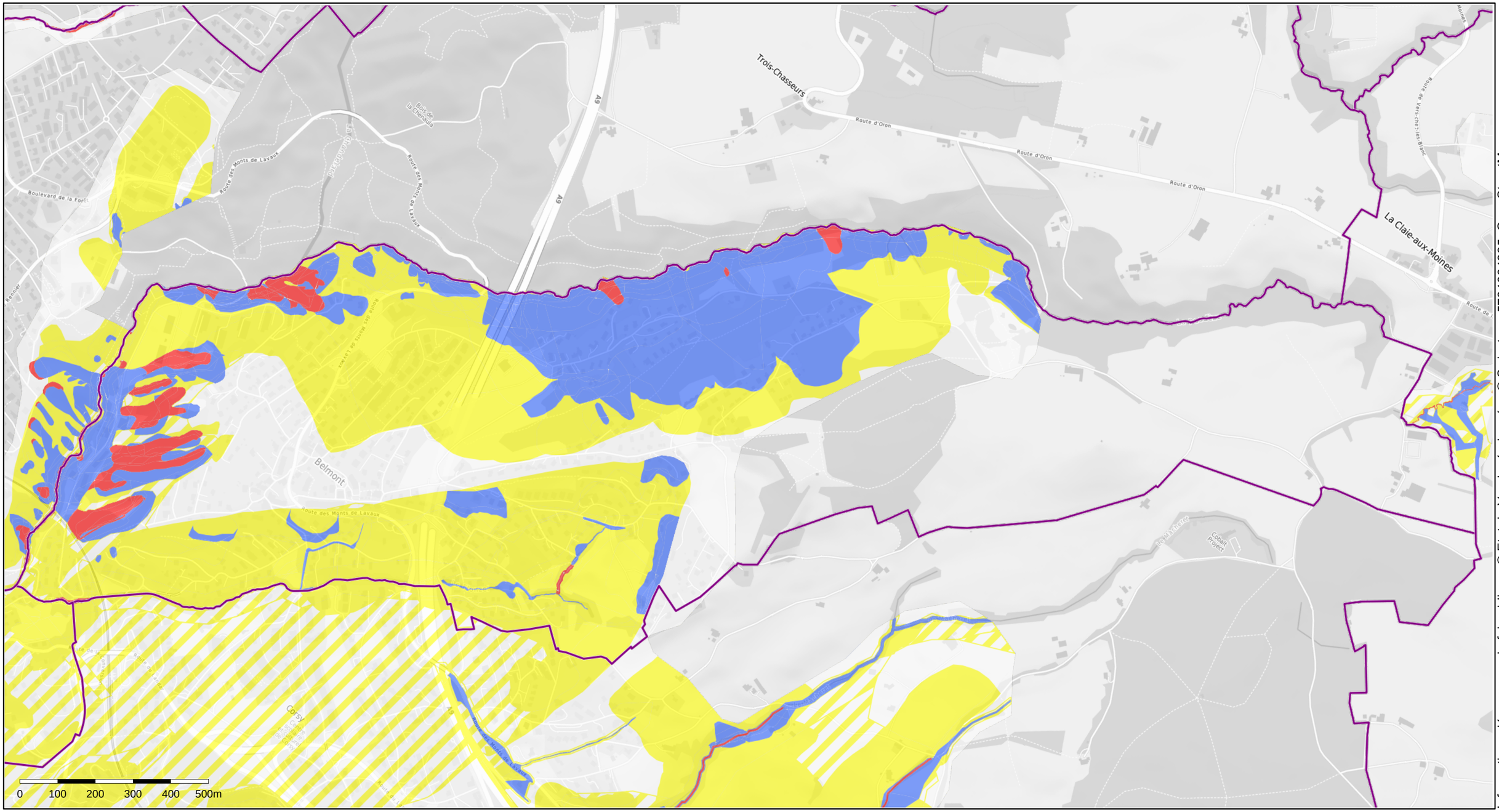
Cartes des dangers naturels validées

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

Guichet cartographique cantonal

Danger INO



Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 5704004385, OpenStreetMap

1:10000

Date: 31.03.2017

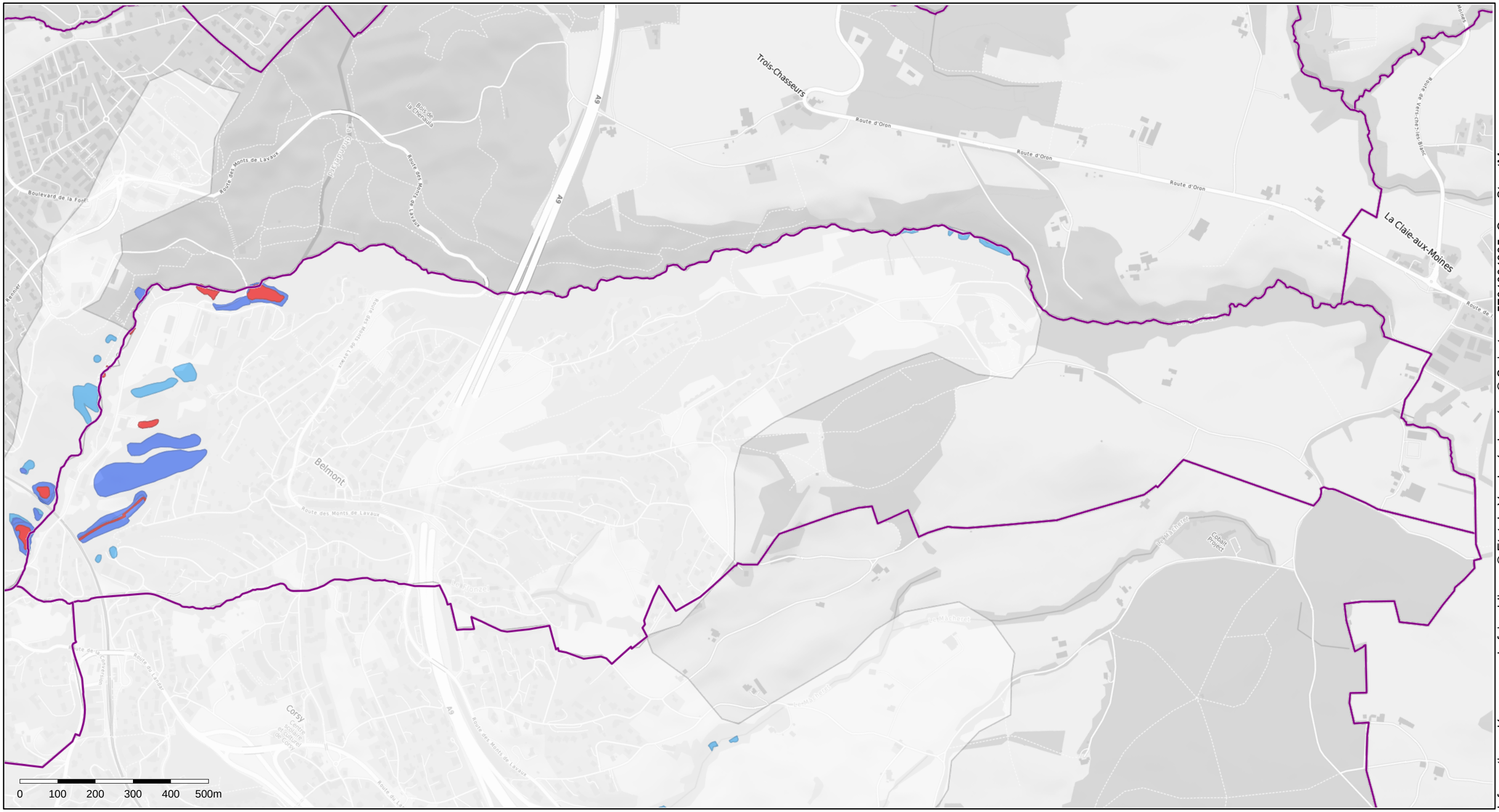


Degré de danger principal
Danger élevé
Danger moyen
Danger faible
Danger imprévisible (résiduel)
Danger nul
Danger en cours de validation
Information manquante
Danger réduit par des ouvrages de protection
Danger élevé, réduit (effet non évalué)
Danger élevé, réduit à moyen
Danger élevé, réduit à faible
Danger élevé réduit à nul
Danger moyen, réduit (effet non évalué)
Danger moyen, réduit à faible
Danger moyen réduit à nul
Danger faible réduit (effet non évalué)
Danger faible, réduit à nul

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

Guichet cartographique cantonal

Danger INO



Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 570400385, OpenStreetMap

1:10000

Date: 31.03.2017



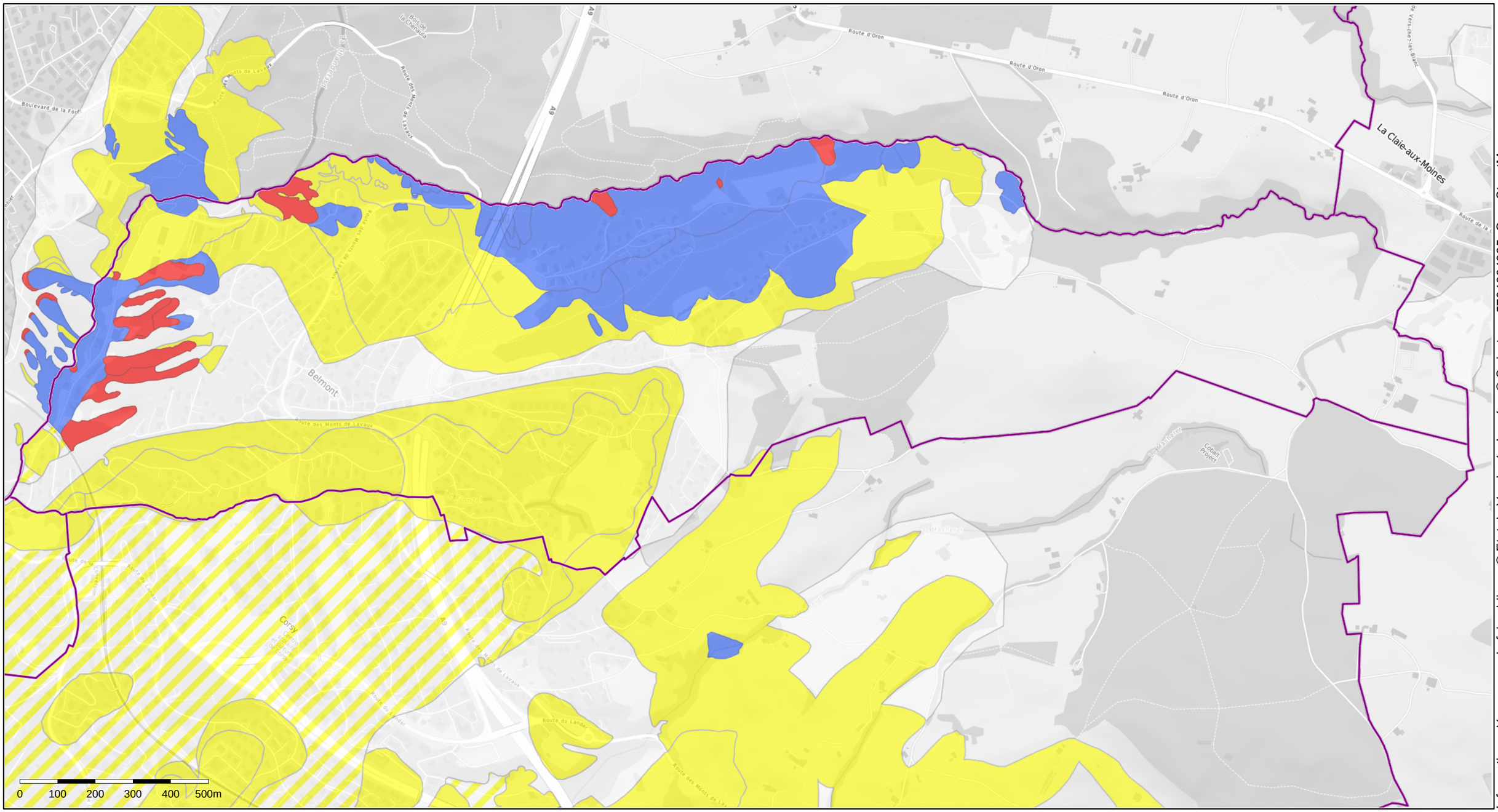
Degré de danger
Danger élevé
Danger moyen
Danger moyen de faible intensité
Danger faible
Danger imprévisible (résiduel)
Danger nul
Danger en cours de validation
Information manquante
Danger réduit par des ouvrages de protection
Danger élevé, réduit (effet non évalué)
Danger élevé, réduit à moyen
Danger élevé, réduit à faible
Danger élevé réduit à nul
Danger moyen, réduit (effet non évalué)
Danger moyen, réduit à faible
Danger moyen réduit à nul
Danger faible réduit (effet non évalué)
Danger faible, réduit à nul

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

Guichet cartographique cantonal

Danger INO



Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 5704004385, OpenStreetMap

1:10000

Date: 31.03.2017

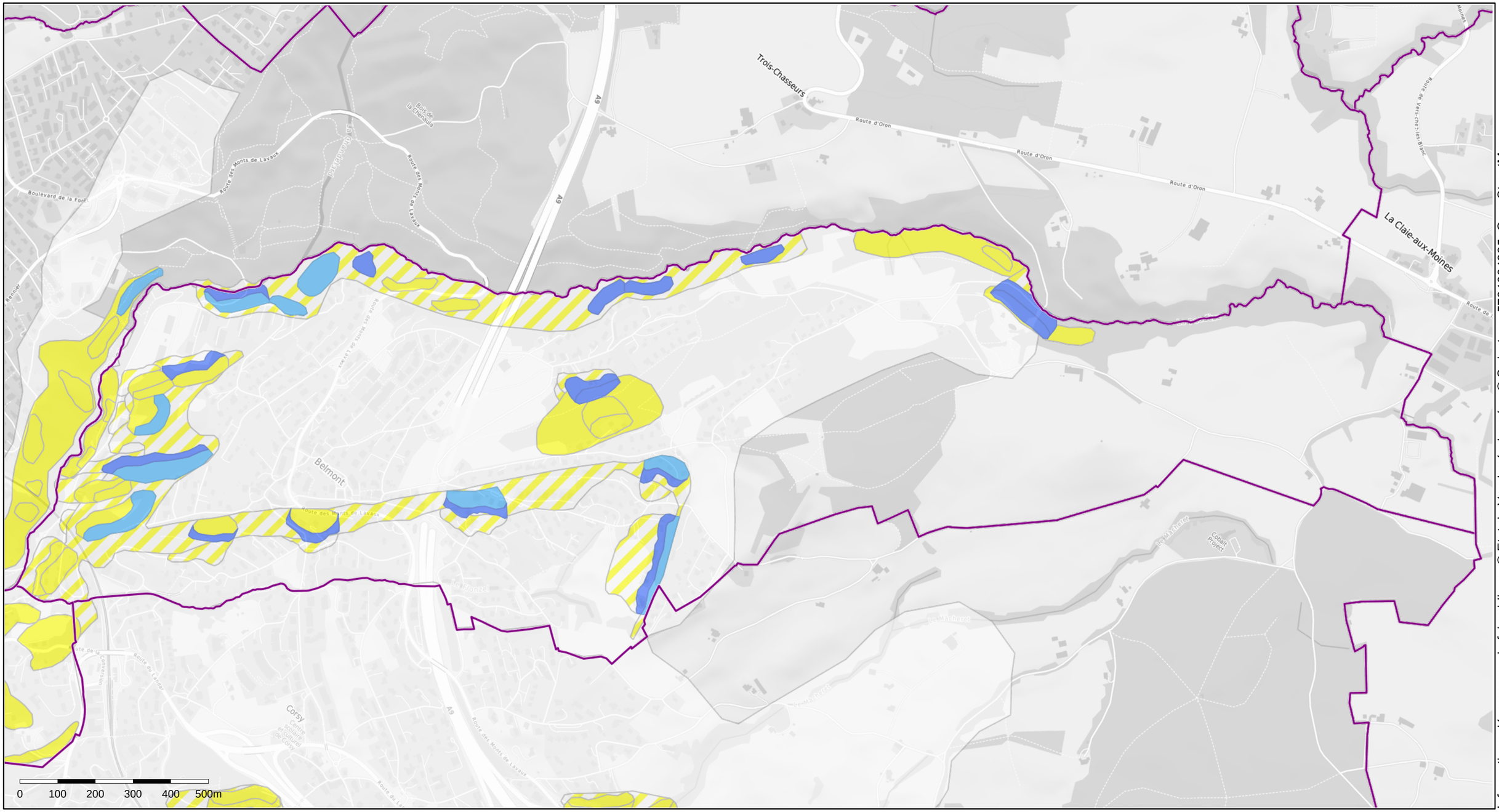


Degré de danger
Danger élevé
Danger moyen
Danger moyen de faible intensité
Danger faible
Danger imprévisible (résiduel)
Danger nul
Danger en cours de validation
Information manquante
Danger réduit par des ouvrages de protection
Danger élevé, réduit (effet non évalué)
Danger élevé, réduit à moyen
Danger élevé, réduit à faible
Danger élevé réduit à nul
Danger moyen, réduit (effet non évalué)
Danger moyen, réduit à faible
Danger moyen réduit à nul
Danger faible réduit (effet non évalué)
Danger faible, réduit à nul

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

Guichet cartographique cantonal

Danger INO



Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 5704004385, OpenStreetMap

1:10000

Date: 31.03.2017



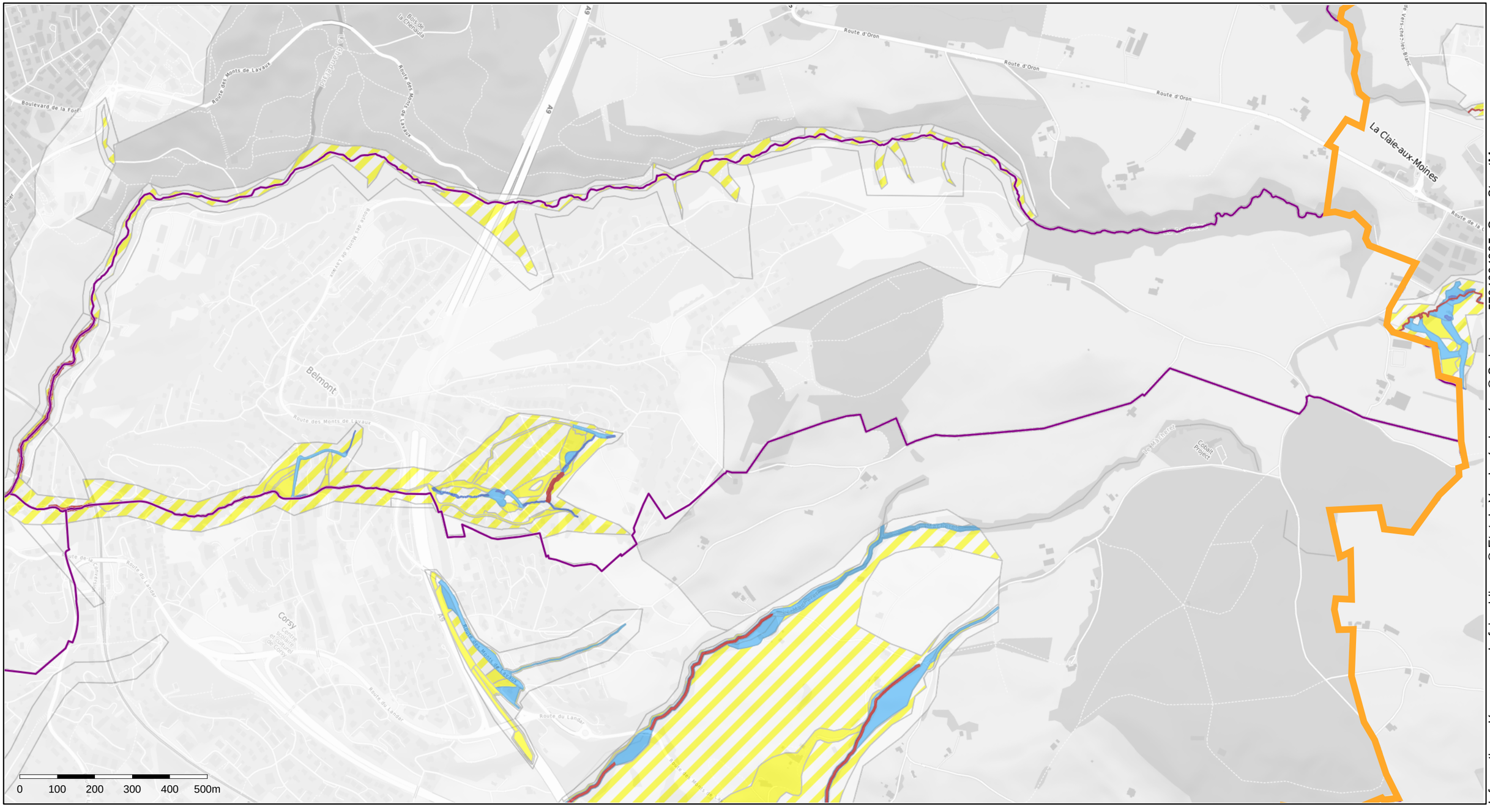
Degré de danger
Danger élevé
Danger moyen
Danger moyen de faible intensité
Danger faible
Danger imprévisible (résiduel)
Danger nul
Danger en cours de validation
Information manquante
Danger réduit par des ouvrages de protection
Danger élevé, réduit (effet non évalué)
Danger élevé, réduit à moyen
Danger élevé, réduit à faible
Danger élevé réduit à nul
Danger moyen, réduit (effet non évalué)
Danger moyen, réduit à faible
Danger moyen réduit à nul
Danger faible réduit (effet non évalué)
Danger faible, réduit à nul

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

Guichet cartographique cantonal

Danger INO



Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 5704004385, OpenStreetMap

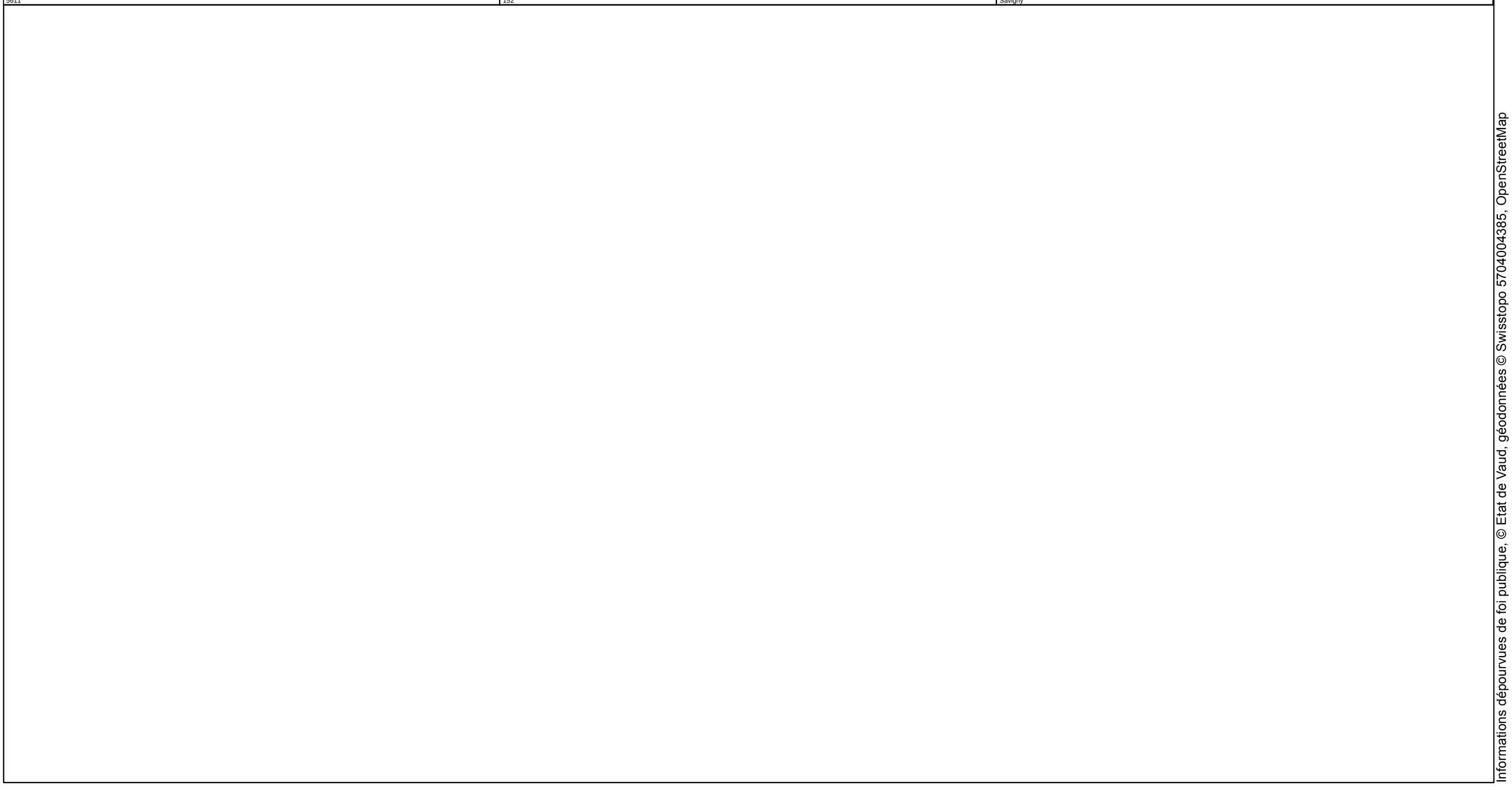
1:10000

Date: 31.03.2017

Guichet cartographique cantonal

Danger INO

N° fédéral	N° cantonal	Nom
5611	152	Savigny



Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 5704004385, OpenStreetMap

Date: 31.03.2017



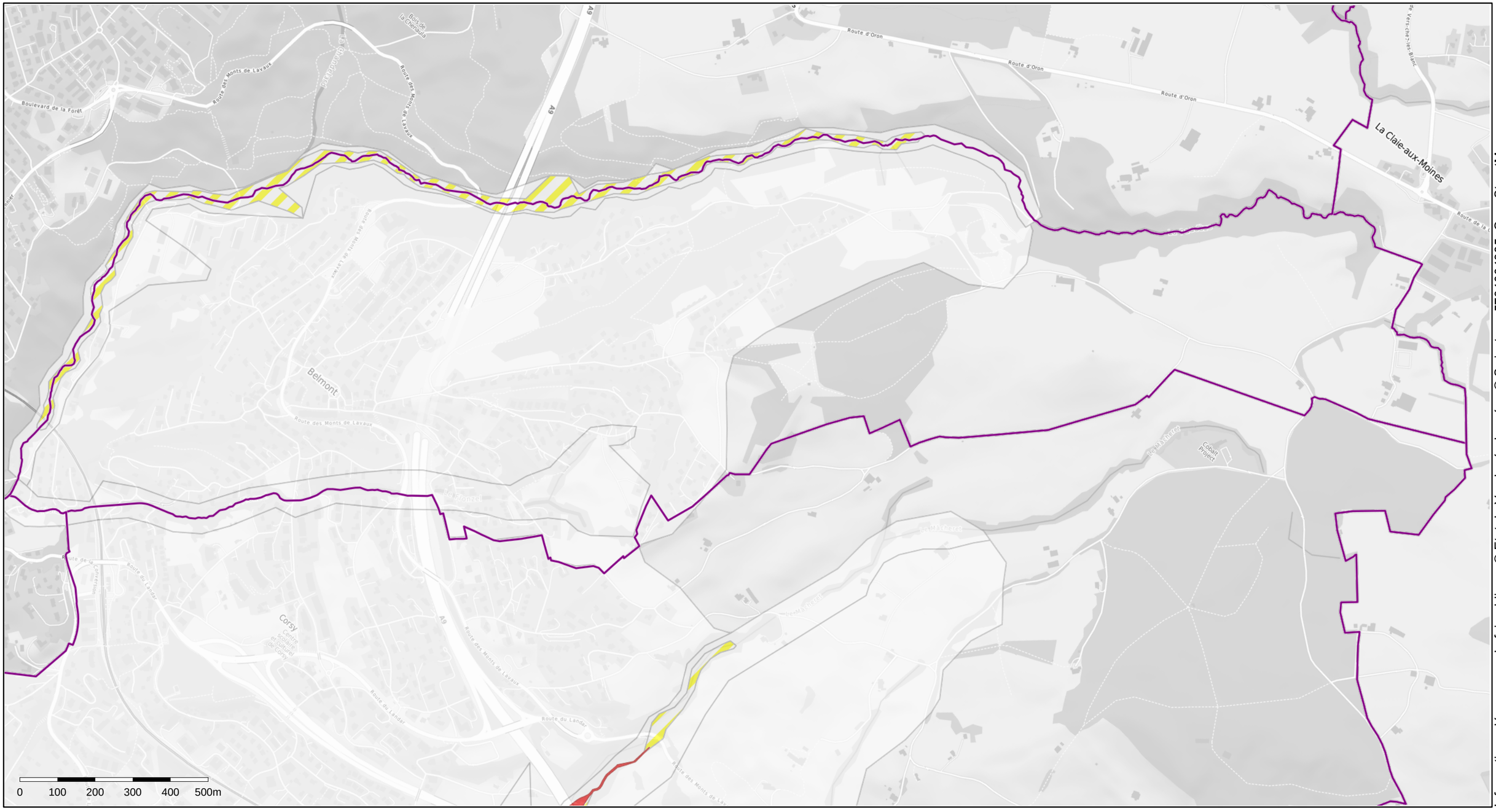
Degré de danger
Danger élevé
Danger moyen
Danger moyen de faible intensité
Danger faible
Danger imprévisible (résiduel)
Danger nul
Danger en cours de validation
Information manquante
Danger réduit par des ouvrages de protection
Danger élevé, réduit (effet non évalué)
Danger élevé, réduit à moyen
Danger élevé, réduit à faible
Danger élevé réduit à nul
Danger moyen, réduit (effet non évalué)
Danger moyen, réduit à faible
Danger moyen réduit à nul
Danger faible réduit (effet non évalué)
Danger faible, réduit à nul

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

Guichet cartographique cantonal

Danger INO



Informations dépourvues de foi publique, © Etat de Vaud, géodonnées © Swisstopo 5704004385, OpenStreetMap

1:10000

Date: 31.03.2017



Degré de danger
Danger élevé
Danger moyen
Danger moyen de faible intensité
Danger faible
Danger imprévisible (résiduel)
Danger nul
Danger en cours de validation
Information manquante
Danger réduit par des ouvrages de protection
Danger élevé, réduit (effet non évalué)
Danger élevé, réduit à moyen
Danger élevé, réduit à faible
Danger élevé réduit à nul
Danger moyen, réduit (effet non évalué)
Danger moyen, réduit à faible
Danger moyen réduit à nul
Danger faible réduit (effet non évalué)
Danger faible, réduit à nul

ANNEXE 5 – ENVIRONNEMENT ET GÉOLOGIE

Extrait du Réseau écologique cantonal

Fiche N° 61 de l'inventaire cantonal des géotopes

Inventaire des géotopes du canton de Vaud

Numéro	**61**	**Date de la dernière révision de la fiche**	25/04/2008
Nom	**Molasse à charbon de la Paudèze**		
Centroïde	541379 / 152116	**Surface [m2]**	478728,958565826

Description

Subdivison de la Molasse d'eau douce inférieure, la Molasse à charbon est un ensemble marno-gréseux caractérisé par la présence de trois bancs charbonneux décimétriques, qui ont été exploités par intermittence entre le début du 17e siècle et 1947. Près de 20 km de galeries et chambres d'exploitation ont été percées entre le Signal de Belmont et le lac Léman. Les fossiles y sont abondants, avec une quarantaine de types: charophytes, feuilles, ostracodes, mollusques, poissons, reptiles et mammifères, dont l'Anthracotherium valdense. Localement, belles géodes tapissées de cristaux centimétriques de calcite ambrée. Dans le secteur du Lendard, du charbon a spontanément pris feu en juillet 1937 et cet incendie souterrain, phénomène unique en Suisse, a duré près de 2 ans et demi. Il en a résulté des roches cuites (T max 385°C) et dont la minéralogie est unique pour le pays. Références: Akribas-Liardet N. (1995); Claude A. (1974); Henchoz S. (2002); Weidmann M. (1987).

Remarques

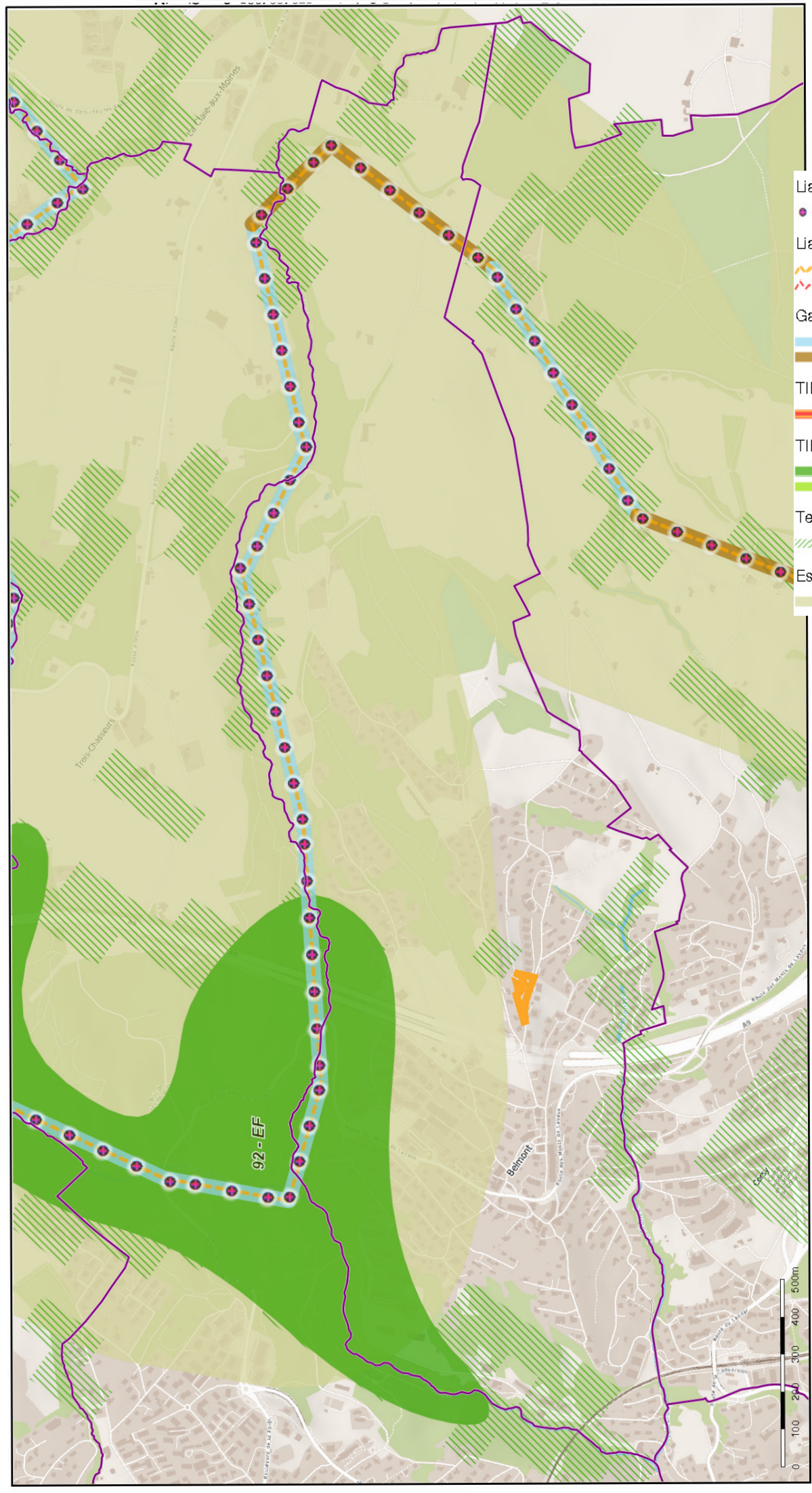
Intérêt scientifique principal: Paléontologique, Pétrographique-minéralogique; Intérêts scientifiques secondaires: Historique, Economique; Géotope naturel/artificiel; Géotope passif; Niveau d'importance international.

Mesures particulières

Mesures: IGVD no 95; IMNS no 138 et no 138a. Les anciennes galeries minières, dont certaines ne sont pas cartographiées, peuvent présenter un danger de tassement de terrain ou d'effondrement. Attention lors de travaux en surface. Quasiment toutes les anciennes entrées de mines ont été condamnées, ce qui est bien pour la sécurité mais pas pour des investigations scientifiques. Avertir le Musée en cas de travaux d'excavation.

canton de vaud
Forêts Faune Nature

Service des forêts, de la faune et de la nature
Centre de conservation de la faune et de la nature
Ch. du Marquisat 1, CH-1025 St-Sulpice
TEL 021 557 86 32 - FAX 021 557 86 50 - EMAIL info.faunenature@vd.ch



Réseau écologique cantonal

Source : geo.vd.ch

Liaison à recréer ou à renforcer

Liaison à recréer ou à renforcer

Liaison régionale/suprarégionale

régionale
suprarégionale

Gabarit minimal recommandé

liaison amphibie
liaison terrestre

TIBP

à recréer

TIBP

à conserver
à renforcer

Territoire d'intérêt biologique supérieur

Territoire d'intérêt biologique supérieur à maintenir

Espace d'implantation recommandé

Espace d'implantation recommandé (liaison)

ANNEXE 6 – EXAMENS PRÉALABLES

Examen préalable du 2 décembre 2014

Examen préalable complémentaire 2 du 24 avril 2019

Examen préalable complémentaire n° 2 du 20 janvier 2021

canton de vaud

Service
du développement
territorial

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Municipalité de la
Commune de Belmont-sur-Lausanne
Route d'Arnier 2
Case postale 64
1092 Belmont-sur-Lausanne

Personnes de contact: J. Cainne
T 021 316 74 40
E julien.cainne@vd.ch
N/réf. JC/lg – 80593+130577+130579

Lausanne, le 2 décembre 2014

Commune de Belmont-sur-Lausanne
Plan général d'affectation (PGA) - (ACV 80593)
Plan partiel d'affectation (PPA) "En Rochettaz" - (ACV 130577)
Modification du Plan d'extension partiel (PEP) du "Bourg" - (ACV 130579)
Examen préalable

Monsieur le Syndic,
Mesdames les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers municipaux,

Le dossier cité sous rubrique, établi par le bureau Urbaplan, nous est parvenu le 21 mars 2014 pour examen préalable, selon l'article 56 LATC. Il est composé des pièces suivantes :

- Plan général d'affectation, composé de: 1/2 Plan des zones et 2/2 Plan des dangers naturels;
- Plans de constatation de la nature forestière (4);
- Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire;
- Règlement communal du Plan d'extension partiel du Bourg;
- Rapport explicatif selon l'art 47 OAT (PGA et PEP "Bourg");
- Plan partiel d'affectation "En Rochettaz" accompagné du règlement;
- Rapport explicatif selon l'art. 47 OAT "En Rochettaz".

Vous trouverez ci-joint :

- le rapport d'examen préalable comprenant l'appréciation globale du dossier;
- les préavis des Services cantonaux consultés.

En restant à votre disposition pour d'éventuels compléments d'information, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Syndic, Mesdames les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers municipaux, nos salutations distinguées.

Christian Exquis
Chef du Service du développement territorial a. i.

Yves Noirjean
Responsable Division aménagement communal

Annexes :
- ment.
- dossiers en retour

Copies :
- Bureau Urbaplan, Lausanne
- Services cantonaux consultés

canton de vaud

**Service
du développement
territorial**

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Personnes de contact: J. Cainne
T 021 316 74 40
E julien.cainne@vd.ch

N/réf. JC/lg – 80593+130577+130579

Lausanne, le 2 décembre 2014

**Commune de Belmont-sur-Lausanne
Plan général d'affectation (PGA) - (ACV 80593)
Plan partiel d'affectation (PPA) "En Rochettaz" - (ACV 130577)
Modification du Plan d'extension partiel (PEP) du "Bourg" - (ACV 130579)
Examen préalable**

RAPPORT DE SYNTHESE D'EXAMEN PREALABLE (art. 56 LATC)

1. PRESENTATION 3
1.1 Etat de la concertation 3
2. RECEVABILITE DU PROJET 3
3. JUSTIFICATION DU PROJET 3
3.1 Nécessité de légaliser 3
3.2 Démonstration de l'équipement du terrain ou de la possibilité de l'équiper 4
4. CONFORMITE DU PROJET 4
4.1 Conformité aux dispositions transitoires de l'article 38a, alinéa 2 de la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT) révisée 4
4.2 Conformité aux planifications supérieures 5
4.3 Protection du milieu naturel 7
4.4 Création et maintien du milieu bâti 7
4.5 Prise en compte des dangers naturels 7
4.6 Forme des documents 9
4.7 Application de la directive cantonale pour la structuration et l'échange de données numériques géoréférencées d'affectation du sol (directive NORMAT) 9
5. PESEE DES INTERETS ET COORDINATION DU PROJET 9
6. SUITE DE LA PROCEDURE 10
PREAVIS DES SERVICES CANTONAUX 11
SERVICE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL (SDT) 11
DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT (DGE) 15

SERVICE IMMEUBLES, PATRIMOINE ET LOGISTIQUE (SIPAL) 29
ETABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE ET LES ELEMENTS NATURELS (ECA) 33
SERVICE DE LA CONSOMMATION ET DES AFFAIRES VETERINAIRES (SCAV) 34
SERVICE DE L'AGRICULTURE (SAGR) 35
DIRECTION GENERALE DE LA MOBILITE ET DES ROUTES (DGMR) 36
SERVICE DES COMMUNES ET DU LOGEMENT (SCL) 38
SERVICE DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET DU SPORT (SEPS) 38
SERVICE DE LA SECURITE CIVILE ET MILITAIRE (SSCM) 38
COMMISSION INTERSERVICES DES DANGERS NATURELS (CIDN) 38

Les points précédés d'une puce de type "•" sont des demandes et d'une puce de type "o" sont des recommandations et/ou observations.

1. PRESENTATION

L'actuel plan de zone de la Commune de Belmont-sur-Lausanne date de 1984 de même que le règlement sur les constructions et l'aménagement du territoire. Le Plan d'extension partiel du Bourg date de 1982.

Le périmètre du PPA "En Rochettaz" est affecté à la zone villas dans le Plan des zones de 1984.

Belmont-sur-Lausanne s'inscrit en partie à l'intérieur du périmètre compact de l'agglomération selon le Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM), révisé en juin 2012. La commune appartient en outre au périmètre du Schéma directeur de l'Est lausannois (SDEL).

La Municipalité de Belmont-sur-Lausanne a engagé la révision de son PGA dans la poursuite des objectifs de son Plan directeur communal (PDCom) approuvé le 12 mai 1999, du Plan directeur cantonal (PDCn) du PALM et du SDEL.

La révision de ces planifications propose une densification de la zone à bâtir existante et une modification des règlements. Elle propose également la création de secteurs soumis à PPA ou PQ ayant une emprise sur la zone agricole ou intermédiaire, hors du périmètre compact, pour des affectations de type zone d'installations publiques ou zone spéciale. Un plan des dangers naturels (DN) est également joint au dossier.

1.1 Etat de la concertation

Le 4 juin 2012 les dossiers ont fait l'objet d'une 1ère analyse qui a conclu au renvoi des dossiers afin que les problématiques de transcription des DN soient intégrées ainsi que les plans de constatation de la nature forestière.

Des échanges sur la thématique des DN ont eu alors lieu entre le canton et la commune.

2. RECEVABILITE DU PROJET

La recevabilité a été vérifiée lors de l'accusé de réception. Cependant, depuis lors, la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT) ainsi que son Ordonnance d'exécution (OAT) révisées sont entrées en vigueur au 1er mai 2014, ce qui n'est pas sans conséquence sur la conformité du projet (cf. chapitre ad hoc).

Le projet est établi par une personne qualifiée au sens de l'article 5a LATC. Les conditions formelles exigées par les articles 12 et 13 RLATC sont respectées.

3. JUSTIFICATION DU PROJET

3.1 Nécessité de légaliser

Les planifications en vigueur ayant été approuvées il y a plus de 25 ans; une révision est nécessaire, conformément à l'article 15 LAT.

Se pose ici la question du maintien de certaines planifications de détail (type PEP), complètement bâties et dont l'âge va également au delà de 15 ans. Les circonstances ayant changé depuis l'établissement de ces planifications avec notamment la problématique de la transcription des DN, sur la base des articles 21 LAT et 63 LATC, le SDT fait les demandes suivantes :

- réexaminer les planifications mises en vigueur de plus de 15 ans, avec comme objectif de les remplacer par les dispositions du PGA révisé. En cas de maintien, une justification sera apportée dans le rapport 47 OAT;
- revoir entièrement le règlement ainsi que le plan du PEP du Bourg qui datent de 1984. (voir également les remarques de forme et celles du SIPAL-MS en annexe).

3.2 Démonstration de l'équipement du terrain ou de la possibilité de l'équiper

Selon le plan de l'aperçu de l'état d'équipement approuvé le 23 février 2006, le territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne est majoritairement équipé.

A l'exception de certaines parcelles partiellement équipées au sud de la commune.

4. CONFORMITE DU PROJET

Le projet a été soumis aux Services cantonaux concernés qui en ont vérifié la conformité légale.

Pour l'ensemble des remarques et recommandations, il importe de se reporter aux préavis détaillés des Services cantonaux consultés qui font partie de l'examen préalable selon l'art. 56 LATC. Le présent rapport de l'examen synthétise les principales remarques des Services cantonaux tout en les coordonnant et effectue une pesée des intérêts en présence selon l'art. 3 OAT.

4.1 Conformité aux dispositions transitoires de l'article 38a, alinéa 2 de la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT) révisée

Les dispositions transitoires sont définies à l'article 52a de l'Ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT) révisée. Elles sont les suivantes :

"Durant la période transitoire prévue à l'art. 38a, al. 2, LAT, un classement en zone à bâtir ne peut être approuvé qu'aux conditions suivantes :

a. une surface au moins équivalente a été déclassée dans le canton depuis l'entrée en vigueur de cette disposition ou est déclassée par la même décision;

b. des zones affectées à des besoins publics dans lesquelles le canton planifie des infrastructures qui sont d'une très grande importance et présentent un caractère urgent sont créées, ou

c. d'autres zones d'importance cantonale sont créées pour répondre à une nécessité urgente et, au moment de l'approbation au sens de l'art. 26 LAT, des mesures de planification déterminent et sécurisent la surface qui doit être déclassée; l'obligation de déclassement tombe si le plan directeur approuvé le rend superflu."

Nous avons constaté la création de nouvelles zones à bâtir. On peut citer par exemple (liste non exhaustive) :

- parcelle N° 431 : passe de la zone de verdure à la zone d'habitation de faible densité;
- parcelle N° 35 : passe de la zone de verdure à la zone soumise à PPA ou PQ. (considérée comme zone à bâtir).

- parcelles des secteurs Chatruffe et les Creux : passent de la zone intermédiaire à la zone soumise à PPA ou PQ. (considérée comme zone à bâtir);
- parcelles du secteur La Coulette 2 : passent de la zone agricole à la zone soumise à PPA ou PQ. (considérée comme zone à bâtir);
- parcelle N° 29 : passe partiellement de la zone de verdure à la zone mixte C;
- parcelles N^{os} 37, 28, 710 et 706 : passent partiellement d'"autoroute" à une affectation en zone à bâtir. L'affectation "autoroute " du plan des zones approuvée en 1984 ne comporte aucune règle de constructibilité, son affectation en zone à bâtir nécessite donc une compensation.

Selon la lettre a de l'article ci-dessus un déclassement simultané est nécessaire. En effet, le PGA ne fait pas apparaître de nouvelles zones à bâtir pour des *"infrastructures qui sont d'une très grande importance et présentent un caractère urgent"* (lettre b). De plus, la Commune de Belmont-sur-Lausanne ne comprend pas *"d'autres zones d'importance cantonale (...) créées pour répondre à une nécessité urgente "* (lettre c).

Afin que la commune puisse appliquer correctement ces nouvelles dispositions fédérales, il est important de bien définir ce qu'est une nouvelle zone à bâtir et comment s'analyse une compensation.

Une zone à bâtir s'apprécie sur la base des dispositions réglementaires qui la définisse. Si elle dispose, au minimum, de se que l'on appelle le "noyau dur": affectation, mesure d'utilisation du sol et/ou degré de sensibilité au bruit (DS), elle sera considérée comme une zone à bâtir selon l'article 15 LAT. En l'espèce, les zones soumises à PPA ou PQ sont considérées comme des zones à bâtir.

Une zone à bâtir est considérée comme **nouvelle** quand elle remplace une zone agricole (16 LAT), une zone intermédiaire (art. 18 LAT), une zone à protéger (art. 17 LAT) ou une autre zone type zone de verdure (art. 18 LAT).

Bien entendu, **une compensation** s'analyse à l'inverse, elle doit donc impliquer une diminution d'une zone à bâtir (art. 15 LAT) au profit d'un autre type de zone. Ainsi, le retour en zone agricole (art. 16 LAT) d'une zone intermédiaire (art. 18 LAT) ne peut être considéré comme une compensation. Il en va de même pour la mise en zone agricole d'une zone de verdure (art. 18 LAT). Des compensations sont déjà présentes dans le projet de PGA, il s'agit de la "zone de verdure A" liée aux dangers naturels et la zone naturelle protégée liée au cours d'eau quand celles-ci prennent la place de la zone à bâtir.

Au besoin, vous trouverez une foire aux questions sur la thématique de l'entrée en vigueur de la LAT et de l'OAT révisées sur notre site internet (www.vd.ch/lat).

Sur cette base le SDT fait la demande suivante :

- revoir le projet de PGA de sorte à établir une **stratégie de compensation** conforme à la loi. Dans le cas où les compensations mètre pour mètre ne seraient pas trouvées les extensions de la zone à bâtir seront abandonnées.

4.2 Conformité aux planifications supérieures

Plan directeur cantonal (PDCn) du 1er août 2008

Mesure R11

La compatibilité du présent dossier avec le PDCn a été vérifiée par le SDT.

- La mesure R11, fiche régionale concernant l'agglomération Lausanne – Morges, sera ajoutée dans le chapitre sur les planifications supérieures du rapport 47 OAT.

Surface d'assolement (mesure F12)

Seul le site de la Coulette est concerné par la problématique des SDA. Le PPA "La Cloulette 2" a été déposé récemment pour examen préalable, le dossier a été retourné pour non-conformité à la LAT. La problématique des SDA sera traitée dans le cadre de l'examen du dossier modifié.

- Si une compensation s'avérait nécessaire, elle sera simultanée audit PPA. Une coordination entre le PPA accompagnée de sa compensation et le PGA sera à prévoir, cas échéant.

Dimensionnement de la zone à bâtir (mesures A11 et A12)

Comme mentionné dans le rapport, le dimensionnement de la zone à bâtir sur la Commune de Belmont-sur-Lausanne est différencié selon la situation des terrains dans le périmètre compact de l'ALM ou hors de celui-ci.

Pour les terrains situés dans le périmètre compact, ceux-ci ne sont pas soumis au taux cantonal de la mesure A11 du PDCn.

Pour les terrains situés en dehors du périmètre compact, les mesures A11 et A12 s'appliquent. Comme cela a été identifié, la zone à bâtir y est surdimensionnée, le facteur de surdimensionnement est de 1.74. Au lieu de le réduire, le projet de PGA aggrave ce surdimensionnement, le facteur passe alors à 1.88.

Le SDT ne peut accepter une telle aggravation de la situation, au contraire, le dossier devrait démontrer que tout a été mis en œuvre pour réduire le surdimensionnement, l'objectif devant se rapprocher au maximum des 15 % définis dans le PDCn. Dès lors le SDT fait la demande suivante :

- dans le règlement, supprimer l'augmentation de l'IUS à 0.45.

<u>Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM), le Schéma Directeur de l'Est Lausannois (SDEL)</u>

Le PGA est conforme aux PALM et au SDEL. Pour ce dernier, le SDT fait la demande suivante :

- mentionner l'existence du projet de chantier 6 dont le périmètre "A - Vallon du Flonzel" se situe sur le territoire de la commune. (projet en cours).

<u>Plan directeur communal (PDCom)</u>

La conformité de la révision du PGA au PDCom est abordée succinctement au chapitre 9.5 du rapport 47 OAT. Ce chapitre n'apporte toutefois pas la démonstration de la conformité du PGA au PDCom, or selon l'article 43 LATC, les planifications d'affectation "*sont élaborés sur la base des plans directeurs*".

De plus, le PDCom a été approuvé en 1999, il est donc considéré comme obsolète. Les plans directeurs étant "*réexaminés tous les quinze ans au moins*" ; et si "*les circonstances l'exigent, ils sont tenus à jour et adaptés.*" (art. 30 LATC) Dès lors, le SDT fait la demande suivante :

- analyser la conformité de la révision du PGA au PDCom. Prévoir, le cas échéant, son adaptation en coordination avec la révision du PGA. Une révision partielle par fiche est envisageable.

4.3 Protection du milieu naturel

Zone de verdure B

Pour le site à l'est du Signal de Belmont, DGE-BIODIV considère qu'au regard des *"qualités paysagères, la topographie mouvementée et l'étendu de ce périmètre"*, des précisions sur le devenir de ce site doivent être apportées. Ladite division considère également que le site doit rester inconstructible et que les mouvements de terre doivent rester très limités. En effet le SDT constate également que les possibilités offertes pour une zone de verdure sont assez proches d'une zone d'installations publiques même si les constructions semblent mineures: *"places de stationnement"*, *"parking "*, *"installations et constructions d'utilité publique"*. Dès lors le SDT fait la demande suivante :

- définir la partie de la zone de verdure constructible de celle qui ne l'est pas. Sur le plan, en accord avec la DGE BIODIV, la zone de verdure B à constructibilité limitée pourrait être diminuée au profit d'une zone de verdure A complètement inconstructible.

Zone naturelle protégée liée au cours d'eau

Outre les demandes faite par la DGE-EAU, le SDT fait les demandes suivantes :

- ajouter des dispositions relatives aux constructions existantes qui sont comprises dans cette zone (cas échéant);
- réfléchir à l'application de l'article 48, alinéa 3, LATC.

4.4 Création et maintien du milieu bâti

Zone mixte A

Les logements protégés ne peuvent être imposés dans une planification d'affectation que lorsqu'elles sont en lien avec une institution médicale telle qu'un EMS. Pour les logements d'utilité publique (LUP), il n'y a pas encore de base légale permettant de les intégrer dans l'affectation. Dès lors le SDT formule la demande suivante :

- supprimer dans le règlement la mention des typologies de logements précitées. Le maintien de l'affectation logement permettra les LUP par le biais du droit privé.

Zone d'installations publiques

Dans le règlement au Chapitre 10, la destination et la mesure d'utilisation du sol doivent être définies à la zone et non à la parcelle. De plus, le besoin futur d'équipement public doit être suffisamment précis, concret et certain. La collectivité publique ne peut délimiter de telles zones dans le seul but de se réserver une liberté d'action dans l'aménagement du territoire communal. Or l'article 10.1 laisse pour certaines parcelles une trop grande liberté d'action. Par exemple pour les parcelles N^{os} 353, 355 et 604, une partie de la destination est précise mais des "constructions d'utilité publique" sans autres précisions peuvent y prendre place. Le SDT fait les demandes suivantes :

- faire les différenciations par zone en les numérotant, par exemple;
- mieux préciser les installations publiques.

4.5 Prise en compte des dangers naturels

Les périmètres des planifications sont concernés par divers aléas de dangers naturels avec un degré de danger fort, moyen et faible. De ce fait, le document est accompagné de rapports relatifs à ces aléas. La présence de dangers naturels à multiples aléas implique un examen du

dossier par la Commission interservices des dangers naturels (CIDN) dont le préavis se trouve en annexe du présent rapport.

Aux demandes de la CIDN, le SDT ajoute les suivantes :

- Suivre les prescriptions du guide pratique *"Prise en compte des dangers naturels dans l'aménagement du territoire et les permis de construire"* notamment la partie II: "*Aménagement du territoire*" (ci après "guide"). Il conviendra par exemple d'intégrer les DN sur une seule carte.
- procéder à une analyse globale (cf. chap.3 du guide) avec notamment la stratégie de compensation évoquée au chapitre 4.1 du présent examen qui devra tenir compte de la problématique DN;
- le rapport 47 OAT devra justifier les mises en zone de parcelles situées dans un secteur de danger. Au même titre que les parcelles N^{os} 29 et 37 (cf. préavis CIDN), d'autres parcelles nouvellement affectées sont situées dans un secteur de danger moyen (bleu) selon la carte provisoire des dangers (cf. chap. 4.1 du guide);
- les planifications spéciales existantes devront être analysées sous l'angle des DN. Les 3 possibilités suivantes sont à envisager (cf. chap. 4.2 du guide):
  1. modification coordonnée de l'ensemble des plans d'affectation (planifications spéciales et PGA),
  2. abrogation des planifications spéciales coordonnées avec le PGA. (les règles du PGA remplacent celles des planifications spéciales),
  3. report des périmètres des planifications spéciales dans le PGA et transcription des dangers naturels dans le PGA uniquement. Cette possibilité n'est cependant offerte que si les dispositions relatives aux dangers naturels intégrées dans le PGA ne contredisent pas les règles des planifications spéciales existantes. Il y aurait contradiction notamment si ces derniers prévoient des constructions contraires aux mesures de protection. De plus, le règlement des planifications spéciales doit faire référence au PGA;
- supprimer la notion de niveau de danger dans le règlement et le plan, ce qui se concrétise de la façon suivante (cf. chap. 4.2 du guide):
  - sur le plan des DN, les secteurs exposés à un DN élevé seront supprimés puisque les règles relatives à ces secteurs se retrouveront dans la zone de verdure A "secteurs liés aux DN". Ce secteur comprenant des constructions existantes, il sera nécessaire d'ajouter des dispositions ad hoc à l'article 8.3,
  - pour le secteur "Les Creux", la partie en danger élevé restera en zone agricole. La partie du PQ "Burenoz – Malavaux" concernée par le DN élevé sera modifiée par le PGA selon le point précédent ou une modification du PQ devra être entreprise en coordination avec le PGA,
  - Les secteurs exposés à un danger modéré seront appelés " Secteur de restriction [type d'aléa]";
- sur le plan des DN, les secteurs exposés à un DN résiduel et la légende y relative seront supprimés. L'article concerné du règlement sera supprimé. Dans les secteurs classés en DN résiduel selon la CDN, seuls les objets sensibles sont concernés par des restrictions, une définition des objets sensibles est disponible en annexe. Le DN résiduel en zone à bâtir pourra être traité selon la méthode suivante :
  1. transcription dans les règles de la zone concernée et dans la définition de l'affectation pour les zones accueillant par définition des objets sensibles (installation publique, industrielle...). Les dispositions reprendront celles du secteur de danger modéré concerné,

2. restriction de l'affectation dans des zones ne devant pas accueillir certains objets sensibles (zone d'habitation de faible densité par ex.) en excluant les objets sensibles dans le règlement;

- comme dit plus haut, il y aura une seule carte. Le plan des DN sera supprimé, la carte générale intégrant les secteurs exposés à un danger modéré (Secteurs de restriction) devra respecter les zones à bâtir, le domaine public et le parcellaire. Les effets sont les suivants :
  - les secteurs précités ne contiendront pas les zones soumises à plans spéciaux ou plans spéciaux en cours, ces derniers auront leur propre réglementation DN, PPA ou PQ,
  - le domaine public (DP) restera blanc,
  - le "hors zone à bâtir" (zone intermédiaire, zone viticole et l'aire forestière) ne sera pas compris dans les secteurs précités. (art.18.18.3 s'applique aux zones à bâtir selon titre du chap.18),
  - le secteur devra s'adapter au parcellaire, les mesures DN étant vérifiées à la parcelle. Par exemple : une parcelle traversée en son milieu par l'aléa inondation sera totalement en "Secteur de restriction inondation". Un secteur qui longe le DP sera calé sur celui-ci. Une partie négligeable d'une parcelle en bordure de forêt ou DP, qui sera manifestement inconstructible (selon les dispositions du PGA) même en cas de remaniement parcellaire, sera sortie du secteur de restriction, etc.

4.6 Forme des documents

Pour les questions de forme, les différentes exigences des Services formulées dans leur préavis devront être respectées.

4.7 Application de la directive cantonale pour la structuration et l'échange de données numériques géoréférencées d'affectation du sol (directive NORMAT)

Les dossiers de planification doivent être accompagnés de fichiers informatiques respectant la directive cantonale pour la structuration et l'échange de données numériques géoréférencées d'affectation du sol. Cette directive concerne autant les plans d'affectation que leur règlement. Conformément au chapitre 8.2 de ladite directive, le SDT fait la demande suivante :

- la livraison au SDT des fichiers concernés pour la planification qui fait l'objet de cet examen préalable se fera au plus tard avant l'approbation préalable.

Toutefois, le SDT recommande de livrer lesdits fichiers avant la mise à l'enquête publique. En effet, si les fichiers informatiques remis au moment de l'approbation préalable ne correspondent pas aux standards fixés, l'approbation préalable sera suspendue jusqu'à l'obtention de fichiers informatiques conformes, retardant d'autant l'approbation de la planification concernée.

5. PESEE DES INTERETS ET COORDINATION DU PROJET

Les dossiers doivent être complétés principalement sur les points suivants :

Plan général d'affectation :

- améliorer la transcription des DN;
- établir une stratégie de compensation des nouvelles zones à bâtir;
- mettre à jour les planifications spéciales obsolètes;
- modérer le surdimensionnement des zones à bâtir hors périmètre compact;

- analyser la nécessité de mettre à jour le PDCom.

Plan partiel d'affectation "En Rochettaz" :

- simplifier le règlement.

Modification du Plan d'extension partiel du "Bourg" :

- mettre à jour le plan.

6. SUITE DE LA PROCEDURE

Les documents seront modifiés dans le sens des demandes faites par les différents Services de l'Etat. Ces documents remaniés seront soumis en 8 exemplaires au SDT pour examen préalable complémentaire.

Tout droit du Département pour l'approbation demeure expressément réservé.

En restant à votre disposition pour d'éventuels compléments d'information, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Syndic, Mesdames les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers municipaux, nos salutations distinguées.

Christian Exquis
Chef du Service du développement territorial a. i.

Yves Noirjean
Responsable Division aménagement communal

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

**Service
du développement
territorial**

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Personnes de contact: J. Cainne
T 021 316 74 40
E julien.cainne@vd.ch

N/réf. JC/lg – 80593+130577+130579

Lausanne, le 2 décembre 2014

Commune de Belmont-sur-Lausanne
Plan général d'affectation (PGA) - (ACV 80593)
Plan partiel d'affectation (PPA) "En Rochettaz" - (ACV 130577)
Modification du Plan d'extension partiel (PEP) du "Bourg" - (ACV 130579)
Examen préalable

PREAVIS DES SERVICES CANTONAUX

Les points précédés d'une puce de type "•" sont des demandes et d'une puce de type "o" sont des recommandations et/ou observations.

SERVICE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL (SDT)

Division aménagement communal (SDT-AC)

1. Remarques de forme et de détail

2.1 Rapport d'aménagement

PGA :

- p. 20 : 6.1.2 zones mixtes : mieux rédiger la 1ere phrase du paragraphe;
- p. 22 : zone de verdure B : il y a d'autres secteurs concernés (parcelles 328, 25 une partie de la parcelle 536);
- p. 24 : 6.1.6 : faire correspondre le nom de zone et titre du chapitre.

2.2 Plan

Plans de constatation de la nature forestière :

- ces plans ne sont pas approuvés par le Département. Les cartouches seront modifiés en conséquence. (procédure Lfo en coordination avec la procédure LATC).

Bourg :

- le plan sera revu afin d'intégrer notamment, les nouvelles constructions, les modifications cadastrales, le nouveau domaine public, l'application de la directive NORMAT, l'affectation des parcelles "blanches" (243, 294), la distinction zone de verdure / utilité publique, etc. (cf. également le préavis MS du SIPAL).

Rochettaz :

- faire figurer la liste des propriétaires.

PGA :

- laisser le domaine public en blanc (cf. zone mixte C par exemple);
- reporter sur le plan l'abrogation d'une partie du PEP 2 par le PEP du Bourg;
- les secteurs concernés par la zone naturelle protégée liée au cours d'eau feront l'objet de plan à une échelle permettant une meilleure lisibilité;
- la zone viticole se voit appliquée les règles de la zone agricole (dispositions fédérales). La représentation de cette zone pourra se faire de la même couleur que la zone agricole, la nature de vigne enregistrée au registre foncier pourra être ajoutée.

Plan des DN :

Cf. chap.4.5.

2.3 Règlement

Rochettaz :

- le règlement devra être entièrement revu. Il est complexe et en partie trop subjectif. Il donne trop de marges de manœuvre à la Municipalité;
- art. 2.2.1 : A noter qu'il faut supprimer la référence à l'article 81a LATC. Cet article s'applique en règle général pour les bâtiments hors de la zone à bâtir. En zone à bâtir ce sont les dispositions du plan d'affectation qui permettent la protection. (cf le Guide-conseil à l'intention des communes et de leurs mandataires "Application de l'article 81a LATC dans le cadre de la planification communale").

Pour le surplus, une séance technique avec le mandataire est nécessaire.

Bourg :

- le règlement est en grande partie obsolète. Il donne, par exemple, trop de marges de manœuvre à la Municipalité. Il sera mis à jour.

PGA :

- nettoyer la table des matières (contenu des articles qui apparaît, alignement);
- article 2.2 : remplacer 12 zones par 13 zones. Ajouter la "zone mixte C", actuellement manquante;
- article 3.5 : supprimer "au minimum". Redite (la distance minimum);
- article 3.10 alinéa 1 : qu'en est-il des annexes accolées au bâtiment ? La règle devrait être complétée sur ce point ;
- article 3.10 alinéa 3 : Reformuler. Cette règle, en relevant d'une décision de la Municipalité est arbitraire;
- article 3.11 : cet article est contradictoire quant aux pentes autorisées (contradiction entre alinéa 1 et alinéa 3). A préciser;

- article 3.11 dernier alinéa : le SDT ne comprend pas la règle. A préciser;
- article 5.5 et article 5.8 : ajouter un point;
- article 6.1 : ajouter une virgule après bureaux;
- article 6.4 : reformuler cette règle qui est arbitraire. La règle ne peut être laissée à l'argumentaire du propriétaire;
- article 7.4 : idem que 6.4. A reformuler;
- article 8.2, 9.1: supprimer la référence à l'article 39 RLATC qui concerne des objets liés à un bâtiment principal. Or il n'y a pas de bâtiment dans les zones de verdure. Supprimer la référence à l'article 68a RLATC qui est une disposition cantonale d'application directe;
- article 9.1 : revoir les aménagements autorisés. Les constructions d'utilité publique et les parkings ne sont pas admis en zone de verdure (zone 18 LAT) et doivent trouver leur place en zone à bâtir. Supprimer également le "etc." qui laisse une trop grande marge d'interprétation;
- chapitre 11 et article 2.2 : harmoniser le nom de la zone avec le plan;
- article 11.3 : supprimer l'attribution du DS pour le PEP du Bourg (préavis DGE-ARC);
- chapitres 13 et 14 : supprimer les règles relatives à la zone viticole et agricole. Le droit fédéral s'applique;
- article 16.1 : compléter l'article selon le préavis de la DGE-FORET;
- article 17.1 : uniformiser la terminologie avec celle du plan. Le terme de "secteurs" doit être remplacé par celui de "zones";
- article 17.12 : à modifier selon préavis SDT-AF;
- article 17.13 : supprimer l'article. Cette thématique ne relève pas de l'aménagement du territoire;
- article 18.4 et 18.5 : supprimer l'article. Cette règle est arbitraire;
- article 18.6 : ajouter une virgule après "comme ouverture";
- article 18.7 : ajouter une virgule après "antennes";
- article 18.10 : cet article est contradictoire (alinéa 1 vs alinéa 3). A préciser;
- article 18.13 alinéa 3 : à supprimer car relève de l'arbitraire. La délimitation du terrain de référence ne peut être laissé à la Municipalité;
- article 18.8.3 : à modifier selon les préavis de la DGE-EAU/EH, de la DGE-FORET et de l'ECA;
- article 19.1 lett. h) : à supprimer. Il est disproportionné de demander systématiquement un rapport géologique et géotechnique. Ce document n'est pertinent que dans les secteurs soumis à des dangers ;
- article 19.1, lett. m) : à supprimer. Le rapport n'est pertinent que dans les secteurs soumis à des dangers;
- glossaire : ajouter la définition de la hauteur hors tout et des murs d'attente;
- compléter l'article sur les mouvements de terre (préavis DGE-GEODE/GD);

- article sur la zone naturelle protégée : compléter selon le préavis de la DGE-BIODIV;
- afin de faciliter la compréhension des règles, d'autres schémas du style de la page 73 seraient souhaités;
- compléter selon le préavis du SIPAL en ajoutant un article sur le recensement architectural et en intégrant un article sur les bâtiments "classés" et les bâtiments en note 4;

2. Répondants SDT-AC :

Julien Cainne et Joëlle Gaillard.

Division améliorations foncières (SDT-AF)

CAMAC 130577

Belmont-sur-Lausanne – PPA En Rochettaz :

1. Bases légales :

- Art. 55 LATC;
- 4 LAF;
- Art. 12 RLATC.

2. Généralités

Le dossier a été examiné en regard du principe de coordination entre les aspects fonciers et l'aménagement du territoire.

3. Préavis

Le SDT-Division améliorations foncières préavise favorablement le projet de PPA.

3.1 Rapport d'aménagement

Pas de remarque.

3.2 Plan

- Faire figurer la liste des propriétaires.

3.3 Règlement

Pas de remarque.

4. Coordonnées du répondant :

François Pittet.

CAMAC 130579

Belmont-sur-Lausanne – PEP du Bourg

Pas de remarque.

CAMAC 80593

Belmont-sur-Lausanne – PGA

1. Bases légales

- Art. 55 LATC;
- 4 LAF;
- Art. 12 RLATC.

2. Généralités

Le projet de révision du PGA a été examiné sous l'angle de la faisabilité foncière dans les nouvelles zones à bâtir.

3. Préavis

En l'occurrence, le SDT-Division améliorations foncières préavise favorablement le projet de PGA.

3.1 Rapport d'aménagement

Pas de remarque.

3.2 Plan

Pas de remarque.

3.3 Règlement

- Art. 17.12, 2e paragraphe : reprendre la phrase sur le plan grammatical.

4. Coordonnées du répondant :

François Pittet.

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT (DGE)

Direction de l'énergie (DGE-DIREN)

Bases légales :

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10:83;
- RS 730.01 Loi vaudoise sur l'énergie (LVLEne) du 16.05.06.

Préavis

La DIREN prend acte de la modification du plan général d'affectation de la Commune de Belmont-sur-Lausanne et ne formule aucun commentaire sur le sujet.

Référence : MM.

Direction de l'environnement industriel, urbain et rural (DGE-DIREV)

Division air, climat et risques technologiques (DGE-ARC)

Lutte contre le bruit

1. Bases légales :

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83;
- RS 814.41 Ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB) du 15.12.86.

2. Préavis

PPA En Rochettaz :

Degré de sensibilité au bruit (DS) :

La Direction générale de l'environnement (DGE) accepte l'attribution du degré de sensibilité DSIII à la zone village du secteur "En Rochettaz" (art. 2.1.2 du règlement du PPA).

- Dans la mesure où la zone naturelle protégée contient partiellement des parties de bâtiment existant abritant des lieux sensibles, la DGE-ARC demande l'attribution d'un DSIII à l'ensemble du PPA ou l'attribution d'un DSIII également à cette zone.

PGA

Degré de sensibilité au bruit (DS) :

La Direction générale de l'environnement (DGE) accepte l'attribution des degrés de sensibilité à chaque zone, à l'exception des zones suivantes :

- zone mixte A : l'art.5.4 du règlement de PGA (RPGA) attribue un DSIII en contradiction avec le rapport d'aménagement page30. L'art. 5.4 du règlement doit être corrigé pour attribuer un DSII;
- zone naturelle protégée liée au cours d'eau : dans la mesure où des constructions existantes abritant des locaux sensibles empiètent sur cette zone, le règlement doit être complété de manière à préciser que le DS du solde de la parcelle affecté en zone à bâtir s'applique aux constructions existantes;
- zone soumise à PQ Signal de Belmont (art. 11.3 du RPGA) : un DSII est correctement attribué au PQ Signal de Belmont à l'exception de la parcelle N° 548 pour laquelle un DS III doit est fixé;
- zone soumise à PPA Chatruffe, art.11.6 du RPGA : l'affectation à l'habitation et aux activités non gênantes n'est pas compatible avec le DSIII attribué. L'article doit être corrigé soit en projetant d'autoriser des activités moyennement gênantes, soit, en attribuant un DSII.

PEP du Bourg :

Degré de sensibilité au bruit (DS):

- La DGE-ARC demande qu'il soit profité de la modification du PEP du Bourg pour attribuer un DSIII à l'ensemble du périmètre du PEP dans son règlement. Dans ce cas, l'attribution d'un DSIII à l'article 11.3 du règlement de PGA n'est plus nécessaire et limite les renvois entre plans.

3. Coordonnées du répondant :

Bertrand Belly,

Protection contre le rayonnement non ionisant

1. Bases légales :

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83;
- RS 814.710 Ordonnance fédérale sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI) du 23.12.99.

2. Généralités

L'ORNI définit d'une part des valeurs limites d'immission (protégeant des dommages à la santé qui sont prouvés scientifiquement) et d'autre part des valeurs limites de l'installation (prenant en compte le principe de prévention).

Les valeurs limites d'immission doivent être respectées partout où des gens peuvent séjourner (article 13, ORNI). Ces valeurs doivent non seulement être respectées dans les lieux à utilisation sensible, mais aussi partout où des personnes peuvent séjourner momentanément. Les valeurs limites de l'installation (plus sévères que les valeurs limites d'immission) doivent être respectées dans les lieux à utilisation sensible.

Les sources de rayonnement concernées sont en particulier les lignes hautes tensions, les stations de bases de téléphonie mobile, les lignes de chemins de fer.

3. Préavis

Pour la délimitation de nouvelles zones à bâtir, les valeurs limites de l'installation doivent impérativement être respectées.

En fonction des informations actuellement à la DGE, il n'y a pas de contrainte particulière pour les nouvelles zones définies dans le PGA.

Cependant, lors de délimitation de zone à bâtir, la commune doit vérifier qu'il n'existe pas de source de rayonnement non ionisant à proximité de ces zones et que les exigences de l'ORNI sont bien respectées.

4. Coordonnées du répondant :

Bertrand Belly.

Division protection et qualité des eaux (DGE-PRE)

La DGE-DIREV-PRE n'a pas de remarque à formuler.

Référence : Claude-Alain Jaquerod.

Division surveillance, inspection et assainissement (DGE-ASS).

Assainissement urbain et rural (DGE-ASS/AUR)

1. Bases légales :

- art 7, 10 et 11 LEaux (Loi fédérale sur la protection des eaux);
- art. 5 OEaux (Ordonnance sur la protection des eaux);
- art. 20 LPEP (Loi sur la protection des eaux contre la pollution);
- art. 49 LATC (Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions).

2. Généralités

Les eaux usées produites doivent être traitées par une station d'épuration centrale.

Les eaux claires ne doivent en aucun cas parvenir à la station d'épuration. Si elles sont raccordées aux collecteurs d'eaux claires existants, la capacité d'écoulement de ces derniers doit être vérifiée.

Les eaux de ruissellement doivent être évacuées et/ou traitées conformément à la "Directive sur l'infiltration, la rétention et l'évacuation des eaux pluviales" de la VSA et aux instructions "Protection des eaux lors de l'évacuation des eaux des voies de communication" de l'Office Fédéral de l'Environnement (OFEV).

Le dimensionnement des ouvrages d'évacuation et de traitement des eaux situés à l'aval d'un projet d'urbanisation doit être vérifié avant toute délivrance de permis de construire.

La Commune de Belmont-sur-Lausanne dispose d'un Plan général d'évacuation des eaux (PGEE) approuvé par le Département le 28 janvier 2005.

3. Préavis

3.1. Rapport d'aménagement

PPA En Rochettaz et PEP Bourg

Lors des procédures d'enquête, et conformément au concept de gestion des eaux défini par son PGEE, la commune vérifiera l'état de la séparation des eaux (état des collecteurs et branchements privés). Les raccordements EU+EC devront satisfaire aux exigences du système séparatif ainsi qu'aux dispositions des normes SN 592'000. Il y aura lieu de contrôler les branchements privés jusqu'à l'intérieur des bâtiments, afin d'exclure la possibilité d'inversions entre les canalisations d'eaux usées et d'eaux claires.

PGA Belmont-sur-Lausanne

- Conformément à l'art. 5 OEaux, une fois le nouveau PGA adopté, il incombe à la commune de mettre à jour le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) en relation avec les nouvelles données induites par les modifications du PGA.

3.2. Règlement

PPA En Rochettaz et PEP Bourg

- Nous demandons d'ajouter aux règlements des dispositions sur la gestion et l'évacuation des eaux afin de garantir la bonne séparation des eaux usées et des eaux claires.

3.3. Plan

PPA En Rochettaz

- Ajouter sur le plan les collecteurs d'évacuation des eaux existants et projetés (eaux usées et eaux claires).

4. Coordonnées du répondant :

Florence Dapples.

Direction des ressources et du patrimoine naturels (DGE-DIRNA)

Division géologie, sols et déchets (DGE-GEODE)

Gestion des déchets (DGE-GEODE/GD)

La DGE-DIRNA-GD n'a pas de remarque à formuler.

Référence : Etienne Ruegg

Protection des sols (DGE-GEODE/SOLS)

1. Bases légales :

- Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) RS 814.01;
- Ordonnance du 1er juillet 1998 sur les atteintes portées aux sols (OSol) RS 814.12;
- Ordonnance sur le traitement des déchets (OTD) du 10 décembre 1990;
- Règlement d'application de la Loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions du 19 septembre 1986 (RLATC ; cote 700.11.1).

2. Appréciation :

- la définition des mouvements de terre dans le PPA, le PGA et le Règlement communal n'est pas claire et pourrait donner sujet à de libres interprétations;
- l'art. 68, al. 2, lettre b, du RLATC est applicable pour les modestes travaux d'aménagement de terrain;
- le règlement du plan d'extension partiel "Bourg" ne traite pas du domaine environnemental Sols;
- des sites pollués sont cadastrés dans le périmètre du plan d'extension partiel "Bourg", il y a lieu de soupçonner des pollutions de sols, des restrictions d'utilisation sont probables (OSol et OTD);

- rajouter, aux articles concernant les "Mouvements de terre" des règlements, "les couches fertiles de sols devront être manipulées conformément aux directives en vigueur pour la

protection des sols; ces couches seront prioritairement valorisées sur site par une remise en état au plus proche de l'état initial, sinon revalorisées en contexte similaire au plus proche du périmètre des travaux";

- le règlement du plan d'extension partiel "Bourg" doit être complété par un chapitre traitant de la protection des sols. Par principe, tous les sols doivent être préalablement investigués (sans distinction d'affectation de zone), puis manipulés et remis en état conformément aux directives en vigueur, pour le maintien de leur fertilité mais aussi pour les restrictions d'utilisation que le soupçon et la découverte de polluants pourraient impliquer.

Référence : F. Füllemann.

Division ressources en eau et économie hydraulique (DGE-EAU)

Economie hydraulique (DGE-EAU/EH)

1. PPA En Rochettaz

1.1 Bases légales :

- Loi vaudoise sur la police des eaux dépendant du domaine public.

1.2 Préavis

Plan

Espace cours d'eau (alignements liés au cours d'eau)

- La DGE-EAU demande que l'espace cours d'eau soit dessiné sur le plan selon la remarque du point 4.

2. Plan d'extension partiel du Bourg

2.1. Bases légales :

- Loi vaudoise sur la police des eaux dépendant du domaine public.

2.2 Préavis

Règlement et Rapport 47OAT

Chapitre 15 – Espace cours d'eau

La DGE-EAU approuve l'espace cours de 15 mètres à la Paudèze et 10 mètres à ces affluents.

3. Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire

Article 18.16 Eaux de ruissellement

Recommandation :

- La DGE-EAU applique un temps de retour pour le dimensionnement de 10 ans (intensité des pluies selon la norme SN 640 350 et un débit de rejet de 20 l/s/ha.

4. Plan général d'affectation – 1 / 2 - 1:5000

Espace cours d'eau (alignements liés au cours d'eau)

- La DGE-EAU demande que l'espace cours d'eau ne soit pas interrompu en zone à bâtir (ligne pointillée bleue).
- L'espace cours d'eau est de 10 mètres hors construction. Au droit et entre les bâtiments, l'espace cours d'eau s'aligne aux constructions des bâtiments côté cours d'eau, soit à moins de 10 mètres du cours d'eau – tronçons considérés comme densément bâtis. La DGE-EAU se tient à disposition pour toute question relative à l'espace cours d'eau.

5. Coordonnées du répondant :

Y. Chatelain.

Eaux souterraines - Hydrogéologie (DGE-EAU/HG)

1. Bases légales :

- Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux);
- Ordonnance fédérale sur la protection des eaux (OEaux);
- Instructions pratiques fédérales pour la protection des eaux (IPF).

2. Généralités

Le territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne est concerné par l'extension des zones S1, S2 et S3 de protection des eaux des captages des Cases, alimentant la Commune de Lausanne en eau potable et approuvées le 13 mars 2008.

3. Préavis

L'examen des zones constructibles du PGA ne montre pas d'incompatibilité importante avec la protection des eaux souterraines (zones agricole et forestière). La zone agricole demeurant constructible, nous rappelons toutefois que toute nouvelle construction est interdite en zones S1+S2 de protection des eaux. La zone S3 demeure constructible, conformément aux IPF (OFEFP 2004).

3.1. Plan

Les zones S1 et S2 ensemble et la zone S3 de protection des eaux sont reportées sur le PGA, Plan des zones et Plan des dangers naturels à l'échelle du 1:5'000. Toutefois, leur report ne correspond pas précisément aux plans légalisés.

- La correction de ce report à la précision du plan légalisé est demandée. De plus, au niveau de la légende, le terme de "protection des eaux" sera ajouté à la suite de Zones S1+S2 et de Zone S3.

3.2. Rapport d'aménagement :

- les points 6.1.10 et 8.2 devraient être regroupés dans un même chapitre consacré aux eaux souterraines. De plus, lorsqu'il s'agit des zones S de protection des eaux, le terme de "secteurs" devra être remplacé par celui de "zones";

- la mention du secteur Au attenant aux zones de protection des eaux sera ajoutée, car celui-ci implique certaines restrictions d'utilisation du sol.

3.3. Règlement d'application

L'article 17.1 du règlement d'application est conforme à nos exigences.

- Toutefois, le terme de "secteurs" devra être remplacé par celui de "zones".

4 Coordonnées du répondant :

Thierry Lavanchy.

Pas de remarque en ce qui concerne le PPA En Rochettaz et le PEP du Bourg.

Division biodiversité et paysage (DGE-BIODIV)

1. Bases légales :

- art. 18 et 18b LPN;
- art. 15 OPN;
- art. 1, 4 et 4a LPNMS;
- art. 21 Loi sur la faune;
- PDCn;
- mesures E, PALM.

2. Généralités

Le présent préavis se réfère aux documents suivants :

- Rapport 47 OAT PGA et PEP "Bourg", Urbaplan, mars 2014;
- Plan des zones, 1:5'000, Urbaplan, mars 2014;
- Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire, urbaplan, mars 2014;
- Rapport 47 OAT PPA "En Rochettaz", Urbaplan, mars 2014;
- PPA "En Rochettaz", 1:500, Urbaplan, mars 2014;
- PPA "En Rochettaz", règlement, Urbaplan, mars 2014.

3. Préavis

3.1 Préavis PGA

3.1.1 Rapport 47 OAT

Le rapport résume succinctement les enjeux nature et paysage.

Demandes de modifications/corrections de détail :

Page 47 :

- à compléter : l'inventaire des monuments naturels et des sites comprend 2 périmètres sur le territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne : les objets N^{os} 138 et 138a (= prairie sèche N° 6656, objet N° 36);
- il est mentionné que la prairie sèche N° 6656, objet N° 36, est colloquée en "zone naturelle protégée". Le règlement concernant cette zone doit être formulé comme suit :

  Art.?? Zone naturelle protégée :

  1. cette zone est destinée à assurer la conservation à long terme d'un biotope protégé au sens de la législation sur la protection de la nature. Aucune atteinte ne doit lui être portée (pas d'aménagement ni de construction);
  2. la surface doit être utilisée comme prairie de fauche extensive ou comme pâturage extensif. Une exploitation peu intensive peut être autorisée si cette modalité de gestion est compatible avec la conservation de la végétation;
  3. la surface fait l'objet d'une convention d'exploitation passée avec le Service de l'agriculture, en collaboration avec le service en charge de la protection de la nature.

Pages 47/48 :

- La prairie sèche N° 6656, objet N° 37, a été supprimée de l'inventaire fédéral. Cette modification ne figure pas encore sur geoplanet.

Page 48 :

Les corridors à faune (provenant du réseau écologique national REN) sont remplacés par le réseau écologique cantonal (REC). La fiche E22 du PDCn décrit plus précisément le REC.

- La figure 4 doit être remplacée par les informations du REC: liaison biologique d'importance régionale à renforcer, territoire d'intérêt biologique d'importance prioritaire (TIBP, no. 92). Les couches SIG sont téléchargeables : http://www.vd.ch/index.php?id=49175.

L'annexe 7, téléchargeable à la même adresse, décrit comment le REC peut être pris en compte dans la planification.

- Compléter le chapitre 8.1 avec l'extrait des géotopes du canton de Vaud, fiche N° 61, Molasse à charbon de la Paudèze. Cette donnée est disponible à la DGE-BIODIVE.

3.1.2 Plan

- Les inventaires ayant une influence sur l'utilisation du territoire doivent figurer sur le plan (IMNS et PPS).

Le plan prévoit l'affectation des parcelles N^{os} 552 + 553. Ce périmètre, situé entre les boisements riverains de la Paudèze et la route de la Louche, fait partie d'une liaison biologique d'importance régionale du REC, à renforcer, et de l'armature verte-bleue du PALM. Une augmentation de la pression humaine dans ce périmètre n'est pas souhaitable.

Demandes

- Faire figurer sur le plan :
  - les périmètres IMNS no. 138 et 138a;

- le périmètre PPS N° VD 6656, objet N° 36, parcelle N° 479;
- ne pas affecter les parcelles N^{os} 552 et 553 pour des activités de loisirs et de sport.

3.1.3 Règlement

Chapitre 8

Zone de verdure A

Parcelles N^{os} 29, 37, 116, 124, 125, 128, 141

Ces surfaces ont fait l'objet d'une évaluation botanique en 1995 sur demande de l'ancien conservateur de la nature, M. Ph. Gmür. Cette expertise démontre les qualités botaniques du site, comprenant des milieux dignes de protection (annexe 1, OPN).

La parcelle N° 116 est considérée comme réserve naturelle, sous gestion de Pro Natura.

Lors de discussions avec la commune en 2010 cette dernière a clairement exprimée son souhait de maintenir les qualités floristiques et faunistiques du haut de la parcelle N° 124.

La définition de la zone de verdure A ne permet pas de garantir le maintien des milieux protégés.

Chapitre 9

Zone de verdure B

Ce périmètre a de grandes qualités paysagères. L'affectation proposée permet des remodelages de la topographie, des constructions enterrées, places de stationnement, déchetterie, etc.

La définition de la zone de verdure B ne permet pas de garantir le maintien des qualités paysagères du site.

Demandes

Chapitre 8 Zone de verdure A

Art. 8.1 Destination :

- à modifier comme suit: "Cette zone est destinée à garantir le maintien des qualités botaniques et faunistiques des surfaces. Elle est inconstructible. Les abris ou enclos pour animaux de pâturage sont admis. Un entretien extensif avec une fauche tardive ou la pâture extensif est préconisé."
- art. 8.2 Construction : À supprimer.

Art. 8.3 Secteur lié aux dangers naturels

Sans changement.

Chapitre 9 Zone de verdure B :

- vu les qualités paysagères, la topographie mouvementée et l'étendu de ce périmètre une planification plus précise doit être entreprise. La DGE-BIODIV demande que ce secteur soit affecté par deux types de zones de verdure: une zone pouvant accueillir les installations et constructions prévues par la zone de verdure B et un périmètre affecté en zone de verdure strictement inconstructible. La zone de verdure B doit être retenue au sud

des parcelles N^{os} 652 et 447, les mouvements de terre et l'étendue de cette zone doivent être très limités.

Recommandation

Chapitre 11 Zone soumise à PPA ou PQ

Art. 11.6 Chatruffe :

- vu le périmètre important concerné par cette zone, la DGE-BIODIV recommande de compléter le règlement comme suit :

  e) une étude paysagère favorisant une bonne intégration des futures constructions accompagnera l'établissement du PPA ou du PQ.

3.2 Préavis PPA Rochettaz

3.2.1 Rapport 47 OAT

Pas de remarques.

3.2.2 Plan

Pas de remarques.

3.2.3 Règlement

Pas de remarques.

3.3 Préavis PEP Bourg

Pas de remarques.

4. Conclusion

La DGE-BIODIV préavise favorablement les différents documents soumis à l'examen préalable pour autant que les demandes formulées ci-dessus soient prises en compte. Nous demandons de revoir le PGA adapté (plan et règlement) avant la mise à l'enquête publique. Nous nous tenons à disposition pour tout renseignement complémentaire.

Remarque : Merci de nous confirmer que la surface de la prairie sèche est bien affectée en zone naturelle protégée avec l'article réglementaire mentionné ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, cette modification devra être incluse dans la révision du PGA.

Référence : Paul Kulling.

Division inspection cantonale des forêts (DGE-FORET)

Généralités

La DGE-FORET est consultée dans le cadre de l'examen préalable.

Bases légales :

- art. 1 LAT;

- art. 1 LATC;
- art. 1, 10, 13, 17 et 19 LFo;
- art. 12, 15 et 17 OFo;
- art. 23, 24, 27, 28, 37 et 38 LVLFo;
- art. 24, 36, 37 et 38 RLVLFo.

I. Documents de base

Le présent préavis se base sur les documents suivants :

- Plan général d'affectation "Plans de constations de la nature forestière N° 1 / N° 2 / N° 3 / N° 4" (échelle 1:2'000, 2 avril 2014);
- Plan général d'affectation "1/2 Plan des zones et 2/2 Plan des dangers naturels" (Dossier pour examen préalable, échelle 1:5'000, mars 2014);
- "Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire" (Dossier pour examen préalable, échelle 1:5'000, mars 2014);
- Modification du plan d'extension partiel du Bourg "Règlement" (mars 2014);
- Révision du plan général d'affectation "Règlement du plan d'extension partiel "Bourg"" - Rapport selon l'art. 47OAT (Dossier pour examen préalable, échelle 1:5'000, mars 2014);
- Plan partiel d'affectation "En Rochettaz" (Examen préalable, échelle 1:500, mars 2014) ;
- Plan partiel d'affectation "En Rochettaz" "Règlement" (Dossier pour examen préalable, échelle 1:5'000, mars 2014);
- Plan partiel d'affectation "En Rochettaz" Rapport selon l'art. 47OAT (Dossier pour examen préalable, échelle 1:5'000, mars 2014).

II. Structure du préavis DGE-FORET

Étant donné que la consultation concerne 3 objets distincts, bien qu'étroitement liés, chaque plan est traité à part, ce qui fait que ce préavis contient 3 parties, soit :

A. Plan général d'affectation Belmont-sur-Lausanne

B. Modification du plan d'extension partiel du Bourg

C. Plan partiel d'affectation "En Rochettaz"

A. Plan général d'affectation Belmont-sur-Lausanne

A1. Forêts

a) Plan

Lisières forestières

L'aire forestière est figurée correctement sur le plan d'affectation, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres qui les confine. Elle correspond à la délimitation de forêt effectuée par la Direction générale de l'environnement, Inspection des forêts du 5ème arrondissement en février 2012.

Des plans de constatation de la nature forestière doivent également être établis pour les parcelles situées dans les périmètres suivants:

- parcelle N° 604 actuellement affectée en "zone d'utilité (para-)publique" (affectation prévue = "Zone d'installations publiques");
- PPA "La Coulette" et la "zone 'I' PPA/PQ 'La Coulette II' soumise à plan partiel d'affectation (PPA) ou plan de quartier (PQ)";
- Le solde de la "zone 'IV' PPA/PQ Les Creux' soumise à plan partiel d'affectation (PPA) ou plan de quartier (PQ)".

En ce qui concerne le "Plan de constatation de la nature forestière N° 3", la forêt n'est pas figurée correctement, car la surface située entre et sous les ponts qui enjambent le Vallon de la Paudèze (DP 85) est soumise au régime forestier. Bien que située hors zone à bâtir, afin d'éviter toute confusion, la DGE-FORET demande que cette surface soit teintée en tant qu'aire forestière.

Fonctions forestières (multifonctionnalité)

Les forêts situées sur le territoire communal de Belmont-sur-Lausanne ont une vocation clairement multifonctionnelle. La fonction prédominante est celle de la protection contre les dangers naturels, notamment la stabilisation du terrain et la protection contre les dangers hydrologiques. La fonction d'accueil est localement très importante. Les forêts périurbaines de Belmont-sur-Lausanne ont une vocation déterminante en matière de biodiversité.

Affectations

Les affectations projetées ne présentent pas d'inconvénients majeurs pour la forêt (pression, exploitation forestière, vidange des bois, accès du public, etc). Les objectifs de planification sont compatibles avec une saine gestion du milieu forestier et la conservation de l'aire forestière.

Périmètres d'implantation

Mises à part les dispositions règlementaires contenues dans l'article 16.1 (chapitre 16 : Aire forestière) relatives à l'interdiction de construire, sans autorisation préalable du service forestier, à une distance de moins de 10 mètres de la lisière, sur la base des documents contenus dans le "dossier pour examen préalable", les périmètres d'implantation des constructions n'ont pas pu être évalués. D'une part, ils ne sont pas figurés sur le plan d'affectation et d'autre part, indépendamment de la zone, aucun chapitre, ni article n'est consacré expressément à ce sujet.

De ce fait, pour autant que le périmètre affectée en zone à bâtir concerné contient et/ou jouxte une aire forestière, il convient de rajouter la phrase "Les dispositions de la législation forestière sont réservées." à tous les articles du règlement régissant les distances de construction dans ces zones à bâtir.

b) Constatation de nature forestière

Le présent Plan d'affectation constitue le document formel de constatation de nature forestière et de limite des forêts aux termes de la législation forestière fédérale, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres confinant celles-ci.

En février 2012, les limites de forêts ont été mises à jour selon les instructions de la DGE-FORET, Inspection des forêts du 5e arrondissement.

Des plans ad hoc, figurant la situation constatée, couvrant l'entier du territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne et établis à une échelle appropriée (échelle cadastrale, 1:1'000, évent. 1:2'000), doivent être annexés au document d'affectation.

Une fois le Plan d'affectation approuvé par le Département en charge de l'aménagement du territoire, la délimitation des forêts en rapport avec la zone à bâtir devra être suivie d'une mise à jour des natures au registre foncier pour les parcelles concernées. A cette fin des plans de mise à jour des natures et les tableaux de mutation correspondants devront être établis par un géomètre officiel et transmis à la Direction générale de l'environnement, Inspection des forêts du 5^{e} arrondissement pour approbation.

c) Règlement

Les dispositions réglementaires relatives à l'aire forestière ne sont pas suffisantes. Elles doivent être complétées par les dispositions ci-dessous (en sus des remarques faites ci-dessus) :

Chapitre 16 : Aire forestière - Art. 16.1 ; Le dernier paragraphe, consacré à l'aire forestière à titre indicatif, doit être complété par la phrase suivante: "Son statut est prépondérant sur celui prévu par le zonage."

d) Enquête publique

La délimitation des forêts dans les zones à bâtir devra être mise à l'enquête en même temps que le Plan d'affectation et l'avis d'enquête mentionner expressément que l'enquête publique porte également sur :

- la délimitation de l'aire forestière.

A l'échéance du délai d'enquête, il y aura lieu d'inviter la commune à transmettre à la DGE-FORET, Inspection des forêts du 5e arrondissement, les éventuelles oppositions relatives à la délimitation de l'aire forestière, pour traitement.

A2. Résumé des demandes de modification :

- des plans de constatation de la nature forestière doivent être établis pour les parcelles situées dans les périmètres suivants:
  a. parcelle N° 604 actuellement affectée en "zone d'utilité (para-)publique" (affectation prévue = "Zone d'installations publiques"),
  b. PPA "La Coulette" et la "zone 'I' PPA/PQ 'La Coulette II' soumise à plan partiel d'affectation (PPA) ou plan de quartier (PQ)",
  c. Le solde de la "zone 'IV' PPA/PQ Les Creux' soumise à plan partiel d'affectation (PPA) ou plan de quartier (PQ)";
- "Plan de constatation de la nature forestière N°3" : la surface située entre et sous les ponts qui enjambent le Vallon de la Paudèze (DP 85) est soumise au régime forestier. DGE-FORET demande que cette surface soit teintée en tant qu'aire forestière;
- lorsque un périmètre affectée en zone à bâtir contient et/ou jouxte une aire forestière, il convient de rajouter la phrase "Les dispositions de la législation forestière sont réservées." à tous les articles du règlement régissant les distances de construction dans ces zones à bâtir;
- des plans ad hoc concernant la lisière forestière, figurant la situation constatée, couvrant l'entier du territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne et établis à une échelle appropriée (échelle cadastrale, 1:1'000, évent. 1:2'000) doivent être annexés au document d'affectation;
- concernant la délimitation des forêts en rapport avec la zone à bâtir, les plans de mise à jour des natures et les tableaux de mutation correspondants devront être établis par un géomètre officiel et transmis à la Direction générale de l'environnement, Inspection des forêts du 5e arrondissement pour approbation;

- le règlement sera complété par les dispositions ci-dessous (en sus des remarques faites précédemment) :

Chapitre 16 : Aire forestière - Art. 16.1 ; le dernier paragraphe, consacré à l'aire forestière à titre indicatif, doit être complété par la phrase suivante: "Son statut est prépondérant sur celui prévu par le zonage."

A3. Conclusion

Sous réserve de la prise en considération des remarques formulées ci-dessus, la DGE-FORET délivre un préavis favorable à l'approbation du plan d'affectation par le Département en charge de l'aménagement du territoire.

B. Modification du plan d'extension partiel du Bourg

B1. Forêts

Aucune aire forestière n'est située à l'intérieur ou à moins de 10 mètres du périmètre évalué.

B2. Conclusion

Au vu de ce qui précède, la DGE-FORET n'est pas concernée par la modification du plan d'extension partiel du Bourg.

C. Plan partiel d'affectation "En Rochettaz"

C1. Forêts

Aucune aire forestière n'est située à l'intérieur du périmètre évalué. Par contre, le boisement de la rive gauche du ruisseau Le Flonzel (Commune de Paudex) est soumis au régime forestier. Etant donné que, le long de la rive droite du Flonzel, le plan d'affectation prévoit une "zone naturelle protégée liée au cours d'eau" qui est non constructible sur une largeur de 10 mètres, les dispositions contenues dans la législation forestière et régissant les distance minimales entre l'aire forestière et les constructions sont également satisfaites.

C2. Conclusion

Au vu de ce qui précède, la DGE-FORET n'est pas concernée par le plan partiel d'affectation "En Rochettaz".

Référence : RKR/LJT/cvr.

SERVICE IMMEUBLES, PATRIMOINE ET LOGISTIQUE (SIPAL)

Section monuments et sites (SIPAL-MS)

BASES LEGALES :

Introduction

La Section monuments et sites examine le projet et ses effets sur le site par rapport à l'Inventaire des sites construits à protéger en Suisse ISOS, puis en regard de la valeur historique des éléments bâtis recensés et de leurs abords. La Section vérifie aussi les conséquences du projet

sur la substance des voies de communication historiques selon l'Ordonnance fédérale sur l'Inventaire des voies de communication historiques (OIVS).

Inventaire des sites bâtis à protéger en Suisse (ISOS)

C'est sur l'analyse effectuée par l'ISOS que la Section Monuments et sites du Service Immeubles, Patrimoine et Logistique (SIPAL) fonde son préavis. Les dispositions des articles 4 et 46 de la Loi sur la Protection de la Nature, des Monuments et des Sites (LPNMS) et des articles 3 et 28 du Règlement d'application de la Loi sur la Protection de la Nature, des Monuments et des Sites (RLPNMS) sont applicables.

Belmont-sur-Lausanne est considéré comme un village d'importance locale par l'Inventaire des sites bâtis à protéger en Suisse (ISOS). Le PEP du Bourg correspond au périmètre 1 "Emprise du tissu de l'agglomération sur la crête" décrit par l'ISOS et pour lequel celui-ci émet un objectif de sauvegarde B, relatif à la sauvegarde de la structure d'origine (voir ISOS en annexe).

Le recensement des jardins Icomos, consultable sur le site du recensement architectural cantonal http://www.jardinshistoriques.vd.ch/Territoire/JardinsHistoriques/ a certifié trois jardins sis dans le PEP du Bourg (parcelles N^{os} 217, 255 et 270), le cimetière et le jardin de la ferme "La Métrande" sur la parcelle N° 601.

Recensement architectural

La Section monuments et sites profite de ce dossier pour annoncer la mise en ligne du guichet du recensement architectural à l'adresse internet suivante : http://www.recensementarchitectural.vd.ch.

Ce guichet permet de savoir (à condition que le cadastre de la commune soit numérisé) si un bâtiment est recensé et, cas échéant, d'imprimer sa fiche. En cas de question, vous pouvez envoyer un mail à l'adresse suivante : recensement_mh.sipal@vd.ch.

Inventaire des voies de communication historiques (IVS)

L'rdonnance concernant l'Inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse (OIVS) est entrée en vigueur le 1er juillet 2010. Elle règle la protection des voies de communication historiques d'importance nationale.

Un inventaire de ce patrimoine à protéger a été établi pour l'ensemble des voies, nationales, régionales et locales, pour tous les cantons.

Les sites www.ivs.admin.ch ou le site http://ivs-gis.admin.ch donnent d'autres informations sur l'Inventaire et sur l'Ordonnance fédérale.

PREAVIS

Plan général d'affectation

Les modifications du PGA n'appellent pas de remarque particulière de la part de la Section monuments et sites.

Règlement du plan général d'affectation

Les modifications apportées au règlement du PGA, en particulier par l'introduction des articles 17.4 "Bâtiments protégés", 17.17 "Murs anciens" et 17.18 "Substance des voies de communication historiques", sont adéquates.

Plan partiel d'affectation du Bourg

Constat

Le plan partiel d'affectation (PEP) du Bourg est prévu maintenu dans sa forme actuelle. Si ce document est bien adapté pour atteindre le but fixé à l'article 1 du règlement qui l'accompagne, soit assurer la sauvegarde et le développement du bourg, il présente des inexactitudes en ce qui concerne les indications relatives à la valeur des bâtiments protégés (voir fiches du recensement en annexe).

En effet, seule l'église, son mur d'enceinte et deux cloches sont classés monuments historiques.

A noter que le RPPE ne contient aucune disposition relative aux bâtiments classés.

Plusieurs constructions ont reçu la note *3* en raison de leur intérêt au niveau local :

- La Maison de Commune et Auberge communale ECA 35 sur parcelle N° 257.
- La Maison Paysanne ECA 112 sur la parcelle N° 99.
- Les Trois Fontaines (mentionnées à tord comme étant classées MH).

Les bâtiments à conserver, qui forment des ensembles constituant la structure du village ancien, ont reçu la note *4* attribuées aux constructions bien intégrées.

La Cure protestante, ECA N° 186 sur la parcelle N° 255, également mentionnée à tord sur le PPE en tant que bâtiment classé monument historique, a reçu la note *4* au recensement architectural, en tant que construction bien intégrée.

Mais quelques constructions en note *4* ne font pas partie de ces bâtiments à conserver. Elles ne sont pas non plus incluses dans les bâtiments à rénover.

Le Règlement du PGA a été complété par un article 17.14 "Bâtiments protégés" applicable à toutes les zones. Le règlement du PEP du Bourg va plus loin dans ses objectifs de protection que cet article général, ce qui est appréciable. L'article 17.14 n'est donc pas applicable aux bâtiments à conserver et aux bâtiments à rénover. Cependant, il manque une disposition pour les bâtiments "classés" selon le PEP et pour les bâtiments en note *4* qui ne font partie ni des bâtiments "à conserver", ni des bâtiments "à rénover".

- Ajouter un article au règlement pour faire référence au recensement architectural et guichet du recensement architectural à l'adresse internet suivante : http://www.recensementarchitectural.vd.ch.

Ce guichet permet de savoir si un bâtiment est recensé et, cas échéant, d'imprimer sa fiche. En cas de question, adresser un mail à l'adresse suivante : recensement_mh.sipal@vd.ch

- Compléter le règlement par des dispositions pour les bâtiments "classés" et les bâtiments en note *4* du PEP.

Règlement

Le projet de modification du règlement du PEP du Bourg concerne principalement les dispositions relatives aux toitures, à leurs percements et aux installations solaires.

Chapitre 2 "Constructions nouvelles"

- Compléter l'article 15 par un alinéa 3 indiquant que les toitures des bâtiments en notes *3* Et *4* doivent être recouvertes de petites tuiles plates à recouvrement en terre cuite naturelle.

Article 16 "Ouvertures en toiture"

Constat

Le village de Belmont-sur-Lausanne comporte déjà de nombreuses constructions nouvelles. Les dispositions de l'article 16 peuvent être admises pour celles-ci, bien que les dimensions des percements, déjà autorisées par le règlement précédent, excèdent les dimensions réduites nécessaires à l'éclairage des combles.

Cependant, outre leur revêtement en petites tuiles, les toitures peu percées sont également un aspect de l'architecture traditionnelle de nos villages.

- Aussi, pour les bâtiments en notes *3* et *4*, dans le PEP et pour l'ensemble du territoire communal, la Section MS demande que les dispositions relatives aux ouvertures en toiture fassent l'objet d'un article unifié, systématiquement introduit dans tous les règlements, et dont la teneur est la suivante :

  "Partout où cela est possible, les locaux aménagés dans les combles prennent jour sur les façades pignon. La largeur additionnée des percements ne dépassera pas le tiers de la longueur de la façade correspondante".

  Sont autorisés :

  - les fenêtres rampantes de dimensions maximales 80 x 140 cm placées verticalement,
  - les lucarnes constituées d'un pan de toit soulevé, dont la hauteur et la largeur n'excèdent pas respectivement 60 et 120 cm,
  - les lucarnes à deux pans, dont la largeur et la hauteur n'excèdent pas respectivement 130 et 180 cm,
  - les balcons-baignoires, pour autant que la solution proposée soit plus avantageuse que les autres percements du point de vue de l'intégration ou du respect des caractéristiques architecturales du bâtiment.

  S'il y a plusieurs lucarnes, elles sont obligatoirement distinctes les unes des autres. Les lucarnes doivent être placées en retrait de l'aplomb du mur de façade extérieur et sur une seule rangée.

  Les avant-toits ne peuvent pas être interrompus au droit des lucarnes.

  Les pignons secondaires sont interdits.

  Les balcons en saillie seront entièrement couverts par les avant-toits.

  Les ouvertures en toitures destinées à l'éclairage du niveau supérieur seront limitées à des tabatières séparées les unes des autres et disposées horizontalement sur le même niveau".

Article sur les couleurs

- A titre d'aide à la Municipalité pour le choix des couleurs, la Section MS demande que le texte suivant définissant quelques règles minimales quant aux couleurs des éléments d'architecture traditionnels, soit introduit dans le règlement du PEP du Bourg relatif aux bâtiments anciens et nouveaux :

"Couleurs et peintures

Pour les encadrements de fenêtres, de portes et des chaînes d´angle, le choix des couleurs de revêtement devrait se porter sur les teintes proches de celles de la molasse (vert-gris) ou de la pierre de Hauterive (jaune-ocre) ou de la pierre de la Molière (gris). Pour les couleurs des façades, la gamme devrait être limitée aux blancs, ocres jaunes ou roses, ou encore gris dans des nuances claires."

Cet article pourrait aussi être inscrit en complément à l'article 17.5 du RPGA.

Plan partiel d'affectation "En Rochettaz"

Le hameau de la Rochettaz se trouve en dehors des périmètres décrits par l'ISOS.

Le projet de Plan de quartier prévoit le maintien des bâtiments existants bien intégrés qui ont reçu la note *4* au recensement architectural. Le règlement comporte des articles adéquats afin de régir le maintien de ces constructions.

En conséquence, la Section MS n'a pas de remarque à formuler à l'égard du PPA "En Rochettaz"

CONCLUSION

Pour autant que les demandes figurant ci-dessus soient prises en compte, la Section monuments et sites entre en matière sur le projet de révision des documents d'aménagement de la Commune de Belmont-sur-Lausanne.

Référence : Francine Bujard.

Section archéologie cantonale (SIPAL-ARCHE)

Le SIPAL-ARCHE n'a pas de remarque à formuler.

Référence : Y. Dellea.

ETABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE ET LES ELEMENTS NATURELS (ECA)

1. Bases légales :

Les prescriptions de protection incendie de l´Association des établissements cantonaux d´assurance contre les incendies (AEAI) édition 2003, mentionnées par le Règlement du 14 septembre 2005 concernant les prescriptions sur la prévention des incendies doivent être appliquées.

Conformément à l'art. 120 de la Loi sur l'aménagement du territoire et des constructions (LATC), ne peuvent sans autorisation spéciale être construits, reconstruits, agrandis, transformés ou modifiés dans leur destination, les constructions et les ouvrages nécessitant des mesures particulières de protection contre les dangers d'incendie et d'explosion ainsi que contre les dommages causés par les forces de la nature.

Sont applicables : la Loi du 30 novembre 1964 sur la distribution de l'eau, la Loi du 17 novembre 1993 sur le service de défense contre l'incendie et de secours ainsi que le Règlement du 15 décembre 2010 y relatif.

Prévention des incendies

Les voies d'accès à l'ensemble du site doivent tenir compte des caractéristiques, des gabarits de travail et de circulation des véhicules pompiers. Le réseau des voies et des chemins devra donc être adapté en conséquence.

Selon l'art. 2.3 de la directive "Distances de sécurité – Compartiments coupe-feu" de l'AEAI, la distance entre bâtiments doit être de 10 m si les revêtements des façades qui se font face sont en matériaux combustibles. Cette distance peut être réduite à 7,5 m si une seule de ces façades est en matériaux combustibles et à 5 m si les deux façades sont en matériaux incombustibles. Pour moins de 5 m des dispositions particulières doivent être prises.

Pour les maisons individuelles, selon l'art. 2.4.1 de la directive "Distances de sécurité – Compartiments coupe-feu" de l'AEAI, la distance entre bâtiments doit être de 7 m si les revêtements des façades qui se font face sont en matériaux combustibles. Cette distance peut être réduite à 6 m si une seule de ces façades est en matériaux combustibles et à 4 m si les deux façades sont en matériaux incombustibles. Pour moins de 4 m des dispositions particulières doivent être prises.

Réseau d'eau

Conformément à l'article 1er de la Loi sur la distribution de l'eau du 30 novembre 1964 et des articles 7 à 14 du Règlement du 15 décembre 2010 sur le Service de défense contre l'incendie et de secours, les extensions, bouclages et renforcements nécessaires du réseau existant doivent être réalisés, pour assurer une défense incendie appropriée aux risques découlant de l'affectation des bâtiments. Le réseau doit permettre notamment l'alimentation des futures bornes hydrantes et des éventuelles installations d'extinction automatiques.

2. Coordonnées du répondant :

Patrick Frasseren.

SERVICE DE LA CONSOMMATION ET DES AFFAIRES VETERINAIRES (SCAV)

Section distribution de l'eau (SCAV-DE)

1. Bases légales :

- Loi sur la distribution de l'eau (LDE, RSV 721.31);
- Règlement sur l'approbation des plans directeurs et des installations de distribution d'eau et sur l'approvisionnement en eau potable en temps de crise (RAPD, RSV 721.31.1).

2. Généralités

Le Plan directeur de la distribution de l'eau (PDDE) de la Commune de Belmont-sur-Lausanne est en cours de mise à jour depuis plusieurs années. La Municipalité nous a confirmé par courrier daté du 10 juin 2014 que la finalisation de cette étude est désormais formellement décidée et que le PDDE nous sera ainsi soumis pour validation au cours du 1er trimestre 2015.

Les impacts que le présent PGA aura sur la consommation et la distribution de l'eau doivent donc être transmis sans tarder à l'auteur de la mise à jour du PDDE afin d'être pris en compte. Ceci permettra de garantir l'approvisionnement en eau à futur et validera la question de l'équipement au sens de l'art. 19 LAT pour ce qui est du réseau d'eau potable.

3. Préavis

Moyennant prise en compte de ce qui précède, le SCAV-DE préavise favorablement le dossier soumis.

Référence : Christian Hoenger.

SERVICE DE L'AGRICULTURE (SAGR)

Constructions hors zone (SAGR-CHZ)

PGA

Le rapport 47 OAT mentionne une emprise de 34'246 m^2 sur les SDA de qualité II pour le projet de PPA de "La Coulette".

- Dans son préavis du 15 octobre 2012, le SAGR demandait que la preuve de l'impossibilité de compensation par reconversion puis par pérennisation soit apportée, ce qui n'est pas le cas. La demande est réitérée.

PPA "En Rochettaz" et règlement du PEP "Bourg"

Le périmètre se trouve en zone de villas et la SAGR n'est par conséquent pas concerné.

Référence : W. Frei.

Office cantonal de la viticulture et de la promotion (SAGR-OCVP)

La zone du cadastre viticole est de compétence cantonale (et non fédérale ou communale) depuis le 27 janvier 1999. Toute décision en la matière doit faire l'objet d'une requête à adresser à la Commission cantonale d'experts en matière de cadastre viticole, via notre Office (art. 7 à 7d de la Loi du 21 novembre 1973 sur la viticulture - RSV 916.125).

La zone du cadastre viticole n'est pas une mesure d'aménagement du territoire. Elle désigne des surfaces qualitativement aptes à la culture de la vigne et à la production de vin. Elle peut ainsi être située en zone à bâtir ou en zone agricole.

- La zone viticole du projet de PGA sera modifiée dans ce sens.

- Le chapitre 13 – zone viticole – article 13.1 p. 35 du rapport selon l'art. 47 OAT et le chapitre 13 – zone viticole – article 13.1 p. 36 du Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire, ainsi que les sommaires de ces deux documents sont à modifier dans ce sens.

Les autres documents n'appellent aucune remarque de notre part.

DIRECTION GENERALE DE LA MOBILITE ET DES ROUTES (DGMR)

Service de la mobilité (DGMR-SM)

A. PGA de Belmont-sur-Lausanne

1. Stationnement

Sur la base de l'article 40a du Règlement d'application de la Loi sur l'aménagement du territoire et des constructions (RLATC), le Règlement de la planification doit se référer aux normes correspondantes en vigueur de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (actuellement VSS 640281 et VSS 640065) pour fixer le besoin en places de stationnement pour les voitures et les vélos.

Ainsi, la DGMR-P propose que l'article 17.12 du RPGA soit reformulé comme suit :

Alinéa 1 : *Le nombre de cases de stationnement pour les voitures et les vélos nécessaires pour les logements et les activités doit être conforme aux normes de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (VSS) en vigueur.*

Par ailleurs, l'art. 17.12, alinéa 2, du RPGA mentionne que la Municipalité peut exonérer le propriétaire de l'aménagement de places de stationnement lorsque celui-ci se trouve dans l'impossibilité de les réaliser sur son bien-fonds.

La DGMR-P relève que ces dispositions peuvent entraîner un report du stationnement sur le domaine public. Un tel report peut s'avérer problématique lorsqu'il s'agit de supprimer des places de stationnement pour réaménager l'espace public en faveur des piétons, des cyclistes et des bus (et que l'offre sur domaine privé ne peut pas répondre à la demande, même réduite du fait de la bonne qualité de desserte par les TP).

Toutefois, il est de la compétence de l'autorité communale d'évaluer les risques liés à une offre de stationnement insuffisante.

Division management des transports (DGMR-MT)

1. Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre

Plusieurs itinéraires pédestres de "l'Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre" parcourent le territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne. L'inventaire peut être visualisé sur www.geoplanet.vd.ch (thème mobilité, puis mobilité douce).

Sur la base de l'article 6, let. c, de la Loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR), de l'article 3, al. 3c, de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) et de la fiche D21 du Plan directeur cantonal, la DGMR-DMT demande que la continuité de ces itinéraires soit garantie.

- Ajouter un article au Règlement du PGA mentionnant l'existence et la protection de ces itinéraires; reporter le tracé de ces itinéraires sur le Plan du PGA en conformité avec l'inventaire cantonal; compléter le chapitre "Itinéraires piétons" en p. 55 du Rapport 47 OAT en mentionnant l'existence de ces itinéraires.

B. Modification du Plan d'extension partiel (PEP) du Bourg

Direction générale de la mobilité et des routes - Division planification (DGMR-P)

1. Stationnement

L'art. 6 "Stationnement" du RPEP (P. 5) mentionne que la Municipalité peut dispenser le constructeur de l'aménagement de tout ou partie des emplacements de stationnement.

La DGMR-P renvoie au point A.1. "Stationnement" du présent préavis.

Division management des transports (DGMR-MT)

1. Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre

Plusieurs itinéraires pédestres de "l'Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre" parcourent le territoire de la Commune de Belmont-sur-Lausanne. L'inventaire peut être visualisé sur www.geoplanet.vd.ch (thème mobilité, puis mobilité douce).

Sur la base de l'article 6, let. c, de la Loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR), de l'article 3 al. 3c de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) et de la fiche D21 du Plan directeur cantonal, la DGMR-DMT demande que la continuité de ces itinéraires soit garantie.

- Compléter le chapitre 8.6 "Itinéraires piétons" en p. 55 du Rapport 47 OAT en mentionnant l'existence de ces itinéraires ; supprimer l'alinéa 2 de ce chapitre.

C. Plan partiel d'affectation (PPA) "En Rochettaz"

Division Planification (DGMR-P)

1. Stationnement

La DGMR prend note que le Règlement du PPA ne prévoit pas d'article sur le stationnement. Dès lors, l'art. 17.12 du RPGA fait foi.

Division management des transports (DGMR-MT)

1. Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre

Un itinéraire pédestre de "l'Inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre" longe le périmètre du PPA. L'inventaire peut être visualisé sur www.geoplanet.vd.ch (thème mobilité, puis mobilité douce).

Sur la base de l'article 6, let. c, de la Loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR), de l'article 3, al. 3c, de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) et de la fiche D21 du Plan directeur cantonal, la DGMR-DMT demande que la continuité de cet itinéraire soit garantie.

- Compléter le Rapport 47 OAT en mentionnant l'existence de cet itinéraire.

Référence : CCC/PN.

Service des routes (DGMR-SR)

La DGMR-AD-routes n'a pas de remarque à formuler.

Remarque générale

Notre Service vous rend attentif au fait que ce projet a été examiné par toutes les divisions du Service des routes concernées par ces aménagements. Il s'agit donc d'un préavis au nom du Service des routes.

Référence : dcu,

SERVICE DES COMMUNES ET DU LOGEMENT (SCL)

Le DIS-SCL-DL n'a pas de remarque à formuler.

Référence : Jacques Biermann.

SERVICE DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET DU SPORT (SEPS)

Le DECS-SEPS n'a pas de remarque à formuler.

Référence : Olivier Swysen.

SERVICE DE LA SECURITE CIVILE ET MILITAIRE (SSCM)

Protection civile (SSCM-PCI)

Toute nouvelle construction projetée sera soumise à l'obligation de construire, selon l'art. 17 de l'OPCi du 05.12.2003 (état au 01.01.2013).

Référence : JGY.

COMMISSION INTERSERVICES DES DANGERS NATURELS (CIDN)

Etat de la procédure

Le PGA de Belmont-sur-Lausanne a été envoyé pour examen préalable en 2012. La thématique des dangers naturels n'y était pas traitée.

Les dossiers faisant l'objet de ce préavis ont été soumis dès mars 2014 à l'examen préalable des services.

Dossier PGA (ACV 80593) - Rapport 47 OAT

Les cartes de dangers de référence doivent être annexées au rapport 47 OAT.

Il doit être expliqué clairement comment est faite la transcription des cartes de dangers :

- dans les périmètres de plans spéciaux déjà en vigueur;
- dans les périmètres encore non affectés soumis à PPA ou PQ.

Les projets de construction sur les parcelles N^{os} 29 et 37 faisant l'objet des rapports De Cerenville et Karakas et Français annexés au rapport 47 OAT sont implantés hors de la zone constructible, en secteur de danger élevé de glissement de terrain.

- Ces rapports techniques doivent être retirés du dossier afin d'éviter toute confusion quant à la constructibilité de ces secteurs.
- Par ailleurs, le rapport 47 OAT doit justifier la mise en zone de la partie aval des parcelles N^{os} 28, 29 et 37 situées dans un secteur de danger moyen (bleu) de glissement permanent selon la carte provisoire des dangers.

Plan général d'affectation 2/2 – plan des dangers naturels

La CIDN demande que la représentation des différents secteurs soit rendue plus lisible, par exemple en espaçant quelque peu les hachures.

- Si les dispositions réglementaires spécifiques à un aléa (notamment les chutes de pierres) ne sont pas applicables à l'ensemble des secteurs exposés à un danger géologique, il y a lieu de délimiter sur le plan le périmètre dans lequel ces prescriptions particulières sont applicables.

Plan général d'affectation 1/2 – plan des zones

- PQ "Burenoz – Malavaux": la parcelle N° 140, non construite, est située en grande partie dans un secteur de danger élevé à moyen de glissement de terrain. Cette parcelle doit être sortie de la zone à bâtir.
- Zone IV "Les Creux", soumise à PPA ou à PQ: l'angle nord du périmètre est situé dans un secteur de danger élevé de glissement de terrain. Ce secteur ne peut pas être affecté en zone constructible. Le périmètre IV doit être adapté en conséquence.

Règlement communal :

Article 18.18.2

- Cet article doit être adapté. Un rapport sur la situation locale de danger sera effectivement exigé dans le cadre de la procédure demande de permis de construire, lorsque l'article 120 LATC s'applique; il s'agit cependant d'une exigence liée à la procédure de permis de construire et non d'une exigence au niveau du règlement communal.

La CIDN propose la reformulation suivante:

"Les mesures constructives à l'objet seront précisées dans le cadre des procédures de permis de construire, sur la base d'une analyse de la situation locale de danger."

Article 18.18.3

À ajouter : Dispositions générales :

- Ajouter le texte suivant:

  "Dans les situations de dangers combinés (hydrologiques/géologique), s'assurer de la cohérence du concept de protection envisagé vis-à-vis de l'ensemble des dangers en présence et des parcelles voisines (éviter les reports de danger)".

Secteurs exposés à un danger élevé

- Compléter les prescriptions prévues comme suit: "Pour toute nouvelle construction ou transformation, il devra être démontré que les dispositions nécessaires sont prises pour réduire l'exposition des personnes et des biens."

Secteurs exposés à un danger géologique modéré

- Concernant les dispositions réglementaires spécifiques à l'aléa chutes de pierres, il y a lieu de délimiter sur le plan général d'affectation 2/2 – plan des dangers naturels le périmètre dans lequel ces prescriptions particulières sont applicables.

Secteurs exposés à un danger hydrologique modéré

- La première puce concernant les règles applicables aux constructions nouvelles doit être simplifiée comme suit "Elle doit garantir l'étanchéité des accès et des ouvertures de tous les étages ~~situés en-dessous d'une hauteur d'eau de 50 cm par rapport au terrain naturel ou aménagé, plus une sécurité en cas de fortes vitesses (accès en pente aux garages, escaliers, etc.)~~".

Les détails ne pourront être définis que dans le cadre des projets concrets de construction.

Secteurs exposés à un danger résiduel

- Supprimer ce paragraphe. Les affectations sensibles localisées dans des secteurs de danger résiduel doivent être transcrites sur le plan d'affectation 2/2 comme des secteurs exposés à un danger géologique / hydrologique modéré.

Article 19.1

- En raison de l'adaptation demandée de l'article 18.18.2, la lettre m) de l'article 19.1 doit être également adaptée. La formulation suivante est proposée: "La démonstration que les dangers naturels ont été pris en compte dans la demande de permis de construire".

Article 11.5 PPA/PQ En Rueyres 2

- Ce périmètre soumis à PPA / PQ se situe en secteur de danger selon la carte de dangers. En conséquence, des dispositions relatives aux dangers naturels similaires à celles prévues pour les périmètres "Chatruffe" ou "Les Creux" doivent être ajoutées à cet article.

Réf.: RY.

Canton de Vaud
Commune de Belmont-sur-Lausanne

urbaplan

PGA de Belmont-sur-Lausanne

DETERMINATION SUR LES PREAVIS DES SERVICES CANTONAUX



PV de la séance du 1er juillet 2015
avec les services cantonaux

Juillet 2015

Pour traiter: Laurent Ollivier et Florian Poletto
urbaplan sa lieu

0439-PVSeanceSDT-150706-sjo.docx-14.07.15-FPO-sjo

lausanne
av. de montchoisi 21
1006 lausanne
t 021 619 90 90 f 021 619 90 99
lausanne@urbaplan.ch

fribourg
rue pierre-aeby 17
1702 fribourg
t 026 322 26 01 f 026 323 11 88
fribourg@urbaplan.ch

genève
rue abraham-gevray 6
cp 1722 - 1211 genève 1
t 022 716 33 66 f 022 716 33 60
geneve@urbaplan.ch

neuchâtel
rue du seyon 10
cp 3211 - 2001 neuchâtel
t 032 729 89 89 f 032 729 89 80
neuchatel@urbaplan.ch

SOMMAIRE

1. QUESTIONS SUR LE PLAN ET LE REGLEMENT DU PGA 5
   - 1.1 Zone de verdure (SDT et DGE-BIODIV) 5
   - 1.2 Zone d'installations publiques (SDT) 6
   - 1.3 Zone viticole (SDT) 7
   - 1.4 Zone d'espace liée au cours d'eau (SDT, DGE-EAU et DGE-ARC) 7
   - 1.5 Ouverture en toiture (SIPAL) 8
   - 1.6 Transcriptions des DN (UDN) 9
   - 1.7 Signalétique (SDT) 10

2. QUESTIONS SUR LE RAPPORT 47 OAT 11
   - 2.1 Conformité au PDCom (SDT) 11
   - 2.2 Nature et paysage (DGE-BIODIV) 12

3. QUESTIONS SUR LA ZONE DU BOURG (SDT, DGE, SIPAL) 12

4. QUESTION SUR LES FORETS (DGE-FORET) 13

5. RESERVE DE COMPENSATION 14

6. DIMENSIONNEMENT DE LA ZONE A BATIR EN PERIMETRE DE CENTRE 13

7. SUITES A DONNER 14

Le présent PV retranscrit les échanges entre la Commune, son mandataire Urbaplan et le SDT sur les demandes exprimées par les services cantonaux dans le rapport d'examen préalable du 2 décembre 2014.
Le PV se base sur une note communiquée par la Commune au SDT en amont de la séance du 1er juillet 2015.

Présents :

> Mme Schiesser, Municipale en charge de l'aménagement du territoire et des constructions – Commune de Belmont-sur-Lausanne
> M.Gamboni, responsable des services techniques – Commune de Belmont-sur-Lausanne
> M.Noirjean, responsable de la division de l'aménagement communal - SDT
> Mme Garcia, urbaniste référente - SDT
> M.Dezuari, urbaniste - SDT
> M.Poletto, urbaplan
> M.Joubert, urbaplan (réd)

Distribution : participants

1. QUESTIONS SUR LE PLAN ET LE REGLEMENT DU PGA

1.1 Zone de verdure (SDT et DGE-BIODIV)

Demandes du rapport d'examen préalable et propositions de réponses de la Commune

La DGE-BIODIV demande des évolutions de l'emprise des zones de verdure et du niveau de protection associé afin de mieux prendre en compte les sensibilités écologiques présentes.

La Commune souhaite répondre aux demandes de la DGE-BIODIV en redéfinissant le périmètre des zones de verdure et en adaptant le règlement. 3 zones de verdures sont ainsi proposées :

- Zone de verdure A, inconstructible à l'exception des abris et enclos pour animaux de pâturage, destinée à garantir le maintien des qualités botaniques et faunistiques. Cette zone concerne les parcelles 29, 37,116, 124, 125, 128, 141 et 416.
- Zone de verdure B, inconstructible à l'exception des abris et enclos pour animaux de pâturage, destinée à la création ou au maintien d'îlots de verdure. Cette zone concerne les parcelles 447, 448, 536 et 652 ainsi que les secteurs affectés par des dangers naturels des parcelles 29, 37, 128, 125.
- Zone de verdure C, destinée à la création ou au maintien d'îlots de verdure, est aménageable (place de jeux et de sports, installations et abri pour animaux de pâturage, installations provisoires pour manifestation. Cette zone concerne la parcelle 449.

Parallèlement, les places de stationnement (parcelle 449) et le point de collecte des déchets (parcelle 447) existants passeraient en DP (sous réserve de confirmation de la Municipalité).

Questions de la Commune

Est-ce que cette proposition répond aux demandes de la DGE Biodiv ? Si non, quelles modifications préconise-t-elle ?

Synthèse des échanges

La définition de 3 zones de verdure semble opportune au SDT pour répondre aux demandes de la DGE-BIODIV.

Concernant le passage des places de stationnement et du point de collecte de déchets dans le domaine public, le SDT confirme que cela ne nécessite pas de compensation et que cette option est envisageable. Toutefois, une autre option peut être privilégiée : les inscrire en zone de verdure à constructibilité limitée (cas échéant : zone de verdure C).

1.2 Zone d'installations publiques (SDT)

Demandes du rapport d'examen préalable et propositions de réponses de la Commune

Le SDT demande de faire les différenciations par zone en les numérotant. Il s'agit aussi de mieux préciser les installations publiques. Selon les échanges entre Mme Schiesser et Mme Garcia, il semble qu'il serait suffisant d'indiquer que les installations publiques sont liées à l'affectation mentionnée dans le texte.

Concernant les équipements publics, il est difficile de faire une planification précise car les besoins sur 15 ans sont difficilement prévisibles (exemple école avec l'évolution de la réglementation cantonale).

Question de la Commune

Quel niveau de précision dans la définition des équipements publics est demandé par le SDT ?

Synthèse des échanges

La Commune doit affiner la destination de chaque secteur en ZUP en fonction des besoins en équipements publics identifiés. Le PGA et le RPGA seront adaptés en conséquence en distinguant différentes zones.

En fonction du type d'équipement envisagé, la zone d'utilité publique (15 LAT) pourra être considérée comme constructible ou constructibilité limitée (18 LAT). Les surfaces prévues en zone d'utilité publique de constructibilité limitée (par ex. cimetière, zone de collecte des déchets, parking) peuvent être utilisées comme zone de compensation.

1.3 Zone viticole (SDT)

Demandes du rapport d'examen préalable et propositions de réponses de la Commune

Le SAGR-OCVP demande de supprimer les règles relatives à la zone viticole et de l'affecter en zone agricole.

La zone viticole est prévue par l'article 53 LATC et les parcelles inclues dans la zone viticole sont, a priori, inscrites au cadastre viticole comme des parcelles aptes à la viticulture.

Question de la Commune

Pour quelles raisons le SDT demande la suppression de la zone viticole et des règles y relatives ?

Synthèse des échanges

Le SDT doit reprendre contact avec le service SAGR-OCVP pour préciser l'objectif et le sens de sa demande, qui semble se fonder sur une confusion entre cadastre viticole et zone viticole. Le SDT tiendra la commune informée de ces échanges et des éventuelles modifications à apporter.

1.4 Zone d'espace liée au cours d'eau (SDT, DGE-EAU et DGE-ARC)

Demandes du rapport d'examen préalable et propositions de réponses de la Commune

La DGE-EAU demande que l'espace au cours d'eau soit dessiné sur le plan selon les demandes ci-dessous :

- l'espace cours d'eau ne doit pas être interrompu en zone à bâtir (ligne pointillée bleue) ;
- l'espace cours d'eau est de 10 mètres hors construction. Au droit et entre les bâtiments, l'espace cours d'eau s'aligne aux constructions des bâtiments côté cours d'eau, soit à moins de 10 mètres du cours d'eau – tronçons considérés comme densément bâtis.

Cette demande de la DGE-EAU ne semble par correspondre aux directives du SDT concernant l'intégration de l'espace cours d'eau dans les PGA.

Questions de la Commune

Quel principe de représentation prendre en compte pour la zone d'espace liée au cours d'eau et à quelle échelle doit-elle être effectuée ?
Sur quelle base légale s'appuie la demande de représentation des espaces cours d'eau à une échelle plus précise que le 1/5000 du PGA ?
Si des bâtiments sont maintenus en espace de cours d'eau, quelles règles attribuer concernant le degré de sensibilité au bruit ?

Synthèse des échanges

Le principe de représentation utilisé dans la version du PGA soumise à l'examen préalable est conforme aux demandes du SDT et doit donc être maintenu. L'échelle de représentation est à discuter avec la commune. Concernant les DS, l'art.80 LATC s'applique.

1.5 Ouverture en toiture (SIPAL)

Demandes du rapport d'examen préalable et propositions de réponses de la Commune

Le SIPAL section MS demande que pour les bâtiments en notes *3* et *4*, dans le PEP et pour l'ensemble du territoire communal, les dispositions relatives aux ouvertures en toiture fassent l'objet d'un article unifié, systématiquement introduit dans tous les règlements, dont la rédaction est proposée dans le rapport d'examen préalable.

Questions de la Commune

Cette réglementation pouvant être incompatible avec des projets de rénovation énergétique et de densification (aménagement de combles), par ailleurs encouragés par le Canton, une nouvelle rédaction moins restrictive pourrait-elle être envisagée en concertation avec le SIPAL ?

Synthèse des échanges

Un échange en bilatérale entre le SIPAL (Mme Bujard), la Commune et urbaplan permettra de débattre de cette question. Mme Schiesser et M. Gamboni signalent que si leur demande est trop complexe à mettre en œuvre, elle sera abandonnée, aussi bien dans le PGA que pour la modification du PEP Bourg.

1.6 Transcriptions des DN (UDN)

Demandes du rapport d'examen préalable et propositions de réponses de la Commune

Les modalités de transcriptions des dangers naturels font l'objet de plusieurs remarques de la part du CIDN. Elles nécessitent une clarification afin d'être correctement intégrées dans le PGA surtout pour ceux qui sont déjà entièrement construits, et sachant qu'à Belmont, pour toute construction, un avis géotechnique doit être fourni pour l'enquête publique et que la phase de travaux des fondations doit obligatoirement être supervisée par un géotechnicien.

Questions de la Commune

Le CIDN et le SDT pourront-ils nous exposer plus précisément les modalités de représentation et de règlementation des DN dans le PGA ? Les points suivants seront plus particulièrement à préciser :

- Modalités de représentation des DN dans le plan du PGA (emprise des DN représentés, légende)
- Modalités de prise en compte des zones de DN dans les périmètres de PQ et de PPA en vigueur
- Modalités de prise en compte des zones de DN dans les périmètres de PQ et PPA prévus par le PGA
- Conseils pour la rédaction de la réglementation associée aux zones de DN.

Synthèse des échanges

Une séance bilatérale entre Urbaplan, l'UDN et le SDT a eu lieu le 26 juin 2015 pour aborder la question des dangers naturels. Une synthèse des discussions est effectuée par M.Joubert et complétée par M.Dezuari. Il ressort les principes suivants pour avancer sur cet aspect du PGA:

- La transcription des DN dans le PGA nécessite des échanges entre urbaplan et l'expert dangers naturels de la Commune.
- La représentation graphique doit permettre de distinguer des zones de restrictions fortes et des zones de restrictions en fonction du type de danger (géologique et inondation dans le cas de Belmont). Les zones de restrictions fortes ne peuvent concerner que des parcelles déjà construites et le règlement associé ne peut

autoriser que des aménagements qui permettent de réduire le danger.

> La transcription cartographique des DN dans le PGA se fait uniquement dans la zone à bâtir et d'une manière générale à la parcelle. En fonction du dire d'expert, seule une partie de parcelle peut se voir appliquée une restriction.

> Pour les PQ et PPA légalisés, une analyse de chaque document au regard des risques est à mener. Dans le cas de Belmont, la Commune et urbaplan estiment qu'il est envisageable de traiter cette question en cartographiant, dans le PGA, les zones de restrictions au sein les périmètres de PQ légalisés. Le RPGA viendra alors préciser les principes de protection à prendre en compte pour les différents PQ ou PPA pour autant que les règlements des desdits PQ ou PPA fassent renvoi aux dispositions supplétives du PGA en vigueur. Le SDT est d'accord sur ce principe mais ne pourra statuer que sur une proposition de cartographie et de règlement.

> L'exemple du PGA d'Ollon, en cours d'examen préalable complémentaire, a été communiqué à urbaplan et à la Commune. Il constitue une bonne base pour trouver une méthode de représentation des DN et pour adapter la rédaction des articles sur les dangers naturels dans le RPGA.

Pour la suite du travail, urbaplan proposera une transcription des DN dans le PGA et le RPGA. Cette proposition fera l'objet d'une lecture critique par l'expert dangers naturels de la Commune. Une séance de travail permettra de statuer sur les cas problématiques. Le SDT et l'UDN seront conviés à cette séance.

1.7 Signalétique (SDT)

Demandes du rapport d'examen préalable et propositions de réponses de la Commune

Le SDT demande de supprimer l'article sur la signalétique officielle. Cette thématique ne relève pas de l'aménagement du territoire.

Question de la Commune

Dans quelle réglementation prendre en compte les questions de signalétique ?

Synthèse des échanges

Cet aspect ne relève pas de l'aménagement du territoire et ne doit donc pas être intégré dans le RPGA mais traité dans un règlement communal ad hoc.

2. QUESTIONS SUR LE RAPPORT 47 OAT

2.1 Conformité au PDCom (SDT)

Demandes du rapport d'examen préalable et propositions de réponses de la Commune

Le SDT demande d'analyser la conformité de la révision du PGA au PDCom et de prévoir, le cas échéant, son adaptation en coordination avec la révision du PGA. Une révision partielle par fiche est envisageable.

La Commune souhaiterait engager la révision du PDcom une fois le PGA approuvé afin de ne pas prolonger une nouvelle fois la procédure d'approbation de ce dernier.

Questions de la Commune

Le SDT serait-il d'accord avec cette proposition ? Si non selon quelles modalités la révision du PDcom pourrait-elle être envisagée et notamment quelles fiches devraient faire l'objet d'une révision, la plupart des objectifs et mesures ayant été pris en compte dans le PGA et/ou réalisés ?

Synthèse des échanges

M.Poletto rappelle que les principales divergences entre le projet de PGA et de le PDcom sont liées à l'application des orientations du PALM et du SDEL.

M.Noirjean rappelle qu'un PGA ne peut pas être approuvé sans être conforme à la planification directrice. La conformité doit être démontrée dans le rapport 47 OAT du PGA. Si la conformité ne peut être démontrée sur certains aspects, une modification du PDcom, par fiche, est envisageable,

en parallèle du PGA. Si cette hypothèse se confirme, Mme Schiesser s'inquiète de devoir traiter, dans une éventuelle modification du PDcom, d'autres aspects que ceux directement liés à la mise en conformité PGA-PDcom.

Urbaplan va élaborer un argumentaire pour chaque point de divergence entre les deux documents. Cette analyse permettra de proposer à la commune différents scénarios pour assurer la conformité entre les deux documents.

2.2 Nature et paysage (DGE-BIODIV)

Demandes du rapport d'examen préalable et propositions de réponses de la Commune

La DGE-BIODIV demande de compléter le chapitre 8.1 avec l'extrait des géotopes du canton de Vaud, fiche N°61, Molasse à charbon de la Paudèze.

Questions de la Commune

La DGE-BIODIV pourra-t-elle nous communiquer cette donnée ?

Synthèse des échanges

Urbaplan prendra contact avec le DGE-BIODIV pour avoir cette information.

3. QUESTIONS SUR LA ZONE DU BOURG (SDT, DGE, SIPAL)

Demandes du rapport d'examen préalable et propositions de réponses de la Commune

Le SDT et le SIPAL demandent de revoir entièrement le règlement et le plan du PEP du bourg qui date de 1984.

Questions de la Commune

Sur ce secteur, deux questions se posent :

> Concernant une zone potentiellement polluée dans le périmètre du PEP Bourg, suffit-il d'indiquer sur le plan une zone potentiellement polluée ou que faut-il faire d'autre ?

> Pourquoi changer le règlement et le plan du PEP Bourg puisqu'il convient très bien ? Comment le modifier dès lors que la Commune ne souhaite rien y changer, excepté les ouvertures en toiture ?

Synthèse des échanges

Un échange en bilatéral entre le SIPAL, la DGE et la Commune permettra de débattre de ces questions. Mme Schiesser et M. Gamboni signalent que si cette demande est trop complexe à mettre en œuvre, la modification du PEP Bourg sera reportée et/ou abandonnée.

4. QUESTION SUR LES FORETS (DGE-FORET)

Demandes du rapport d'examen préalable et propositions de réponses de la Commune

Concernant les forêts, certaines limites ont reculé entre le PGA 1984 et le nouveau relevé (pas de grandes surfaces).

Questions de la Commune

Que se passe-t-il concernant l'affectation des espaces concernés par cette situation ? Une ou des procédures spécifiques sont-elles à prévoir ?

Synthèse des échanges

L'évolution des surfaces de forêts est à analyser à partir des levés des lisières forestières antérieures. Dans ce cas, M.Gamboni signale qu'il n'y a pas eu de recul de la forêt. La question est donc sans objet.

5. DIMENSIONNEMENT DE LA ZONE A BATIR EN PERIMETRE DE CENTRE

La 4ème révision du PDcant doit définir un plafond de développement pour les zones à bâtir en périmètre de centre. Ces principes devraient être mis à la consultation des communes d'ici le mois d'octobre.

En fonction des capacités de développement attribuée à Belmont dans son périmètre de centre, les principes d'aménagement retenus par le PGA pourraient être requestionnés (augmentation de l'IUS en zone d'habitation de moyenne densité, PPA ou PQ sur le secteur En Rueyres, possibilité

d'affecter partiellement le secteur de Chatruffe). Sur cet aspect, il apparaît utile, pour M.Noirjean, d'attendre la consultation de la 4ème révision du PDcant pour pouvoir statuer.

6. RESERVE DE COMPENSATION

M. Gamboni s'interroge sur la manière de constituer une « réserve de compensation » en vue de la mise en zone à moyen terme de la zone intermédiaire de Chatruffe quand les conditions seront réunies pour la réaliser.

Une option pourrait être de définir, dans le PGA, un noyau dur (destination, densité, DS), en continuité de la zone d'activité existante, dont la superficie correspondrait à la surface dézonable compte tenu des compensations pouvant être proposées par la Commune. M. Noirjean et Mme Garcia insistent alors sur deux points :

> Cette mise en zone pourrait ne pas être compatible avec les plafonds de développement en périmètre de centre que la 4ème révision du PDcant est en train de définir (cf. point 6).
> Cette mise en zone nécessite un engagement des TL pour garantir la desserte en TP du secteur conformément aux conditions définies par le PALM et le SDEL pour permettre la mise en zone du secteur.

7. SUITES A DONNER

urbaplan

> Proposition de transcription des DN dans le PGA et le RPGA et organisation d'une séance de travail avec l'expert DN de la Commune, le SDT et l'UDN (courant de l'été).
> Analyse de la conformité du PGA avec le PDcom :
    - proposition d'un argumentaire démontrant la conformité,
    - scénarios de modification du PGA et/ou du PDcom.
> Contact avec la DGE pour obtenir l'extrait des géotopes du canton de Vaud, fiche N°61, Molasse à charbon de la Paudèze.
> Transmission au SDT des modifications du PGA avant envoi à l'examen préalable complémentaire pour une pré-analyse du projet.

Commune

> Contact avec le SIPAL et la DGE pour l'organisation de bilatérales sur les questions à traiter avec ces services. Le SDT sera convié aux séances.

> Choix d'une stratégie d'action concernant la conformité du PGA avec le PDcom suite aux propositions d'urbaplan.

> Positionnement sur la stratégie à adopter concernant le dimensionnement de la ZAB en périmètre de centre : faut-il attendre la consultation publique sur la 4ème révision du PDcant d'ici fin octobre et adapter le PGA en conséquence ou poursuivre la démarche au risque de ne pas être compatible avec la révision du PDcant ?

> Préciser les projets envisagés sur les différentes ZUP pour adapter le règlement de la zone.

SDT

> Contact avec le SAGR-OCVP pour préciser l'objectif et le sens de sa demande sur la zone viticole.

Procès-verbal de la séance du 7 août 2015

Lieu : Administration communale de Belmont-sur-Lausanne

Présents :

Cmne de Belmont	Mme Schiesser
	M. Gamboni
SIPAL	Mme Bujard
urbaplan	M. Ollivier
	M. Joubert (réd)

Distribution : Participants + Mme Garcia (SDT)

1. PREAMBULE

Cette séance a pour but :

> d'échanger avec le SIPAL sur les modifications proposées par la Municipalité dans le PEP Bourg notamment sur la question des ouvertures en toiture sur les bâtiments recensés ;

> de débattre des modalités de protection des quelques bâtiments recensés en note 4 situés hors du périmètre du PEP Bourg.

2. TENEUR DES ECHANGES

Suite à une visite du bourg permettant de présenter à Mme Bujard comment la commune traite la question des ouvertures en toiture dans le périmètre du PEP Bourg, les échanges se poursuivent en salle.

De ces échanges, il ressort les points suivants :

> La Commune abandonne les modifications proposées dans le règlement du PEP Bourg. Ce dernier est maintenu en l'état dans l'attente d'une refonte plus complète.

> Deux articles du règlement du PGA seront adaptés pour assurer la préservation des bâtiments notés 4 qui ne sont pas intégrés dans le périmètre du PEP Bourg :

  - L'article 17.14 est à préciser pour renforcer la protection des bâtiments en note 4.
  - L'article 18.6 est à compléter avec des règles spécifiques aux bâtiments en note 1,2 ,3 et 4 pour les ouvertures en toiture.

> Le projet de PPA « En Rochettaz » doit être discuté avec le SDT et le SIPAL pour pouvoir faire avancer le dossier. Une séance avec ces 2 services, la Municipalité et urbaplan sera programmée à la rentrée.

3. SUITES A DONNER

> Urbaplan propose à la Commune une nouvelle rédaction pour les articles 17.14 et 18.6.

> Urbaplan programme une séance avec le SDT et le SIPAL pour aborder le PPA En Rochettaz.

Procès-verbal de la séance du 20 octobre 2015	
Lieu : SDT	
Présents :	
Cmne de Belmont	Mme Schiesser
	M. Gamboni
SDT	Mme Garcia
SIPAL	Mme Bujard
urbaplan	M. Ollivier
	M. Joubert (réd)
Distribution : Participants	

1. PREAMBULE

Cette séance a pour but :

> d'échanger sur les modifications à apporter au PPA En Rochettaz en vue de l'examen préalable complémentaire ;

> d'échanger sur la prise en compte des dangers naturels dans le PGA suite à la communication d'une proposition de transcription d'urbaplan (mail du 02.10.15 de S.Joubert).

2. PPA EN ROCHETTAZ

Suite à une présentation succincte des modifications apportées au plan du PPA par M.Ollivier, Mme Garcia reprend les différentes remarques faites par le SDT dans le cadre de l'examen préalable.

2.1 Remarques concernant le règlement

2.1.1 Article 2.1.6 : Terrain de référence

L'alinéa 3 de l'article peut être soumis à interprétation et apparaît superflu pour Mme Garcia. Cependant, les terrains ayant été fortement remaniés, cette disposition, issue de l'AIHC, est jugé utile par urbaplan et la commune.

Conclusion : la disposition est conservée.

Article 2.2.1 : Travaux autorisés à l'intérieur des volumes existants

L'alinéa 3 de l'article apparaît superflu et subjectif pour le SDT. Mme Schiesser et M.Gamboni estiment que cet article permet à la Commune d'engager la discussion avec les porteurs de projets.

Conclusion : l'alinéa est maintenu en supprimant la mention « d'entente avec les propriétaires »

2.1.2 Article 2.1.3 et article 2.2.2

Les dispositions de ces deux articles peuvent être contradictoires. Elles sont à reformuler.

Conclusion : la rédaction des deux articles sera reprise.

2.1.3 Articles 2.2.5 et 2.3.5 ouvertures en toiture

Mme Garcia remarque que ces deux articles sont identiques et conseille de simplifier le règlement faisant référence à l'article 2.2.5 dans l'article 2.3.5. M.Ollivier signale que les dispositions de ces articles seront reprises des dispositions du PGA qui feront l'objet d'une réécriture par urbaplan (cf. PV de séance avec Mme Bujard du 07.08.2015).

Conclusion : le règlement sera modifié en faisant référence à l'article 2.2.5 dans l'article 2.3.5.

2.2 Remarques sur le plan

2.2.1 Délimitation de l'espace cours d'eau sur le plan

Mme Garcia souhaite savoir si la limite de la zone naturelle protégée liée au cours d'eau est bien validée par la DGE-Eau.

Après vérification, la zone naturelle réservée au cours d'eau a été définie à partir des directives de la DGE-Eau (l'espace cours d'eau est de 10 mètres hors construction et ils s'alignent aux constructions des bâtiments côté cours d'eau dans les zones densément bâties) mais n'a pas fait l'objet d'une demande de validation. Néanmoins, ce point n'a pas fait l'objet de remarques de la DGE-Eau dans le cadre de l'examen préalable du PPA.

Conclusion : Urbaplan demandera une validation de la délimitation de l'espace cours d'eau à la DGE-Eau.

2.2.2 Prise en compte des dangers naturels dans le PPA

Mme Garcia s'interroge sur l'opportunité d'intégrer des mesures de protection à l'objet vis-à-vis du danger inondation pour le bâtiment ECA 127 situé sur la parcelle 1 (notamment sur les modalités de reconstruction en cas de sinistre) car cette parcelle n'est pas identifiée comme secteur de danger dans le PGA.

M. Gamboni estime que l'exposition de ce bâtiment est très limitée.

Conclusion : La commune demandera une note à son bureau d'étude sur l'opportunité de prévoir des mesures à l'objet pour ce bâtiment au regard du danger inondation.

2.2.3 Liste des propriétaires

Mme Garcia demande que la liste des propriétaires soit intégrée au plan.

Conclusion : urbaplan intégrera cette information pour l'examen préalable complémentaire

3. PGA

3.1 Prise en compte des dangers naturels dans le PGA

Suite au mail de S.Joubert du 02.10.15, une première analyse des nouvelles dispositions cartographiques et réglementaires proposées a été effectuée par le SDT. Les remarques formulées dans le mail de Mme Garcia du 19.10.2015 sont discutées en séance. Ces remarques seront complétées par celles de la CIDN qui se réunit courant novembre.

Conclusion : l'ensemble des remarques formulées par le SDT et la CIDN seront prises en compte suite aux retours de la CIDN, à savoir :

- **La lisibilité de la représentation graphique des secteurs de restriction sera améliorée en fonçant le niveau de gris dans la légende.**
- **Les parcelles soumis à un danger élevé seront maintenues en zone à bâtir (et non en zone de verdure comme proposé dans la version d'août 2015 du PGA) et identifiés comme secteur de restriction forte. Le maintien en zone de verdure de ces secteurs pourra toutefois être envisagé, au cas par cas, si des besoins de compensation dans le périmètre de centre apparaissent suite à la mise en consultation de la révision du volet urbanisation du PDCn.**
- **L'alinéa 4 de l'article 20.18.1 sera supprimé (frais d'expertise à la charge du propriétaire)**
- **Une réflexion est en cours au sein du SDT sur l'interdiction de reconstruire un bâtiment après sinistre en zone de danger. Le SDT communiquera le résultat de cette réflexion. Urbaplan adaptera le règlement en conséquence.**

3.2 Terrain de football

Une évolution de l'affectation des parcelles 526, 527, 522 et 523 est envisagée par la commune pour accueillir un terrain de football. Affectées en zone mixte B dans la dernière version du PGA, ces parcelles pourraient faire l'objet de nouvelles affectations :

- zone de verdure avec activités de sports et de loisirs en plein air pour le terrain de football
- zone d'équipement public pour les installations annexes (type vestiaires, etc.).

Dans cette optique, le DP qui traverse la zone devra être déclassé.

Conclusions :

- **Mme Garcia indiquera à la commune et à urbaplan si un terrain de football peut être affecté en zone de verdure avec activités de sports et de loisirs en plein air et sous quelles conditions.**
- **M.Gamboni fournira à urbaplan le secteur d'implantation envisagé du terrain de football et des installations annexes.**
- **Urbaplan mettra à jour le PGA et le RPGA en conséquence.**

3.3 Calcul du dimensionnement de la zone à bâtir

M.Gamboni présente un graphique qui synthétise le guide cantonal sur le dimensionnement de la zone à bâtir. Mme Garcia valide ce graphique et le calcul y afférent, soit 24% d'augmentation compte tenu d'une croissance de la population de 9% de 2008 à 2017 (9 ans) + 15 % (15 ans) dès 2017 (date espérée pour la mise en vigueur du nouveau PGA), selon la page 17 du fascicule "Redimensionnement des zones à bâtir - Lignes directrices à l'intention des communes vaudoises". En annexe, le graphique précité.

3.4 Intégration au plan d'informations complémentaires

Suite aux demandes de certains services (DGE-Biodiv et DGMR) dans le cadre de l'examen préalable, le PGA a été complété avec les périmètres IMNS et PPS ainsi qu'avec l'inventaire cantonal des chemins de randonnées pédestres. Elles ne font toutefois pas l'objet de dispositions particulières dans le RPGA. Aussi, M.Ollivier propose ne pas les faire figurer sur le plan.

Conclusion : ces informations seront détaillées dans le rapport 47OAT mais ne seront pas figurées sur le plan.

4. SUITES A DONNER

> Urbaplan proposera à la Commune et au SDT une nouvelle rédaction pour le règlement du PPA En Rochettaz.

> Urbaplan demandera une validation de la délimitation de l'espace cours d'eau dans le PPA EN Rochettaz à la DGE-Eau.

> La commune demandera une note à son bureau d'étude sur l'opportunité de prévoir des mesures à l'objet pour ce bâtiment au regard du danger inondation.

> Mme Garcia indiquera à la commune et à urbaplan si un terrain de football peut être affecté en zone de verdure avec activités de sports et de loisirs en plein air et sous quelles conditions.

> Les modifications du PGA et du RPGA seront effectuées en janvier suite à la mise en consultation de la révision du volet urbanisation du PDCn.

5. ANNEXE


2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030
2031
2032
2033
2034
2035
2036
2037
2038
2039
2040
2041
2042
Augmentation accordée 9%
Augmentation total de la population pour la planification 24%
Plannification 15 ans depuis adoption du PGA = 15%
Terrains dézonés ou limités dans leur construction 15 ans
Terrains gelés à 25 ans

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

Service du développement territorial
Place de la Riponne 10
1014 Lausanne
www.vd.ch/sdt

Municipalité
de la Commune de Belmont-sur-Lausanne
Case postale 64
1092 Belmont-sur-Lausanne

Personne de contact : Isabel Garcia
T 021 316 79 39
E isabel.garcia@vd.ch
N/réf. 80593-130577

Lausanne, le 24 avril 2019

Commune de Belmont-sur-Lausanne
Plan général d'affectation et plan partiel En Rochettaz
Examen préalable complémentaire 2

Monsieur le Syndic, Mesdames et Monsieur les Municipaux,

Le dossier cité en titre, établi par le bureau Urbaplan, nous est parvenu le 28 mai 2018 pour examen préalable, selon l'article 37 de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC; RSV 700.11). Il est composé des pièces suivantes:

- Plan à l'échelle 1 :2'500 du plan général d'affectation mai 2018 ;
- Règlement du plan général d'affectation mai 2018 ;
- Rapport d'aménagement selon l'article 47 ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT; RSV 700.1) mai 2018 ;
- Plan à l'échelle 1 :500 du plan partiel d'affectation En Rochettaz mai 2018 ;
- Règlement du plan partiel d'affectation En Rochettaz mai 2018 ;
- Rapport d'aménagement selon l'article 47 OAT mai 2018 ;
- Plans de constatation de la nature forestière n°1, n°2, n°3 et n°4 du 2 avril 2014 ;
- Annexes.

Vous trouverez ci-joint:

- le rapport d'examen préalable comprenant l'appréciation globale du dossier;
- les préavis des services cantonaux consultés.

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

Service du développement territorial

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Syndic, Mesdames et Monsieur les Municipaux, nos meilleures salutations.

Pierre Imhof
chef du service du développement territorial

Isabel Garcia
urbaniste

Annexes
ment.
dossiers en retour
Copie
Bureau urbaplan
Services cantonaux consultés

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

Service du développement territorial
Place de la Riponne 10
1014 Lausanne
www.vd.ch/sdt

Personne de contact : Isabel Garcia
T 021 316 79 39
E isabel.garcia@vd.ch
N/réf. 80593-130577

Lausanne, le 24 avril 2019

Commune de Belmont-sur-Lausanne
Plan général d'affectation et plan partiel En Rochettaz
Examen préalable complémentaire

RAPPORT DE SYNTHESE D'EXAMEN PREALABLE (ART. 37 LATC)

Les points précédés d'une puce de type "●" sont des demandes.

1.1 CONTEXTE

Le dossier du plan général d'affectation (PGA) ainsi que le plan partiel d'affectation en Rochettaz (PPA) ont fait l'objet d'un premier examen préalable conjoint le 2 décembre 2014 portant sur ces deux planifications.

Le dossier du PGA et PPA a été modifié en partie, il reste encore à traiter et préciser les points majeurs suivants :

— création de nouvelles zones à bâtir et assainissement du bruit de la N 09 ;

— reconversion de la zone artisanale et industrielle ;

— création de zone de verdure destinée à un équipement sportif et collectif;

— transcription des dangers naturels ;

1.2 DÉMONSTRATION DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRAIN OU DE LA POSSIBILITÉ DE L'ÉQUIPER

Le secteur étant largement bâti, il est réputé comme équipé au sens de l'article 19 de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT ; BLV 700).

Selon le rapport technique du plan général d'évacuation des eaux (PGEE) approuvé le 28 janvier 2005 plusieurs collecteurs d'eaux usées sont défectueux et doivent être remplacés. De plus, plusieurs collecteurs d'eaux claires sont également en sous capacité. Par ailleurs, le système d'assainissement doit être le séparatif dès lors il s'agit de compléter :

- ajouter dans le règlement du PGA un article sur la gestion et l'évacuation des eaux afin de garantir la bonne séparation des eaux ;
- compléter le rapport explicatif selon l'article 47 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT; RSV 700.1) en indiquant qu'une fois le plan général d'affectation et le plan partiel d'affectation adoptés le PGEE sera mis à jour ;
- compléter le rapport explicatif du plan partiel d'affectation en Rochettaz, en établissant l'impact du PPA sur le réseau existant, notamment concernant l'aspect qualitatif (état des collecteurs). Si nécessaire des mesures d'assainissement seront proposées.

2 CONFORMITÉ DU PROJET

Le projet a été soumis aux services cantonaux concernés, qui ont vérifié la conformité légale.

Pour l'ensemble des remarques et recommandations, il importe de se reporter aux préavis détaillés des services cantonaux consultés, qui font partie de l'examen préalable selon l'article 37 LATC. Le présent rapport de l'examen synthétise les principales remarques des services cantonaux tout en les coordonnant et effectue une pesée des intérêts en présence selon l'art. 3 OAT.

3 CONFORMITÉ AU PLAN DIRECTEUR CANTONAL (PDCN) DU 1ER AOÛT 2008 MESURE A11 « ZONES D'HABITATION ET MIXTE »

3.1 DENSITÉ

Le projet de plan modifie l'affectation de la zone villa (IUS 0.4) en zone de moyenne densité (IUS 0.625). Cette augmentation est conforme aux densités minimales prévues en périmètre d'agglomération.

3.2 DIMENSIONNEMENT

La zone à bâtir du plan pour l'accueil de nouveaux habitants doit répondre aux besoins prévisibles pour les 15 années suivantes tels que définis par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT ; RS 700) et la mesure A11 du plan directeur cantonal (PDCn).

Dans les agglomérations, le dimensionnement des zones à bâtir est établi et vérifié à l'échelle du périmètre compact de l'agglomération. Pour l'agglomération Lausanne-Morges, la croissance totale maximale allouée entre 2015 et 2030 est de 75'810 habitants. Si au moment de l'approbation, cette enveloppe est atteinte, voire dépassée, le Service du développement territorial recommandera à la cheffe du Département du territoire et de l'environnement de ne pas approuver le plan d'affectation de la commune.

3.2.2 PLAN GÉNÉRAL D'AFFECTATION

La commune a programmé un potentiel de 50 nouveaux habitants alors que le plan soumis à l'examen préalable en prévoit 1'134 supplémentaires. Le SDT demande d'informer les instances techniques et politiques du schéma directeur de l'Est-lausannois de l'augmentation du potentiel. Le COPIL PALM sera également informé une fois par année lors de la présentation de la mise à jour du potentiel d'accueil par le SDT.

Le SDT considère que ce projet est conforme au PALM ainsi qu'au dimensionnement des zones d'habitation et mixtes établi à l'échelle du périmètre compact de l'agglomération.

3.2.3 PLAN PARTIEL D'AFFECTATION EN ROCHETTAZ

Mesure non-programmée

Le plan soumis à l'examen préalable est une nouvelle mesure d'urbanisation, non programmée par la commune lors du dépôt du PALM 2016, qui augmente le potentiel existant des réserves en zone d'habitation et mixte, ainsi que le tiers

du potentiel de densification des parcelles concernées. En tant que nouvelle mesure, le SDT demande que la commune informe les instances techniques et politiques du schéma directeur de l'Est-lausannois de l'augmentation du potentiel. Le COPIL PALM sera également informé une fois par année lors de la présentation de la mise à jour du potentiel d'accueil par le SDT.

Le projet de PPA poursuit des objectifs de préservation du patrimoine bâti, paysagère et de la nature. Il est entre autres concerné par une obligation légale de préserver un espace cours d'eau au moyen d'une zone naturelle protégée. Cette zone inconstructible (1'017 m^2) n'est pas prise en compte dans le calcul de l'IUS qui s'élève pour le secteur « En Rochettaz » à 0.8 (1775 m^2 / 2'192 m^2). La densité du plan est conforme aux densités minimales en périmètre compact d'agglomération (IUS 0.625).

Le SDT considère que le projet est conforme aux densités minimales ainsi qu'au dimensionnement des zones à bâtir établi à l'échelle du périmètre compact de l'agglomération.

3.3 PROTECTION DU MILIEU NATUREL

3.3.1 FORÊTS

La lisière de l'aire forestière sur la parcelle n° 115 n'est pas correctement figurée sur le plan.

- adapter la lisière selon le plan « Belmont-sur-Lausanne - Plan de constatation de la nature forestière de la parcelle n° 115 » du 15 mai 2017 (échelle 1 : 500 ; Geometris SA) ;
- reporter cette nouvelle lisière aussi bien sur le « Plan général d'affection » que sur le « Plan de constatation de la nature forestière n° 2 » ;
- adapter le Plan de constatation de la nature forestière n° 3 conformément à ce qui est figuré sur le PGA. Bien que la situation figurée sur le PGA soit correcte, La forêt n'y est toujours pas figurée correctement : la surface située entre et sous les ponts qui enjambent le Vallon de la Paudèze (DP 85) et soumise au régime forestier ;
- teinter la surface située entre et sous le pont en aire forestière selon l'inspecteur des forêts.

3.3.2 DANGERS NATURELS

Dans la légende du plan du PGA et plus précisément dans les figurés correspondant aux secteurs de restriction 1 et 2 liés aux dangers naturels localisés hors des plans spéciaux, il faudrait selon l'unité des dangers naturels (UDN) :

- rajouter la couleur orange au début de la série en légende qui représente la zone d'habitation de moyenne densité et occupe pourtant la majorité du plan ;
- compléter le rapport 47 selon l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT; RSV 700.1) en annexant une lettre rédigée par les bureaux spécialisés mandatés par la commune confirmant : avoir travaillé en étroite collaboration avec le bureau d'urbanisme pour la rédaction du Rapport 47OAT, du règlement et de la transcription sur le Plan ; avoir vérifié et validé l'exactitude du contenu des dits-documents dans leur version finale ;
- intégrer l'entière d'une parcelle affectée en zone à bâtir lorsqu'elle est touchée par un danger naturel de manière à être le plus restrictif, notamment pour les parcelles n° 29-37-125-128-142-143.

3.4 CRÉATION ET MAINTIEN DU MILIEU BÂTI

3.4.1 DISPONIBILITÉ DES TERRAINS – CONFORMITÉ À L'ARTICLE 15A LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (LAT; RSV 700)

La loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700) contient de nouvelles dispositions qui visent à :

- assurer la disponibilité des terrains constructibles (article 15) ;
- introduire un régime de compensation et indemnisation en cas d'avantages ou de pertes résultant de mesures d'aménagement du territoire (article 5).

Ces dispositions sont reprises dans la LATC. En effet, elle met des outils à disposition des communes pour garantir la disponibilité des terrains et elle fixe les règles pour prélever la taxe sur la plus-value (article 52 de la nouvelle LATC).

La commune doit donc assurer la disponibilité des terrains libres affectés en zone à bâtir. Dans le cadre du projet de révision de PGA, deux solutions sont offertes pour assurer la disponibilité des parcelles non bâties :

— soit introduire dans le règlement un délai de construction de 7 à 12 ans et préciser qu'en cas d'inexécution le terrain sera déclassé ou frappé d'une mesure fiscale (choisir l'une de ces deux options pour chaque parcelle concernée) ;

— soit conclure des contrats de droit administratif avec les propriétaires concernés précisant le délai de construction et les conséquences d'un non-respect du délai (parmi les conséquences proposées : déclassement, emption, etc.). Les contrats seront transmis au SDT avant l'approbation préalable du projet de révision du PGA.

Il s'agit donc de :

- introduire, dans le rapport 47 OAT, un chapitre sur la question de la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir pour les parcelles concernées ;
- adapter le règlement en conséquence en introduisant, dans le règlement, un article sur la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir pour les parcelles concernées; indiquer le numéro des parcelles qui seront déclassées ou taxées si le délai de construction est dépassé ;
- adapter le plan en indiquant à l'aide d'un symbole (pastille par exemple) à apposer sur les parcelles concernées avec pour légende: "Parcelles concernées par la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir".

3.4.2 PLUS-VALUE – CONFORMITÉ À L'ARTICLE 15A LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (LAT; RSV 700)

Concernant la plus-value, l'augmentation sensible de la valeur des biens-fonds suite à la modification de l'affectation est soumise à une taxe sur la plus-value. Dès que le plan général d'affectation sera mis en vigueur, le département rendra une décision de taxation motivée. Dans cette perspective, nous vous demandons de :

- identifier, dans le rapport d'aménagement 47 OAT, toutes les parcelles qui voient leurs droits à bâtir augmentés.

3.4.3 NOUVELLES ZONES À BÂTIR A PROXIMITÉ DE L'AUTOROUTE N9.

L'Office fédérale des routes (OFROU) préavise négativement le projet du PA. Il estime que la création de nouvelle zone à bâtir à proximité de l'autoroute n'est pas conforme à l'Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB ; BLV 814.41)

Une coordination est en cours entre le Service du développement territorial et la Direction générale de l'environnement DGE-ARC pour préciser les implications du préavis de l'OFROU sur le projet de plan d'affectation communal.

Nous ne manquerons pas de vous transmettre les conclusions de cette coordination ultérieurement.

3.4.4 ZONE INDUSTRIELLE ET ARTISANALE

Au niveau régional, l'étude de base cantonale (2014) relative à la stratégie de gestion des zones d'activités montre l'existence de 96 ha de réserves foncières dans les zones d'activités de l'agglomération Lausanne-Morges pour des besoins à l'horizon 2030 estimés entre 144 et 283 ha, soit un déficit de 48 à 187 ha. La région souffre donc d'une pénurie de réserves en zones d'activités par rapport aux projections de croissance des emplois d'ici 2030. Les zones existantes dévolues aux activités artisanales et industrielles devraient ainsi pouvoir être préservées au maximum.

Le plan général d'affectation (ci-après PGA) prévoit la suppression de la zone artisanale et de la zone industrielle en tant que telles, ainsi que la possibilité d'accueillir des activités de type industriel. Les anciennes zones artisanales et industrielles sont reconverties en trois zones mixtes A, B e t C dans une large palette d'affectations.

Les zones mixtes A, B et C permettent toutes de construire du logement (environ 25% de SBP). Les zones mixtes A et C sont destinées aux bâtiments et installations d'utilité publique, aux installations sportives, aux aires de jeux, mais ne sont pas destinées aux activités. Seule la zone mixte B (parcelle 490, parcelles 126, 127, 130 et 132) permet, en plus des 25% de logement, l'accueil d'activités artisanales moyennement gênantes ainsi que les activités commerciales de moins de 500 m^2.

En résumé, le projet de PGA confirme l'affectation de 15'000 m^2 pour des activités artisanales au sud du village. Toutefois, ces parcelles ne sont pas disponibles à la construction car déjà fortement occupées.

En ce qui concerne le secteur localisé au-dessus de l'autoroute, le projet de PGA affecte environ 8'000 m^2 pour des activités artisanales contre 18'000 m^2 dans le PGA actuel.

Tenant compte de ce qui précède et des conditions locales, sur la base du préavis conjoint du SDT et SPEI, ainsi que celui de l'OFROU, le SDT émet un préavis défavorable au projet de révision du PGA de Belmont-sur-Lausanne concernant la reconversion des zones industrielles et artisanales pour les raisons suivantes :

— le projet de révision du plan général d'affectation est situé dans le périmètre d'agglomération Lausanne-Morges, agglomération en situation de pénurie des zones industrielles et artisanales ;

— toutes nouvelles zones à bâtir doivent être conforme à l'OPB notamment en ce qui concerne les valeurs de planification (VP), selon l'OFROU.

Zone de mixte C

- La proposition de reconversion de la zone artisanale et industrielle en zone mixte C sur les parcelles 522-523-524-526-527 est refusée.

3.4.5 ZONE SOUMISE À PLAN SPÉCIAL

Le plan général d'affectation prévoit une zone soumise à plan spécial pour le partiel d'affectation En Rochettaz, le plan partiel d'affectation En Ruyeres 2, le plan partiel d'affectation Vallon du Léman et le plan partiel d'affectation La Coulette 2.

La zone soumise à plan spécial ne répond pas à l'article 15a de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT; BLV 700) concernant la disponibilité des terrains.

Dès lors, cette zone doit être supprimée. L'affectation des secteurs doit être réglée par le plan général d'affectation ou retirée du projet de révision.

Nous vous rendons attentif au fait que les plans d'affectation en cours de révision, comme le plan partiel d'affectation En Rochettaz ainsi que le plan partiel d'affectation La Coulette 2, devront être approuvés avant ou simultanément au PGA.

Dans le cas contraire, le plan général d'affectation sera partiellement approuvé. Dès lors, il s'agit de :

- supprimer la zone soumise à plan de quartier ;
- affecter ces secteurs dans le PGA ou sortir ces secteurs de la révision du plan général d'affectation ;
- adapter le dimensionnement de la zone à bâtir en conséquence dans le rapport d'aménagement.

3.4.6 PLANS D'AFFECTATION LÉGALISÉS

Lors d'une révision de PGA, toutes les planifications légalisées ou en cours d'élaboration doivent répondre à l'article 15 LAT concernant le dimensionnement de la zone à bâtir à 15 ans et assurer la disponibilité des terrains.

En conséquence, les plans légalisés reconduits lors de la révision du PGA doivent également répondre à cette exigence légale.

La Commune a deux options:

— soit la révision du PA intègre les plans légalisés. Dans ce cas de figure, il s'agit de démontrer qu'ils sont conformes aux exigences légales actuelles, puisqu'ils sont reconduits pour les 15 prochaines années ;

— soit les plans légalisés sont soustraits de la révision du PA. Il s'agira donc d'une révision partielle du PA.

3.4.7 ZONE DE VERDURE

La zone de verdure est une zone à bâtir au sens de l'article 15 LAT et non une zone au sens de l'article 18 LAT. Elle a pour vocation un espace de détente pour une population comme un parc public. Dès lors, il s'agit dans le PGA d'affecter les différents secteurs affectés en zones de verdure dans des affectations qui correspondent à leurs vocations (15 LAT, 16 LAT, 17 LAT).

Zones de verdure A et B

- Affecter les parcelles n° 125 en partie, 126 en partie, 141, 536, 451, 558, 447, 652 à la zone agricole ou à la zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT.
- Affecter les parcelles n° 29 et 37 en zone à bâtir.
- Supprimer les zones de verdures A et B.

Zone de verdure C

La parcelle n° 449 est actuellement affectée en zone de verdure. Le plan général d'affectation propose d'affecter en zone de verdure C. Le libellé du chapitre 10 (articles 10.1-10.2) du futur règlement destine cette zone, notamment, *à des aménagements comme des places de jeux et de sport, jardins ou parc public, installation provisoires pour manifestation, installations imposées par leur destination abris et enclos pour animaux de pâturage, ainsi que des constructions de minime importance.*

A la lecture de l'article cette vocation, cette zone est destinée à des activités sportives et de jeux. La zone de verdure n'est donc pas adéquate.

Le Service du développement territorial est d'avis de :

- affecter cette parcelle en zone de sports et loisirs.

Zone de verdure D

La création d'une zone de verdure D sur les parcelles n° 124, 125 128, 142-143,29 37 n'est pas justifiée. Sur ces parcelles, elle s'apparente à une aire de verdure et non à une zone. L'aire de verdure est liée à une zone constructible. Les surfaces brutes de planchers peuvent être reportées dans la partie constructible alors qu'il n'est pas possible de le faire pour une zone de verdure. La commune peut donc soit:

- supprimer la zone de verdure D sur les parcelles dont une partie est affectée en zone à bâtir et la remplacer par une aire de verdure (parcelles n° 124, 125, 128, 142-143 (partiellement), ainsi que sur les parcelles 29-37).
- insérer dans le règlement pour les zones à bâtir concernées (zone mixte B, zone de moyenne densité) un indice de verdure et supprimer la zone de verdure D.

3.4.8 ZONE INTERMÉDIAIRE

La zone intermédiaire n'existe plus depuis la révision de la LATC entrée en vigueur le 1er septembre 2018. Il s'agira donc de :

- affecter la zone intermédiaire en zone agricole.

3.4.9 LIMITES DES CONSTRUCTIONS - PLAN PARTIEL D'AFFECTATION EN ROCHETTAZ

Les périmètres indiqués sur le plan de situation PPA « En Rochettaz » ne remplacent pas les limites des constructions au sens de la loi sur les routes (LRou; RSV 725.01). En l'absence de plan de limite des constructions, les dispositions de l'article 36 de la LROU s'appliquent.

- Faire figurer sur le plan de situation du PPA « En Rochettaz » les limites des constructions nouvelles. En particulier, les limites des constructions passeront par les façades des bâtiments qui ont une note de 1 à 4 au recensement architectural.

3.5 MAINTIEN DES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT

Le plan général d'affectation n'a aucune emprise sur les surfaces d'assolement.

Le plan partiel d'affectation la Coulette 2 a pour objectif la réalisation d'une usine de biométhanisation. Il fait l'objet d'une procédure LATC en parallèle à celle du plan général d'affectation. Son emprise sur les surfaces d'assolement (7'515 m^2) sera traitée dans ce cadre.

3.6 APPLICATION DE LA DIRECTIVE CANTONALE POUR LA STRUCTURATION ET L'ÉCHANGE DE DONNÉES NUMÉRIQUES GÉORÉFÉRENCÉES D'AFFECTATION DU SOL (DIRECTIVE NORMAT)

- Les dossiers de planification doivent être accompagnés de fichiers informatiques respectant la directive NORMAT. Ces fichiers doivent être livrés au SDT avant l'approbation préalable. Le SDT recommande toutefois de les livrer avant la mise à l'enquête publique, afin de ne pas retarder l'approbation du dossier le moment venu.

4 PESÉE DES INTÉRÊTS ET COORDINATION DU PROJET

Au vu des demandes formulées par les différents services, le Service du développement territorial vous propose d'organiser une séance de coordination entre les services de l'état et la commune, afin de finaliser le dossier avant de le mettre à l'enquête publique.

Nous vous saurions gré de nous envoyer un dossier au format informatique, complété selon les demandes des services formulées lors des deux examens préalables et en vue d'organiser une rencontre et concernant les points ci-après :

— inscrire la disponibilité des terrains ;

— introduire taxe sur la plus-value ;

— maintenir la zone d'activités et industrielles ;

— supprimer la zone soumise à plan spécial ;

— supprimer la zone intermédiaire ;

— préciser la destination des zones de verdure

Concernant le préavis négatif de l'OFROU pour la création de nouvelles zones à bâtir situées à proximité de l'autoroute, le SDT vous fera part de sa position ultérieurement. Cette problématique nécessite en effet une coordination avec les différents services concernés.

Pierre Imhof
chef du service du développement territorial

I. Garcia

Isabel Garcia
urbaniste

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

Service du développement territorial
Place de la Riponne 10
1014 Lausanne
www.vd.ch/sdt

Personne de contact : Isabel Garcia
T 021 316 79 39
E isabel.garcia@vd.ch
N/réf. 80593-130577

Lausanne, le 24 avril 2019

Commune de Belmont-sur-Lausanne
Plan général d'affectation et plan partiel En Rochettaz
Examen préalable complémentaire

PRÉAVIS DES SERVICES CANTONAUX

Les points précédés d'une puce de type "•" sont des demandes.

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL (SDT)

Division aménagement communal (SDT-AC)

1 BASES LÉGALES

- Loi sur l'aménagement du territoire (RS 700 du 22 juin 1979)
- Ordonnance sur l'aménagement du territoire (RS 700.1 du 28.06.2000)
- Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (BLV 700.11 du 4.12.1985)
- Règlement d'application de la loi sur l'aménagement et les constructions (BLV 700.11.1 du 4.12.1985)
- Plan directeur cantonal, 21 juin 2017.

2 REMARQUES DE FORME ET DE DÉTAIL

2.1 RAPPORT D'AMÉNAGEMENT

- Adapter le chapitre 5.3.3 en distinguant, le potentiel accueil du plan général d'affectation et celui des mesures non-engagées des plans partiel d'affectation.
- Adapter les réserves en supprimant la zone soumise à plan de quartier.
- Adapter le calcul en supprimant les logements prévus dans la zone mixte C.

2.2 PLAN

- A adapter selon la synthèse.
- Déplacer dans la légende la lisière forestière ce n'est pas une donnée indicative.

- Adapter le cartouche des signatures à la nouvelles LATC. On ne parle plus de mise en vigueur mais « l'entrée en vigueur ».

2.3 RÈGLEMENT

- Adapter dans le dossier les références à la nouvelles loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC; BLV 700.11).
- Article 3.5, distance entre les bâtiments et la limite de la parcelle est réduite de 6 à 3 s'assurer qu'elle respecte la norme incendie ;
- Article 4.1, pour la même zone deux DS s'appliquent, justifier cette différence ;
- Article 10.2, clarifier la destination de la zone, supprimer installations imposées par leur destination ;
- Article 11.2, al. 3, supprimer cet alinéa et adapter selon le rapport de synthèse ;
- Article 13.1, préciser encore la destination de cette zone. La notion de construction d'utilité publique est trop vague ;
- Article 15.1 à 15.7, adapter selon le rapport de synthèse ;
- Chapitre 16, à supprimer ;
- Article 25.3, modifier les dispositions finales concernant l'entrée en vigueur.

3 COORDONNÉES DU RÉPONDANT SDT-AC

Isabel Garcia

Division sites et projets stratégiques (SDT-SPS)

1 BASES LÉGALES

— Art. 50 et 52 nLATC,
— Art. 4 LAF

2 PLAN GÉNÉRAL D'AFFECTATION - PREAVIS

2.1 GÉNÉRALITÉS

Le projet de révision du PGA a été examiné en regard du principe de coordination entre les aspects fonciers et l'aménagement du territoire ainsi que sur la garantie de la disponibilité foncière des terrains à bâtir.

2.2 CORRECTIONS DE LIMITES

Le projet de PGA est coordonné avec plusieurs procédures d'immatriculation/de décadastration en lien avec le domaine public. Pour mémoire, les plans figurant en annexe 8 du rapport 47 OAT seront mis à l'enquête publique conformément à la loi sur les routes et simultanément à l'enquête du PGA.

2.3 GARANTIE DE LA DISPONIBILITÉ FONCIÈRE :

En regard de l'article 15 LAT et de l'article 52 de la nouvelle LATC, la commune doit assurer la disponibilité des terrains affectés en zone à bâtir. Dans le cadre du projet de révision de PGA, deux solutions sont offertes pour assurer la disponibilité des parcelles non bâties:

1) soit introduire dans le règlement un délai de construction de 7 à 12 ans pour les parcelles concernées et préciser qu'en cas d'inexécution le terrain sera déclassé ou frappé d'une mesure fiscale ;

2) soit conclure des contrats avec les propriétaires concernés précisant le délai de construction et les conséquences d'un non-respect du délai (parmi les conséquences proposées : déclassement, emption, etc.). Les contrats seront transmis au SDT avant l'approbation préalable du projet de révision du PGA.

Sous réserve de la prise en compte des remarques précédentes, le SDT-Division sites et projets stratégiques/améliorations foncières préavise favorablement le projet de révision de PGA.

2.4 RAPPORT D'AMÉNAGEMENT

- Introduire un chapitre sur la question de la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir pour les parcelles non bâties.

2.5 PLAN

- Indiquer les parcelles concernées par l'article du règlement sur la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir.

2.6 RÈGLEMENT

- Introduire un article sur la garantie de la disponibilité des terrains à bâtir pour les parcelles non bâties ; fixer les numéros de parcelles qui seront déclassées (notamment celles se situant en frange du territoire urbanisé) ou taxées quand le délai de construction sera dépassé.

3 COORDONNÉES DU RÉPONDANT

Denis Leroy

PPA En Rochettaz :

Pas de remarques

Service de la promotion économique et du commerce, Unité économie régionale (DEIS/SPECO/UER)

SPEI-UER / SDT-SPS - Préavis sur la révision du PGA (examen complémentaire 1) de Belmont-sur-Lausanne sous l'angle du SGZA

1 BASES LÉGALES

LAT, art. 1, 3, 8, 15, 38a

OAT, art. 5, 30a, 47

Plan directeur cantonal, ligne d'action D1, mesures D11 et D12 ; F12

2 REMARQUES DE FORME ET DE DÉTAIL

Justification des besoins des entreprises / Analyse des alternatives / Garantie de la disponibilité foncière :

En regard de la LAT, les communes doivent veiller à maintenir suffisamment de zones d'activités pour répondre aux besoins de l'économie. Dans cette optique, les projets de reconversion de zone d'activité en zone d'habitation doivent répondre à un besoin avéré. Ils ne doivent pas péjorer une situation de pénurie de zones d'activités, en application des fiches D1, D11 et D12 du plan directeur cantonal (PDCn).

Au sens du SGZA, l'enjeu régional est de conserver la part d'activités existantes ainsi que de garantir une capacité d'accueil d'activités mixtes, y compris artisanales et industrielles.

Tenant compte des besoins et disponibilités des zones d'activités au niveau régional, le projet de PGA peut être analysé comme il suit :

Au niveau régional, l'étude de base cantonale (2014) relative à la stratégie de gestion des zones d'activités montre l'existence de 96 ha de réserves foncières dans les zones d'activités de l'agglomération Lausanne- Morges pour des besoins à l'horizon 2030 estimés entre 144 et 283 ha, soit un déficit de 48 à 187 ha. La région souffre donc d'une pénurie de réserves en zones d'activités par rapport aux projections de croissance des emplois d'ici

2030. Les zones existantes dévolues aux activités artisanales et industrielles devraient ainsi pouvoir être préservées au maximum.

Le plan général d'affectation (ci-après PGA) prévoit la suppression de la zone artisanale et de la zone industrielle en tant que telles, ainsi que la possibilité d'accueillir des activités de type industriel. Les anciennes zones artisanale et industrielle sont reconverties en trois zones mixtes A, B e t C dans une large palette d'affectations.

Les zones mixtes A, B et C permettent toutes de construire du logement (environ 25% de SBP). Les zones mixtes A et C sont destinées aux bâtiments et installations d'utilité publique, aux installations sportives, aux aires de jeux, mais ne sont pas destinées aux activités. Seule la zone mixte B (parcelle 490, parcelles 126,127, 130 et 132) permet, en plus des 25% de logement, l'accueil d'activités artisanales moyennement gênantes ainsi que les activités commerciales de moins de 500 m2.

Enfin, la parcelle 128 est reconvertie en zone de verdure B en raison de son inconstructibilité liée aux dangers naturels.

En résumé, le projet de PGA confirme l'affectation de 15'000 m2 pour des activités artisanales au sud du village. Toutefois, ces parcelles ne sont pas disponibles à la construction car déjà fortement occupées. En ce qui concerne le secteur localisé au-dessus de l'autoroute, le projet de PGA affecte environ 8'000 m2 pour des activités artisanales contre 18'000 m2 dans le PGA actuel.

A titre subsidiaire, nous relevons que le code couleur violet, utilisé habituellement pour les activités, est utilisé ici pour représenter les zones mixtes A, B et C. Le violet ne devrait pas être utilisé pour des zones qui ne comportent aucune activité, ni pour des zones mixtes avec du logement, afin de ne pas créer de confusion dans la compréhension des plans.

Utilisation optimale du sol :

Utilisation du sol :

Les parcelles 526 et 527 sont actuellement libres de constructions. Elles sont affectées à la zone mixte C dans le cadre de l'actuel projet de révision. Ces parcelles pourraient être utilisées de manière optimale pour des activités.

Forme urbaine :

Le règlement du PGA autorise les toitures plates et définit désormais une pente maximale de 100% (45°). Le concept de toit plats et de volumes simples est la forme qui semble la mieux adaptées pour valoriser au maximum la hauteur des bâtiments.

Densité :

L'indice d'utilisation du sol prévu pour les zones mixtes A, B et C est de 0,65. Il s'agit d'un indice relativement faible qui ne permet pas une utilisation du sol optimale, il pourrait être augmenté.

Conclusion :

En conclusion, le projet de révision du PGA de Belmont-sur-Lausanne ainsi que les intentions de reconversion des zones artisanales et industrielles actuelles ne s'inscrivent pas dans le respect global du maintien des activités au niveau régional. Le projet de PGA réduit les zones affectées aux activités au profit du logement et rend difficile voire impossible l'implantation d'activités industrielles.

Tenant compte de ce qui précède et des conditions locales, sur la base du SGZA, le GOP émet un préavis défavorable au projet de révision du PGA de Belmont-sur-Lausanne et demande :

- De modifier l'affectation de la zone mixte B en excluant le logement et en ouvrant le panel d'activités aux activités industrielles ;
- D'étudier la faisabilité du maintien de l'affectat ion actuelle de la zone mixte C, au profit des installations publiques (sportives) et des activités artisanales, sans logement ;
- D'augmenter sensiblement l'indice d'utilisation du sol pour les activités artisanales et industrielles ;
- De réserver le code couleur violet sur les plans à la représentation de la zone d'activités artisanales et industrielles (zone mixte B telle que modifiée plus haut).

3 COORDONNÉES DU RÉPONDANT SDT-SPS-SPEI

I. Merle (SDT-SPS), S. Logean (SPEI-UER)

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT (DGE)

Direction de l'énergie (DGE-DIREN)

1 BASES LÉGALES

— RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83
— RS 730.01 Loi vaudoise sur l'énergie (LVLEne) du 16.05.06 révisée

2 PRÉAVIS

2.1 PGA ET PPA EN ROCHETTAZ

La DIREN a pris acte de la modification du PGA. La DIREN rend la commune attentive au fait qu'une planification énergétique territoriale est en cours sur le périmètre compact de

l'agglomération Lausanne-Morges. Il sera nécessaire de tenir compte de cette planification dans les plans d'affectation, pour l'approvisionnement en énergie des bâtiments neufs ou à rénover.

Direction de l'environnement industriel, urbain et rural (DGE-DIREV)

Division air, climat et risques technologiques (DGE-ARC)

Lutte contre le bruit

1 BASES LÉGALES

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83
- RS 814.41 Ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB) du 15.12.86.

2 PRÉAVIS

2.2 PPA EN ROCHETTAZ :

Degré de sensibilité au bruit (DS) :

La DGE/DIREV-ARC accepte l'attribution du degré de sensibilité DS II à l'ensemble du PPA « En Rochettaz » (art. 1.4 du règlement du PPA) désormais affecté à l'habitation et aux activités non gênantes (tenant compte de l'arrêt de l'activité de ferronnerie sur la parcelle 2 selon rapport 47 OAT).

La DGE/DIREV-ARC approuve cette planification quant aux aspects de protection contre le bruit.

2.3 PLAN GÉNÉRAL D'AFFECTATION

Degré de sensibilité au bruit (DS) :

La DGE/DIREV-ARC accepte l'attribution des degrés de sensibilité à chaque zone, à l'exception des zones suivantes :

· Un DS III doit être attribué à la zone agricole dans le règlement de PGA.

· Art.4.3, la parcelle 548 peut être supprimée de la liste; elle fait partie du PQ Signal de Belmont déjà légalisé, avec un déclassement en DS III attribué correctement à l'art. 15.3.

· Art.4.3, la parcelle 546 passe du DS II actuel (selon geo.vd.ch) au DS III.

Ce point doit être vérifié en fonction des activités actuelles ou futures sur la parcelle.

3 COORDONNÉES DU RÉPONDANT DE LA DGE/DIREV-ARC

Monsieur Bertrand Belly, bertrand.belly@vd.ch, 021/316.43.66

Division surveillance, inspection et assainissement (DGE-ASS)

Assainissement urbain et rural (DGE-ASS/AUR)

1 BASES LÉGALES

- Art 7, 10 et 11 LEaux (Loi fédérale sur la protection des eaux)
- Art. 5 OEaux (Ordonnance sur la protection des eaux)
- Art. 20 LPEP (Loi sur la protection des eaux contre la pollution)
- Art. 19 et 22 LAT (Loi fédérale sur l'aménagement du territoire)
- Art. 49 LATC (Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions)

2 GÉNÉRALITÉS

La Commune dispose d'un PGEE approuvé par le Département le 28 janvier 2005.

Les eaux usées produites doivent être traitées par une station d'épuration centrale.

Les eaux claires ne doivent en aucun cas parvenir à la station d'épuration. Si les conditions locales le permettent, celles-ci doivent être infiltrées dans le sous-sol, au moyen d'ouvrages ad hoc. Dans le cas où elles seraient raccordées au collecteur d'eaux claires existant, la capacité d'écoulement de ce dernier devra être vérifiée.

Les eaux de ruissellement doivent être évacuées et/ou traitées conformément à la « Directive sur l'infiltration, la rétention et l'évacuation des eaux pluviales » de la VSA et aux instructions « Protection des eaux lors de l'évacuation des eaux des voies de communication » de l'Office Fédéral de l'Environnement (OFEV).

Le dimensionnement des ouvrages d'évacuation et de traitement des eaux à l'aval d'un projet d'urbanisation doit être vérifié avant toute délivrance de permis de construire.

3 PREAVIS

3.1 RÉVISION PLAN GÉNÉRAL D'AFFECTATION BELMONT-SUR-LAUSANNE

Selon le rapport technique du Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE) de la commune de Belmont-sur-Lausanne, approuvé le 28 janvier 2005, plusieurs collecteurs d'eaux usées sont défectueux et doivent être remplacés. De plus, plusieurs collecteurs d'eaux claires sont également en sous capacité.

3.2 RAPPORT D'AMÉNAGEMENT

- Nous demandons à ce que l'impact du PGA sur le réseau existant soit établi tant du point de vue quantitatif que qualitatif (état des collecteurs, séparation des eaux). Le rapport 47 OAT sera complété en ce sens. Si nécessaire des mesures d'assainissement seront proposées.
- Conformément à l'art. 5 OEaux, une fois le nouveau PGA adopté, il vous incombe de mettre à jour le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) en relation avec les nouvelles données induites par les modifications du PGA.
- Les différents PQ/PPA/PPE définis dans le PGA, sont équipés ou peuvent facilement l'être. Lors des procédures d'enquête et conformément au concept de gestion des eaux défini par son PGEE, la Commune vérifiera l'état de la séparation des eaux (état des collecteurs et branchements privés). Dans le cadre de la procédure d'enquête, la commune exigera le statut quo hydrologique, c'est-à-dire un débit à l'exutoire de 20 l/s/ha au maximum pour un temps de retour 10 ans.

3.3 RÈGLEMENT

- Nous demandons d'ajouter au règlement des dispositions sur la gestion et l'évacuation des eaux afin de garantir la bonne séparation des eaux.

3.4 PLAN PARTIEL D'AFFECTATION - RAPPORT D'AMÉNAGEMENT

Nous prenons note que le PPA En Rochettaz concerne un périmètre déjà bâti et équipé.

Toutefois, le PGEE fait mention de tronçons de canalisations en mauvais, voire très mauvais état.

- Nous demandons à ce que l'impact du PPA sur le réseau existant soit établi, notamment concernant l'aspect qualitatif (état des collecteurs). Le rapport 47 OAT sera complété en ce sens. Si nécessaire des mesures d'assainissement seront proposées.
- L'équipement collectif doit être réalisé conformément aux dispositions de la norme SIA 190.
- Les fonds de chambre des collecteurs d'eaux usées doive nt être en une seule pièce, en PVC, en PE, ou en béton polyester.
- Le mode d'évacuation, voire de prétraitement des eaux provenant des biens-fonds privés, doit être conforme à la norme SN 592 000.
- Les branchements privés seront contrôlés jusqu'à l'intérieur des bâtiments, afin d'exclure la possibilité d'inversions entre les canalisations d'eaux usées et d'eaux claires.

4 COORDONNÉES DU RÉPONDANT DUDIT SERVICE ET DATE DU PRÉAVIS

Josselin Lapprand le 22.06.2018, tél. 021/316.75.38, référence : SEC 127

Assainissement industriel (DGE-ASS/AI)

SITES POLLUES

Aucune aire d'exploitation artisanale ou industrielle potentiellement contaminée (nécessitant éventuellement une surveillance ou un assainissement) n'est recensée dans le périmètre du projet.

Nous rappelons que l'ensemble des sites inscrits au cadastre vaudois des sites pollués peut être consulté sur le site cartographique de l'État de Vaud (http://www.geoplanet.vd.ch/eaux/index.html; choisir la carte "sites pollués" dans l'onglet "thèmes").

Direction des ressources et du patrimoine naturels (DGE-DIRNA)

Division géologie, sols et déchets (DGE-GEODE)

DN : Dangers naturels, Direction générale de l'environnement, Direction des ressources et du patrimoine naturels, Division géologie, sols et déchets (DTE/DGE/DIRNA/DN)

Sur mandat de la Direction générale de l'environnement (DGE), l'Unité des Dangers Naturels (DGE-DN) établit le préavis de synthèse relatif aux dangers naturels PGA – Commune de Belmont-sur-Lausanne et PPA « En Rochettaz » (ACV 80593)

1 PRÉAMBULE

Sur mandat de la Direction générale de l'environnement (DGE), l'Unité des Dangers Naturels (DGE-DN) établit le préavis de synthèse relatif aux dangers naturels sur la base des préavis de l'ensemble des Divisions compétentes au sein de la DGE (EAU, FORET). Au besoin, les cas sont discutés en Commission interservices des dangers naturels (CIDN).Situation de dangers d'après les dernières données de base.

La zone à bâtir de la commune est partiellement exposée à des dangers de glissements permanents, spontanés et d'inondation d'après les dernières données de base à disposition (cartes de dangers naturels).

Sur la base des préavis de l'ensemble des Divisions compétentes au sein de la DGE (EAU, FORET). Au besoin, les cas sont discutés en Commission interservices des dangers naturels (CIDN).

2 PRÉAVIS ET REMARQUES

La problématique des dangers naturels a fait l'objet de plusieurs échanges en CIDN depuis 2012. Le traitement de la problématique ainsi que la transcription dans les rapports 47 OAT et sur les deux Plans (PGA et PPA) ainsi que dans les règlements est jugée conforme aux attentes de la DGE

La DGE émet cependant la remarque suivante :

2.1 PLAN DU PGA

Dans la légende du plan du PGA et plus précisément dans les figurés correspondant aux secteurs de restriction 1 et 2 liés aux dangers naturels localisées hors des plans spéciaux il faudrait rajouter la première couleur orange au début de la série. On retrouve en effet l'ensemble des couleurs des zones d'affectation avec la hachure blanche mais pas la zone d'habitation de moyenne densité qui occupe pourtant la majorité du plan.

2.2 RAPPORT 47 OAT

La DGE demande la mise en annexe d'une lettre rédigée par les bureaux spécialisés mandatés par la commune confirmant :

1. avoir travaillé en étroite collaboration avec le bureau d'urbanisme pour la rédaction du Rapport 47OAT, du Règlement et de la transcription sur le Plan,

2. avoir vérifié et validé l'exactitude du contenu des dits-documents dans leur version finale.

Direction des ressources et du patrimoine naturels, Ressources en eau et économie hydraulique
Eaux souterraines - Hydrogéologie (DTE/DGE/DIRNA/HG)

1 BASES LÉGALES

- Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux)
- Ordonnance fédérale sur la protection des eaux (OEaux)
- Instructions pratiques fédérales pour la protection des eaux (IPF)

2 GÉNÉRALITÉS

Le territoire de la commune de Belmont-sur-Lausanne est concerné par l'extension des zones S1, S2 et S3 de protection des eaux des captages des Cases, alimentant la Commune de Lausanne en eau potable et approuvées le 13 mars 2008. Les zones S1 et S2 de protection des eaux sont inconstructibles. La zone S3 demeure constructible, conformément aux IPF.

3 PRÉAVIS

Il est constaté que l'extension des zones S1, S2 et S3 de protection des eaux concerne de l'aire forestière et de la zone agricole. Il n'y a en conséquence pas de conflit majeur entr e l'affectation

et la protection des eaux souterraines d'intérêt public. Des conditions d'exploitation forestières et agricoles permettant de préserver la qualité des eaux souterraines devront toutefois être observées. Les installations existantes doivent être sécurisées, en particulier le stockage et l'évacuation des eaux usées.

Le secteur Au de protection des eaux est certes moins restrictif que les zones de protection des eaux, mais il implique toutefois certaines contraintes en matière d'aménagement. En effet, dans un tel secteur, il est notamment interdit de mettre en place des installations qui sont situées au-dessous du niveau piézométrique moyen de la nappe souterraine (OEaux, al. 2 du point 211 de l'Annexe 4) ou d'infiltrer des eaux pluviales altérées dans le sol. Les installations de stockage de liquides de nature à polluer les eaux sont soumises aux articles 22 à 25 de la LEaux, aux articles 32 et 32a de l'OEaux, ainsi qu'à son annexe 4 chiffres 211.

3.1 RAPPORT D'AMÉNAGEMENT

Pas de remarque.

3.2 PLAN

Les zones S1, S2 et S3 de protection des eaux sont bien reportées sur le PGA.

3.3 RÈGLEMENT D'APPLICATION

Il est pris note de l'article 20.1 du rè glement du PGA.

Pas de remarque en ce qui concerne le PPA « En Rochettaz »

4 COORDONNÉES DU RÉPONDANT DUDIT SERVICE ET DATE DU PRÉAVIS

Thierry Lavanchy le 20.06.2018, tél. 021/316 75 43

Gestion des déchets (DGE-GEODE/GD)

La division recommande d'examiner l'opportunité d'intégrer à la procédure d'adoption du PGA la modification en cours du PPA "La Coulette" visant, notamment, à étendre la surface affectée afin de permettre l'implantation d'une installation de méthanisation de déchets.

Division ressources en eau et économie hydraulique (DGE-EAU)

Economie hydraulique (DGE-EAU/EH)

1 BASES LÉGALES

— Loi vaudoise sur la police des eaux dépendant du domaine public

2 GÉNÉRALITÉS

La DGE-EAU-Economie hydraulique préavise sur les domaines touchant les cours d'eau. Soit la gestion des eaux de surfaces, les dangers naturels inondation et l'espace cours d'eau.

3 PRÉAVIS

L'ensemble des problématiques nous concernant sont traitées. La DGE-EAU n'a pas de rem arques à ajouter.

4 4. COORDONNÉES DU RÉPONDANT DGE-EAU-EH ET DATE DU PRÉAVIS

Y. Chatelain – 18.07.2018

Division biodiversité et paysage (DGE-BIODIV)

1 BASES LÉGALES

— Art. 18 et 18b LPN, art. 15 OPN, art. 1, 4 et 4a LPNMS, art. 21 loi sur la faune, PDCn, mesures E, PALM.

2 GÉNÉRALITÉS

Le présent préavis se réfère aux documents suivants:

— Rapport 47 OAT PGA, Urbaplan, mai 2018
— Plan général d'affectation, 1:2'500, Urbaplan, mai 2018 ;Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire, urbaplan, mai 2018
— Rapport 47 OAT PPA "En Rochettaz", Urbaplan, mai 2018
— PPA "En Rochettaz", 1:500, Urbaplan, mai 2018
— PPA "En Rochettaz", règlement, Urbaplan, mai 2018

Le dossier a déjà fait l'objet d'un préavis de la DGE-BIODIV en 2014. La partie concernant le PEP du Bourg a été abandonnée.

Par rapport au dossier présenté en 2014 de nombreuses modifications ont été intégrées.

Le dossier PGA est préavisé au point 3.1. et le PPA « En Rochettaz » au point 3.2.

3 PRÉAVIS PLAN GENERAL D'AFFECTATION

3.1 RAPPORT 47 OAT

Le rapport résume les enjeux nature et paysage. Les remarques formulées en 2014 ont été prises en compte dans le présent dossier.

3.2 PLAN

Pas de remarques.

3.3 RÈGLEMENT

Demande

- Compléter le règlement avec un indice de surface verte selon Norme SIA 504 421 : règle générale pour toutes les zones à bâtir, art. 21.1, ou règles adaptées à chaque zone à bâtir, articles « Mesure d'utilisation du sol ». Ces articles pourraient également être complétés par une indication de surface en pleine terre.
- Justification : Seule les plantations en pleine terre permettent un développement normal d'arbres majeurs. Les arbres majeurs jouent déjà actuellement un rôle important pour la biodiversité et le paysage et gagneront en importance dans le futur (éléments majeurs pour la régulation climatique en milieu urbain).

4 PRÉAVIS PPA ROCHETTAZ

4.1 RAPPORT 47 OAT

Pas de remarques.

4.2 PLAN

Pas de remarques.

4.3 RÈGLEMENT

Pas de remarques.

5 CONCLUSION

La DGE-BIODIV préavise favorablement les différents documents soumis pour préavis p our autant que la demande formulée ci-dessus soit prise en compte. Nous nous tenons à disposition pour tout renseignement complémentaire.

Division inspection cantonale des forêts (DGE-FORET)

Sur la base du préavis de l'Inspection des forêts du 5ème arrondissement, la DGE-FORET se détermine comme suit :

1 GENERALITES

Documents de base

- Plan général d'affectation
- Plans de constations de la nature forestière n°1 / n°2 / n°3 / n°4 » (échelle 1:2'000 ; 2 avril 2014) ; Plan général d'affectation – Examen préalable complémentaire ; (échelle 1:2'500 ; Mai 2018) ;
- Règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire –
- Dossier pour examen préalable complémentaire » (Mai 2018) ;
- Révision du plan partiel d'affectation – Rapport selon l'art. 47OAT » (Dossier pour examen préalable ; Mai 2018) ;
- Plan partiel d'affectation – 'En Rochettaz' " - Examen préalable complémentaire » (échelle 1:500 ; Mai 2018) ;
- Plan partiel d'affectation – 'En Rochettaz' – Règlement » (Dossier pour examen préalable complémentaire ; Mai 2018) ;
- Plan partiel d'affectation – 'En Rochettaz' – Rapport selon l'art. 47OAT » (Dossier pour examen préalable complémentaire ; Mai 2018).

2 PRÉAVIS

Ce préavis ne concerne que les documents relatifs à la révision du PGA, le Plan partiel d'affectation « En Rochettaz » ne comprenant aucune aire forestière et les aspects liés aux aléas de dangers naturels étant entièrement traités par le PGA.

Ci-après, seules les éléments et demandes signalés dans le préavis de la DGE-FORET du 28 avril 2014 et non prises en compte dans la version actuelle ainsi que des éléments nouveaux sont traités.

Forêts

a) Plan

A une seule exception près, qui concerne la nouvelle constatation de l'aire forestière de la parcelle 115, l'aire forestière est figurée correctement sur le plan d'affectation, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres qui les confine. Elle correspond à la délimitation de forêt effectuée par la Direction générale de l'environnement, Inspection des forêts du 5e arrondissement en février 2012.

- En ce qui concerne la lisière sur la parcelle no 115, elle doit être adaptée selon le plan « Belmont-sur-Lausanne - Plan de constatation de la nature forestière de la parcelle 115 » du 15 mai 2017 (échelle 1 :500 ; Geometris SA). Cette nouvelle lisière doit être reportée aussi bien sur le « Plan général d'affection » que sur le « Plan de constatation de la nature forestière n°2 ». Bien que la situation figurée sur le PGA soit correcte, la demande de modification du « Plan de constatation de la nature forestière n°3 » n'a pas été concrétisée. La forêt n'y est toujours pas figurée correctement : la surface située entre et sous les ponts qui enjambent le Vallon de la Paudèze (DP 85) est soumise au régime forestier.
- Bien que située hors zone à bâtir, afin d'éviter toute confusion, FO05 demande que cette surface soit teintée en tant qu'aire forestière.

b) Règlement

Les dispositions réglementaires relatives à l'aire forestière sont complètes.

c) Enquête publique

La délimitation des forêts dans les zones à bâtir devra être mise à l'enquête en même temps que le plan d'affectation et l'avis d'enquête mentionner expressément que l'enquête publique porte également sur : - la délimitation de l'aire forestière. A l'échéance du délai d'enquête, il y aura lieu d'inviter la commune à transmettre la Direction générale de l'environnement, Division inspection cantonale des forêts, les éventuelles oppositions relatives à la délimitation de l'aire forestière, pour traitement. Dangers naturels traités par la DGE-FORET (sous réserve de compléments de la DGE-EAU) NB: par "affectation", on entend ci-après "affectation en zone constructible". Les dangers naturels ont été traités de manière exhaustive et les secteurs affectés et exposés aux aléas de dangers naturels ont été reportés sur le PGA et traduits dans le règlement (chapitre 22).

3 CONCLUSION

Sous réserve de la prise en considération des remarques formulées ci-dessus, la DGE-FORET délivre un préavis favorable à l'approbation du plan d'affectation par le Département en charge de l'aménagement du territoire. Bases légales : art. 1 LAT, art. 1 LATC, art. 1, 10, 13, 17 et 19 LFo, art. 12, 15 et 17 OFo, art. 23, 24, 27, 28, 37 et 38 LVLFo, art. 24, 36, 37 et 38 RLVLFo

SERVICE IMMEUBLES, PATRIMOINE ET LOGISTIQUE (SIPAL)

Section monuments et sites (SIPAL-MS)

Les demandes formulées par le SIPaL – MS dans le cadre de l'examen préalable du 2 décembre 2014 ont été prises en compte.

En conséquence, le SIPaL – MS n'a plus de remarque à formuler à l'égard du projet de révision du plan général d'affectation et du PPA « En Rochettaz » de la Commune de Belmont-sur-Lausanne.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DES AFFAIRES VETERINAIRES (DGAV)

Le rapport 47 OAT fait état de quatre zones de verdure différentes. Il eut été utile de confirmer qu'aucune emprise supplémentaire n'a été réalisée sur les surfaces d'assolement (SdA). Pour la zone de verdure A, "Un entretien de type extensif est obligatoire" serait avantageusement remplacé par "Elle est vouée à une exploitation agricole extensive".

La zone agricole perd 7'515 m2 de SdA. La DGAV s'en remet au SDT pour le traitement de cette emprise puisque des contacts ont déjà eu lieu.

La zone naturelle protégée liée aux cours d'eau semble être uniquement en forêt ou en zone à bâtir, de sorte qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle affectation donnée au sol précédemment agricole. Il serait utile de contrôler et de préciser, cas échéant, qu'il n'y a pas d'emprise sur les SDA.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MOBILITÉ ET DES ROUTES (DGMR)

Division administration mobilité (DIRH/DGMR/ADM)

Le PGA de Belmont-sur-Lausanne et le PPA « En Rochettaz » ont fait l'objet d'un premier examen préalable en 2014. Le présent préavis fait référence aux remarques faites par la DGRM dans la synthèse établie par le SDT en date du 2 décembre 2014.

DIVISION PLANIFICATION (DGMR-P)

1 PGA DE BELMONT-SUR-LAUSANNE

La DGMR-P constate que sa remarque concernant la règlementation du stationnement devant renvoyer aux normes en vigueur de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (VSS) a été prise en compte à satisfaction. La DGMR-P n'a pas de remarque supplémentaire.

DIVISION MANAGEMENT DES TRANSPORTS (DGMR-MT)

La DGMR-MT constate que le RPGA et le rapport 47 OAT ont été complétés à satisfaction suite à sa remarque sur les itinéraires piétons cantonaux à mentionner et à garantir. La DGMR-MT relève cependant que ces itinéraires n'ont pas été reportés sur le plan, contrairement à sa demande. Considérant que les précisions apportées au règlement et au rapport 47 OAT suffisent, la DGMR-MT renonce à réitérer sa demande.

La DGMR-MT constate que sa demande de compléter le rapport 47 OAT pour mentionner l'itinéraire pédestre de l'inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre qui longe le périmètre du PPA n'a pas été prise en compte. La DGMR-MT prend acte de cette décision et renonce à réitérer sa demande du fait qu'un article du RPGA garantit la pérennité de ces itinéraires sur l'ensemble du territoire communal.

DIVISION FINANCE ET SUPPORT (DGMR-FS)

La division Finances et support de la DGMR vous rend attentifs au fait que les périmètres indiqués sur le plan de situation PPA « En Rochettaz » ne remplacent pas les limites des constructions relatives aux routes.

En l'absence de plan de limite des constructions y, les dispositions de l'article 36 de la loi sur les routes du 10 décembre 1991 (LRou ; RSV 725.01) s'appliquent.

- Par conséquent, il y a lieu de faire figurer sur le plan de situation du PPA « En Rochettaz » les limites des constructions nouvelles. En particulier, les limites des constructions passeront par les façades des bâtiments qui ont une note de 1 à 4 au recensement architectural.

PRISE DE POSITION DE L'OFFICE FÉDÉRAL DES ROUTES (OFROU)

Sur la base des plans et des documents figurant dans le présent dossier, l'OFROU a examiné ce projet au sein de son Office, conformément à la loi du 8 mars 1960 sur les routes nationales (LRN ; RS 725.11) et à l'ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (ORN ; RS 725.111), et vous fait part des conditions et des remarques suivantes :

1 EN FAIT

La Commune de Belmont-sur-Lausanne soumet pour préavis le projet de révision du plan général d'affectation (PGA) et le projet du plan partiel d'affectation (PPA) "En Rochettaz" sur les parcelles n°1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du registre foncier (RF) de la commune de Belmont-sur-Lausanne.

2 APPRÉCIATION DU PROJET

L'OFROU prend acte que l'ensemble des projets cités en titre se situe hors du domaine de la route nationale N 09 et à l'extérieur des alignements fédéraux de construction de la route nationale.

Concernant le PPA, étant donné l'éloignement du projet par rapport à la route nationale N 09, l'OFROU n'a pas de remarques particulières à formuler.

En revanche, pour ce qui est du PGA, et en particulier concernant la question bruit, il ne nous est à ce stade pas possible de prendre position. En effet, le dossier ne contient pas la démonstration de la conformité des adaptations prévues à la législation relative à la protection contre le bruit.

L'OFROU peut néanmoins déjà vous informer qu'elle est opposée à la création de nouveaux secteurs classés en degré de sensibilité II (DS II) directement à proximité de la route nationale (nouvelle zone à bâtir ou passage d'un DS III à un DS II). Si l'on se réfère à la loi sur l'aménagement du territoire, un des principes qui doit régir l'aménagement est de préserver autant que possible les lieux des habitations des atteintes nuisibles ou incommodantes, telles que la pollution de l'air, le bruit et les trépidations. La planification de nouveaux secteurs en DS II à proximité directe d'une route avec un trafic journalier moyen de plus de 65'000 véhicules par jour est certainement contraire à ce principe.

Compte tenu de ce qui précède, l'OFROU formule :

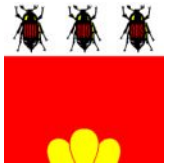
- un préavis positif pour le projet de PPA

- un préavis négatif pour le projet de révision du PGA

Dès lors, l'OFROU invite le requérant à compléter et adapter le projet de révision du PGA en conséquence.

3 EMOLUMENTS

Aucun émolument ne sera perçu pour l'établissement du présent préavis.



COMMUNE DE BELMONT-SUR-LAUSANNE
MODIFICATION DU PLAN GENERAL D'AFFECTATION ET DU PLAN PARTIEL EN ROCHETTAZ
EXAMEN PRÉALABLE COMPLÉMENTAIRE 2

Synthèse des préavis de l'examen préalable complémentaire 2 des services cantonaux (préavis du 24 avril 2019).

Les déterminations de la Municipalité sont présentées par M. Muheim (syndic de Belmont-sur-Lausanne), M. Gamboni (chef du service technique) et M. Joubert (urbaplan) au SDT lors de la séance du 4 juin 2019.

Le dossier est adapté sur la base des déterminations de la Municipalité et des échanges avec Mme Garcia entre mi-juin et mi-juillet puis il sera soumis à enquête publique entre mi-août et mi-septembre 2019 (30 jours).

Demandes principales sur le PGA

Les demandes 1 à 6 doivent faire l'objet d'une coordination avec le SDT au cours de la séance du 4 juin 2019.

Service	Demandes et observations	Décisions de la Municipalité	Positions du SDT
SDT	*1. Disponibilité des terrains* L'article 15 de la LAT exige des communes qu'elles assurent la disponibilité des terrains constructibles (disposition reprise dans l'art. 52 LATC). ● Le SDT demande d'introduire un chapitre sur la question dans le rapport 47 OAT et d'adapter le plan en indiquant les parcelles concernées et le règlement en ajoutant un article en la matière. Il propose: - soit d'introduire dans le règlement un délai de construction de 7 à 12 ans pour les parcelles concernées et préciser qu'en cas d'inexécution le terrain sera	**L'article suivant est intégré dans le règlement** : *Garantie de la disponibilité des terrains* Conformément aux articles 15a LAT et 52 LATC, les parcelles non bâties affectées en zone à bâtir doivent être construites dans les 12 ans qui suivent l'entrée en force de la décision d'approbation du plan d'affectation. Les parcelles concernées par cette obligation sont signalées en plan. Si le délai imposé n'est pas respecté, les mesures fiscales définies à l'article 52 alinéas 4 et 5 LATC sont appliquées. **Les parcelles concernées sont identifiées en plan** : Il s'agit des parcelles libres de construction selon le BDR (elles seront identifiées dans le cadre de l'adaptation du dossier). **Un nouveau sous chapitre dédié est introduit dans le chapitre 8 du rapport traitant de la conformité du PGA à la loi sur l'aménagement du territoire cantonale**	Principe validé par le SDT A noter, dans le cadre d'une révision de PGA, cette disposition concerne uniquement les parcelles libres de construction. dans le cadre d'un PA de détai. elle concerne également les parcelles qui voient leur droits augmenter. A noter que la taxe prévue à l'article 52 n'est plus exigible à partir du dépôt du permis de construire à l'enquête publique.

	déclassé ou frappé d'une mesure fiscale, - soit de conclure des contrats avec les propriétaires concernés précisant le délai de construction et les conséquences du non-respect du délai.	**(LATC).** *Cette modalité de traitement a été validée par le Canton dans le cadre d'une enquête publique complémentaire du PGA de Lavigny (préavis du 18 avril 2019).*	
SDT	*2. Taxe sur la plus-value* ● Le SDT demande d'identifier, dans le rapport 47 OAT, toutes les parcelles qui voient leur droits à bâtir augmenter.	**Un nouveau sous chapitre dédié à la plus-value est introduit dans le chapitre 8 du rapport traitant de la conformité du PGA à la loi sur l'aménagement du territoire cantonale (LATC).** Dans ce chapitre sont notamment listées les parcelles qui voient leurs droits à bâtir augmenter. Elles seront identifiées de manière détaillée dans le cadre de l'adaptation du dossier. Il s'agit, a priori, des parcelles affectées à la zone d'habitation de moyenne densité. *Cette modalité de traitement a été validée par le Canton dans le cadre d'une enquête publique complémentaire du PGA de Lavigny (préavis du 18 avril 2019).*	Principe validé par le SDT En sus de la zone d'habitat de moyenne densité, il conviendra d'intégrer les parcelles du secteur des chaffeise si l'affectation en zone d'activité économique ets retenue (cf. point 3). Seuls les numéros de parcelles sont à lister.
SDT **SPEI**	*3. Zones industrielles et artisanales* Au vu de la pénurie des zones industrielles et artisanales qu'enregistre l'agglomération Lausanne-Morges, le SDT refuse la	**La zone mixte B "Les Chaffeises" est remplacée par une zone d'activités économiques 1 (selon NORMAT 2). Elle reprend le noyau dur de la zone industrielle du PGA de 1984.** **Les zones mixtes B et C "Arnier" sont remplacées par**	Concernant l'actuelle zone artisanale, il est convenu de la traiter comme un secteur régi par l'actuel PGA (cf point 4). Concernant la zone industrielle

	proposition de reconversion de la zone artisanale et industrielle en zone mixte C (parcelles 522, 523, 524, 526, 527). Le SPEI demande de : ● modifier l'affectation de la zone mixte B en excluant le logement et ouvrir le panel d'activités aux activités industrielles ; ● étudier la faisabilité de maintenir l'affectation actuelle de la zone mixte C, au profit des installations publiques et des activités artisanales, sans logement ; ● augmenter sensiblement l'IUS pour les activités artisanales et industrielles ; ● réserver le code couleur violet sur les plans à la représentation de la zone d'activités artisanales et industrielles (zone mixte B telle que modifiée plus haut).	**une zone d'activités économiques 2 (selon NORMAT 2). Elle reprend le noyau dur de la zone artisanale du PGA de 1984. Les parcelles 526 et 527 sont affectées en zone agricole (cf. point 6).** Un projet de règlement sur ces deux nouvelles zones est proposé en annexe. Ces deux nouvelles zones sont représentées en plan selon la directive Normat 2 (cf. point 12).	"Les Chaffeises" deux options sont discutées : 1) affectation en zone d'activités économiques avec augmentation de la hauteur autorisée des bâtiments de 9 à 12 m (cette modification est considérée comme une augmentation des droits à bâtir) et encadrement plus stricte de la notion de logement en lien avec le gardiennage (selon modèle proposé par le SDT). 2) traitement comme secteur régi par l'actuel PGA Une coordination entre le SDT et le SPEI sur cette question est à effectuer.
SDT	*4. Zone soumise à plan spécial* Parce qu'elle est contraire aux objectifs de la LAT concernant la disponibilité des terrains (art. 15 LAT), le SDT demande de :	**La zone soumise à plan spécial est supprimée.** Le secteur "En Rochettaz" devient un "secteur concerné par des modifications particulières mais qui demeure globalement régi par le PGA du 4 juillet 1984".	Principe validé par le SDT L'article introduit dans le règlement est adapté de la manière suivante. Article xxx : Secteurs concernés par

	● supprimer la zone soumise à plan spécial ; ● affecter ces secteurs dans le PGA ou les sortir du périmètre de la révision ; ● adapter le dimensionnement de la zone à bâtir en conséquence dans le rapport 47 OAT.	Le secteur “En Rueyres 2” devient un “secteur concerné par des modifications particulières, mais qui demeure globalement régi par le PGA du 4 juillet 1984”. Sur la partie affectée par le PQ “ En Rueyres”, il devient un “secteur concerné par des dispositions particulières, mais qui demeure globalement régi par les plans d’affectation de détail en vigueur” (cf. point 11). Le secteur “Balcon du Léman” est supprimé. Il sera traité comme “secteur concerné par des dispositions particulières, mais qui demeure globalement régi par les plans d’affectation de détail en vigueur” du fait de son inscription dans le périmètre du PQ “En Arnier II” (cf. point 11). L’évolution de l’affectation dans ce secteur sera traitée ultérieurement dans le cadre d’une modification du PQ “En Arnier II”. **L’ article suivant est introduit dans le règlement :** Article xxx : Secteurs concernés par des modifications particulières, mais qui demeurent globalement régis par le PGA du 4 juillet 1984 “Ces secteurs sont destinés à l’élaboration de plans d’affectations de détail. Ils sont régis par les articles suivants du règlement (liste des articles concernant les dangers naturels, les bâtiments notés, la disponibilité des terrains,etc.). Pour le surplus, dans l’attente de l’élaboration de futurs plans d’affectation de détail, ils demeurent régis par le PGA et les dispositions du règlement du PGA du 4 juillet 1984 pour autant que ces dernières ne soient pas en	des modifications particulières, mais qui demeurent globalement régis par le PGA du 4 juillet 1984 “Ces secteurs sont régis par les articles suivants du règlement (liste des articles concernant les dangers naturels, les bâtiments notés, la disponibilité des terrains, etc.). Pour le surplus, ils demeurent régis par le PGA et les dispositions du règlement du PGA du 4 juillet 1984 pour autant que ces dernières ne soient pas en contradiction avec les articles susmentionnés.”

		contradiction avec les articles susmentionnés." **Le rapport 47 OAT sera adapté en fonction des modifications apportées au plan et au règlement.** Il est notamment mentionné que des projets de PA de détail sont prévus sur ces secteurs. *Ces principes ont été formulés par le SDT dans le cadre de leur préavis du 23 avril 2019 sur le PGA de Morges.*	
SDT	*5. Zone de verdure* La zone de verdure est une zone à bâtir au sens de l'article 15 LAT. Elle a pour vocation un espace de détente pour une population comme un parc public. De fait, le SDT demande d'affecter les différentes parcelles concernées par les zones de verdure A, B, C et D à des affectations correspondant à leur vocation. Proposition du SDT pour les zones de verdure A et B : ● suppression des zones de verdure A et B, ● affectation des parcelles 125 (partiel), 126 (partiel) 141, 536, 451, 558, 447, 652 à la zone agricole ou à la zone de protection de la nature et du	**Les zones de verdure A et B sont supprimées et affectées en zone naturelle protégée.** La réglementation associée à cette nouvelle zone reprend les dispositions des zones de verdure A et B. **La zone de verdure C est supprimée, elle est affectée en zone de sports et loisirs.** La réglementation associée à cette nouvelle zone reprend les dispositions de la zone de verdure C. **La zone de verdure D est supprimée. Les parties de parcelles concernées par la zone de verdure D sont affectées selon l'affectation principale de chaque parcelle.** Ces parties de parcelle étant soumises à des dangers naturels forts , des aires de verdure inconstructibles, se superposant à l'affectation de la parcelle, sont définies (cf. point 9). Les principes d'évolution de la zone de verdure D sont présentés en annexe.	Les zones de verdure A et B sont transformées en zone de protection de la nature et du paysage (selon dénomination Normat 2), à l'exception de la parcelle 328 qui est affectée en zone de verdure 15 LAT. La zone de verdure C est supprimée. La parcelle 449 est affectée en zone de sports et loisirs et la parcelle 176 en zone d'installation parabublique. La zone de verdure D est supprimée et traiter selon la proposition d'urbaplan, à l'exception de la partie ouest des parcelles 37 et 29 qui sont affectées en zone de verdure 15 LAT pour assurer la maintien de

	paysage (17 LAT), ● affectation des parcelles 29 et 37 en zone à bâtir. Proposition du SDT pour la zone de verdure C : ● affectation de la parcelle 449 en zone de sports et loisirs. Proposition du SDT pour la zone de verdure D : ● affecter à la zone de verdure les parcelles 29 et 37 ainsi qu'une partie des parcelles 124, 125, 128, 142 et 143, ● insérer un indice de verdure pour les zones à bâtir concernées (zone mixte B et zone de moyenne densité).		l'accès au bâtiment sis sur la parcelle 124. Le secteur de restriction 1 est appliqué à ces deux parties de BF.
SDT	*6. Zone intermédiaire* La zone intermédiaire n'existe plus suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle LATC le 1er septembre 2018. De fait, le SDT demande d' : ● affecter la zone intermédiaire en zone agricole.	**La zone intermédiaire est supprimée. Les parcelles concernées sont affectées en zone agricole.** Les parcelles 526 et 527 sont également affectées en zone agricole.	Principe validé par le SDT.

SDT DGE-ASS	*7. Equipement du terrain* Afin de prendre en compte les conclusions et mesures du PGEE de la commune, le SDT demande de compléter : ● le RPGA avec un article sur la gestion et l'évacuation des eaux afin de garantir la bonne séparation des eaux ; ● le rapport 47 OAT en mentionnant qu'une fois la révision du PGA et du PPA adoptée, le PGEE sera mis à jour.	**La commune a pris contact avec M. Lapprand de la DGE-ASS/AUR. I**l a été convenu avec lui qu'un chapitre spécifique sur le PGEE est introduit dans le PGA. Il est produit par la Commune et lui est soumis pour lecture. **Un article est ajouté dans le règlement traitant de la gestion et de l'évacuation des eaux.** Il est soumis pour relecture à la DGE-ASS/AUR.	Principe validé par le SDT. Les coordinations nécessaires ont été effectuées avec la DGE-ASS.
SDT DGE-FORET	*8. Forêts* La lisière de l'aire forestière sur la parcelle 115 n'étant pas correctement figurée sur le plan, le SDT demande de : ● adapter la lisière selon le plan "Belmont-sur-Lausanne - Plan de constatation de la nature forestière de la parcelle n° 115" du 15 mai 2017 ; ● reporter cette nouvelle lisière aussi bien sur le PGA que le Plan de constatation de la nature	**La lisière de l'aire forestière de la parcelle 115 est adaptée sur le PGA selon le plan de constatation de la nature forestière datant du 15 mai 2017.** **La surface située sous le pont autoroutier qui enjambe le Vallon de la Paudèze est adaptée sur le PGA selon les recommandations de l'inspecteur forestier.** Une coordination avec l'inspecteur forestier est prévue sur ce point. **Les plans de constatations n° 2 et 3 sont adaptés par le géomètre mandaté par la Commune selon les demandes de l'inspecteur forestier. Ils seront mis à l'enquête en même temps que la révision du PGA.**	Principe validé par le SDT.

	forestière n°2 ; ● adapter le plan de constatation de la nature forestière n°3 conformément à ce qui est figuré sur le PGA (attention , la surface située entre et sous les ponts qui enjambent le Vallon de la Paudèze (DP 85) est soumise au régime forestier); ● teinter la surface située entre et sous le pont en aire forestière selon l'inspecteur des forêts.	La Commune se coordonne avec le géomètre et s'assure du respect du calendrier pour un dépôt à l'enquête publique conjoint.	
SDT **DGE-GEODE**	*9. Dangers naturels* Le SDT et la DGE-GEODE demandent de : ● ramener la couleur orange au début de la série en légende (zone d'habitation de moyenne densité) ; ● annexer, dans le rapport 47 OAT, une lettre rédigée par les bureaux spécialisés mandatés par la commune confirmant avoir travaillé en étroite collaboration avec le bureau d'urbanisme pour la rédaction du rapport 47 OAT, du RPGA et du plan; confirmant avoir vérifié et	**Concernant la prise en compte des dangers naturels, les principes suivants sont retenus** : > La zone de verdure D est supprimée. Les parties de parcelles concernées par la zone de verdure D sont affectées selon l'affectation principale de chaque parcelle (cf. point 5 zone de verdure D). > L'ancienne zone de verdure D est transformée en aire de verdure. La réglementation associée à cette aire de verdure reprend les dispositions prévues pour la zone de verdure D. > La trame liée aux secteurs de restriction est appliquée à l'entier des parcelles concernées. > La légende du PGA est adaptée selon les demandes de la DGE-GEODE. Ces principes d'évolution sont illustrés en annexe.	Principe validé par le SDT La partie ouest des parcelles 37 et 29 qui sont affectées en zone de verdure 15. Le secteur de restriction 1 est appliqué à ces deux parties de BF.

	validé l'exactitude du contenu des documents dans leur version finale ; ● intégrer l'ensemble d'une parcelle affectée en zone à bâtir lorsqu'elle est touchée par un danger naturel de sorte à être le plus restrictif (notamment parcelles 29, 37, 125, 128, 142 et 143).	La commune prend contact avec les bureaux spécialisés pour la vérification du projet de PGA. Leurs courriers sont annexés au rapport 47 OAT.	
SDT OFROU	*10. Nouvelles zones à bâtir à proximité de l'autoroute N9* L'OFROU préavise négativement le projet de PA, celui-ci définissant une nouvelle zone à bâtir à proximité de l'autoroute N9 est étant dès lors en non-conformité avec l'OPB. Une coordination entre le SDT et la DGE est en cours pour préciser les implications du préavis de l'OFROU.	Il semble que le préavis négatif de l'OFROU concerne le projet de PA "Balcons du Léman". Le secteur "Balcon du Léman" est supprimé. Il sera traité comme "secteur concerné par des dispositions particulières, mais qui demeure globalement régi par les plans d'affectation de détail en vigueur" du fait de son inscription dans le périmètre du PQ "En Arnier II" (cf. points 4 et 11). L'évolution de l'affectation dans ce secteur sera traitée ultérieurement dans le cadre d'une modification du PQ "En Arnier II". Dans ce cadre, les demandes de l'OFROU vis-à-vis de l'OPB seront prises en considération.	Le préavis de l'OFROU concerne l'ensemble des parcelles sises à proximité de l'autoroute. Arpsè pesée des intérêts, le SDT considère que ce sont les VLI et non les VP qui doivent être prises en considération. Cette pesée des intérêts sera détaillée dans la décison d'approbation du PGA par le SDT. Il faut toutefois s'attendre à une opposition de l'OFROU.
SDT	*11. Plans d'affectation légalisés* Les planifications légalisées doivent répondre à l'article 15 LAT	**Les plans d'affectation légalisés sont traités comme des "secteurs concernés par des modifications particulières mais qui demeurent globalement régis par les plans d'affectation de détail en vigueur."**	Principe validé par le SDT L'article introduit dans le règlement est adapté de la

	(dimensionnement de la zone à bâtir et disponibilité des terrains). A ce titre, leur conformité aux exigences légales doit être démontré puisqu'ils sont reconduits pour les 15 prochaines années. Pour ce faire, le SDT demande que : ● *la révision intègre les plans légalisés* - démontrer la conformité des plans légalisés à l'art. 15 LAT ; ● *la révision n'intègre pas les plans légalisés* - il s'agit d'une révision partielle du PGA.	**En plan, les modifications suivantes sont apportées :** > La liste des plans d'affectation de détail mentionnée en plan est titrée : Plans d'affectation de détail en vigueur non confirmés par le présent plan (à titre indicatif). > La légende des plans légalisés est modifiée de la manière suivante : "secteurs concernés par des modifications particulières, mais qui demeurent globalement régis par les plans d'affectation de détail en vigueur, lesquels ne sont pas confirmés par le présent plan." **L' article suivant est introduit dans le règlement :** Article xxx : Secteurs concernés par des modifications particulières mais, qui demeurent globalement régis par les plans d'affectation de détail en vigueur "Ces secteurs sont destinés à l'élaboration de plans d'affectations de détail. Ils sont régis par les articles suivants du règlement (liste des articles concernant les dangers naturels, les bâtiments notés, la disponibilité des terrains,etc.). Pour le surplus, dans l'attente de l'élaboration de futurs plans d'affectation de détail, ils demeurent régis les plans d'affectation suivants pour autant que ces dernières ne soient pas en contradiction avec les articles susmentionnés : (liste des plan d'affectation de détail concernés avec date d'approbation)" **L'abrogation partielle des PQ "En Rueyres" et "En Arnier" est supprimée de l'article 25.1.** Ces derniers	manière suivante. Article xxx : Secteurs concernés par des modifications particulières, mais qui demeurent globalement régis par le PGA du 4 juillet 1984 "Ces secteurs sont régis par les articles suivants du règlement (liste des articles concernant les dangers naturels, les bâtiments notés, la disponibilité des terrains, etc.). Pour le surplus, ils demeurent régis par le PGA et les dispositions du règlement du PGA du 4 juillet 1984 pour autant que ces dernières ne soient pas en contradiction avec les articles susmentionnés."

		seront abrogés dans le cadre des projets de PA “En Rueyres 2” et “En Arnier 2”. **Le rapport 47 OAT est adapté selon les principes suivants :** > Le maintien des plans d’affectation de détail existants est justifié. > Il est mentionné que la révision du PGA ne confirme pas pour les 15 prochaines années les plans d’affectation de détail maintenus sauf sur les aspects liés aux dangers naturels, aux bâtiments notés, à la disponibilité des terrains, etc. Ces principes de traitement des plans d’affectation en vigueur ont été formulés par le SDT dans le cadre de leur préavis du 23 avril 2019 sur le PGA de Morges.	
SDT	*12. Directive NORMAT* Le SDT demande que : ● les dossiers de planification soient accompagnés de fichiers informatiques respectant la directive NORMAT. Ces fichiers sont livrés au SDT avant l’approbation préalable (avant enquête publique afin d’éviter tout retard).	La dénomination et la représentation graphique des zones sont adaptées en fonction du projet de directive Normat 2. Le géomètre mandaté par la Commune prépare les fichiers informatiques interlis selon la directive Normat.	Principe validé par le SDT

DGE-ARC	*13. Degrés de sensibilité au bruit* La DGE-ARC demande de : ● attribuer un DS III à la zone agricole dans le RPGA ; ● supprimer la parcelle 548 de la liste (art. 4.3) ; ● adapter l'art. 4.3 en attribuant le DS III à la parcelle 546.	Les DS sont adaptés selon la demande.	Principe validé par le SDT
DGE-ASS	*14. Evacuation des eaux* La DGE-ASS demande de : ● analyser quantitativement et qualitativement l'impact du PGA sur le réseau existant (rapport 47 OAT) ; ● mettre à jour le PGEE une fois le PGA adopté ; ● ajouter des dispositions réglant la gestion et l'évacuation des eaux afin de garantir la séparation des eaux.	Cf. point 7.	
DGE-BIODIV	*15. Indice de surface verte* La DGE-BIODIV demande de : ● compléter le règlement avec un indice de surface verte selon Norme SIA 504 421.	La commune ne retient pas cette demande.	Principe validé par le SDT

Demandes formelles sur le PGA

Service	Demandes et observations	Décisions de la Municipalité	Positions du SDT
SDT	**Rapport 47 OAT** Adapter le chapitre 5.3.3 en distinguant le potentiel d'accueil du PGA et celui des mesures des projets de PA de détail.	Le rapport 47 OAT et la simulation du projet de PA sont adaptés selon les demandes et les adaptations apportées au PA. Le chapitre 5.3.3 est reformulé pour distinguer : > la croissance liée aux mesures d'aménagement strictement liées à la révision du PA ie l'augmentation de l'IUS en ZHMD; > la croissance liée aux mesures d'aménagement qui seront prises dans le cadre de futures planifications de détail (PA En Rochettaz, PA En Rueyres 2, etc.). La simulation du projet de PA sur la plateforme cantonale est revue de manière à ne prendre en considération que les mesures d'aménagement strictement liées à la révision du PA.	Principe validé par le SDT
SDT	**Rapport 47 OAT** Adapter les réserves en supprimant la zone soumise à plan spécial.		
SDT	**Rapport 47 OAT** Adapter le calcul en supprimant les logements prévus dans la zone mixte C		

SDT	**Plan** Adapter selon synthèse	Le plan est adapté selon la demande.	Principe validé par le SDT
SDT	**Plan** Déplacer dans la légende la lisière forestière (ce n'est pas une donnée indicative).	Le plan est adapté selon la demande.	Principe validé par le SDT
SDT	**Plan** Adapter le cartouche des signatures à la nouvelle LATC. On ne parle plus de mise en vigueur mais de "l'entrée en vigueur".	Le plan est adapté selon la demande.	Principe validé par le SDT
SDT	**Règlement** Adapter les références à la nouvelle LATC	Le règlement est adapté selon la demande.	Principe validé par le SDT
SDT	**Règlement** Art. 3.5 - la distance entre les bâtiments étant réduite de 6 à 3 m, s'assurer du respect à la norme incendie.	Ce point est à vérifier par le service technique communal.	
SDT	**Règlement** Art. 4.1 et 4.3 - justifier la définition de deux DS distincts pour une même	Le rapport 47OAT est complété selon la demande. Dans ce cas, le PA reprend les DS fixés par le plan des degrés de sensibilité au bruit.	Principe validé par le SDT

	zone.		
SDT	**Règlement** Art. 10.2 - clarifier la destination de la zone et supprimer les installations imposées par leur destination.	La zone de verdure C est transformée en zone de sports et de loisirs (cf. point 5). La possibilité de construire des installations imposées par leur destination est supprimée.	Principe validé par le SDT
SDT	**Règlement** Art. 11.2, al. 3 - supprimer l'alinéa et adapter selon le rapport de synthèse.	La zone de verdure D est transformée en aire de verdure La surface de l'aire de verdure est prise en considération dans la mesure d'utilisation du sol de la parcelle concernée. (cf. points 5 et 9).	Principe validé par le SDT
SDT	**Règlement** Art. 13.1 - préciser la destination de la zone. La notion de construction d'utilité publique est trop vague.	Le règlement est adapté selon la demande.	Principe validé par le SDT
SDT	**Règlement** Art. 15.1 à 15.7 - adapter selon le rapport de synthèse.	Cf. points 4 et 11.	Principe validé par le SDT
SDT	**Règlement** Art. 16 - Supprimer.	Cf. point 6.	Principe validé par le SDT
SDT	**Règlement** Art. 25.3 - Modifier les dispositions finales concernant l'entrée en vigueur.	Le règlement est adapté selon la demande.	Principe validé par le SDT

Demandes sur le PPA En Rochettaz

Service	Demandes et observations	Propositions Urbaplan	Positions du SDT
SDT	*1. Equipement du terrain* Le SDT demande de : ● compléter le rapport 47 OAT en établissant l'impact du PPA sur le réseau existant ; ● proposer, si nécessaire, des mesures d'assainissement.	Cf. point 7.	Principe validé par le SDT
SDT	*2. Dimensionnement* Le SDT demande que la Commune informe les instances techniques et politiques du Schéma Directeur de l'Est Lausannois de l'augmentation du	La Commune communique cette information au SDEL. Le PPA ne fait que confirmer les droits existants, bien qu'aujourd'hui non mobilisés. Aucune augmentation des droits à bâtir n'est donc prévue dans le cadre de l'établissement du PPA En Rochettaz.	Principe validé par le SDT

	potentiel existant des réserves en zone à bâtir et mixte.		
SDT	*3. Limite des constructions* Le SDT demande de : ● faire figurer sur le plan de situation du PPA, les limites des constructions nouvelles (en particulier celles liées aux bâtiments inventoriés au recensement architectural en note 1 à 4).	Le plan est adapté selon la demande.	Principe validé par le SDT
SDT	*4. Disponibilité des terrains* L'article 15 de la LAT exige des communes qu'elles assurent la disponibilité des terrains constructibles (disposition reprise dans l'art. 52 LATC). ● Le SDT demande d'introduire un chapitre sur la question dans le rapport 47 OAT et d'adapter le plan et le règlement en ajoutant un article en la matière.	Cf. point 1.	Principe validé par le SDT
DGE-ASS	*5. PGEE* Le PGEE faisant mention de tronçons de canalisations en mauvaise/très	Cf. point 7.	Principe validé par le SDT

	mauvais état, la DGE-ASS demande de : ● établir l'impact du PPA sur le réseau existant et proposé, si nécessaire, des mesures d'assainissement ; ● réaliser l'équipement collectif conformément aux dispositions de la norme SIA 190 ; ● réaliser les fonds de chambre des collecteurs d'eau usée en une seule pièce, en PVC, en PE ou en béton polyester ; ● traiter le mode d'évacuation des eaux provenant des parcelles privées conformément à la norme SN 592 000 ; ● contrôler les branchements privés jusqu'à l'intérieur des bâtiments.		

Projets de décadastration et d'immatriculation

Commune de Belmont-sur-Lausanne

La Borne - Chemin du Crau-au-Fer

Plan:	**7**	**Parcelles:**	**447 et DP 103**
Echelle:	1:500	Coord. moyenne:	⊙ 2'542'623 / 1'152'903
Mensuration:	numérique		

Plan dressé pour enquête:

Décadastration
Transfert du domaine privé au domaine public

La réalisation du projet implique une mise à jour du plan RF

La Municipalité de Belmont-sur-Lausanne

Le Syndic: La Secrétaire:

Epalinges, le 4 avril 2017 Le géomètre breveté

DOSSIER TECHNIQUE 315'089.177 MCA-JMR

m:\belmont\tg\315089 - la commune\177 - enquête transfert\02_447_traitement\enquête_bbhn_04.04.17.dwg

BBHN SA
Ingénieurs EPF-HES
Géomètres brevetés
GÉOMATIQUE • GÉNIE CIVIL • AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
MORGES Avenue de Lonay 17 • 1110 Morges • T. 021 811 40 40
EPALINGES Rte de la Croix-Blanche 42 • CP 47 • 1066 Epalinges • T. 021 623 13 13

membre sia
SWISSTS ISO 9001 - ISO 14001
ORDRE FÉDÉRAL DES GÉOMÈTRES



GEODONNEES DU 29.03.2016 © ETAT DE VAUD

Commune de Belmont-sur-Lausanne

La Chaffiause - Chemin de Villars

Plan:	**6**	**Parcelles:**	**597 et DP 17**
Echelle:	1:500	Coord. moyenne:	⊙ 2'542'517 / 1'153'521
Mensuration:	numérique		

Plan dressé pour enquête:

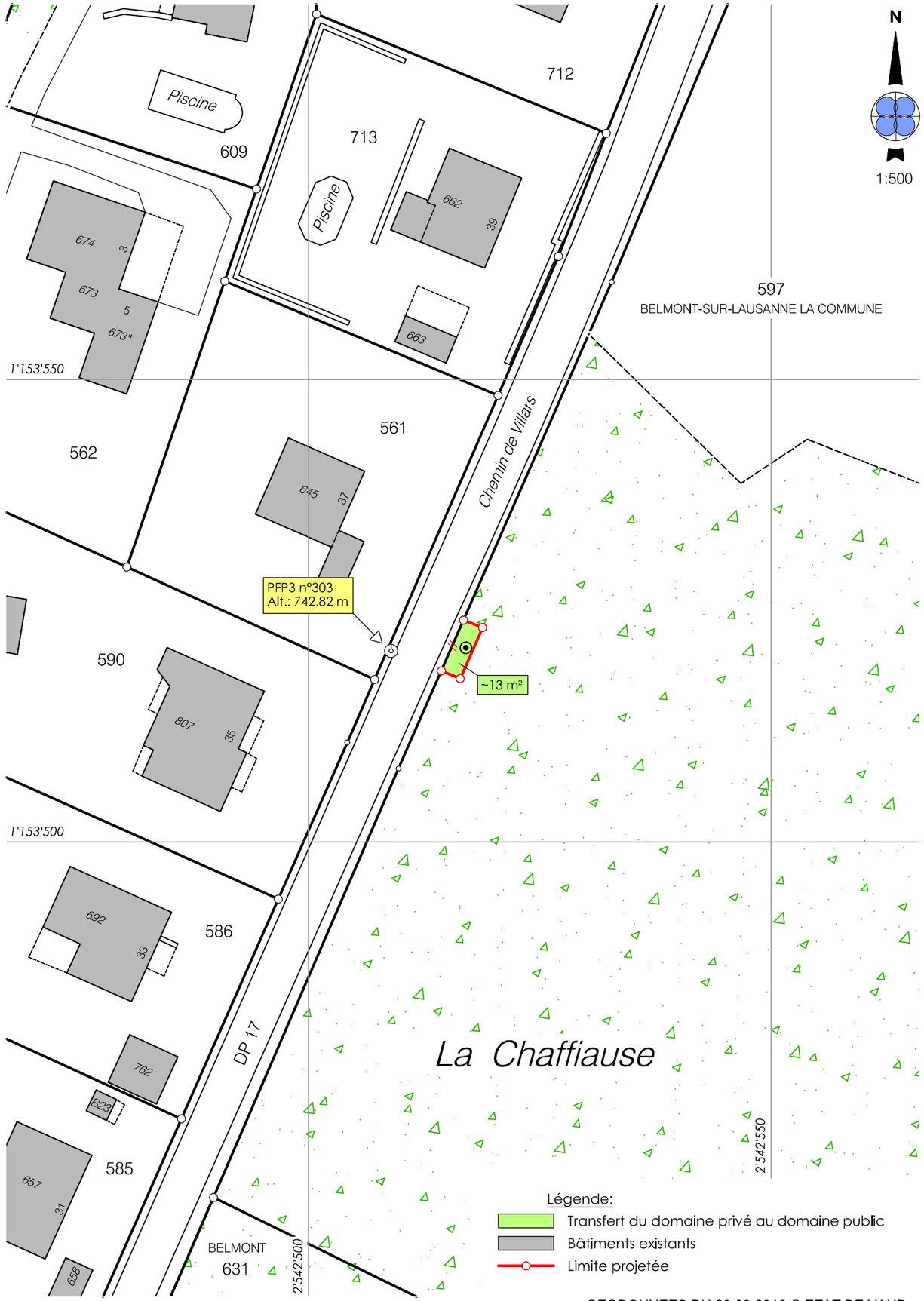
Décadastration
Transfert du domaine privé au domaine public

La réalisation du projet implique une mise à jour du plan RF

La Municipalité de Belmont-sur-Lausanne	
Le Syndic:	La Secrétaire:
Epalinges, le 4 avril 2017	Le géomètre breveté
DOSSIER TECHNIQUE 315'089.180 MCA-JMR	

m:\belmont\tg\315089 - la commune\180 - enquête transfert\02_597_traitement\enquête_bbhn_04.04.17.dwg

BBHN SA
Ingénieurs EPF-HES
Géomètres brevetés
GÉOMATIQUE • GÉNIE CIVIL • AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
MORGES Avenue de Lonay 17 • 1110 Morges • T. 021 811 40 40
EPALINGES Rte de la Croix-Blanche 42 • CP 47 • 1066 Epalinges • T. 021 623 13 13



Commune de Belmont-sur-Lausanne

Sentier de l'Epine

Plan: 3
Echelle: 1:1000
Mensuration: numérique

Parcelle: DP 90
Coord. moyenne: 2'541'979 / 1'152'884

Plan dressé pour enquête:

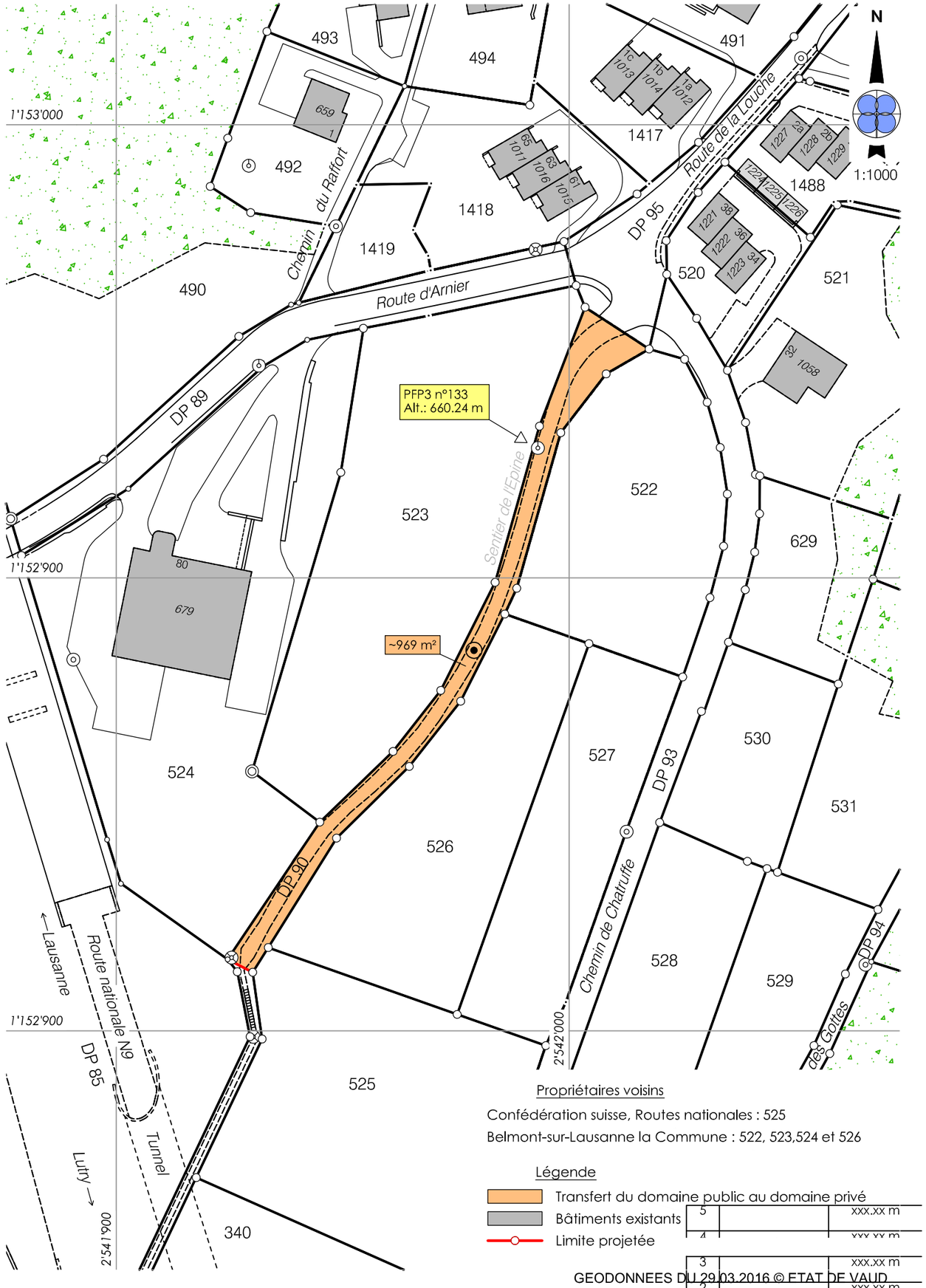
Cadastration
Transfert du domaine public au domaine privé

La réalisation du projet implique une mise à jour du plan RF

La Municipalité de Belmont-sur-Lausanne	
Le Syndic:	La Secrétaire:
Epalinges, le 4 avril 2017	Le géomètre breveté
DOSSIER TECHNIQUE 315'089.174 MCA-JMR	

m:\belmont\tg\315089 - la commune\174 - enquête transfert\03_dp90_traitement\enquête_bbhn_04.04.17.dwg

BBHN SA
Ingénieurs EPF-HES
Géomètres brevetés
GÉOMATIQUE • GÉNIE CIVIL • AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
MORGES Avenue de Lonay 17 • 1110 Morges • T. 021 811 40 40
EPALINGES Rte de la Croix-Blanche 42 • CP 47 • 1066 Epalinges • T. 021 623 13 13



Propriétaires voisins

Confédération suisse, Routes nationales : 525
Belmont-sur-Lausanne la Commune : 522, 523,524 et 526

Légende

- Transfert du domaine public au domaine privé
- Bâtiments existants
- Limite projetée

5		xxx.xx m
4		xxx.xx m
3		xxx.xx m
2		xxx.xx m

GEODONNEES DU 29.03.2016 © ETAT DE VAUD

Commune de Belmont-sur-Lausanne

Aménagement du Chemin du Blessoney

Plan:	**1**	**Situation:**	**Chemin du Blessoney**
Echelle:	1:500	Coord. moyenne:	⊙ 2'541'960 / 1'152'415
Mensuration:	numérique	Parcelles:	274, DP 63 et DP 49

Plan dressé pour enquête:

Cadastration / Décadastration
Transfert du domaine public au domaine privé et du domaine privé au domaine public

La réalisation du projet implique une mise à jour du plan RF

La Municipalité de Belmont-sur-Lausanne

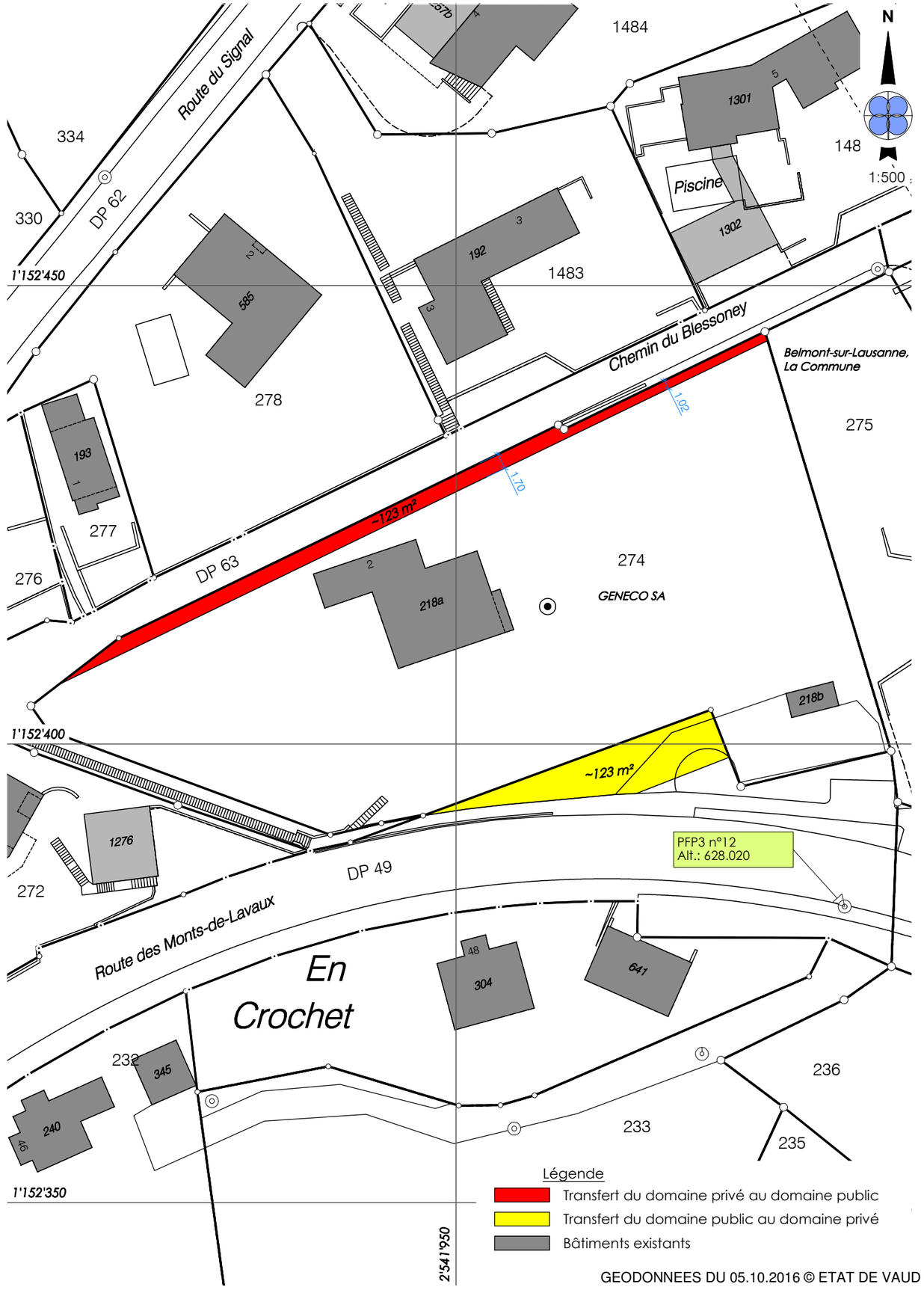
Le Syndic: La Secrétaire:

Epalinges, le 20 octobre 2016 Le géomètre breveté

DOSSIER TECHNIQUE 315'089.170 JMR

m:\belmont\tg\315089 - la commune\170 - enquête pile 274\02_traitement\enquête_bbhn_20.10.16.dwg

BBHN SA
Ingénieurs EPF-HES
Géomètres brevetés
GÉOMATIQUE • GÉNIE CIVIL • AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
MORGES Avenue de Lonay 17 • 1110 Morges • T. 021 811 40 40
EPALINGES Rte de la Croix-Blanche 42 • CP 47 • 1066 Epalinges • T. 021 623 13 13



GEODONNEES DU 05.10.2016 © ETAT DE VAUD

PLAN DE SITUATION DRESSE POUR ENQUETE

Commune de Belmont-sur-Lausanne

Réaménagement de la Route de la Louche

Plans:	**6 et 7**	**Situation:**	**Route de la Louche**
Echelle:	1:500	Coord. moyenne:	◉ 542'200 / 153'300
Mensuration:	numérique	Parcelles:	n°509, 551 / DP 19, 95

OBJET DE L'ENQUÊTE:
Transfert du domaine public au domaine privé et du domaine privé au domaine public

La Municipalité de Belmont-sur-Lausanne

Le Syndic: La Secrétaire:

Epalinges, le 8 mai 2015 Le géomètre breveté

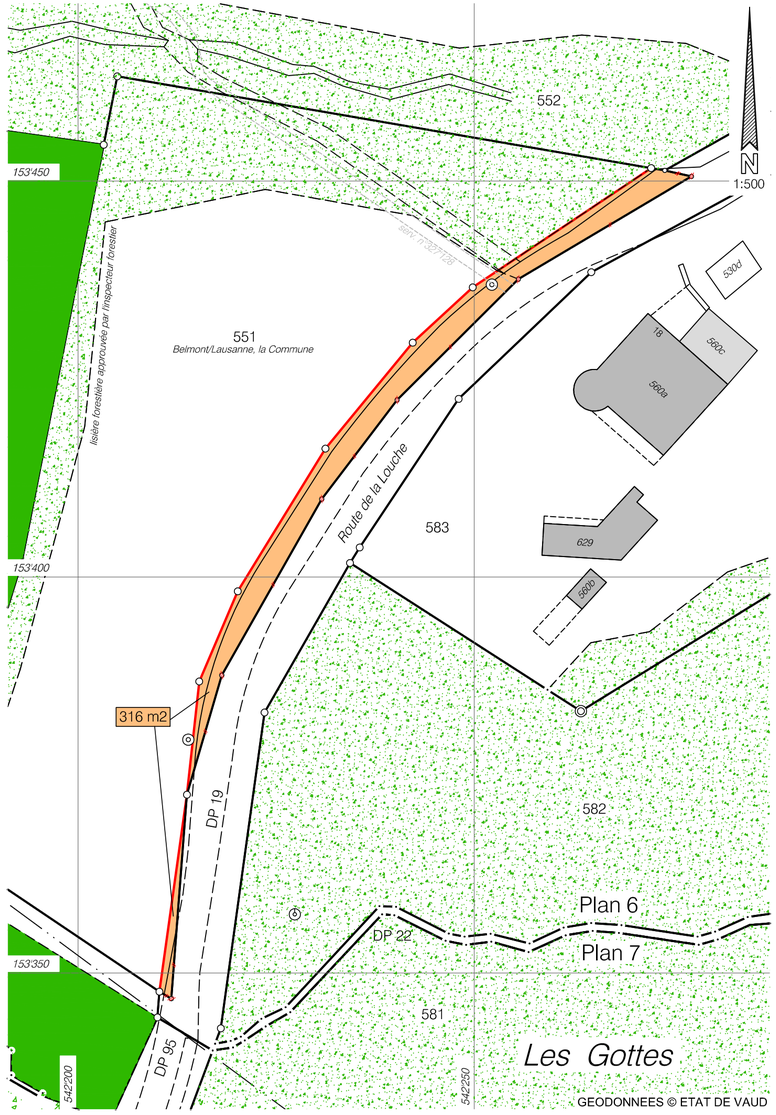
DOSSIER TECHNIQUE 315'045.009 / MA

m:\belmont\tg\315045 - la louche\009\02_enquête\03_traitement\enquête_bbhn_080515.dwg

Ingénieurs EPFL - SIA, Géomètres brevetés
Géomatique - Génie rural - Génie civil
Mensurations spéciales 3D - Laser scanning
epalinges@bbhnsa.ch www.bbhnsa.ch

BBHN SA
Route de la Croix Blanche 42
Tél. 021 623 13 13 Case postale 47
Fax 021 623 13 14 1066 Epalinges





Bilan des réserves signé en 2015 par la commune et la DGTL

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

**Service
du développement
territorial**

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

ba SI

REÇU
le 26 MARS 2015

Municipalité de la
Commune de Belmont-sur-Lausanne
Route d'Arnier 2
Case postale 64
1092 Belmont-sur-Lausanne

Personne de contact : Matias Schiffrin

Tél. 021 316 74 23
E-Mail : matias.schiffrin@vd.ch

Lausanne, le 24 mars 2015

Approbation du bilan des réserves en zone à bâtir (d'habitation et mixte) – Belmont-sur-Lausanne

Monsieur le Syndic, Mesdames les Municipales, Messieurs les Municipaux,

Par la présente, nous vous informons que nous avons bien reçu les trois exemplaires du bilan des réserves en zone à bâtir (d'habitation et mixte) signés en date du 11 mars 2015. Comme convenu, nous vous retournons un exemplaire signé par le chef du Service du développement territorial a.i.

En restant à votre disposition pour d'éventuels compléments d'information, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Syndic, Mesdames les Municipales, Messieurs les Municipaux, nos salutations distinguées.

Christian Exquis
chef du Service
du développement territorial a.i.

Annexe

- Exemplaire du bilan des réserves en zone à bâtir (d'habitation et mixte) signé.

Copie

- Mme Joëlle Gaillard, SDT, Division Aménagement communal.

Commune de Belmont-sur-Lausanne

Bilan des réserves à bâtir

Accord préliminaire conformément au guide *Dimensionnement de la zone à bâtir* validé par le Conseil d'Etat le 26 janvier 2011 et comprenant:

- Les tableaux de synthèse de la commune, datés du 02.07.2014.
- Les cartes représentant les zones à bâtir à vocation d'habitation ou mixte de la commune, et leur légende, datées du 02.07.2014.

Approuvé par la municipalité dans sa séance	Approuvé par le Service du développement territorial
du 11 mars 2015	Lausanne, le 24 MARS 2015
Le Syndic	Le Secrétaire
	Le Chef de service g.i.

Rapport généré le 13.03.2015

Commune de: **Belmont-sur-Lausanne**

NOOFS: 5581

Pré-estimation automatique des réserves réalisée le:	02.07.2014
Nettoyage communal des données retourné le :	05.02.2015
Validation des données réalisée le :	23.02.2015

F1. Récapitulatif des informations sur les réserves en zone à bâtir à vocation d'habitation et mixte

Valeur en nombre d'habitants

	Capacité de densification		Capacité des terrains contenant une réserve		Total	
Hors périmètre de centre	14	14	119	119	**133**	**133**
En périmètre de centre	0	0	438	438	**438**	**438**
Total	**14**	**14**	**557**	**557**	**571**	**571**

Capacité de développement résidentiel à 15 ans hors zone à bâtir

xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à corriger par la commune si besoin
xx	Donnée modifiée par la commune

		Données SDT	Données Communes	
Mesure C21	Constructions et installations dignes de protection			logements
Mesure C22	Petites entités urbanisées (hameaux)			logements
Mesure C23	Territoires à habitat traditionnellement dispersé			logements
Mesure C24	Paysages dignes de protection et constructions caractéristiques			logements
	Total sans doublons			logements
		+	+	
	Plus de 25% d'habitations ou de 20 habitations hors zone à bâtir			logements
	Total des logements	0	0	logements
	Le PDCn prévoit 3 habitants par logement.	0	0	habitants
	Le PDCn prévoit un coefficient de 60% pour tenir compte du rythme de reconversion	x 60%	x 60%	
	Total des habitants	0	0	habitants

Terrains* de l'ensemble du territoire des communes non concernées par un périmètre de centre (cantonal, régional ou local), ou terrains situés hors du périmètre de centre (communes concernées par un périmètre de centre cantonal, régional ou local)

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrains contenant une réserve

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			% constructible			Surface brute de plancher réalisable (m2)	
408	Zone d'habitation de très faible densité	1120	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		359	359
410	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		320	320
430	Zone d'habitation de très faible densité	1816	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		48	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Surface SPB théorique: 1816x0.40x0.80=581.12 m² Surface SPB construite: 101m² au sol x 3 étages : 303 m² Solde : 278.12 m² soit 48% Justification des corrections du SDT: Autre, à commenter	279	279
432	Zone d'habitation de très faible densité	4936	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		36	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Surface parcelle selon RF : 7'675 m² - forêt 3'977 m² = 3'698 m². Construction existante : 216 m x 7 = 1'512 m²+accès 380 m²= 1'892 m², soit solde surface constructible 1'806 m²	576	576
465	Zone d'habitation de très faible densité	3075	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		68	68	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: 1'000 m² pour construction existante selon RCAT, soit solde disponible de 2'075 m²	664	664
486	Zone d'habitation de très faible densité	4152	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		55	55	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée au règlement actuel (1.3.1.15) Commentaire de la commune: construction existante 206m² x 7 = 1442 m² - accès 414 m²; solde disponible 2'296 m², soit env. 55%	731	731
502	Zone d'habitation de très faible densité	2172	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		48	48	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	334	334
542	Zone d'habitation de très faible densité	2348	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez,	100	100		80	80		19	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: SBP théorique : 2373x0.40x0.80=759.36 m²	143	143

					1 étage et combles)										Surface construite : 205 m² x 3 étages = 615 m² Solde 144.36 m², soit 19% Justification des corrections du SDT: Autre, à commenter		
595	Zone d'habitation de très faible densité	1036	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		89	89		295	295
696	Zone d'habitation de très faible densité	1015	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		325	325
1402	Zone d'habitation de très faible densité	1379	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		441	441
1404	Zone d'habitation de très faible densité	2272	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		727	727
1486	Zone d'habitation de très faible densité	2411	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		771	771
Total		**28731**													5965	**5965**

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir <u>hors du périmètre de centre</u> 119 **119**

On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte

***** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles***

****** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive***

******* Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.***

******** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés***

Terrains* dans <u>le périmètre de centre</u> (seulement pour les communes concernées par un périmètre de centre cantonal, régional ou local)

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrains contenant une réserve

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			% constructible			Surface brute de plancher réalisable (m2)	
35	Zone d'habitation de très faible densité	4517	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles). Selon le RF, la parcelle est de 5'585 m². La différence de 1'068 m² est-elle la surface réservée pour l'ex bretelle autoroutière ? Justification des corrections du SDT: Valeur estimée Commentaire du SDT:	100	100		80	80		78	78	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Selon RCAT, construction sur 1'000 m² minimum. Calcul de 1'000 m² sur 4'517 m² = env. 22%; dès lors, 100 - 22=78%	1127	1127
38	Zone d'habitation de très faible densité	2353	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		100	100		753	753
48	Zone d'habitation de très faible densité	1029	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		100	100		329	329
57	Zone d'habitation de très faible densité	4999	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		1600	1600
58	Zone d'habitation de très faible densité	1125	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		360	360
66	Zone d'habitation de très faible densité	3598	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		38	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Construction actuelle de 278 m² = 1946 m² utilisé selon règlement actuel. Solde disponible 1'652 m² = 661 m² SBP	437	437
103	Zone d'habitation de très faible densité	1244	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		398	398
107	Zone d'habitation de très faible densité	5226	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement	100	100		80	80		81	81	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	1355	1355

					Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)										Commentaire de la commune: Selon RCAT, 1'000 m² pour une construction. Dès lors, 5226 m² - 1'000 m² = 4226 m², soit env. 81% de 5226 m²		
115	Zone d'habitation de très faible densité	2788	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		98	98		874	874
116	Zone d'habitation de très faible densité	2402	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100	Commentaire de la commune: Extrêmement difficile à exploiter car limite des 10 m à la forêt Commentaire du SDT: Tant que la commune n'a pas effectué une modification du plan d'affectation, la réserve demeure (guide, chapitre 1.2.2)	769	769
119	Zone d'habitation de très faible densité	361	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		100	100	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée au règlement actuel (1.3.1.15) Commentaire de la commune: Parcelle inconstructible car moins de 1'000 m² Justification des corrections du SDT: Autre, à commenter Commentaire du SDT: Taille du terrain n'est pas un facteur suffisant pour révoquer son potentiel : fusion/remaniement parcellaire possible pour avoir une taille suffisante pour de nvelles hab. (chap. 1.2.2, cas 1.3.2.14)	116	116
143	Zone d'habitation de très faible densité	4524	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		69	69	Commentaire de la commune: Difficile à exploiter car topographie très difficile	999	999
155	Zone d'habitation de très faible densité	1294	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement Commentaire du SDT:	100	100		80	80		89	89		369	369
178	Zone d'habitation de très faible densité	999	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Justification des corrections du SDT: Valeur du règlement	100	100		80	80		100	100	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée au règlement actuel (1.3.1.15) Commentaire de la commune: Pas 1'000 m² de surface Justification des corrections du SDT: Autre, à commenter Commentaire du SDT: Taille de la parcelle n'est pas un facteur suffisant. En cas de fusion/remaniement potentiel reste possible p (chap. 1.2.2, cas 1.3.2.14)	320	320
186	Zone d'habitation de moyenne densité	6612	0.83	0.83	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement du PQ "En Arnier II", 5'463 m² possible. PC délivré en 2013	100	100		80	80		100	100		4390	4390
204	Zone d'habitation de très faible densité	3600	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement	100	100		80	80		100	100		1152	1152

					Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)											
219	Zone de centre de localité (zone village)	911	0.5	0.5		90	90		80	80		44	44	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Règlement Zone du Bourg : SBP définie à 405 m²	146	146
234	Zone d'habitation de très faible densité	6788	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		83	83	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Construction actuelle 1'000 m². solde de 5'788 m²	1803	1803
235	Zone d'habitation de très faible densité	1401	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		448	448
239	Zone d'habitation de très faible densité	1392	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles) Commentaire du SDT:	100	100		80	80		100	100		445	445
274	Zone d'habitation de très faible densité	2705	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		40	40	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: potentiel restant sur la parcelle après déduction de la construction existante	346	346
333	Zone d'habitation de très faible densité	2000	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		640	640
337	Zone d'habitation de très faible densité	2047	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		70	70	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Haie protégée sur 30% de la surface	459	459
484	Zone d'habitation de très faible densité	999	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée au règlement actuel (1.3.1.15) Commentaire de la commune: Inconstructible selon RCAT (moins de 1'000 m²) Justification des corrections du SDT: Autre, à commenter Commentaire du SDT: Forme du terrain n'est pas un facteur suffisant. En cas de fusion/remaniement potentiel reste possible p (chap. 1.2.2, cas 1.3.2.14)	320	320
703	Zone d'habitation de très faible densité	2104	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		673	673
1407	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		320	320
1408	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4	Justification des corrections de la	100	100		80	80		100	100		320	320

					commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)												
1409	Zone d'habitation de très faible densité	1000	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		320	320
1485	Zone d'habitation de très faible densité	1008	0.4	0.4	Justification des corrections de la commune: Valeur du règlement Commentaire de la commune: Selon règlement actuel, COS 1/7ème (rez, 1 étage et combles)	100	100		80	80		100	100		323	323
Total		71025													21910	21910

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir <u>dans le périmètre de centre</u> (si présent) 438 **438**

On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte

***** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles***

****** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive***

******* Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.***

******** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés***

Bilan du dimensionnement de la zone à bâtir

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

A. Besoins

	Dans le centre	Hors du centre
Population au 31 décembre 2008	2421	808
		+
Croissance hors centre selon la mesure A11 (15%)		121
		=
Population maximale hors centre en 2023 selon la mesure A11		929
Population programmée en 2023		929 929
		-
Population au moment du bilan	2631	905
		=
Besoins au moment du bilan (max 15% de la population 2008)		24 24

B. Capacités d'accueil au moment du bilan

Capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir		
Capacité des réserves représentées en vert sur la carte	438 438	119 119
	+	+
Potentiel de densification des autres parcelles	0 0	43 43
(1/3 du potentiel de densification est comptabilisé)	0 0	14 14
Le calcul du potentiel de densification est obligatoire si la densité est inférieure à 64 hab+empl/ha.		
Densité:	66	39
		+
Capacité de développement résidentiel hors de la zone à bâtir (report du formulaire "Capacité hors zone à bâtir")		0 0
	=	=
Total: capacités d'accueil au moment du bilan	438 438	133 133

C. Bilan

Hors périmètre de centre: surcapacité d'accueil par rapport aux besoins	109 109
Facteur de croissance démographique 2008-2023 selon mesure A11	1.9 1.9
Selon formule: (Capacités d'accueil + Croissance de la population depuis 2008) / Croissance hors centre selon mesure A11 (15%)	
NB: une valeur de 2 équivaut à une croissance de la population de 30% entre 2008 et 2023	
Croissance 2008-2023 selon bilan (Facteur de croissance * 15%)	28 28

CANTON DE VAUD
DÉPARTEMENT DE L'INTERIEUR
Service du développement territorial

ESTIMATION DES RÉSERVES EN ZONE À BÂTIR À VOCATION D'HABITATION OU MIXTE

LÉGENDE

Type de zone à bâtir selon typologie cantonale harmonisée NORMAT

Zone d'habitation de très faible densité	CUS/IUS < 0.4
Zone d'habitation de faible densité	CUS/IUS entre 0.4 et 0.6
Zone d'habitation de moyenne densité	CUS/IUS entre 0.6 et 1
Zone d'habitation de forte densité	CUS/IUS > 1
Zone de centre de localité (zone village)	CUS/IUS variable
Zone de centre historique	CUS/IUS variable
Zone de hameau	CUS/IUS variable

Aptitude à la construction

- Terrains bâtis (intérieur coloré) ou hors analyse (blanc)
- Droits distincts permanents bâtis (intérieur coloré) ou hors analyse (blanc)
- Terrains partiellement bâtis
- Terrains libres
- Terrains libres ou bâtis disposant d'un périmètre d'implantation potentielle ; si le terrain est bâti, périmètre non retenu faute de droits à bâtir selon les paramètres de l'estimation transmise (réévaluation possible)

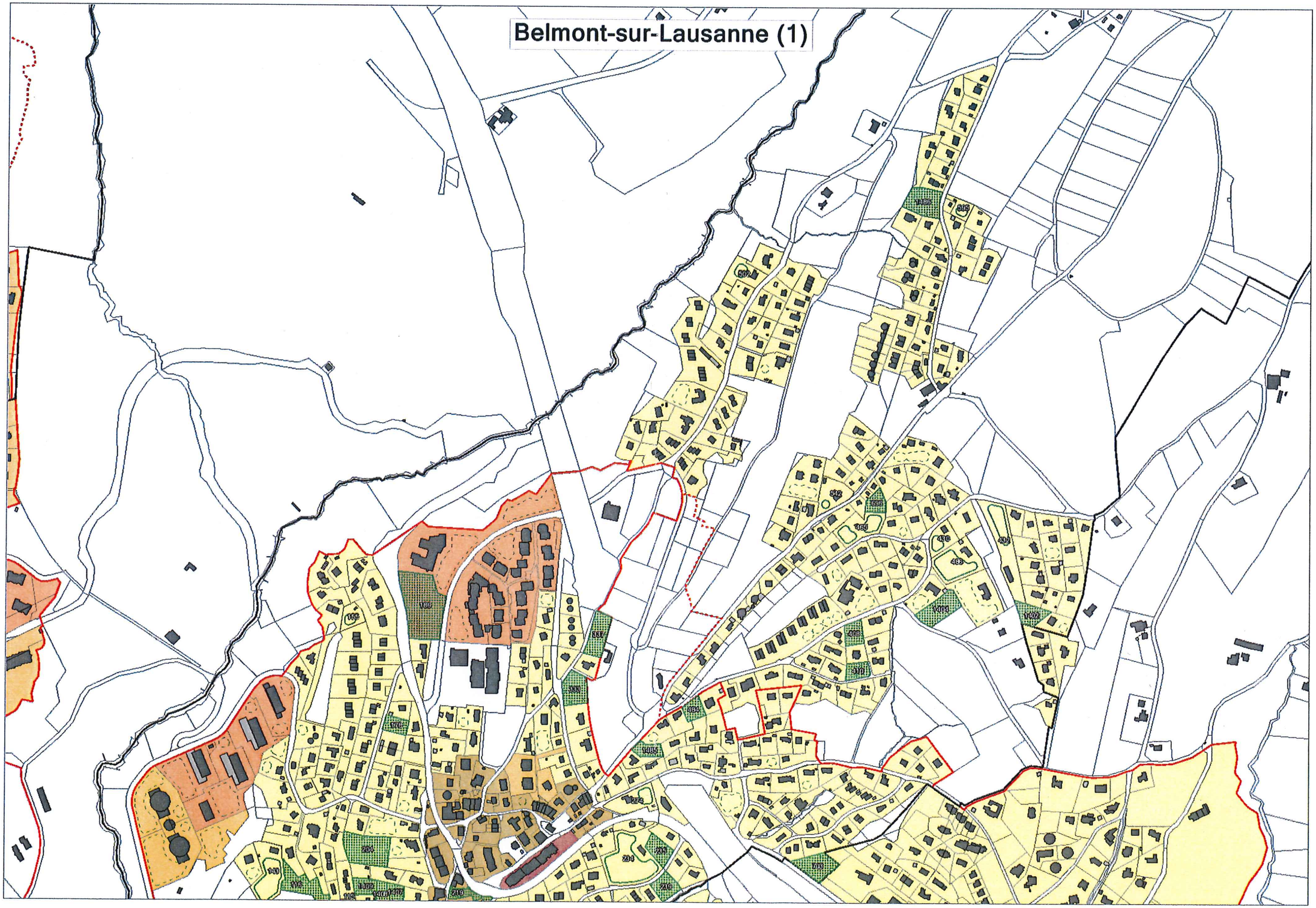
Bâtiment

- Garages
- Autres bâtiments (cadastre)
- Autres bâtiments (registre des bâtiments)

Périmètre de centre et limites communales

- Périmètre de centre
- Périmètre de centre (projet d'intérêt cantonal, planification à établir)
- Périmètre de centre (planification communale à établir)
- Limites communales

Belmont-sur-Lausanne (1)



Belmont-sur-Lausanne (2)

Territoire urbanisé

Commune de Belmont-sur-Lausanne

Délimitation du territoire urbanisé

version 2 - 21 mars 2018

urbaplan

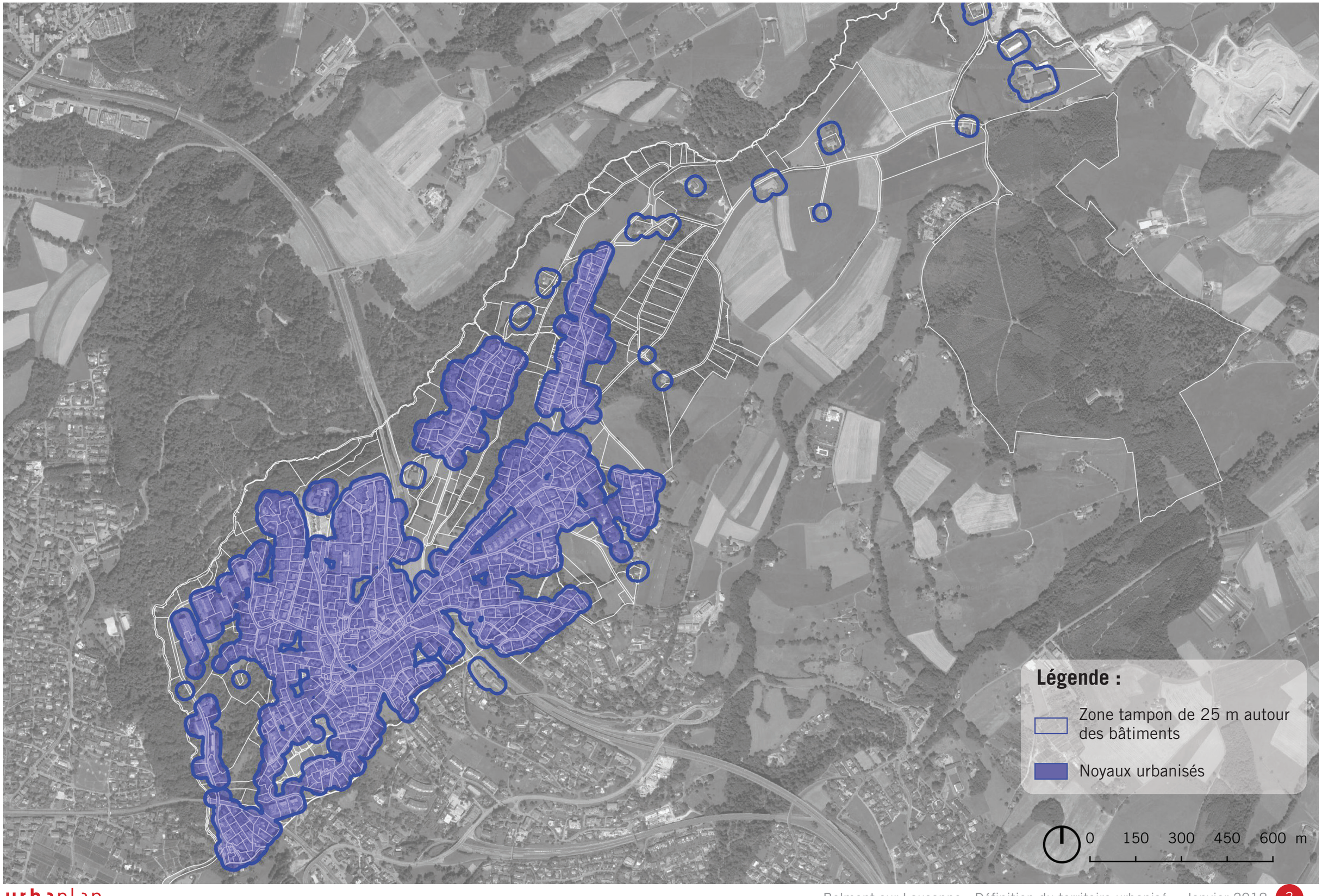
ETAPE 1 : DÉFINITION DES NOYAUX BÂTIS LARGEMENT URBANISÉS

Légende :

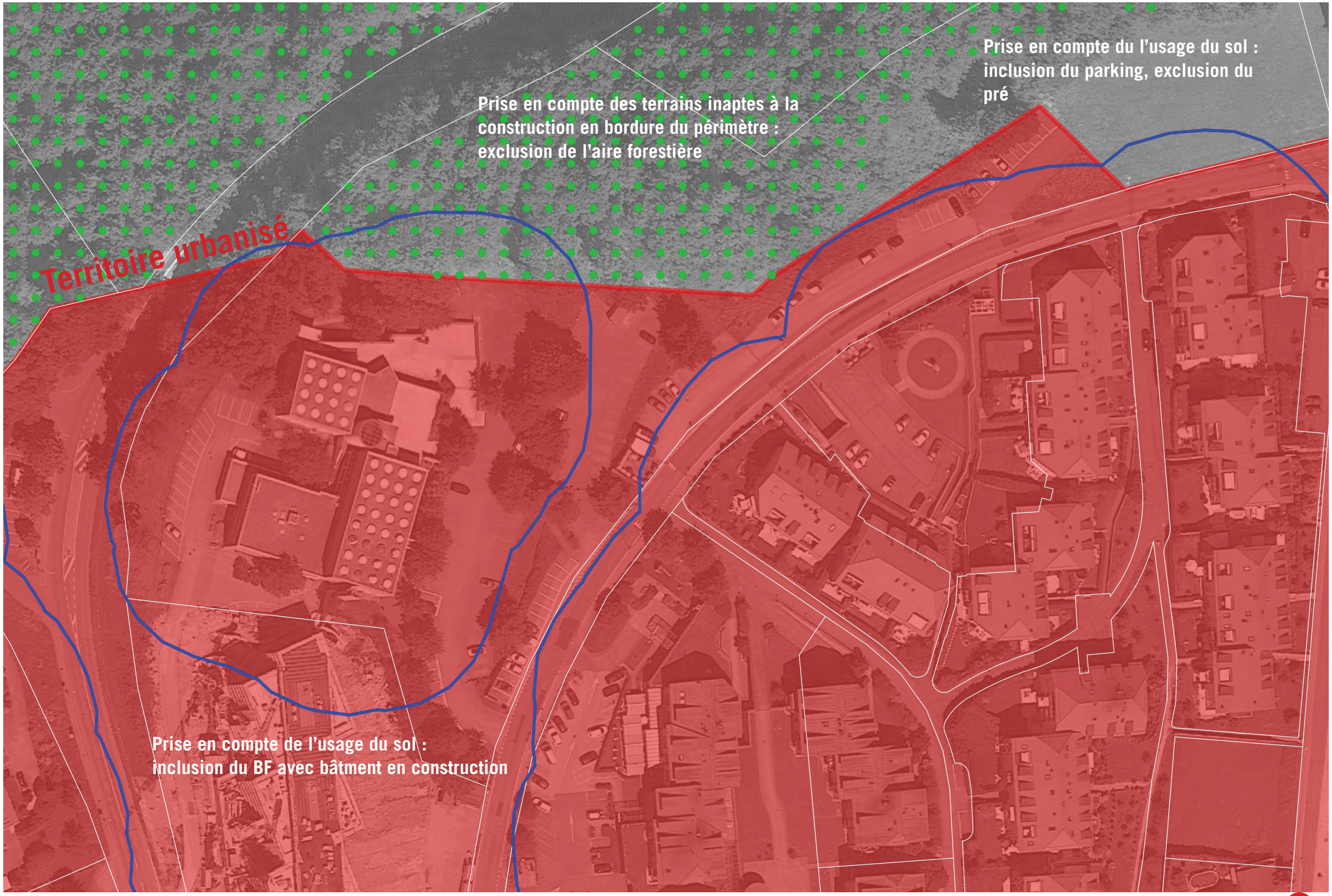
Zone tampon de 25 m autour des bâtiments

0 150 300 450 600 m

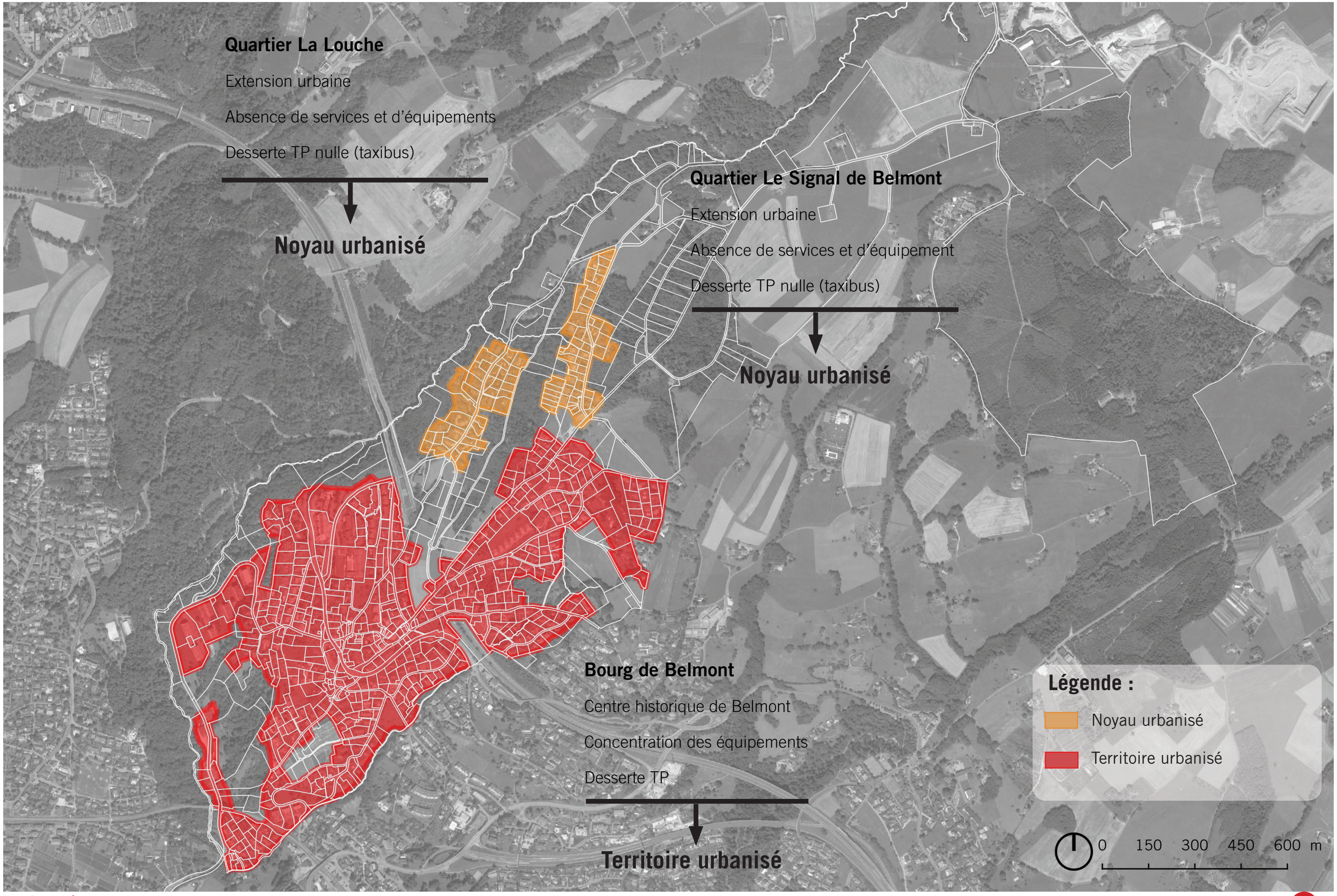
ETAPE 1 : DÉFINITION DES NOYAUX BÂTIS LARGEMENT URBANISÉS



ETAPE 2 : IDENTIFICATION ET DELIMITATION DU TERRITOIRE URBANISÉ



TERRITOIRE URBANISÉ - PROPOSITION



ANNEXE 10 – ÉTUDES SECTORIELLES SUR LES DANGERS NATURELS

Implications géologiques par rapport aux zones de glissement- Karakas & Français - septembre 2012

Etude des dangers crues Secteurs du Blessoney et Rochettaz - BG Ingénieurs Conseils - février 2013

Lettres attestant de l'exactitude des contenus du rapport 47 OAT, du plan et du règlement
BG Ingénieurs Conseil + Karakas & Français – juillet – août 2019

karakas &français sa
géotechnique
géostructures

Commune de Belmont-sur-Lausanne

MODIFICATIONS DU PGA

Implications géologiques par rapport aux zones de glissement
Rapport

Av. des Boveresses 44
1010 Lausanne
Tél. +41 21 654 44 88
Fax +41 21 654 44 99
geotechnique@karakas-francais.ch

Chemin des Poteaux 10
1213 Petit-Lancy
Tél.+41 22 301 52 61
Fax +41 22 301 52 62

Av. de la Gare 19
1920 Martigny
Tél. +41 27 723 20 11
Fax +41 27 723 21 11

FN/sb/6648
Lausanne, Septembre 2012

TABLE DES MATIERES

I INTRODUCTION 1
II DOCUMENTS UTILISÉS 1
III PARTIE 1 1
IV PARTIE 2 2
IV.1 ZONE MIXTE A AUX CHAFFEISES 2
IV.2 ZONE MIXTE B 3
IV.3 ZONES EN RUEYRES ET EN RUEYRES II 3
IV.4 ZONE "EN ROCHETTAZ" 4
IV.5 ZONE DE LA COULETTE 2 4
V PARTIE 3 4

I INTRODUCTION

Le présent rapport nous a été confié par la commune de Belmont en date du 10 juillet 2012 sur la base de notre offre du 4 juillet 2012. Il répond aux exigences cantonales en matière de prise en compte des dangers naturels en relation avec diverses modifications du plan général d'affectation (PGA) soumises à examen préalable par le bureau Urbaplan pour le compte de la commune de Belmont. Ce rapport est constitué de trois parties :

1ère partie : Il s'agit de l'inventaire des parcelles communales situées en zones de danger faible, respectivement en zones de danger moyen, par rapport au danger de glissement.

2ème partie : Elle concerne quatre zones soumises à modification du PGA (zone mixte A aux Chaffeises, zone mixte B, zone de la Coulette, zone "En Rochettaz" et zone "En Rueyre 2". Pour ces zones, sont décrites parcelle par parcelle les conséquences éventuelles des modifications d'affectation par rapport au danger de glissement.

3ème partie : Elle concerne la zone inférieure des parcelles N° 29 et 37 à la route des Chaffeises. Cette 3ème partie consiste à définir les mesures constructives appropriées pour associer la construction de deux bâtiments avec les mesures nécessaires à stabiliser le pied du glissement survenu en janvier 2001 sur les parcelles N° 124, 37 et 29.

II DOCUMENTS UTILISÉS

Les documents suivants nous ont été remis par le bureau Urbaplan :

- Le plan général d'affectation de février 2012 au 1:5'000
- Le plan partiel d'affectation "En Rochettaz" de février 2012 au 1:500
- Les modifications d'affectation du PGA, en particulier les modifications du règlement pour les zones mixtes A et B.
- Les notes relatives à la séance du 06.06.2012 entre Urbaplan et Monsieur Gerber, responsable pour les dangers naturels du canton.

Les données géologiques et celles relatives aux zones de glissement sont celles contenues dans notre étude de stabilité du territoire communal de Belmont, version mai 1999. Pour le secteur des Chaffeises (partie inférieure des parcelles N° 29 et 37), notre étude du glissement de janvier 2001 a été utilisée, ainsi que l'étude de faisabilité géotechnique du 14.09.2011 du bureau de Cérenville SA relative au même projet.

Pour établir l'inventaire des parcelles à classer en zone de danger faible ou moyen, les données de forages et de suivi de constructions postérieures à notre étude de 1999 ont été utilisées également.

III PARTIE 1

D'une manière générale, il faut considérer que toutes les parcelles situées en zones de glissement substabilisé ou très lent de toutes profondeurs (glissements type 1A, 1B ou 1C selon GéoPlaNet) et en zones de glissement actif lent à très lent (glissements types 2A, 2B et 2C) sont à classer en zone de danger faible pour ce qui est de la problématique des instabilités de terrain.

Les zones cartographiées en zones de glissement actif (plus de 10 cm/an en principe) ne concernent jamais, à de rares exceptions près, des parcelles ou parties de parcelles situées en zones constructibles.

Les seules exceptions se situent sous la route de la Louche, sur le versant de la Paudèze, où les zones de glissement actif débordent de la zone de verdure (zone forestière) sur la zone d'habitation B au droit des petits secteurs des **parcelles N° 497 et 716,** et sur la zone intermédiaire pour l'extrémité Nord de la **parcelle N° 552.**

Une zone de glissement très actif du même versant de la Paudèze déborde sur la base de la **parcelle 1497** qui vient d'être construite. La construction a toutefois intégré des mesures d'ancrage destinées à bloquer la régression de cette zone de glissement en direction de la construction. Une zone plus large de ce même glissement un peu moins active remonte jusqu'à la route cantonale 773, mais son activité semblait avoir été maîtrisée par les travaux de drainage entrepris en 1988 à la base de cette parcelle avant sa construction précitée, et les mesures d'ancrage réalisées dans le cadre de cette construction renforceront encore l'efficacité de ces travaux.

Quoi qu'il en soit les parcelles mentionnées sont, avec les **parcelles 29 et 37** dont il sera question dans la **partie 3** du présent rapport, les seules sur la Commune de Belmont à pouvoir justifier un classement en zone de danger moyen, en général par risque de régression d'une zone de glissement actif située en aval suite à des conditions climatiques durablement très défavorables.

Les parcelles situées le long du Flonzel en rive droite de celui-ci sous la RC 773 pourraient encourir un risque similaire à un niveau un peu moindre (parcelles 48 à 57, 237, 1459, 239, 240). La probabilité d'une telle évolution parait toutefois un peu faible pour classer ces parcelles en zone de danger moyen.

IV PARTIE 2

IV.1 ZONE MIXTE A AUX CHAFFEISES

Cette zone étirée le long de la route des Chaffeises en rive gauche de la Paudèze englobe tout ou partie de chacune des 9 parcelles suivantes : **124 à 128** à l'amont de la route (les parts sur **parcelles N° 29 et 37** seront traitées dans la **partie 3** du présent rapport) et **28, 130, 1321 et 132** à l'aval de la route.

Géologiquement et du point de vue de l'exposition aux phénomènes de glissement, la situation de ces parcelles est très variable, plus particulièrement en ce qui concerne les parcelles situées à l'amont de la route (**N° 124 à 128**). Ces dernières se situent sur une zone de grands "couloirs" occupés par des masses glissées et séparés par des "crêtes" de roche subaffleurante et des falaises constituées par la Molasse Rouge de la Croix. Cette roche présente un fort pendage stratigraphique de l'ordre de 40°vers le Sud-Est qui détermine structuralement cette configuration.

Les parcelles situées à l'aval de la route des Chaffeises sont plus uniformément situées en zone de glissement, les différents glissements des zones de couloir amont se rejoignant en pied de versant au niveau de la route pour former une zone continue d'anciens glissements.

Ces glissements de couloirs substabilisés dans l'ensemble, sont a priori susceptibles de réactivations temporaires marquées en période de conditions climatiques prolongées très défavorables, à l'instar du glissement de janvier 2001 sur les parcelle N° 124, 37 et 29 et de celui plus limité amorcé à l'amont du bâtiment de la parcelle 127, sur la parcelle 125. Ces réactivations menacent le secteur déjà construit de la parcelle N° 128 (bâtiment de l'entreprise Freymond) et le bâtiment de la parcelle N° 127, ainsi que le projet de constructions sur les parcelles 29 et 37. Une extension de ces réactivations à l'aval de la route sur les parcelles N° 130 et 28 paraît moins probable. L'exposition des autres parcelles et parties de parcelles constituant cette "zone mixe A" aux réactivations des phénomènes de glissement qui les occupent parait très limitée.

De toutes les nouveautés liées à la révision du RPGA pour ce secteur, seul l'ajout de la possibilité d'implantation des habitations présente une incidence sur les mesures spécifiques à mettre en œuvre :

Il s'agit d'une part des adaptations constructives habituelles pour les constructions en zones instables, telle que radier complet lié rigidement aux murs de sous-sol, sans recherche obligatoire de fondations sur le soubassement rocheux en place. Pour les mesures de confortation liées aux travaux de terrassement, il est recommandé de les intégrer à un ouvrage ancré actif par tirants destiné à bloquer en pied les deux glissements de couloirs concernés. Un tel ouvrage avait été réalisé en 2001 lors de la réactivation en janvier du glissement occupant la partie inférieur de la parcelle 125. Il ne s'agit en l'occurrence pas là semble-t-il d'ouvrages dont le coût s'avérerait prohibitif dans le cadre de constructions privées, bien que son dimensionnement reste à définir. Le positionnement de ces ouvrages se situerait derrière les bâtiments industriels existants des parcelles N° 127 (Kastrati) et 128 (entreprise Freymond) exclusivement (pour les parcelles 29 et 37, voir partie 3).

IV.2 ZONE MIXTE B
(autour de la route de la Louche, à l'amont immédiat des viaducs autoroutiers)

Cette zone englobe les **parcelles N° 522 à 524** ainsi que la partie haute de la **parcelle N° 490**. Elle est entièrement située dans l'emprise du glissement général dit "de la Louche". Ce glissement assez profond (10 à 15 m) est considéré comme substabilisé dans tout le secteur constituant la zone mixte B et comme très légèrement actif dans tout le secteur jouxtant cette **zone mixte B** au Nord (état vérifié par forages et mesures inclinométriques réalisés en 1983 par le projet DUTI – EPFL), avec des vitesses de l'ordre du cm/an sur une surface de glissement située entre 13 et 15 m (vraisemblablement entre 10 et 13 m sur la zone B).

La roche en place se situe entre 13.90 m (**parcelle N° 490**) et 17.60 m (**parcelle N° 524**) au bord amont du viaduc ARN9.

Mesures constructives :
Les nouvelles destinations qu'inclut le projet de révision du RPGA impliquent des constructions potentiellement plus exigeantes en mesures de terrassements et de fondations. Les expériences faites lors des travaux pour la construction du centre commercial en Arnier (**zone H**) tout proche ont montré que les terrassements profonds peuvent conduire à la réactivation de la surface de glissement susmentionnée (en l'occurrence de plusieurs centimètres avant la prise de mesures de confortation). Des mesures de soutènement des terrassements sont donc à prévoir sur toute la **zone mixte B**, en principe dès que ceux-ci atteignent une profondeur de plusieurs mètres et même si la surface de glissement principale n'est pas atteinte. Il s'agit en règle générale de travaux spéciaux du type gunitage/clouage du front de terrassement ou autres mesures similaires selon les particularités du projet, des distances aux limites, etc.

Les mesures de fondation restent les mesures habituelles en zones de glissement. Une étude géotechnique est absolument indispensable sur ce site pour définir le dimensionnement des mesures à prendre.

IV.3 ZONES EN RUEYRES ET EN RUEYRES II

Ces zones qui englobent les **parcelles N° 32 à 34** (En Rueyres) et **35 + 38** (En Rueyres II) se trouvent dans un contexte géologique similaire : elles occupent la zone latérale du glissement de Converney-Taillepied, en bordure rive droite du Flonzel.

La profondeur du glissement sur ce site varie entre 5.0 m dans la partie haute (**parcelle N° 38** et partie haute de la **parcelle N° 35**) et 10.5 m à plus de 13 m sur la partie basse de la **parcelle N° 35**, la profondeur croissant à l'approche du FLonzel, qui coule sur le glissement.

La présence de surfaces de glissement secondaires déterminées par la présence du Flonzel est possible à vraisemblable mais n'est pas établie par les forages existants disponibles.

Il n'existe pas d'informations par forages disponibles sur les **parcelles N° 32 à 34** où les profondeurs de glissement doivent être du même ordre. A noter que la profondeur de 1.40 m pour le toit du rocher mentionné sur un relevé de forage en rive gauche du Flonzel (**parcelle N° 3825**) sur GeoPlaNet est erronée (il s'agit de roche glissée et non du toit du rocher en place).
Il n'existe pas de données connues ou visibles de mouvements actuels sur ces zones.

Mesures constructives :
Les mesures constructives sur ces six parcelles sont donc les mesures habituelles de soutènement de terrassements et de fondations en contexte de glissement substabilisé. On notera cependant le risque élevé de réactivation du glissement vers l'amont en cas de terrassements importants sur les **parcelles N° 35 et 38**, surtout si ceux-ci approchent du toit du rocher (qui correspond à la base du glissement) situé vers 5 m. La réalisation de travaux de confortation des talus dûment dimensionnés est strictement indispensable pour tout terrassement d'une certaine ampleur sur ces parcelles. On évitera de fonder tout ou parties de bâtiments dans le glissement à proximité de la surface de glissement et du toit du rocher.

IV.4 ZONE "EN ROCHETTAZ"

Cette petite zone située à l'amont de la confluence du Flonzel et de la Paudèze n'est pas située en zone de glissement. Le soubassement rocheux molassique se situe à très faible profondeur sur les parcelles contigües à l'amont (0.60 à 2.50 m), avec une ancienne entrée de galerie des mines de charbon en limite de zone (sur base de la parcelle 7).

Une augmentation de l'épaisseur de la couverture meuble à l'approche de la confluence Flonzel-Paudèze est vraisemblable, sous forme de colluvions et peut être d'alluvions, sans problèmes particuliers de stabilité.

Toutefois, des terrassements profonds rencontreraient certainement la zone saturée, avec les problèmes de tenue des talus que cela implique, et les problèmes potentiels de fondations sous la nappe. Dans ce dernier cas, les problèmes induits par la stabilité et les risques de tassement des bâtiments voisins doivent être pris en considération.

IV.5 ZONE DE LA COULETTE 2

Cette zone du PPA destinée à ne recevoir que de petites constructions liées à la production agricole se situe entièrement hors zones de glissement, dans un contexte géologique caractérisé par la présence d'une épaisse couverture morainique (25 à 30 m).

Il n'y a donc aucun problème d'ordre géologique à prévoir en relation avec le type d'affectation prévu de cette zone et de ce fait aucune mesure constructive spécifique à appliquer.

V PARTIE 3

La partie inférieure des parcelles N° 29 et 37 située en bordure amont de la route des Chaffeises, constitue une partie de la **zone mixte A**. Ce secteur correspondant à la zone inférieure atteinte par le glissement de janvier 2001, en bordure amont du viaduc CFF. Ce glissement avait pris naissance sur la parcelle N° 124, le long du pied de la falaise et s'était propagé à la moitié inférieure des parcelles N° 37 et 29 pour terminer son avancée contre le viaduc CFF. Ces **parcelles N° 29 et 37** avaient réceptionné les matériaux en glissement fortement saturés en eaux remobilisés d'un ancien glissement occupant une partie de la parcelle N° 124; les matériaux de la couverture meuble occupant les **parcelles N° 29 et 37** n'ont pas été remobilisés eux-mêmes par le glissement de la parcelle N° 124.

La partie inférieure de ces **parcelles N° 29 et 37**, objet du présent projet de révision du RPGA, avait elle-même été affectée surtout par un "bavage" des matériaux glissés provenant de la parcelle N° 124, avec une remobilisation limitée en glissement sensu stricto des matériaux sous-jacents. Peu de matériaux avaient alors atteint le chemin d'accès à la villa de la parcelle 29.
Une répétition du processus de 2001 pourrait se concrétiser par une nouvelle remobilisation en glissement sensu stricto des matériaux de couverture des parcelles N° 29 et 37. Mais cette remobilisation ne toucherait que peu la partie des parcelles concernées par le projet de révision. D'autre part sa probabilité d'occurrence est relativement faible dans la mesure où elle implique des conditions pluviométriques très exceptionnelles.

Par contre, une atteinte de ces parties par des matériaux boueux est possible également et justifierait prioritairement des mesures de protection. Un contrôle et un entretien régulier de la tranchée drainante réalisée en 2001 sur la parcelle 124 est en mesure de limiter la probabilité d'occurrence et l'ampleur d'un tel phénomène.

Mesures constructives :
Les mesures à prendre dans le cadre du projet de construction de cette partie inférieure des parcelles N° 29 et 37 sont donc de notre avis :

Le rapport d'étude de Cérenville Géotechnique du 14.09.2011 dimensionne une solution de paroi ancrée permanente sur la base de deux profils géologiques établis pour un calcul de stabilité par la méthode de Morgensten-Price à l'aide du logiciel Slope/W.

Bien que la représentation géologique utilisée sur ces profils ne soit à notre avis pas conforme aux conditions du site (type, forme et profondeur excessive de la surface de rupture, position et forme du toit du soubassement rocheux, les résultats de cette étude ne pourront être remis en cause que sur la base des données de sondages de reconnaissance qui restent à exécuter.

Si remise en cause il devait y avoir, c'est selon toute vraisemblance dans le sens d'une réduction du dimensionnement des mesures devisées, la roche en place étant probablement moins profonde qu'estimée et la profondeur de la masse instable inférieure.

Comme le mentionne cette étude, les mesures d'assainissement du glissement (effet de résurgences d'eaux et des coulées boueuses) ainsi que les travaux éventuels de réhabilitation du dispositif de drainage de 2011, non chiffrées, sont à prendre en considération.

VI REMARQUES CONCLUSIVES

D'une manière générale, il faut rappeler que les mesures constructives à appliquer dans le domaine géotechnique sont étroitement liées aux spécificités et aux dimensions du projet, en particulier en ce qui concerne le niveau de pénétration du projet dans le terrain. Ces remarques valent tout particulièrement pour la zone mixte B et pour les secteurs "En Rueyres" et "En Rueyres II".

Pour la zone mixte A aux Chaffeises selon l'implantation de la construction prévue, il pourrait y avoir en outre lieu d'intégrer un ouvrage destiné à contenir les poussées des glissements concernés au moyen d'un ouvrage ancré actif à l'instar de celui réalisé en 2001 à l'angle inférieur Nord de la parcelle N° 125.

Pour les parcelles N° 29 et 37, le dimensionnement de cet ouvrage devra en outre être précisé en fonction de la géométrie mal connue du pied du glissement de 2001.

KARAKAS & FRANÇAIS

Collaborateur externe
F. Noverraz

Rapport rédigé par :	Francis Noverraz	géologue

Transmission :	1 expl. mail	Urbaplan
	3 expl. à	Commune de Belmont

BG
Ingénieurs Conseils
Ingenieure & Berater
Consulting Engineers

Commune de Belmont-sur-Lausanne

Etude des dangers inondation secteurs "Blessoney"



Concept de protection chemin des Ecaravez - Etude hydraulique de détail

7489.02-RN017b/Scb

Lausanne, le 25 juin 2013

Ingénieurs Conseils
Ingenieure & Berater
Consulting Engineers

Commune de Belmont-sur-Lausanne

Etude des dangers inondation secteurs "Blessoney"

Concept de protection chemin des Ecaravez - Etude hydraulique de détail

Version	-		
Document	7489.02-RN017/Scb	7489.02-RN017a/Scb	7489.02-RN017b/Scb
Date	8 mai 2013	5 juin 2013	25 juin 2013
Elaboration	Gabrielle Schwab Rouge	Gabrielle Schwab Rouge	Gabrielle Schwab Rouge
Visa	Khalid Essyad	Khalid Essyad	Antoine Magnollay
Collaboration	Khalid Essyad	Khalid Essyad	Khalid Essyad
Distribution	Commune de Belmont-sur-Lausanne, Service technique	Commune de Belmont-sur-Lausanne, Canton de Vaud DGE-EAU, CCDN	Commune de Belmont-sur-Lausanne Canton de Vaud - DGE-EAU, CCDN

© BG

BG Ingénieurs Conseils SA - Avenue de Cour 61 - Case postale 241 - CH-1001 Lausanne
+41 58 424 11 11 +41 58 424 11 22 lausanne@bg-21.com www.bg-21.com CHE-116.329.587

Table des matières

		Page
1.	**Préambule – rappel de l'étude carte de dangers crues**	**2**
1.1	Cadre du projet et périmètre d'étude	2
1.2	Carte d'évaluation des aléas inondation	3
1.3	Processus en jeu	4
2.	**Définition des données de base**	**5**
2.1	Objectif de protection et déficit de protection	5
2.2	Détermination de la répartition de débit à l'amont	6
2.2.1	Capacité des conduites du réseau d'eau claires	6
2.2.2	Répartition du débit amont	6
2.3	Apports en sédiment et en bois flottant	8
2.4	Affouillement en sortie de voûtage	8
3.	**Concept de protection**	**9**
3.1	Concept initial	9
3.1.1	Concentration des ruissellements amonts	9
3.1.2	Diamètre de la conduite en aval du tronçon de cours d'eau	10
3.1.3	Commentaire sur ce concept initial	10
3.2	Alternative n°1 – Reprise de route	11
3.2.1	Concentration de l'écoulement en aval	11
3.2.2	Transit par le tronçon de cours d'eau	12
3.3	Alternative n°2 – dos d'âne en aval	12
3.3.1	Concentration de l'écoulement à l'aval	13
3.3.2	Transit par le tronçon de cours d'eau	13

1. Préambule – rappel de l'étude carte de dangers crues

1.1 Cadre du projet et périmètre d'étude

Dans le cadre du plan général d'affectation (PGA) de la commune de Belmont, une étude anticipée de carte de dangers crues a été menée pour les secteurs de Rochettaz et du Blessoney (rapport BG 7489.02-RN014a PGA Belmont Blessoney Rochettaz Rapport danger crues_v02). Sur le secteur amont du Blessoney, rue des Ecaravez, un déficit de protection a été identifié, il est détaillé au paragraphe 2.1.

Le périmètre de scénario a évolué, suite aux discussions menées avec la commission des dangers naturels du canton de Vaud (CCDN). Le premier point amont à partir duquel les écoulements se concentrent définit le point amont de cartographie.

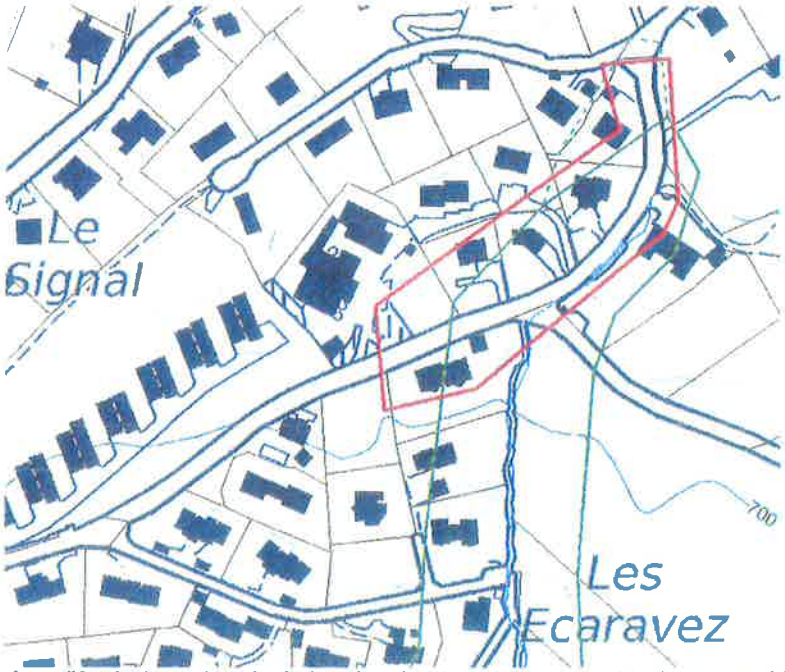


Figure 1: Périmètre d'étude (rouge) et évolution du périmètre de cartographie (en vert traitillé la nouvelle version, en vert foncé la version 2012)

1.2 Carte d'évaluation des aléas inondation

La carte de l'évaluation des aléas inondations est présentée ci-dessous. Après plusieurs discussions avec le canton, la méthodologie de tête de bassin versant a été clarifiée. Les phénomènes à l'amont du tronçon de cours d'eau sont considérés comme des phénomènes de ruissellement. Ces phénomènes peuvent aussi générer des dommages dans le cas d'une concentration de ruissellement. Ils sont en général de moindre importance, et ils ne sont donc pas cartographiés ici.

La carte d'évaluation des aléas est en tout point similaire à une carte des dangers, mais ce terme est désormais spécifiquement réservé aux produits du projet CDN-VD, une fois validés par le Canton.



Figure 2: Extrait de la carte de l'évaluation des aléas inondations avec le périmètre en rouge délimitant le secteur d'étude du concept de protection

1.3 Processus en jeu

Le secteur des Ecaravez se situe en amont du village, et le premier cours d'eau à ciel ouvert commence le long de cette route (secteur 2).

En amont (secteur (1)), les écoulements se concentrent au croisement Crau au fer – Ecaravez; mais immédiatement une partie du débit continue tout droit entre les bâtiments (cf. §2.2.2). L'écoulement principal suit la route des Ecaravez, jusqu'au croisement Bourlaie – Ecaravez, pour rejoindre le Flonzel. Pour les crues plus importantes (crue centennale), les débordements touchent les deux maisons sur le secteur plus à plat.

Pour le premier tronçon de cours d'eau la conduite a une capacité faible (0.3m³/s) même sans les phénomènes d'embâcle, et de dépôt. Ainsi des débordements sont anticipés dès la crue trentennale, se concentrant sur la route.



Figure 3: Extrait des phénomènes crue sur la route des Ecaravez (secteur 2 à gauche) et au croisement Crau au fer – Ecaravez (secteur 1 à croite)

Le prochain chapitre s'attardera à décrire les grandeurs en jeu. Puis trois concepts de protection seront proposés avec pré-dimensionnement des ouvrages.

2. Définition des données de base

2.1 Objectif de protection et déficit de protection

Les recommandations fédérales proposent des objectifs de protections adaptés au type d'affectation du sol.

Pour les zones d'habitation, aucune inondation n'est souhaitée avant Q_{300}; pour Q_{300}, seules des inondations d'intensité faible sont acceptées. Pour les routes communales, seules les inondations de fortes intensités doivent être évitées.

Sur l'extrait du plan des zones d'affectation actuelles, les objectifs de protection ont été résumés ci-dessous.

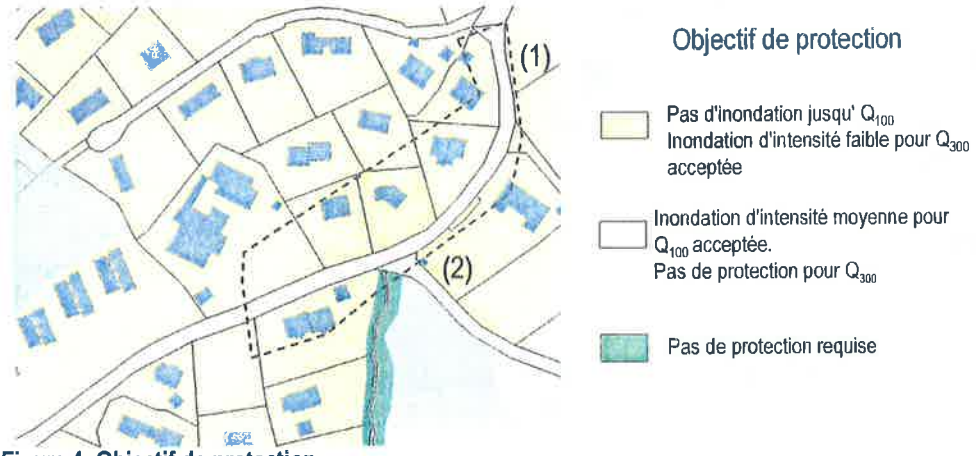


Figure 4: Objectif de protection

Ainsi le déficit de protection se situe au niveau de la parcelle n°411 (périmètre rouge de la figure 4). Il faut éliminer les débordements de la crue centennale sur cette parcelle. Pour obtenir une solution robuste, les débordements sur la route ne devraient pas se stocker sur ce tronçon de route (périmètre orange), mais être évacués direction le Flonzel (périmètre orange). Le concept de protection se concentrera à réaliser ces deux objectifs.

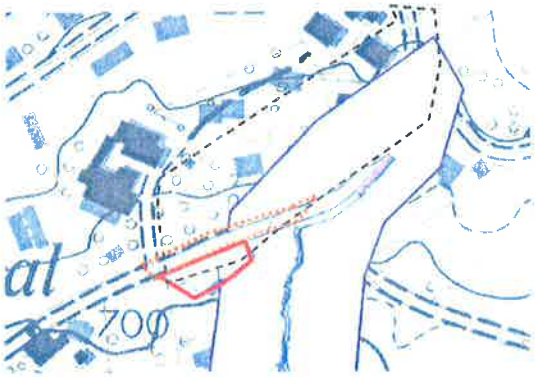


Figure 5: Extrait de la carte d'intensité Q100 avec le déficit de protection identifié par le périmètre en rouge

2.2 Détermination de la répartition de débit à l'amont – secteur (1)

2.2.1 Capacité des conduites du réseau d'eau claires

Les apports du réseau d'eaux claires dans le tronçon de cours d'eau sont schématisés ci-dessous (basé sur les plans du PGEE au 1:500).

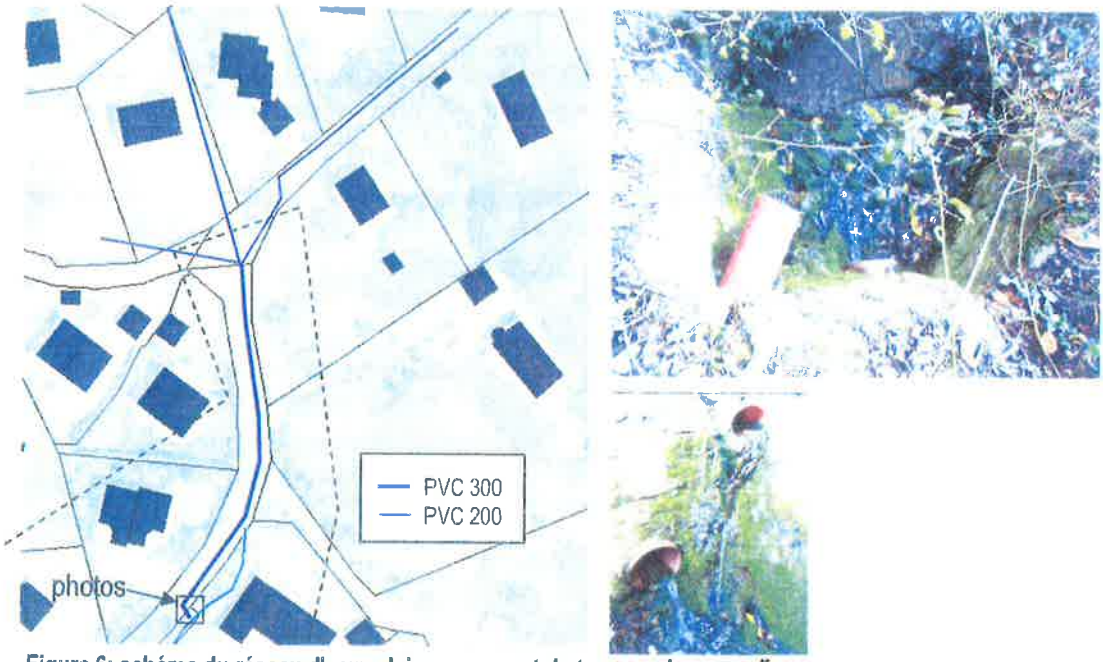


Figure 6: schéma du réseau d'eaux claires en amont du tronçon de cours d'eau

En partant de l'hypothèse que les conduites ont une pente proche des pentes de route, la conduite du réseau d'eau claires arrivant dans le tronçon de cours d'eau a une capacité maximum de 350l/s - soit équivalent au débit de la conduite sortant du tronçon de cours d'eau sans les phénomènes d'embâcle et de dépôt.

2.2.2 Répartition du débit amont

La couche des talwegs naturels se base sur le modèle numérique de terrain pour identifier les cheminements d'écoulement préférentiels (soit la manière dont l'eau de ruissellement se concentre en surface). La carte ci-dessous présente cette information. On voit que toutes les eaux de ruissellement se concentrent au croisement Crau au fer – Ecaravez.



Figure 7: Cheminement préférentiel sur le bassin versant amont

Une analyse de détail du carrefour a été faite sur site pour identifier comment à partir de ce point les ruissellements se répartissent.

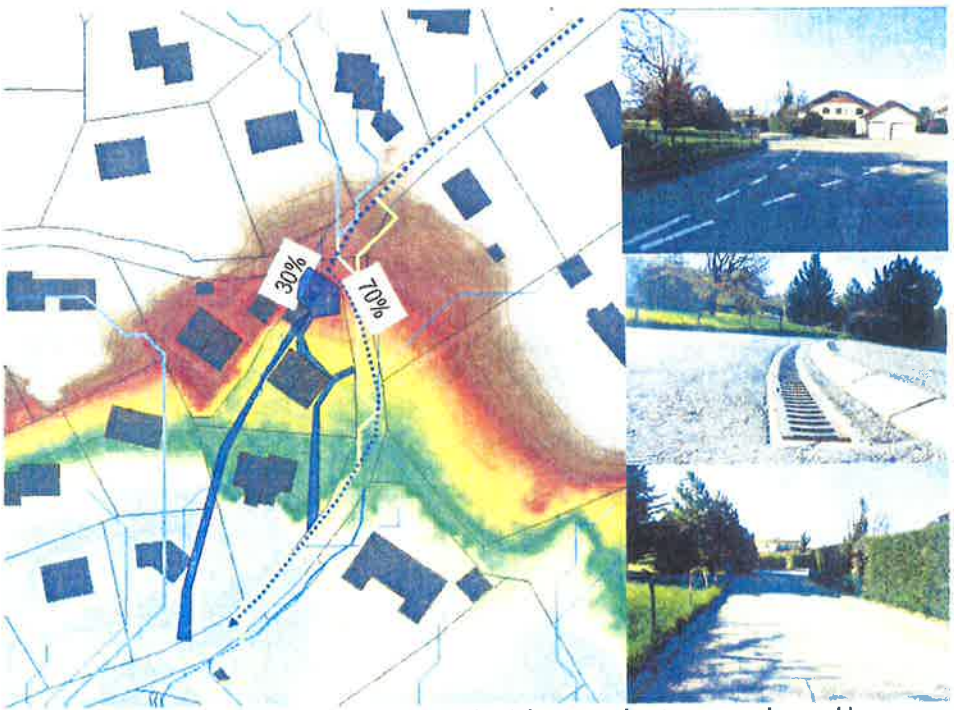


Figure 8: Estimation de la répartition des débits (photos en haut: vue sur les parkings parcelle n°1467, milieu: zoom sur le trottoir devant le parking, en bas: vue sur le chemin de Ecaravez depuis le carrefour)

Sur la base de ces observations et de calcul hydraulique ponctuel, nous avons estimé la répartition des débits (état actuel) comme suit:

Ruissellement	Q30 [m³/s]	Q100 [m³/s]	Q300 [m³/s]
Route :	1.1	1.2	1.2
Entre bâtiments :	0.4	0.6	1.0
Réseau EC:	0.3	0.3	0.3

2.3 Apports en sédiment et en bois flottant

La tête de bassin versant est composée de 35% de zone agricole et de 20% de forêt, pour un bassin versant de 0.11 km². Dans cette partie les écoulements sont diffus, ainsi les sédiments érodés seront a priori fins. Ces sédiments pourront normalement transiter – à moins qu'il y ait un phénomène d'embâcle. Le tronçon de cours d'eau est en partie protégé par des blocs cimentés, les transitions avec les talus végétalisés montrent des signes de fort pouvoir érosifs. Le tronçon de 10m peut donc apporter aussi des sédiments plus grossiers, s'ils sont disponibles. Ce secteur est toutefois très confiné. Il est toutefois préconisé de prévoir une petite fosse de dissipation de l'énergie en amont du voûtage, afin de laisser déposer une partie des sédiments excédants, suivi d'une mise en vitesse à l'entrée du voûtage pour optimiser la dimension de la conduite.

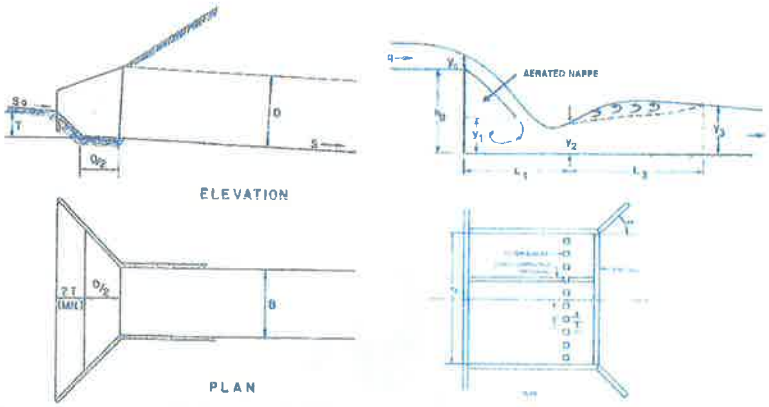


Figure 9: Exemple de mise en vitesse (gauche) et exemple de fosse avec ressaut hydraulique (droite)

La présence de végétation relativement dense sur le tronçon de cours d'eau est favorable à la protection contre l'érosion, par contre, cette végétation contribue à l'apport en bois mort, pouvant entraver le voûtage à l'aval. L'entretien de ce secteur est souhaitable. La mise en place d'une grille est toutefois souhaitable de manière à prévenir ce risque d'embâcle.

2.4 Affouillement en sortie de voûtage

Au vu de la configuration du coude en sortie de voûtage, des fortes vitesses prévues et des affouillements actuels un renforcement de la protection contre l'érosion est requis à l'aval du voûtage.

3. Concept de protection

3.1 Concept initial

Le concept initial comprend se divise en deux étapes:

1. Concentration des ruissellements amont sur la route
2. Augmentation de la taille du voûtage pour faire transiter Q_{100}

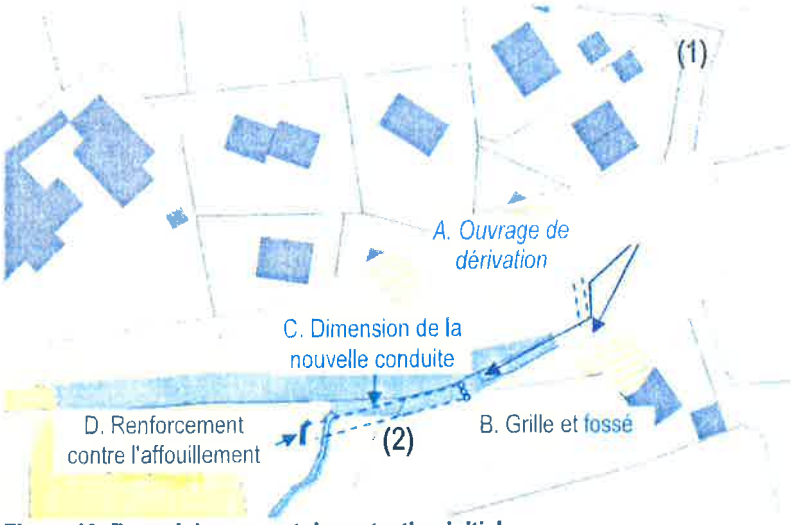


Figure 10: Rappel du concept de protection initial

3.1.1 Concentration des ruissellements amonts – secteur (1)

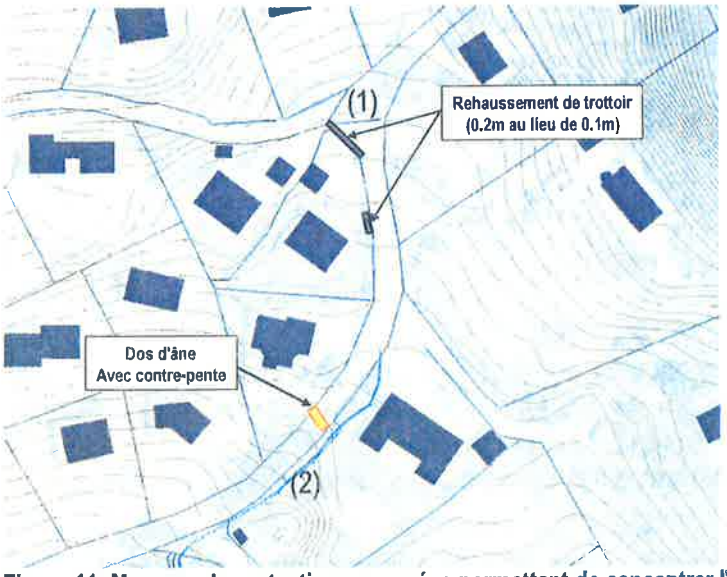


Figure 11: Mesures de protection proposées permettant de concentrer l'eau ruisselée

Pour que le ruissellement se concentre sur la route, les points bas du trottoir devraient être comblés (hauteur de 20cm), soit l'accès au parking et l'accès au jardin de la parcelle n° 1467.

Le dos d'âne au droit du tronçon de cours d'eau permettrait de concentrer l'écoulement vers le cours d'eau. Même si un tel ouvrage est hydrauliquement efficace, il comporte l'inconvénient de ralentir fortement la circulation en pleine montée ou descente. Etant donné la pente de la route, la

vitesse d'écoulement est forte, et l'obstacle devra être de dimension importante. La dimension de l'obstacle n'est pas détaillée à ce stade.

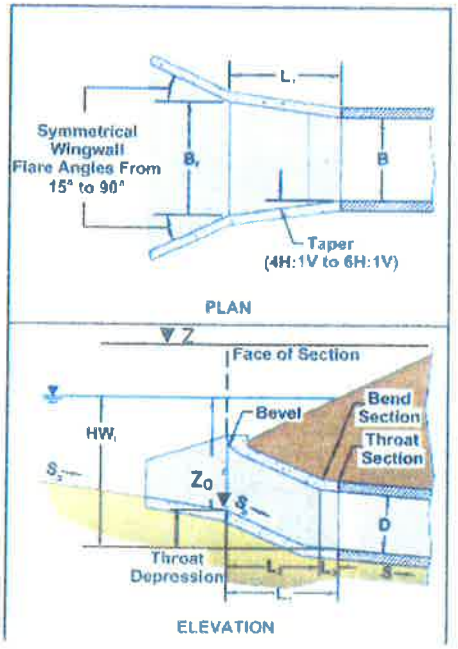
3.1.2 Diamètre de la conduite en aval du tronçon de cours d'eau – secteur (2)

Les critères de dimensionnement sont les suivants :

- Ecoulement à surface libre pour Q_{30}
- Ecoulement avec peu de mise en charge pour Q_{100}

Le dimensionnement a été calculé à l'aide du logiciel HY-8, logiciel spécialisé dans les calculs hydraulique de long voûtage (ponceau).

Le diamètre de la conduite pour garantir de telles conditions est de 1.0m. Les caractéristiques du dimensionnements sont décrites selon de schéma ci-dessous.



Diamètre de conduite	B	1.0 m
Diamètre en amont de la mise en vitesse	B_1	1.2 m
Longueur de la mise en vitesse	L_1	0.5m
Pente de la mise en vitesse	S_D	33%
Pente de la conduite	S	18%
Altitude de la route	Z	713.15 msm
Altitude du fond	Z_0	711.74 msm

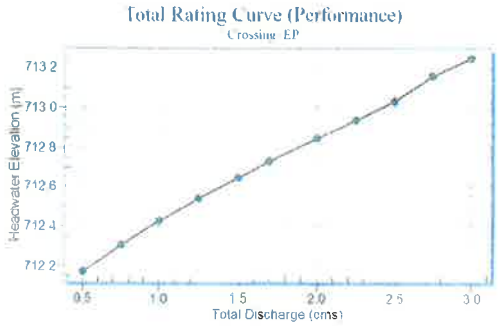


Figure 12: schéma de principe de dimensionnement

3.1.3 Commentaire sur ce concept initial

La construction du dos d'âne dans un secteur à forte pente comporte plusieurs désavantages (difficulté à créer une contre-pente efficace pour dévier l'eau, obstacle à la circulation). Ainsi une recherche d'autres concepts de protection est développée dans le paragraphe qui suit. La concentration de l'écoulement sur la route en amont n'est pas modifiée.

La première alternative se base sur la reprise de la route au croisement Bourlaie – Ecaravez. La deuxième alternative consiste à déplacer le dos d'âne à proximité du Flonzel.

3.2 Alternative n°1 – Reprise de route – secteur (2)

Le principe de base consiste à concentrer le ruissellement de la route plus en aval, au croisement Bourlaie – Ecaravez. Ceci peut se faire par un changement du dévers de la route, dirigeant l'écoulement vers le Flonzel (rive gauche, en regardant direction l'aval).

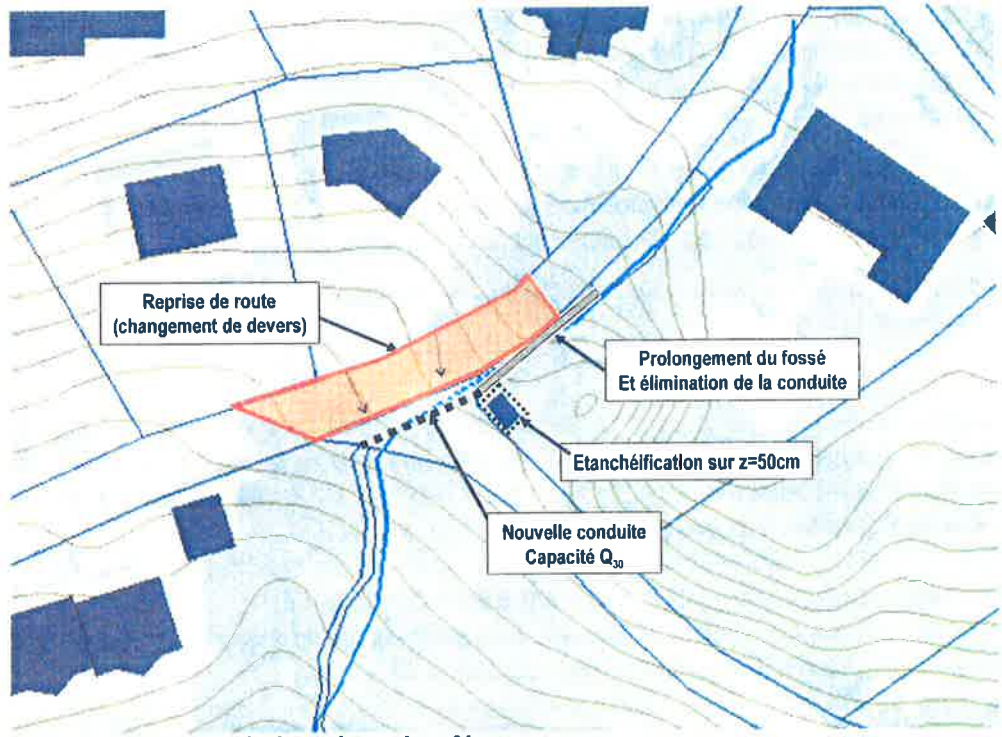


Figure 13: schéma de principe - alternative n°1

3.2.1 Concentration de l'écoulement en aval

Le devers actuel de la route dirige l'eau à l'intérieur du virage - soit en rive droite (en regardant vers l'aval), l'inverse serait préférable pour évacuer naturellement l'eau dans le Flonzel. Il faudrait donc reprendre ce devers, et l'inverser 50 m en dessus du carrefour Bourlaie – Ecaravez (depuis la route d'accès à la parcelle 1421).



Figure 14: photo mettant en évidence le dévers de la route

3.2.2 Transit par le tronçon de cours d'eau

Le tronçon de cours d'eau se poursuit par un talus boisé, légèrement plus bas que la route. Etant donné l'intention de reprendre cette conduite, il serait encore préférable de maintenir la tranchée créée pour sortir la conduite actuelle et de renforcer les talus sur 18m de long. Seul le tronçon de conduite sous le chemin de Bourlaie pourrait être renouvelé.

On peut supposer qu'avec le changement de dévers de route, 75 % du ruissellement rejoigne le tronçon de cours d'eau avant le croisement de route. Les conséquences de la défaillance de la conduite n'est plus problématique, étant donné que les débordements retournent au Flonzel sans inonder de parcelle.

Toutefois, pour garantir le transit de la crue sans mise en charge, le débit de dimensionnement Q_{100} est de 1.2m^3/s. Le diamètre de la conduite sans mise en charge est de 0.8m. En créant une bonne mise en vitesse, les ouvrages de herse et dépotoir ne seront pas nécessaires.

La position de la nouvelle conduite pourrait permettre une meilleure orientation de la conduite en sortie, à l'aide d'un coude.

3.2.3 Faisabilité technique

Selon la norme SN640 120 au chapitre C, définissant les normes de construction de route en virage, il est dit que les virages doivent être inclinés vers l'intérieur de la courbe. Ainsi cette mesure de protection est contraire à ce principe de base. De ce fait, la faisabilité technique de cette mesure n'est pas garantie, voire prétéritée.

3.3 Alternative n°2 – dos d'âne en aval – secteur (2)

Le principe de base consiste à créer un obstacle à l'écoulement au droit du Flonzel, ceci à l'aide d'un gendarme couché avant les bâtiments de la parcelle n°421.

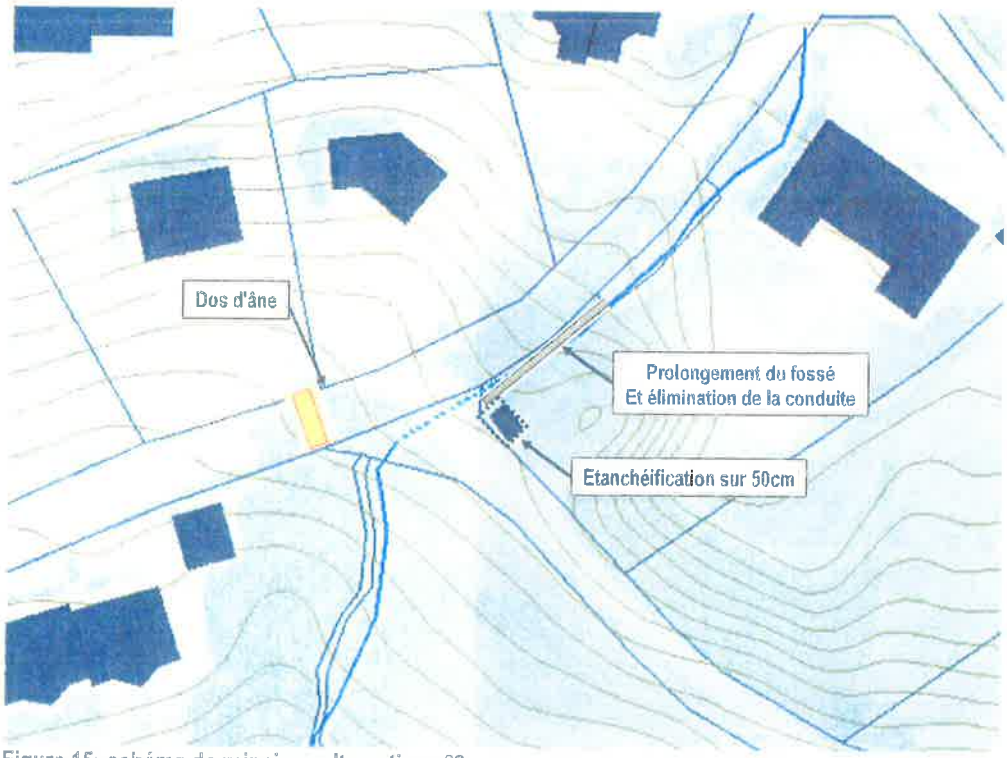


Figure 15: schéma de principe - alternative n°2

3.3.1 Concentration de l'écoulement à l'aval

La pente de la route étant moins raide sur ce secteur, la faisabilité d'un tel dos d'âne semble réaliste à cet endroit-là. Un dos d'âne de profilé plus raide que celui situé à l'opposé de la parcelle n°421 permettrait une meilleure déviation de l'eau. A priori pour créer le ressaut nécessaire pour dévier l'écoulement l'obstacle doit faire 40cm de hauteur.



Figure 16: Photo du dos d'âne à l'opposé de la parcelle n°421

3.3.2 Transit par le tronçon de cours d'eau

La capacité de la conduite ne doit à priori pas être augmentée: peu d'écoulement de la route n'atteindra le tronçon de cours d'eau. Un fossé moins profond pourrait être créé dans le talus boisé, afin de favoriser le transit du débordement directement au Flonzel. Des ouvrages de mise en vitesse, fosse de dissipation et protection contre les affouillements sont toutefois souhaitables.

3.3.3 Faisabilité technique

Selon la norme SN640 213 figure 6, définissant les constructions d'élément de modération de trafic, la hauteur maximale d'un ouvrage simple de fixée à 12cm.

Ainsi pour pouvoir réaliser une telle mesure, il faudrait adapter le concept de base pour créer par exemple un obstacle en plusieurs étapes, et un fossé avec grille devant le dos d'âne pour favoriser le transit vers le Flonzel.

3.4 Alternative n°3 – récolte des eaux dans un fossé - secteur (2)

Cette alternative a pour objectif de récolter l'eau là où elle se concentre c'est-à-dire sur le bas côté droite de la route des Ecaravez puis et traverser la route perpendiculairement au droit du début du Flonzel.

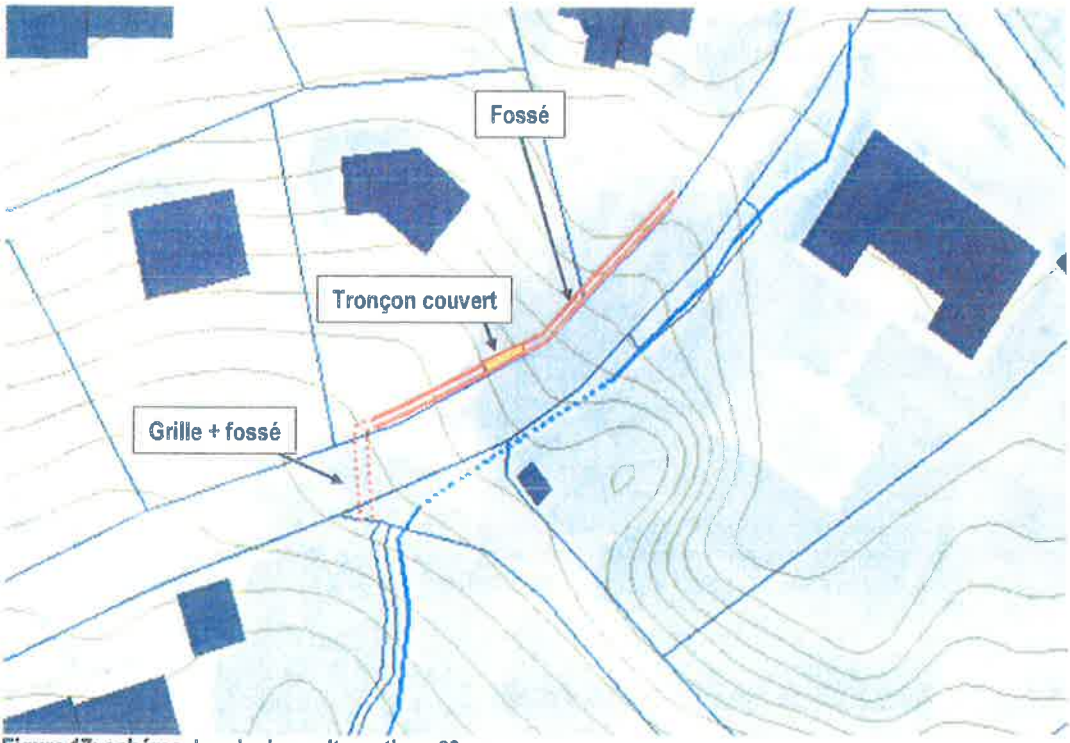


Figure 17: schéma de principe - alternative n°3

3.4.1 Concentration de l'écoulement à l'aval

Etant donné le dévers actuel de la route, la concentration du débordement dans un fossé semble une solution pertinente. Le débit de projet est de 1.8m^3/s pour garantir le transit de la crue Q_{100}, en supposant que tout le débit débordé à l'amont est concentré sur la route des Ecaravez. Ce fossé devrait donc faire 0.5m de large et de haut, une optimisation en fonction de la place disponible pourra être faite.

Le transit jusqu'au Flonzel se ferait par un fossé (0.7m de diamètre) sous la route recouvert d'une grille permettant de récolter les dernières eaux qui ne se seraient pas concentrées dans le fossé.

Les débits transitant par le tronçon de cours d'eau ne seraient pas modifiés, les mêmes remarque qu'au paragraphe 3.3.2 sont valables ici.

3.4.2 Faisabilité technique et devis

Cette variante n'entre en conflit avec aucune norme routière, elle est donc réalisable sans complications.

Le devis de construction d'une telle mesure (à ±30%) serait de l'ordre 100 000CHF (TTC), ou 90 000 CHF total brut HT.

4. Synthèse

Le concept de base et trois variantes ont été proposés pour résoudre les problèmes de déficit de protection rencontrés au chemin des Ecaravez (au secteur (2)).

Le concept initial a le désavantage de générer des dimensions importantes pour les ouvrages de protection. L'emplacement des ouvrages ne nous semblent pas judicieuses, voire difficilement réalisable.

L'alternative n° 1 ne génère pas nuisance importante pour le trafic transitant par la route, mais entre en conflit avec une norme routière, rendant sa faisabilité très difficile. Le coût pourrait s'avérer important. C'est une solution robuste.

L'alternative n°2 génère le minimum de travaux, cependant le dos d'âne qu'il faudrait construire a une dimension importante. Les dimensions ne sont pas applicables aux vues des normes SN640 213. Pour rendre cette variante réalisable quelques adaptations sont à prévoir. L'ouvrage crée un ralentissement du trafic, à voir s'il est souhaitable ou pas au quotidien.

L'alternative n°3 est techniquement facile à réaliser et semble une solution proportionnée et robuste. Cette variante est la moins cher à réaliser (100 000 CHF TTC). L'espace à disposition risque d'être un enjeu pour la faisabilité d'une telle variante.

	A. Dérivation au cours d'eau		C. Transit par la conduite			
	Description	Dimension	Description	Dimension	faisabilité	coût
Concept initial	Dos d'âne au milieu de montée	H > 0.4m	Transit du 100% de l'écoulement. Nouvelle conduite avec entonnement[1].	Di = 1000mm L = 35 m	Très difficile	Cher
Alternative n°1	Changement de dévers de route	L = 50m	Transit du 75% de l'écoulement. Nouvelle conduite avec entonnement.	Di = 800mm L = 10 m	Très difficile	Très cher
Alternative n°2	Dos d'âne au droit du Flonzel	H = 0.4m	Transit actuel maintenu. Conduite actuel, mais ouvrage d'entonnement ou herse.	Di = 300mm L = 35 m	Difficile	Cher
Alternative n°3	Récolte des eaux dans un fossé	H = 0.5m B = 0.5m	Transit actuel maintenu. Conduite actuel, mais ouvrage d'entonnement ou herse.	Di = 300mm L = 35 m	Facile	10 KCHF La moins cher

Tableau 1: Résumé des différents concepts de protection avec dimensions d'ouvrages

Pour toutes les variantes, la concentration des écoulements à l'amont se ferait par rehaussement des points bas du trottoir (secteur (1)). Il est pourtant proposé de ne prendre aucune mesure pour résoudre ce problème, considérés comme disproportionné pour des phénomènes de ruissellement diffus.

[1] Par entonnement, on entend ouvrage de mise en vitesse (augmentation de pente locale, ouvrage de rétrécissement de section d'entrée pour concentrer l'écoulement,...)

4.1 Mesures préconisées pour la suite

Etant données les conclusions et la comparaison des variantes faites au chapitre précédent, il est préconisé de faire un avant-projet sur la base de l'alternative n°3, pour le secteur (2).

Pour le tronçon de cours d'eau et la conduite aval, les mesures à réaliser sont les suivantes:

- Pour éviter les phénomènes d'embâcle: herse en amont du voûtage (ou éventuellement une reprise de l'entrée du voûtage pour améliorer la mise en vitesse)
- Pour protéger la sortie du voûtage contre l'affouillement: mise en place de nouveaux blocs (réflexion sur l'amélioration possible de la sortie de conduite actuellement à 90° de l'axe u Flonzel)
- Pour améliorer l'écoulement dans le tronçon de cours d'eau: entretien du cours d'eau (coupe de branches)

Pour la route entre Ch. des Ecaravez n°39 et le début du Flonzel, les mesures à réaliser sont les suivantes:

- Pour récolter les eaux de ruissellement de l'amont: construction d'un fossé en rive droite de la route (recouvert pas une glissière aux entrées de passerelles)
- Pour faire transiter les eaux récoltés jusqu'au cours d'eau (et récolter les eaux restantes): construction d'une traversée de route avec grille

Municipalité de la Commune de Belmont-sur-Lausanne
Rte d'Arnier 2 – case postale 64
1092 Belmont-sur-Lausanne

N/REF. 7843.01
Prudence Hounkpe

Lausanne, le 8 août 2019

COMMUNE DE BELMONT-SUR-LAUSANNE

ETABLISSEMENT DU PACom
RETRANSCRIPTION DES DANGERS NATURELS

Mesdames et Messieurs,

Par la présente, nous confirmons que nous avons collaboré avec le bureau **urbaplan lausanne** de Lausanne pour la retranscription des dangers naturels dans le PACom (plans, règlement, rapport selon l'article 47OAT, lettre d'intention pour les mesures collectives) de la Commune de Belmont-sur-Lausanne.

Cette collaboration, basée sur le guide pratique cantonal en la matière et les recommandations de l'UDN, a permis de délimiter les secteurs de restrictions propres à chaque aléa et de définir le dispositif réglementaire ad hoc.

Le plan d'affection mis à l'enquête publique est en ordre sous réserve de la modification suivante :

- La parcelle N° 237 est également en "Secteur de restriction 2".

Bureau :

BG Ingénieurs Conseils
Avenue de Cour 61
Case postale 241
1001 Lausanne

Aléa(s) considéré(s) :

Inondations (INO)

Signatures :

Prudence Hounkpe (chef de projet)

BG Ingénieurs Conseils SA
Av. de Cour 61 - Case postale 241
CH-1001 Lausanne

KARAKAS
FRANÇAIS

- Géotechnique
- Géostructure
- Géologie
- Environnement

v/réf : M. Dominique Gamboni
n/réf : SVU/6648
Affaire traitée par : Simon Vuadens
6648_Lettre de validation du RPGA

COMMUNE DE BELMONT-SUR-LAUSANNE
Bureau technique communal
Rte d'Arnier 2
Case Postale 64
1092 Belmont-sur-Lausanne

Lausanne, le 6 août 2019

Validation du contenu du Règlement du Plan Général d'Affectation (RPGA) et du Rapport 47OAT
Belmont-sur-Lausanne – Implications géologiques par rapport aux zones de glissement

Monsieur,

En date du 17 juillet 2019, nous avons reçu de votre part une demande de validation des chapitres traitant des dangers naturels du RPGA et du Rapport 47OAT, Conformément aux exigences cantonales. Le chapitre 18 du RPGA et le chapitre 6.3 du Rapport 47OAT ont été contrôlés ; nous validons ces documents sous réserve des modifications suivantes :

- Concernant le RPGA, le 4ème paragraphe de l'article 18.4 doit être modifié comme suit : « *Tout aménagement extérieur ~~augmentant l'exposition au risque~~ doit faire l'objet d'une évaluation locale de risque.* »
- Concernant le Rapport 47OAT, dans le sous-chapitre 6.3.1 au point « *Secteur soumis à un danger d'inondation et de laves torrentielles (INO + LTO)* » le recensement des parcelles concernées par un danger moyen doit être complété avec les parcelles n°366 et 369.

Dès lors, nous attestons l'exactitude du contenu des documents précités dans leur version finale.

Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

KARAKAS & FRANÇAIS SA

Av. des Boveresses 44
1010 Lausanne

Ch. des Poteaux 10
1213 Petit-Lancy

Av. de la Gare 19
1920 Martigny

geotechnique@kfsa.ch
www.kfsa.ch